

SOCIÉTÉ DES NATIONS

*Recueil des Traités et des Engagements
internationaux enregistrés par le Secrétariat
de la Société des Nations*

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Publication of Treaties and International Engagements
registered with the Secretariat of the
League of Nations*

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

*et des Engagements internationaux enregistrés par le
Secrétariat de la Société des Nations*

VOLUME CLIV

1934-1935

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
N° 3534. — Allemagne et Finlande :	
Echange de notes comportant un accord amendant le Traité de commerce du 24 mars 1934 entre les deux pays. Berlin, le 25 septembre 1934... ..	9
N° 3535. — Allemagne et Finlande :	
Accord concernant les paiements relatifs aux échanges commerciaux entre les deux pays. Signé à Berlin, le 2 octobre 1934	17
N° 3536. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Lettonie :	
Accord commercial, avec protocole et annexes, signés à Londres, le 17 juillet 1934, et échanges de notes relatifs au texte letton de cet accord, Riga, les 7 et 18 septembre 1934, et Londres, les 28 décembre 1934 et 17 janvier 1935	25
N° 3537. — Allemagne et Lettonie :	
Echange de notes comportant un accord relatif à l'extradition et à la coopération judiciaire en matière pénale. Riga, le 18 juillet 1934	69
N° 3538. — Portugal et Suède :	
Déclaration concernant les relations commerciales et maritimes entre les deux pays. Signée à Lisbonne, le 19 octobre 1934	77
N° 3539. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Suède :	
Echange de notes concernant la reconnaissance réciproque des certificats de navires à passagers. Stockholm, les 19 juillet, 2 et 20 octobre 1934	85
N° 3540. — Estonie, Lettonie, Lithuanie :	
Traité d'entente et de collaboration, signé à Genève, le 12 septembre 1934, et déclaration de la même date	93
N° 3541. — France et Suède :	
Echange de notes comportant un arrangement dans le but de faciliter l'admission des stagiaires dans les deux pays. Paris, le 9 juin 1934	101

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Publication of Treaties and International Engagements
registered with the Secretariat of the League of Nations*

VOLUME CLIV

1934-1935

TABLE OF CONTENTS.

	Page
No. 3534. — Germany and Finland :	
Exchange of Notes constituting an Agreement modifying the Treaty of Commerce of March 24th, 1934, between the Two Countries. Berlin, September 25th, 1934	9
No. 3535. — Germany and Finland :	
Agreement concerning Payments in connection with Goods Transactions between the Two Countries. Signed at Berlin, October 2nd, 1934	17
No. 3536. — Great Britain and Northern Ireland and Latvia :	
Commercial Agreement, with Protocol and Annexes, signed at London, July 17th, 1934, and Exchanges of Notes regarding the Latvian Text of that Agreement. Riga, September 7th and 18th, 1934, and London, December 28th, 1934, and January 17th, 1935	25
No. 3537. — Germany and Latvia :	
Exchange of Notes constituting an Agreement regarding Extradition and Judicial Co-operation in Criminal Matters. Riga, July 18th, 1934	69
No. 3538. — Portugal and Sweden :	
Declaration regarding Commercial and Maritime Relations between the Two Countries. Signed at Lisbon, October 19th, 1934	77
No. 3539. — Great Britain and Northern Ireland and Sweden :	
Exchange of Notes regarding the Reciprocal Recognition of Passenger Vessel Certificates. Stockholm, July 19th, October 2nd and 20th, 1934	85
No. 3540. — Estonia, Latvia, Lithuania :	
Treaty of Good Understanding and Co-operation, signed at Geneva, September 12th, 1934, and Declaration of the same Date	93
No. 3541. — France and Sweden :	
Exchange of Notes constituting an Agreement for facilitating the Admission of Student Employees into the Two Countries. Paris, June 9th, 1934	101

N° 3542. — République Argentine et Lithuanie :

Convention pour l'établissement de la réciprocité dans le paiement des indemnités pour accidents du travail. Signée à Buenos-Ayres, le 20 octobre 1932 ... 113

N° 3543. — Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie, Danemark, etc. :

Acte additionnel à la Convention internationale signée à Berne le 23 octobre 1924, concernant le transport des marchandises par chemins de fer. Signé à Berne, le 2 septembre 1932 ... 123

N° 3544. — Allemagne, Autriche, Belgique, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Danemark, etc. :

Convention européenne de radiodiffusion, avec plan de Lucerne y annexé et protocole final. Signés à Lucerne, le 19 juin 1933... 133

N° 3545. — Danemark et Estonie :

Echange de notes comportant un accord relatif à la notification réciproque des sentences de condamnation prononcées par les instances judiciaires de l'un des deux pays contre les ressortissants de l'autre, ainsi que des empreintes digitales des condamnés. Tallinn, le 1^{er} novembre 1934 ... 175

N° 3546. — Chili et Danemark :

Echange de notes comportant un arrangement relatif à la protection réciproque des marques de fabrique ou de commerce. Copenhague, le 22 août 1934 ... 181

N° 3547. — Allemagne et Union économique belgo-luxembourgeoise :

Arrangement additionnel à l'Accord commercial provisoire du 4 avril 1925, et protocole final. Signés à Berlin, le 5 septembre 1934 ... 187

N° 3548. — Danemark et Pologne :

Protocole concernant le régime douanier applicable à certaines marchandises, avec annexes, signé à Copenhague, le 10 janvier 1934, et échange de notes concernant certaines dispositions supplémentaires audit protocole, Varsovie, le 1^{er} mai 1934 221

N° 3549. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Norvège :

Accord concernant les réclamations relatives aux dégâts occasionnés à l'attirail de pêche. Signé à Londres, le 5 novembre 1934 ... 231

N° 3550. — Finlande et Suède :

Arrangement concernant le régime des importations de viande finlandaise en Suède, signé à Helsingfors, le 5 septembre 1934, et échange de notes y relatif, Helsingfors, les 28 et 29 juin 1935 ... 239

N° 3551. — Allemagne et Suède :

Accord relatif aux paiements résultant des échanges commerciaux entre les deux pays, et protocole. Signés à Berlin, le 28 août 1934 ... 249

N° 3552. — Allemagne et Suède :

Accord relatif au paiement des intérêts des titres suédois des emprunts Dawes, Young et Kreuger. Signé à Berlin, le 28 août 1934 ... 267

No. 3542. — Argentine Republic and Lithuania :

Page

Convention concerning Reciprocity with respect to the Payment of Compensation for Industrial Accidents. Signed at Buenos Aires, October 20th, 1932 113

No. 3543. — Germany, Austria, Belgium, Bulgaria, Denmark, etc.:

Additional Act to the International Convention signed at Berne on October 23rd, 1924, concerning the Traffic of Goods by Rail. Signed at Berne, September 2nd, 1932 123

No. 3544. — Germany, Austria, Belgium, United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, Denmark, etc. :

European Broadcasting Convention, with Lucerne Plan annexed thereto and Final Protocol. Signed at Lucerne, June 19th, 1933 133

No. 3545. — Denmark and Estonia :

Exchange of Notes constituting an Agreement relating to the Reciprocal Notification of Penal Sentences passed by the Courts of One of the Two Countries against Nationals of the Other, and of the Finger-prints of the Persons sentenced. Tallinn, November 1st, 1934 175

No. 3546. — Chile and Denmark :

Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Reciprocal Protection of Commercial or Industrial Trade Marks. Copenhagen, August 22nd, 1934 181

No. 3547. — Germany and Economic Union of Belgium and Luxemburg :

Additional Arrangement to the Provisional Commercial Agreement of April 4th, 1925, and Final Protocol. Signed at Berlin, September 5th, 1934 187

No. 3548. — Denmark and Poland :

Protocol regarding the Customs Tariff applicable to Certain Goods, with Annexes, signed at Copenhagen, January 10th, 1934, and Exchange of Notes concerning Certain Provisions supplementary to the said Protocol, Warsaw, May 1st, 1934 221

No. 3549. — Great Britain and Northern Ireland and Norway :

Agreement regarding Claims in respect of Damage to Fishing Gear. Signed at London, November 5th, 1934 231

No. 3550. — Finland and Sweden :

Agreement regarding the Regime applicable to the Importation of Finnish Meat into Sweden, signed at Helsingfors, September 5th, 1934, and Exchange of Notes relating thereto, Helsingfors, June 28th and 29th, 1935 239

No. 3551. — Germany and Sweden :

Agreement concerning Payments in connection with Goods Transactions between the Two Countries, and Protocol. Signed at Berlin, August 28th, 1934 249

No. 3552. — Germany and Sweden :

Agreement concerning the Payment of Interest on Swedish Bonds of the Dawes, Young and Kreuger Loans. Signed at Berlin, August 28th, 1934 267

N° 3553. — Allemagne et Suède :

Accord concernant l'application du moratoire allemand des transferts à l'égard des créanciers suédois. Signé à Berlin, le 28 août 1934 ... 273

N° 3554. — Autriche, Hongrie, Italie :

Protocole N° I. Signé à Rome, le 17 mars 1934 ... 281

N° 3555. — Autriche, Hongrie, Italie :

Protocole N° II, concernant le développement des relations économiques. Signé à Rome, le 17 mars 1934 ... 287

N° 3556. — Autriche et Italie :

Protocole N° III, complémentaire au Protocole entre l'Autriche, la Hongrie et l'Italie, signé à Rome, le 17 mars 1934, concernant le développement des relations économiques. Signé à Rome, le 17 mars 1934 ... 297

N° 3557. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Pays-Bas :

Echange de notes comportant un *modus vivendi* temporaire relatif aux relations commerciales entre les deux pays. Londres, les 20 et 30 juillet 1934 ... 305

N° 3558. — Estonie et Suède :

Echange de notes comportant un arrangement relatif au régime des importations de viande estonienne en Suède. Stockholm, le 7 décembre 1934 ... 319

N° 3559. — Chili et Pays-Bas :

Convention pour le règlement au moyen d'un système de clearing des créances commerciales entre les deux pays, signée à Santiago-du-Chili, le 1^{er} juin 1934, et échange de notes y relatif, Santiago-du-Chili, le 6 juillet 1934 ... 325

N° 3560. — Afghanistan, Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Inde :

Echange de notes relatif à la frontière entre l'Afghanistan et l'Inde aux environs d'Arnawai et de Dokalim (avec carte). Kaboul, le 3 février 1934 ... 349

N° 3561. — Belgique et Grande-Bretagne et Irlande du Nord :

Accord relatif à la soumission de la réclamation de M. Oscar Chinn à la décision de la Cour permanente de Justice internationale. Signé à Bruxelles, le 13 avril 1934 ... 361

N° 3562. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et France :

Echange de notes relatif à la prolongation, à titre provisoire, de la Convention de commerce et de navigation conclue entre le Royaume-Uni et la France, le 28 février 1882. Londres, le 8 mai 1934 ... 367

N° 3563. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord, Inde et Siam :

Echange de notes relatif à la frontière entre la Birmanie (Tenasserim) et le Siam. Bangkok, le 1^{er} juin 1934 ... 373

N° 3564. — Union Sud-Africaine, Allemagne, Australie, Canada, Chili, etc. :

Arrangement international relatif aux statistiques des causes de décès, et protocole de signature. Signés à Londres, le 19 juin 1934 ... 381

	Page
No. 3553. — Germany and Sweden :	
Agreement concerning the Execution of the German Transfer Moratorium in relation to Swedish Creditors. Signed at Berlin, August 28th, 1934	273
No. 3554. — Austria, Hungary, Italy :	
Protocol No. I. Signed at Rome, March 17th, 1934	281
No. 3555. — Austria, Hungary, Italy :	
Protocol No. II regarding the Development of Economic Relations. Signed at Rome, March 17th, 1934	287
No. 3556. — Austria and Italy :	
Protocol No. III complementary to the Protocol between Austria, Hungary and Italy, signed at Rome, March 17th, 1934, regarding the Development of Economic Relations. Signed at Rome, March 17th, 1934	297
No. 3557. — Great Britain and Northern Ireland and the Netherlands :	
Exchange of Notes constituting a temporary <i>modus vivendi</i> regarding Commercial Relations between the Two Countries. London, July 20th and 30th, 1934	305
No. 3558. — Estonia and Sweden :	
Exchange of Notes constituting an Arrangement regarding the Regime applicable to the Importation of Estonian Meat into Sweden. Stockholm, December 7th, 1934	319
No. 3559. — Chile and the Netherlands :	
Convention for the Settlement by means of a Clearing System of Commercial Debts between the Two Countries, signed at Santiago-de-Chile, June 1st, 1934, and Exchange of Notes relating thereto, Santiago-de-Chile, July 6th, 1934	325
No. 3560. — Afghanistan, Great Britain and Northern Ireland and India :	
Exchange of Notes in regard to the Boundary between Afghanistan and India in the Neighbourhood of Arnawai and Dokalim (with a Map). Kabul, February 3rd, 1934	349
No. 3561. — Belgium and Great Britain and Northern Ireland :	
Agreement for the Submission of the Claim of Mr. Oscar Chinn for Decision by the Permanent Court of International Justice. Signed at Brussels, April 13th, 1934	361
No. 3562. — Great Britain and Northern Ireland and France :	
Exchange of Notes regarding the Temporary Prolongation of the Convention of Commerce and Navigation concluded between the United Kingdom and France, February 28th, 1882. London, May 8th, 1934... ..	367
No. 3563. — Great Britain and Northern Ireland, India and Siam :	
Exchange of Notes regarding the Boundary between Burma (Tenasserim) and Siam. Bangkok, June 1st, 1934	373
No. 3564. — Union of South Africa, Germany, Australia, Canada, Chile, etc. :	
International Agreement relating to Statistics of Causes of Death, and Protocol of Signature. Signed at London, June 19th, 1934	381

N° 3534.

ALLEMAGNE ET FINLANDE

Echange de notes comportant un accord amendant le Traité de commerce du 24 mars 1934 entre les deux pays. Berlin, le 25 septembre 1934.

GERMANY AND FINLAND

Exchange of Notes constituting an Agreement modifying the Treaty of Commerce of March 24th, 1934, between the Two Countries. Berlin, September 25th, 1934.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 3534. — NOTENWECHSEL ZWISCHEN DER DEUTSCHEN REGIERUNG UND DER FINNISCHEN REGIERUNG, EIN ABKOMMEN ZUR ABÄNDERUNG DES ZWISCHEN DEN BEIDEN LÄNDERN AM 24. MÄRZ 1934¹ ABGESCHLOSSENEN HANDELSVERTRAGES DARSTELLEND. BERLIN, DEN 25. SEPTEMBER 1934.

Texte officiel allemand communiqué par le délégué permanent a. i. de la Finlande auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 1^{er} novembre 1934.

German official text communicated by the Permanent Delegate a. i. of Finland accredited to the League of Nations. The registration of this Exchange of Notes took place November 1st, 1934.

I. AUSWÄRTIGES AMT AN DEN FINNISCHEN GESANDTEN IN BERLIN.

BERLIN, den 25. September 1934.

HERR GESANDTER !

Im Auftrage meiner Regierung beehre ich mich mitzuteilen, dass die Deutsche Regierung mit nachstehender Änderung der Tarifanlage A des am 24. März 1934 in Berlin geschlossenen Handelsvertrages zwischen dem Deutschen Reich und der Republik Finnland einverstanden ist :

I.

Die in der Anmerkung zu Abs. 2 der Tarifr. aus 651 A des deutsch-finnischen Handelsvertrages vom 24. März 1934 festgesetzte Menge für

Pappen (mit Ausnahme solcher mit einer Stärke von 3 mm oder mehr und einem Flächeninhalt des einzelnen Bogens von mehr als 1 Geviertmeter) rein oder gemischt aus mechanisch oder chemisch bereitetem Holzstoff, auch aus solchem von gedämpftem Holz festgewalzt (Braunholzpappe, sogen. Lederpappe), auch in der Masse gefärbt wird von 5 v. H. auf 10 v. H. erhöht.

Ferner wird die in der Anmerkung zu Abs. 3 der Tarifr. aus 651 A festgesetzte Menge für

Pappen (mit Ausnahme solcher mit einer Stärke von 3 mm oder mehr und einem Flächeninhalt des einzelnen Bogens von mehr als 1 Geviertmeter) lediglich aus mechanisch bereitetem Holzstoff, auch aus solchem von gedämpftem Holz, festgewalzt (Braunholzpappe, sogen. Lederpappe), oder mit einem Gehalt an chemisch bereitetem Holzstoff von 15 v. H. oder weniger, auch in der Masse gefärbt von 75 v. H. auf 70 v. H. herabgesetzt.

II.

Diese Vereinbarung soll ratifiziert werden ; sie tritt am 10. Tage nach dem Tage des Austausches der Ratifikationsurkunden in Kraft. Die beiden Regierungen sind sich darüber einig, dass sie schon vom 1. Oktober 1934 ab vorläufig angewendet werden soll.

¹ Volume CXLIX, page 343, de ce recueil.

¹ Volume CXLIX, page 343, of this Series.

Indem ich bitte, mir bestätigen zu wollen, dass die Finnische Regierung mit dieser Vereinbarung ebenfalls einverstanden ist, benutze ich auch diesen Anlass, um Ihnen, Herr Gesandter, die Versicherung meiner ausgezeichnetsten Hochachtung zu erneuern.

Dr. Hans R. HEMMEN.

2. DER FINNISCHE GESANDTE IN BERLIN AN DAS AUSWÄRTIGE AMT.

Berlin, den 25. September 1934.

HERR BOTSCHAFTSRAT !

Ich beehre mich, den Empfang Ihres Schreibens vom heutigen Tage zu bestätigen, das folgenden Wortlaut hat :

„Im Auftrage meiner Regierung beehre ich mich mitzuteilen, dass die Deutsche Regierung mit nachstehender Änderung der Tarifieranlage A des am 24. März 1934 in Berlin geschlossenen Handelsvertrages zwischen dem Deutschen Reich und der Republik Finnland einverstanden ist :

I.

Die in der Anmerkung zu Abs. 2 der Tarifiernr. aus 651 A des deutsch-finnischen Handelsvertrages vom 24. März 1934 festgesetzte Menge für

Pappen (mit Ausnahme solcher mit einer Stärke von 3 mm oder mehr und einem Flächeninhalt des einzelnen Bogens von mehr als 1 Geviertmeter) rein oder gemischt aus mechanisch oder chemisch bereitetem Holzstoff, auch aus solchem von gedämpftem Holz, festgewalzt (Braunholzpappe, sogen. Lederpappe), auch in der Masse gefärbt

wird von 5 v. H. auf 10 v. H. erhöht.

Ferner wird die in der Anmerkung zu Abs. 3 der Tarifiernr. aus 651 A festgesetzte Menge für

Pappen (mit Ausnahme solcher mit einer Stärke von 3 mm oder mehr und einem Flächeninhalt des einzelnen Bogens von mehr als 1 Geviertmeter) lediglich aus mechanisch bereitetem Holzstoff, auch aus solchem von gedämpftem Holz, festgewalzt (Braunholzpappe, sogen. Lederpappe), oder mit einem Gehalt an chemisch bereitetem Holzstoff von 15 v. H. oder weniger, auch in der Masse gefärbt

von 75 v. H. auf 70 v. H. herabgesetzt.

II.

Diese Vereinbarung soll ratifiziert werden ; sie tritt am 10. Tage nach dem Tage des Austausches der Ratifikationsurkunden in Kraft. Die beiden Regierungen sind sich darüber einig, dass sie schon vom 1. Oktober 1934 ab vorläufig angewendet werden soll. “

Ich habe die Ehre, Ihnen, Herr Botschaftsrat, die Zustimmung meiner Regierung zum Inhalt dieses Schreibens zu bestätigen und benutze auch diesen Anlass, um Ihnen den Ausdruck meiner ausgezeichneten Hochachtung zu erneuern.

Aarne WUORIMAA.

Pour copie conforme :

Erkki Reijonen,

Chef des Archives

du Ministère des Affaires étrangères.

¹ TRADUCTION.

N° 3534. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS ALLEMAND ET FINLANDAIS COMPORTANT UN ACCORD AMENDANT LE TRAITÉ DE COMMERCE DU 24 MARS 1934 ENTRE LES DEUX PAYS. BERLIN, LE 25 SEPTEMBRE 1934.

I.

LE MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES D'ALLEMAGNE AU MINISTRE DE FINLANDE A BERLIN.

BERLIN, le 25 septembre 1934.

MONSIEUR LE MINISTRE,

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement allemand accepte la modification ci-après du tarif A du Traité de commerce conclu le 24 mars 1934 à Berlin entre le Reich allemand et la République de Finlande :

I.

La quantité fixée dans la note *ad* alinéa 2 de la position ex 651 A du Traité de commerce germano-finlandais du 24 mars 1934, pour :

Les cartons (à l'exception de ceux qui ont une épaisseur de 3 mm. ou plus et dont la surface dépasse un mètre carré par feuille isolée) purs ou mélangés de pâte de bois mécanique ou chimique, même de pâte de bois traitée à la vapeur, solidifiés par cylindrage (carton de bois brun dit carton-cuir), même teints dans la masse,

est portée de 5 à 10 %.

En outre, la quantité fixée dans la note *ad* alinéa 3 de la position ex 651 A pour :

Les cartons (à l'exception de ceux qui ont une épaisseur de 3 mm. ou plus et dont la surface dépasse un mètre carré par feuille isolée) exclusivement de pâte de bois mécanique, même de pâte de bois traitée à la vapeur, solidifiés par cylindrage (carton de bois brun dit carton-cuir), ou ayant une teneur en pâte de bois chimique de 15 % ou moins, même teints dans la masse,

est ramenée de 75 à 70 %.

II.

Le présent arrangement sera ratifié. Il entrera en vigueur le dixième jour à compter de la date de l'échange des instruments de ratification. Les deux gouvernements conviennent de l'appliquer à titre provisoire dès le 1^{er} octobre 1934.

En vous priant de bien vouloir me confirmer que le Gouvernement finlandais accepte également cet arrangement, je saisis cette occasion, etc.

D^r Hans R. HEMMEN.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 3534. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE GERMAN AND FINNISH GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT MODIFYING THE TREATY OF COMMERCE OF MARCH 24TH, 1934, BETWEEN THE TWO COUNTRIES. BERLIN, SEPTEMBER 25TH, 1934.

I.

THE GERMAN MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS TO THE FINNISH MINISTER AT BERLIN.

BERLIN, *September 25th*, 1934.

MONSIEUR LE MINISTRE,

By order of my Government, I have the honour to inform you that the German Government accepts the following amendment of Tariff A of the Treaty of Commerce between the German Reich and the Republic of Finland, concluded at Berlin on March 24th, 1934 :

I.

The quantity fixed in the note *ad* paragraph 2 of item ex 651 A in the German-Finnish Treaty of Commerce of March 24th, 1934, for :

Cardboard (with the exception of cardboard 3 mm. or more in thickness and having an area of more than 1 square metre per sheet), composed purely of mechanical or of chemical wood pulp, or of a mixture thereof, even of steamed wood pulp, solidified by rolling (brown wood cardboard, called leather-board), whether dyed in the pulp or not, shall be increased from 5 to 10 %.

Further, the quantity fixed in the note *ad* paragraph 3 of item ex 651 A for :

Cardboard (with the exception of cardboard 3 mm. or more in thickness and having an area of more than 1 square metre per sheet), composed of mechanical wood pulp only, even of steamed wood pulp, solidified by rolling (brown wood cardboard, called leather-board), or containing 15 % or less of chemical wood pulp, whether dyed in the pulp or not, shall be reduced from 75 to 70 %.

II.

The present Agreement shall be ratified. It shall come into force on the tenth day from the date of exchange of the instruments of ratification. The two Governments agree to apply it provisionally as from October 1st, 1934.

Requesting you to be so good as to confirm to me that the Finnish Government also accepts this Agreement, I have the honour to be, etc.

Dr. Hans R. HEMMEN.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

II.

LE MINISTRE DE FINLANDE A BERLIN AU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES D'ALLEMAGNE.

BERLIN, le 25 septembre 1934.

MONSIEUR LE CONSEILLER D'AMBASSADE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note de ce jour ainsi conçue :

« D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement allemand accepte la modification ci-après du tarif A du Traité de commerce conclu le 24 mars 1934 à Berlin entre le Reich allemand et la République de Finlande :

I.

La quantité fixée dans la note *ad* alinéa 2 de la position ex 651 A du Traité de commerce germano-finlandais du 24 mars 1934, pour :

Les cartons (à l'exception de ceux qui ont une épaisseur de 3 mm. ou plus et dont la surface dépasse un mètre carré par feuille isolée) purs ou mélangés de pâte de bois mécanique ou chimique, même de pâte de bois traitée à la vapeur, solidifiés par cylindrage (carton de bois brun dit carton-cuir), même teints dans la masse,

est portée de 5 à 10 %.

En outre, la quantité fixée dans la note *ad* alinéa 3 de la position ex 651 A pour :

Les cartons (à l'exception de ceux qui ont une épaisseur de 3 mm. ou plus et dont la surface dépasse un mètre carré par feuille isolée) exclusivement de pâte de bois mécanique, même de pâte de bois traitée à la vapeur, solidifiés par cylindrage (carton de bois brun dit carton-cuir), ou ayant une teneur en pâte de bois chimique de 15 % ou moins, même teints dans la masse,

est ramenée de 75 à 70 %.

II.

Le présent arrangement sera ratifié. Il entrera en vigueur le dixième jour à compter de la date de l'échange des instruments de ratification. Les deux gouvernements conviennent de l'appliquer à titre provisoire dès le 1^{er} octobre 1934. »

J'ai l'honneur, Monsieur le Conseiller d'ambassade, de vous confirmer que mon gouvernement se rallie à la teneur de ladite note et je saisis également cette occasion, etc.

Aarne WUORIMAA.

II.

THE FINNISH MINISTER AT BERLIN TO THE GERMAN MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.

BERLIN, *September 25th*, 1934.

SIR,

I have the honour to acknowledge receipt of your note of to-day's date, which reads as follows :

" By order of my Government, I have the honour to inform you that the German Government accepts the following amendment of Tariff A of the Treaty of Commerce between the German Reich and the Republic of Finland, concluded at Berlin on March 24th, 1934 :

I.

The quantity fixed in the note *ad* paragraph 2 of item ex 651 A in the German-Finnish Treaty of Commerce of March 24th, 1934, for :

Cardboard (with the exception of cardboard 3 mm. or more in thickness and having an area of more than 1 square metre per sheet), composed purely of mechanical or of chemical wood pulp, or of a mixture thereof, even of steamed wood pulp, solidified by rolling (brown wood cardboard, called leather-board), whether dyed in the pulp or not,

shall be increased from 5 to 10 %.

Further, the quantity fixed in the note *ad* paragraph 3 of item ex 651 A for :

Cardboard (with the exception of cardboard 3 mm. or more in thickness and having an area of more than 1 square metre per sheet), composed of mechanical wood pulp only, even of steamed wood pulp, solidified by rolling (brown wood cardboard, called leather-board), or containing 15 % or less of chemical wood pulp, whether dyed in the pulp or not,

shall be reduced from 75 to 70 %.

II.

The present Agreement shall be ratified. It shall come into force on the tenth day from the date of exchange of the instruments of ratification. The two Governments agree to apply it provisionally as from October 1st, 1934. "

I have the honour, Sir, to confirm to you that my Government accepts the contents of this note, and I have the honour to be, etc.

Aarne WUORIMAA.

N° 3535.

ALLEMAGNE ET FINLANDE

Accord concernant les paiements
relatifs aux échanges commerciaux
entre les deux pays. Signé à Ber-
lin, le 2 octobre 1934.

GERMANY AND FINLAND

Agreement concerning Payments in
connection with Goods Transac-
tions between the Two Countries.
Signed at Berlin, October 2nd,
1934.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 3535. — ABKOMMEN¹ ÜBER DIE ZAHLUNGEN IM WARENVERKEHR ZWISCHEN DEUTSCHLAND UND FINNLAND (FINNISCH-DEUTSCHES VERRECHNUNGSABKOMMEN). GEZEICHNET IN BERLIN, AM 2. OKTOBER 1934.

Texte officiel allemand communiqué par le délégué permanent a. i. de la Finlande auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 1^{er} novembre 1934.

German official text communicated by the Permanent Delegate a. i. of Finland accredited to the League of Nations. The registration of this Agreement took place November 1st, 1934.

DIE FINNISCHE UND DIE DEUTSCHE REGIERUNG haben zur Erleichterung der Zahlungen im gegenseitigen Warenverkehr folgendes vereinbart :

I.

Sämtliche Zahlungen im Warenverkehr zwischen Deutschland und Finnland erfolgen in Deutschland ausschliesslich durch die Vermittlung der Reichsbank, in Finnland ausschliesslich durch die Vermittlung der Finlands-Bank. Zu diesem Zweck wird der Zahlungsverkehr auf Zahlung in Reichsmark und in Finnmark beschränkt. Zahlungen in dritter Währung sind nicht statthaft.

Auf Transitwaren findet dieses Abkommen keine Anwendung.

II.

Schuldner, die Zahlungen für finnische Waren, die nach Deutschland eingeführt werden, zu leisten haben, müssen die geschuldeten Beträge bei Fälligkeit an die Reichsbank zahlen. Soweit die Schuldverpflichtung auf Finnmark lautet, hat der Schuldner den Gegenwert des geschuldeten Betrages in Reichsmark, umgerechnet zum letztbekannten Mittelkurs der Berliner Börse, an die Reichsbank zu zahlen. Die eingezahlten Beträge werden von der Reichsbank zum letztbekannten Mittelkurs der Berliner Börse in Finnmark umgerechnet und der Finlands-Bank mitgeteilt.

Schuldner, die Zahlungen für deutsche Waren, die nach Finnland eingeführt werden, zu leisten haben, müssen die geschuldeten Beträge bei Fälligkeit an die Finlands-Bank zahlen. Soweit die Schuldverpflichtung auf Reichsmark lautet, hat der Schuldner den Gegenwert des geschuldeten Betrages in Finnmark an die Finlands-Bank zu zahlen, umgerechnet zum letztbekannten Sichtverkaufskurs der Finlands-Bank. Die eingezahlten Beträge werden von der Finlands-Bank der Reichsbank mitgeteilt.

Die auf andere als die Landeswährung der vertragschliessenden Teile lautenden Schuldverpflichtungen sind umzurechnen, und zwar in Deutschland in Reichsmark zum letztbekannten Mittelkurs der Berliner Börse, in Finnland in Finnmark zum letztbekannten Sichtverkaufskurs der Finlands-Bank für die betreffende Währung.

¹ Entré en vigueur le 10 octobre 1934.

¹ Came into force October 10th, 1934.

III.

Unter dieses Abkommen fallen die Waren, die nach den allgemeinen Zollvorschriften des einführenden Landes als Waren des anderen Landes gelten.

Als Zahlungen für finnische oder deutsche Waren im Sinne dieses Abkommens gelten auch Zahlungen für Nebenkosten, die in Verbindung mit der Lieferung finnischer Waren nach Deutschland oder deutscher Waren nach Finnland entstehen, insbesondere Zölle, Bahnfrachten, Transportversicherungen, Provisionen, Reisespesen und ähnliches. In Zweifelsfällen oder in Fällen, in denen es sich zur Beseitigung besonderer Schwierigkeiten als notwendig erweist, setzen sich die Reichsbank und die Finlands-Bank ins Einvernehmen darüber, ob bestimmte Zahlungen als Zahlungen im deutsch-finnischen Warenverkehr anzusehen sind.

IV.

Die deutschen Schuldner zahlen mit befreiender Wirkung an die Reichsbank. Die finnischen Schuldner zahlen mit befreiender Wirkung an die Finlands-Bank.

Die Zahlungsverpflichtungen aus der deutschen Ausfuhr nach Finnland werden durch die Reichsbank erfüllt, wenn der finnische Schuldner den geschuldeten Betrag gemäss diesem Abkommen bei der Finlands-Bank eingezahlt und die Finlands-Bank der Reichsbank eine entsprechende Mitteilung gemacht hat.

Die Zahlungsverpflichtungen aus der finnischen Ausfuhr nach Deutschland werden durch die Finlands-Bank erfüllt, wenn der deutsche Schuldner den geschuldeten Betrag gemäss diesem Abkommen bei der Reichsbank eingezahlt hat, und zwar nach Massgabe der auf dem deutsch-finnischen Verrechnungs-Konto Helsinki (vgl. V) jeweils verfügbaren Beträge und im allgemeinen in der Reihenfolge, in der die Beträge von den deutschen Schuldnern eingezahlt worden sind.

V.

Die vertragschliessenden Teile treffen die näheren Vereinbarungen darüber, in welchem Umfange die von finnischen Schuldnern zur Bezahlung deutscher Waren bei der Finlands-Bank eingezahlten Beträge der Reichsbank zur freien Verfügung gestellt und in welchem Umfange sie zwecks Verrechnung auf ein bei der Finlands-Bank zu führendes besonderes Konto, das die Bezeichnung «Deutsch-finnisches Verrechnungs-Konto Helsinki» führt, zu übertragen sind.

VI.

Unmittelbare Verrechnung gegenseitiger Forderungen aus dem deutsch-finnischen Warenverkehr zwischen den Beteiligten ist nur in besonderen Fällen und nur mit Zustimmung der Reichsbank und der Finlands-Bank zulässig.

Die teilweise Bezahlung deutscher Warenausfuhr nach Finnland mit Kreditsperrmark oder Registermark ist künftig nur noch mit Zustimmung der beiderseitigen zuständigen Stellen zulässig. Soweit bereits die Zustimmung zu derartigen Zahlungen durch die zuständige deutsche Stelle erteilt ist, können diese Geschäfte noch abgewickelt werden.

VII.

Die vertragschliessenden Teile verpflichten sich, in einer wirksamen Weise zu überwachen, dass die Importeure ihres Landes ihre Zahlungsverpflichtungen gemäss den Bestimmungen dieses Abkommens vollziehen, und dass der Verkauf von Waren von einem zu dem anderen Lande nicht durch ein drittes Land erfolgt, um die Verrechnungs-Einzahlung dadurch zu umgehen.

VIII.

Die Einzelheiten für die Durchführung der Verrechnung zwischen den beiden Bankanstalten werden zwischen diesen vereinbart.

IX.

Dieses Abkommen tritt am 10. Oktober 1934 in Kraft. Nach dem Inkrafttreten dieses Abkommens sind weitere Einzahlungen auf das gemäss Protokoll vom 21. Januar 1933 und Zusatzprotokoll vom 23. Juni 1934 errichtete Sonderkonto unzulässig. Über den auf dem Sonderkonto dann vorhandenen Saldo wird nach Vereinbarung zwischen den vertragschliessenden Teilen verfügt.

X.

Die vertragschliessenden Teile haben die Absicht, dieses Abkommen bis zum 31. Mai 1935 aufrechtzuerhalten. Sie behalten sich jederzeitige Kündigung vor. Diese Kündigung wird mit vierzehntägiger Frist wirksam.

Sind bei Ablauf dieses Abkommens bei der Reichsbank eingezahlte Beträge noch nicht ausgeglichen, so werden die Einzahlungen bei der Finlands-Bank bis zur völligen Abwicklung fortgesetzt.

BERLIN, den 2. Oktober 1934.

Für die Finnische Regierung :

F. M. PITKÄNIEMI.

E. F. WREDE.

Für die Deutsche Regierung :

Dr. Hans R. HEMMEN.

Bernhard SCHUSTER.

Pour copie conforme :

Erkki Reijonen,

Chef des Archives

du Ministère des Affaires étrangères.

¹ TRADUCTION.

N° 3535. — ACCORD CONCERNANT LES PAIEMENTS RELATIFS AUX ÉCHANGES COMMERCIAUX ENTRE L'ALLEMAGNE ET LA FINLANDE. SIGNÉ A BERLIN, LE 2 OCTOBRE 1934.

LE GOUVERNEMENT FINLANDAIS et LE GOUVERNEMENT ALLEMAND, en vue de faciliter les paiements relatifs aux échanges de marchandises entre les deux pays, sont convenus des dispositions suivantes.

I.

Tous les paiements relatifs aux échanges de marchandises entre l'Allemagne et la Finlande s'effectueront, en Allemagne, exclusivement par l'intermédiaire de la Reichsbank et, en Finlande, exclusivement par l'intermédiaire de la Banque de Finlande. A cet effet, les règlements auront lieu uniquement en reichsmarks et en marks finlandais. Les paiements dans toute autre monnaie ne sont pas autorisés.

Le présent accord n'est pas applicable aux marchandises en transit.

II.

Les débiteurs ayant à effectuer des paiements au titre de marchandises finlandaises importées en Allemagne devront, à l'échéance, verser à la Reichsbank les sommes dues. Si la créance est libellée en marks finlandais, le débiteur devra verser à la Reichsbank la contre-valeur en reichsmarks de la somme due, calculée au dernier cours moyen connu de la bourse de Berlin. Les sommes versées seront converties en marks finlandais par la Reichsbank, au dernier cours moyen connu de la bourse de Berlin, et il en sera donné avis à la Banque de Finlande.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 3535. — AGREEMENT CONCERNING PAYMENTS IN CONNECTION WITH GOODS TRANSACTIONS BETWEEN GERMANY AND FINLAND. SIGNED AT BERLIN, OCTOBER 2ND, 1934.

THE FINNISH and GERMAN GOVERNMENTS, being desirous of facilitating payments in connection with goods transactions between the two countries, have agreed as follows :

I.

All payments in connection with goods transactions between Germany and Finland shall be effected exclusively through the intermediary of the Reichsbank in Germany and the Bank of Finland in Finland. Accordingly, payment shall be made exclusively in Reichsmarks and in Finnish marks. Payments in any other currency shall not be permissible.

The present Agreement shall not apply to goods in transit.

II.

Debtors who have payments to make for Finnish goods imported into Germany must make payment of the amounts owing on maturity to the Reichsbank. Where the debt obligation is in Finnish marks, the debtor must pay to the Reichsbank the Reichsmark equivalent of the amount owing, converted at the latest published middle rate of the Berlin Stock Exchange. The amounts paid into the Reichsbank shall be converted by the latter into Finnish marks at the latest published middle rate of the Berlin Stock Exchange, and notified to the Bank of Finland accordingly.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Les débiteurs ayant à effectuer des paiements au titre de marchandises allemandes importées en Finlande devront, à l'échéance, payer à la Banque de Finlande les sommes dues. Si la créance est libellée en reichsmarks, le débiteur devra verser à la Banque de Finlande la contre-valeur en marks finlandais de la somme due, convertie au dernier cours de vente connu de la Banque de Finlande pour le change à vue. La Banque de Finlande donnera à la Reichsbank avis des sommes payées.

Les créances libellées dans d'autres monnaies que les monnaies nationales des Parties contractantes devront être converties, en Allemagne, en reichsmarks au dernier cours moyen connu de la bourse de Berlin et, en Finlande, en marks finlandais au dernier cours de vente connu de la Banque de Finlande pour le change à vue de la monnaie en question.

III.

Le présent accord s'applique aux marchandises que les règlements douaniers généraux du pays importateur considèrent comme marchandises de l'autre pays.

Sont également considérés comme des paiements au titre de marchandises finlandaises ou allemandes, au sens du présent accord, les paiements de frais accessoires se rattachant à la livraison de marchandises finlandaises en Allemagne, ou de marchandises allemandes en Finlande, et en particulier les droits de douane, frais de transport par voie ferrée, assurances sur transports, commissions, frais de voyage et dépenses analogues. En cas de doute, ou lorsqu'on le jugera nécessaire pour éviter des difficultés particulières, la Reichsbank et la Banque de Finlande décideront d'un commun accord si certains paiements doivent être considérés comme des paiements relatifs aux échanges de marchandises germano-finlandais.

IV.

Les débiteurs allemands effectueront leurs paiements avec effet libératoire à la Reichsbank. Les débiteurs finlandais effectueront leurs paiements avec effet libératoire à la Banque de Finlande.

Les obligations de paiement qui résultent des exportations allemandes en Finlande seront remplies par la Reichsbank lorsque le débiteur finlandais, conformément au présent accord, aura versé la somme due à la Banque de Fin-

Debtors who have payments to make for German goods imported into Finland must make payment of the amounts owing on maturity to the Bank of Finland. Where the debt obligation is in Reichsmarks, the debtor must pay to the Bank of Finland the Finnish mark equivalent, converted at the latest published sight selling rate of the Bank of Finland. The amounts paid into the Bank of Finland shall be notified by the latter to the Reichsbank.

Debt obligations in currencies other than the national currencies of the Contracting Parties shall be converted, in Germany into Reichsmarks at the latest published middle rate of the Berlin Stock Exchange for the currency concerned, and in Finland into Finnish marks at the latest published sight selling rate of the Bank of Finland for the currency concerned.

III.

The present Agreement shall be applicable to goods regarded under the general Customs regulations of the importing country as goods of the other country.

For the purposes of the present Agreement, payments for Finnish or German goods shall be deemed to include payments for accessory costs arising in connection with the delivery of Finnish goods to Germany or German goods to Finland, such as Customs, rail freights, transport insurance, commissions, travelling expenses and the like. In doubtful cases, or cases where action is found to be necessary in order to remove specific difficulties, the Reichsbank and the Bank of Finland shall come to an agreement as to the treatment of particular payments as payments in connection with goods transactions between Germany and Finland.

IV.

German debtors discharge their obligations by the payments they make into the Reichsbank. Finnish debtors discharge their obligations by the payments they make into the Bank of Finland.

Payment obligations in connection with German exports to Finland shall be met by the Reichsbank as soon as the Finnish debtor has paid the amount owing into the Bank of Finland in the manner laid down by the present

lande et que celle-ci en aura donné avis à la Reichsbank.

Les obligations de paiement qui résultent des exportations finlandaises en Allemagne seront remplies par la Banque de Finlande lorsque le débiteur allemand, conformément au présent accord, aura versé à la Reichsbank la somme due, dans la mesure où des fonds seront disponibles sur le compte de compensation germano-finlandais à Helsinki (voir V) et, en général, dans l'ordre dans lequel les paiements auront été effectués par les débiteurs allemands.

V.

Les Parties contractantes concluront les arrangements de détail nécessaires pour établir dans quelle mesure les sommes versées à la Banque de Finlande par des débiteurs finlandais en paiement de marchandises allemandes devront être mises à la libre disposition de la Reichsbank, et dans quelle mesure ces sommes devront être inscrites, aux fins de compensation, à un compte spécial ouvert à cet effet par la Banque de Finlande et dénommé : « Compte de compensation germano-finlandais à Helsinki ».

VI.

Les règlements directs, entre les intéressés, de créances résultant des échanges de marchandises germano-finlandais ne pourront avoir lieu que dans des cas spéciaux et uniquement avec l'autorisation de la Reichsbank et de la Banque de Finlande.

Le paiement partiel de marchandises allemandes importées en Finlande au moyen de marks de crédit bloqués (*Kreditsperrmark*) ou de marks enregistrés (*Registermark*) ne pourra avoir lieu dorénavant qu'avec l'assentiment des services compétents de chaque pays. Toutefois, si le service allemand compétent a déjà autorisé des paiements de ce genre, les opérations en question pourront encore être liquidées.

VII.

Les Parties contractantes s'engagent à veiller d'une manière effective à ce que les importateurs de leurs pays respectifs s'acquittent de leurs obligations de paiement conformément aux stipulations du présent accord et à ce que la vente de marchandises d'un pays à l'autre

Agreement and the Bank of Finland has notified the Reichsbank accordingly.

Payment obligations in connection with Finnish exports to Germany shall be met by the Bank of Finland as soon as the German debtor has paid the amount owing into the Reichsbank in the manner laid down by the present Agreement, provided always that such payments by the Bank of Finland shall be conditional on the funds being available in the Clearing Account Helsinki (see Section V below) and, generally, shall follow the order of the payments by the German debtors.

V.

The Contracting Parties shall concert with one another as to the extent to which the amounts paid into the Bank of Finland by Finnish debtors in payment of German goods shall be placed at the free disposal of the Reichsbank, and as to the extent to which they shall be transferred to a special account to be opened at the Bank of Finland for purposes of the clearing, to be known as the "German-Finnish Clearing Account Helsinki".

VI.

Direct clearing by the parties concerned of claims arising in connection with goods transactions between Germany and Finland shall be permissible only in special cases and only with the assent of the Reichsbank and the Bank of Finland.

Part-payment of German exports to Finland by means of blocked credit marks (*Kreditsperrmark*) or registered marks (*Registermark*) shall no longer be permissible without the assent of the competent authorities in both countries. Transactions, in regard to which the assent of the competent German authority to such part-payments has already been obtained, may be completed.

VII.

The Contracting Parties undertake to take effective action to ensure that importers in their respective countries comply with the obligations in respect of payments devolving on them under the provisions of the present Agreement, and to prevent the sale of goods

n'ait pas lieu par l'intermédiaire d'un tiers pays pour éviter le paiement par compensation.

by one country to the other through the intermediary of a third country as a means of avoiding payments into the clearing.

VIII.

Les deux établissements bancaires conviendront des règles de détail relatives aux opérations de compensation entre eux.

VIII.

The two Banks shall concert with one another as to the details of the clearing arrangements.

IX.

Le présent accord prendra effet le 10 octobre 1934. Après son entrée en vigueur, aucun nouveau versement ne pourra être fait au compte spécial institué conformément au Protocole du 21 janvier 1933 et au Protocole additionnel du 23 juin 1934. Il sera disposé du solde figurant alors à ce compte spécial selon accord entre les Parties contractantes.

IX.

The present Agreement shall come into force on October 10th, 1934. On its coming into force no further payments shall be made into the special account established under the Protocol of January 21st, 1933, and the Additional Protocol of June 23rd, 1934. The balance of the said special account remaining on October 10th, 1934, shall be disposed of as the Contracting Parties shall agree.

X.

Les Parties contractantes ont l'intention de maintenir le présent accord en vigueur jusqu'au 31 mai 1935, en se réservant toutefois la faculté de le dénoncer à toute époque. Cette dénonciation deviendra effective après un délai de quatorze jours.

Si, à l'expiration du présent accord, des sommes versées à la Reichsbank n'ont pas encore été compensées, les versements à la Banque de Finlande continueront jusqu'à leur compensation intégrale.

X.

The Contracting Parties propose to retain the present Agreement in force until May 31st, 1935. They reserve the right to denounce it at any time at a fortnight's notice.

If on the expiry of the present Agreement sums paid into the Reichsbank have still to be cleared, payments into the Bank of Finland shall continue until such time as the clearing is complete.

BERLIN, le 2 octobre 1934.

BERLIN, October 2nd, 1934.

Pour le Gouvernement finlandais :

F. M. PITKÄNIEMI.

E. F. WREDE.

For the Finnish Government :

F. M. PITKÄNIEMI.

E. F. WREDE.

Pour le Gouvernement allemand :

Dr Hans R. HEMMEN.

Bernhard SCHUSTER.

For the German Government :

Dr. Hans R. HEMMEN.

Bernhard SCHUSTER.

N° 3536.

GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ET LETTONIE

Accord commercial, avec protocole et annexes, signés à Londres, le 17 juillet 1934, et échanges de notes relatifs au texte letton de cet accord, Riga, les 7 et 18 septembre 1934, et Londres, les 28 décembre 1934 et 17 janvier 1935.

GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND LATVIA

Commercial Agreement, with Protocol and Annexes, signed at London, July 17th, 1934, and Exchanges of Notes regarding the Latvian Text of that Agreement, Riga, September 7th and 18th, 1934, and London, December 28th, 1934, and January 17th, 1935.

No. 3536. — COMMERCIAL AGREEMENT¹ BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE GOVERNMENT OF LATVIA. SIGNED AT LONDON, JULY 17TH, 1934.

English and Latvian official texts communicated by the Latvian Minister for Foreign Affairs and by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Agreement took place November 2nd, 1934.

THE GOVERNMENT OF LATVIA and THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND, desiring to facilitate still further trade and commerce between the Republic of Latvia on the one hand and the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland on the other hand, have agreed as follows :

Article 1.

The articles enumerated in Part I of the First Schedule to this Agreement, produced or manufactured in the United Kingdom, shall not on importation into Latvia from whatever place arriving be subjected to duties or charges other or higher than those specified in the Schedule.

The articles enumerated in Part II of the First Schedule to this Agreement, produced or manufactured in any British Colony, any territory under British protection or any mandated territory in respect of which the mandate is exercised by the Government of the United Kingdom, shall not on importation into Latvia from whatever place arriving be subjected to duties or charges other or higher than those specified in the Schedule, provided that such colony or territory enjoys most-favoured-nation treatment in Latvia in accordance with Article 26 or Article 27 of the Treaty of Commerce and Navigation, signed on the 22nd June, 1923².

Article 2.

The articles enumerated in the Second Schedule to this Agreement, produced or manufactured in Latvia, shall not on importation into the United Kingdom from whatever place arriving be subjected to duties or charges other or higher than those specified in the Schedule.

The Latvian Government will consider sympathetically any proposal of the Government of the United Kingdom for replacing in whole or in part by specific duties any of the *ad valorem* duties or by *ad valorem* duties any of the specific duties set out in the said Schedule.

Article 3.

The Latvian Government undertake, in respect of herrings salted or cured in the United Kingdom and exported therefrom, that licences shall be issued during the currency of the present

¹ The exchange of ratifications took place at London, October 2nd, 1934.
Came into force October 12th, 1934.

² Vol. XX, page 395 ; Vol. XXVII, page 422 ; and Vol. LXXXVIII, page 295, of this Series.

TEXTE LETTON. — LATVIAN TEXT.

N^o 3536. — TIRDZNIECĪBAS NOLĪGUMS¹ STARP LATVIJAS VALDĪBU UN APVIENOTĀS KARĀLVALSTS VALDĪBU. PARAKSTĪTS LONDONĀ 17-TĀ JULIJĀ 1934.g.

Textes officiels anglais et letton communiqués par le ministre des Affaires étrangères de Lettonie et le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 2 novembre 1934.

VĒLĒDAMĀS VĒL VAIRĀK ATVIEGLOT TIRDZNIECĪBU STARP LATVIJAS REPUBLIKU, NO VIENAS PUSES, UN LIELBRITANIJAS UN ZIEMEĻ-ĪRIJAS APVIENOTO KARĀLVALSTI, no otras puses, Latvijas valdība un Lielbritanijas un Ziemeļ-Īrijas Apvienotās Karāļvalsts valdība vienojās par sekojošo :

1. pants.

Šim nolīgumam pievienotā I sarakstā pirmajā daļā uzskaitītām Apvienotā Karāļvalstī ražotām vai izgatavotām precēm, ievēdot tās Latvijā, vienlīga no kurienes, nav jāpiemēro citi vai augstāki nodokļi vai nodevas nekā tie, kas minēti sarakstā.

Šim nolīgumam pievienotā I saraksta otrā daļā uzskaitītām precēm, kas ražotas vai izgatavotas jebkurā Britānijas kolonijā, jebkurā teritorijā zem Britānijas protektorāta vai jebkurā mandāta teritorijā, attiecībā uz kušu mandātu izpilda Apvienotās Karāļvalsts valdība, ievēdot šīs preces Latvijā, vienlīga no kurienes, nav jāpiemēro citi vai augstāki nodokļi vai nodevas nekā tie, kas minēti preču sarakstā, ja vien šāda kolonija vai teritorija bauda Latvijā vislielākās labvēlības tiesības saskaņā ar 1923. gada 22. jūnija² Tirdzniecības un Kuģniecības līguma 26. vai 27. pantu.

2. pants.

Šim nolīgumam pievienotā II sarakstā uzskaitītām Latvijā ražotām vai izgatavotām precēm, ievēdot tās Apvienotā Karāļvalstī, vienlīga no kurienes, nav jāpiemēro citi vai augstāki nodokļi vai nodevas nekā tie, kas minēti preču sarakstā.

Latvijas valdība apsvērs labvēlīgi katru Apvienotās Karāļvalsts valdības priekšlikumu par to, lai ikvienu no minētā sarakstā uzskaitītām nodevām no vērtības atvietotu visumā vai pa daļai ar specifiskām nodevām, vai arī lai ikvienu no specifiskām nodevām atvietotu visumā vai pa daļai ar nodevām no vērtības.

3. pants.

Attiecībā uz siļķēm, kas sālītas sausi vai sālījumā Apvienotā Karāļvalstī un no turienes izvestas, Latvijas valdība apņemas laikā no 1934. g. 1. jūlija līdz 1935. g. 30. jūnijam, kamēr paliek spēkā

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Londres, le 2 octobre 1934.
Entré en vigueur le 12 octobre 1934.

² Vol. XX, page 395 ; vol. XXVII, page 422 ; et vol. LXXXVIII, page 295, de ce recueil.

Agreement permitting the importation into Latvia of such herrings for the purpose of consumption in the country up to a quantity not less than 10,000 metric tons in the period commencing the 1st July, 1934, and ending the 30th June, 1935. This quantity shall be increased to 12,500 metric tons for the subsequent annual period, and the two Governments will consult at the beginning of the year 1936 with regard to the quantity of herrings to be admitted in the annual period commencing the 1st July, 1936.

Article 4.

The Latvian Government will not operate any restrictions which may be in force in a manner which would have the effect of preventing the benefits of the tariff concessions specified in the First Schedule from accruing to goods the produce or manufacture of the United Kingdom or of the territories referred to in paragraph 2 of Article 1, respectively.

Article 5.

The Government of the United Kingdom will not impose quantitative restrictions on imports into the United Kingdom which would have the effect of preventing the benefits of the tariff concessions specified in the Second Schedule from accruing to goods the produce or manufacture of Latvia, provided that this Article shall not apply to such restrictions of imports as may be necessary to secure the effective operation of a scheme or schemes for the regulation of the marketing in the United Kingdom of agricultural products.

Article 6.

1. In addition to the obligations which they assume under Articles 2 and 5 of this Agreement, the Government of the United Kingdom undertake not to regulate the quantity of imports into the United Kingdom of bacon and hams, butter, cheese, eggs and poultry, the produce of Latvia, except in so far as such regulation may be necessary to secure the effective operation of a scheme or schemes for the regulation of the marketing of domestic supplies of these or related products. In the event of such regulation of imports being introduced in the case of all or any of these products, paragraphs 2 to 6 of this Article shall have effect in so far as they may be applicable.

2. The Government of the United Kingdom will allot to Latvia an equitable share of permitted foreign imports having regard to the position which Latvia has held in past years as a supplier of these products to the United Kingdom market. Allocations to Latvia will be made on conditions not less favourable than allocations to any other foreign country.

3. The Government of the United Kingdom will not regulate compulsorily the quantity of imports into the United Kingdom of any of these products, the produce of Latvia, without first giving the Latvian Government an opportunity of discussing the allocation to Latvia.

4. In the event of the total quantity of any of the aforesaid products allowed to be imported into the United Kingdom from foreign countries being increased during any period of regulation, additional allocations shall be made to Latvia, but any temporary inability on the part of Latvia to supply the whole or a part of any such additional allocation shall not prejudice, as regards any subsequent period, the undertakings given in paragraphs 2 and 3 above.

5. In the event of any other foreign supplying country renouncing or forfeiting in whole or in part its allocation of any of the aforesaid products, the allocation to Latvia shall be increased in a ratio no less favourable than that accorded to any other foreign country.

6. The control of exports to the United Kingdom from Latvia of any of the products mentioned in this Article shall be entrusted to the Latvian Government so long as the Government of the United Kingdom are satisfied that such control is effectual and in conformity with the scheme or schemes of regulation of imports into the United Kingdom for the time being in force.

šis nolīgums, izdot ievadatļaujas šo silķu ievēšanai Latvijā iekšējam patēriņam daudzumā ne mazāk par 10,000 metriskām tonnām. Šis daudzums jāpaaugstina uz 12,500 metriskām tonnām nākošā gada periodam, un 1936. gada sākumā abas valdības apspriedīsies par silķu daudzumu, kāds ielaizams gada laikā, sākot ar 1936. gada 1. jūliju.

4. pants.

Latvijas valdība nepiemēros nekādus varbūtēji spēkā esošus ierobežojumus tādā veidā, kas kavētu piemērot I sarakstā uzskaitītos tarifa nolaidumus tām precēm, kuŗas ražotas vai izgatavotas Apvienotā Karaļvalstī vai 1. panta 2. rindkopā minētās teritorijās.

5. pants.

Apvienotās Karaļvalsts valdība neuzliks ievēdumiem tādus kvantitatīvus ierobežojumus, kas kavētu piemērot II sarakstā uzskaitītos tarifa nolaidumus Latvijā ražotām vai izgatavotām precēm, ja vien šā panta noteikumi neattiecas uz tādiem importa ierobežojumiem, kas izrādītos par vajadzīgiem, lai nodrošinātu lauksaimniecības ražojumu novietošanas rēgulēšanas plāna vai plānu kārtīgu izvešanu Apvienotā Karaļvalstī.

6. pants.

1. Bez pienākumiem, kuŗus Apvienotās Karaļvalsts valdība uzņemas saskaņā ar šā nolīguma 2. un 5. panta noteikumiem, viņa apņemas nerēgulēt Latvijā ražoto bekona un šķiņķa, sviesta, siera, olu un putnu ievēdamo daudzumu Apvienotā Karaļvalstī, ciktāl šāda rēgulēšana nebūtu vajadzīga, lai nodrošinātu iepriekš minēto vai līdzīgu iekšzemes ražojumu novietošanas rēgulēšanas plāna vai plānu kārtīgu izvešanu. Ievēdot šādu importa rēgulēšanu attiecībā uz visiem vai dažiem no šiem ražojumiem, būs spēkā šā panta 2. līdz 6. punkts, ciktāl tie būtu piemērojami.

2. Apvienotās Karaļvalsts valdība piešķirs Latvijai taisnīgu daļu no atlautiem ārzemju ievēdumiem, ievērojot stāvokli, kādu Latvija ieņēmusi pagātnē kā šo preču piegādātāja Apvienotās Karaļvalsts tirgū. Latvijai piešķirs kvotas ar ne mazāk labvēlīgiem nosacījumiem kā jebkuŗai citai ārvalstij.

3. Apvienotās Karaļvalsts valdība nerēgulēs piespiedu kārtībā šo Latvijā ražoto ražojumu importējumu daudzumu Apvienotā Karaļvalstī, nedodot iepriekš Latvijas valdībai iespēju pārrunāt kvotas piešķiršanu Latvijai.

4. Ja kādā rēgulēšanas periodā palielinātu importējamo kopdaudzumu kādam augšminētam ražojumam, kuŗa ievēšana Apvienotā Karaļvalstī no citām valstīm atļauta, tad Latvijai piešķirs papildu kvotas, bet ja Latvija kādu laiku nevarētu piegādāt tādu papildu kvotu vai tās daļu, tad tas neietekmēs nelabvēlīgi augšējo (2) un (3) punktus minēto apņemšanos izpildīšanu kādā vēlākā periodā.

5. Ja kāda cita piegādātāja ārvalsts atsakās no savas kvotas vai tās daļas attiecībā uz kādu no augšminētiem ražojumiem vai zaudē tiesību uz to, tad Latvijai piešķirto kvotu paaugstinās ne mazākā samērā kā jebkuŗai citai ārvalstij piešķirto kvotu.

6. Kontroli par šajā pantā minēto ražojumu eksportu no Latvijas uz Apvienoto Karaļvalsti uzticēs Latvijas valdībai, kamēr Apvienotās Karaļvalsts valdība būs pārliecināta, ka šī kontrole ir pietiekoša un saskaņota ar tajā laikā Apvienotā Karaļvalstī spēkā esošiem importa rēgulēšanas plānu vai plāniem.

Article 7.

The fees for licences for commercial travellers who visit Latvia on behalf of United Kingdom companies or firms shall not exceed the following rates :

	Lats
Licences valid for a period of fifteen days	50
Licences valid for a period of one month	150
Licences valid for a period of one year	600

The corresponding fees for supplementary licences entitling the holder to represent additional companies or firms shall not exceed 20 lats, 30 lats and 150 lats respectively.

Directors and principal officers of companies and principals of firms carrying on business in the United Kingdom shall be permitted, without taking out a commercial traveller's licence, to accompany a representative resident in Latvia of the company or firm when such representative visits customers for the purpose of soliciting orders, provided that such representative fulfils the conditions prescribed by Latvian law.

Article 8.

1. Except as provided in paragraph 2 of this Article, nothing in this Agreement shall be deemed to affect the rights or obligations arising out of the Treaty of Commerce and Navigation, signed at London on the 22nd June, 1923, nor shall any notice of termination be given under Article 28 of that Treaty on behalf of either of the Contracting Parties before the 1st April, 1936.

2. In the event of the Government of the United Kingdom deciding on a general change of policy in regard to the treatment of foreign shipping, discussions shall take place between the Contracting Governments with a view to replacing by new provisions any provisions of the Treaty of Commerce and Navigation, signed on the 22nd June, 1923, which relate to navigation and the treatment of shipping. If agreement on such new provisions is not reached within three months from the commencement of such discussions, the Government of the United Kingdom shall be at liberty to denounce any of the said provisions of the Treaty of 1923, and the provisions so denounced shall cease to apply on the expiration of three months from the date on which such notice of denunciation was given.

Article 9.

The Contracting Governments agree that any dispute that may arise between them as to the proper interpretation or application of any of the provisions of the present Agreement or of the Treaty of Commerce and Navigation mentioned in Article 8 shall, at the request of either of them, be referred to the Permanent Court of International Justice, unless in any particular case the Contracting Governments agree to submit the dispute to some other tribunal or to dispose of it by some other form of procedure.

In case any dispute shall fall to be submitted to the Permanent Court of International Justice the Court shall, unless the Contracting Governments otherwise agree, be requested to give its decision in accordance with the summary procedure provided for in Article 29 of the Statute¹ of the Court.

Article 10.

Nothing in this Agreement shall be deemed to affect the rights or obligations arising out of the Agreement relative to the Customs Treatment of Commercial Travellers' Samples, signed at Riga on the 16th November, 1927².

¹ Vol. VI, page 379; Vol. XI, page 405; Vol. XV, page 305; Vol. XXIV, page 153; Vol. XXVII, page 417; Vol. XXXIX, page 165; Vol. XLV, page 96; Vol. L, page 159; Vol. LIV, page 387; Vol. LXIX, page 70; Vol. LXXII, page 452; Vol. LXXVIII, page 435; Vol. LXXXVIII, page 272; Vol. XCII, page 362; Vol. XCVI, page 180; Vol. C, page 153; Vol. CIV, page 492; Vol. CVII, page 461; Vol. CXI, page 402; Vol. CXVII, page 46; Vol. CXXVI, page 430; Vol. CXXX, page 440; Vol. CXXXIV, page 392; Vol. CXLVII, page 318; and Vol. CLII, page 282, of this Series.

² Volume LXXI, page 185, of this Series.

7. pants.

Nodeva par atļaujām tirdzniecības ceļotājiem, kas apmeklē Latviju Apvienotās Karaļvalsts sabiedrību vai firmu uzdevumā, nedrīkst pārsniegt šādas summas :

	Ls
15 dienām derīgai atļaujai	50
1 mēnesim derīgai atļaujai	150
1 gadam derīgai atļaujai	600

Attiecīgās nodevas papildu atļauju saņemšanai, kas dod tiesību viņu īpašniekam reprezentēt vēl citas sabiedrības vai firmas, nedrīkst pārsniegt attiecīgi Ls 20, Ls 30 un Ls 150.

Tādu sabiedrību direktoriem un to vadošām personām, kā arī tādu firmu principāliem, kuŗas darbojas Apvienotā Karaļvalstī, atļaus, neizņemot sev tirdzniecības ceļotāja atļauju, pavadīt Latvijā dzīvojošu sabiedrības vai firmas pārstāvi, kad šis pārstāvis dodas pie klientiem pasūtījumu lietās, ja vien šis pārstāvis izpilda Latvijas likumu noteikumus.

8. pants.

1. Izņemot šā panta 2. punktā noteikto, neko šajā nolīgumā neuzskatīs par tādu, kas skar no 1923. gada 22. jūnijā Londonā parakstītā Tirdzniecības un Kuģniecības līguma izrietošās tiesības vai pienākumus ; tāpat arī pirms 1936. gada 1. aprīļa neviena no līdzējām pusēm minēto līgumu neuzteiks saskaņā ar tā 28. panta noteikumiem.

2. Ja Apvienotās Karaļvalsts valdība nolemtu grozīt vispārīgo politiku attiecībā uz ārvalstu kuģniecībai piemērojamiem noteikumiem, Līdzēju valdību starpā notiks sarunas, lai atvietotu ar jauniem noteikumiem 1923. gada 22. jūnijā parakstītā Tirdzniecības un Kuģniecības līguma noteikumus, kas attiecas uz navigāciju un kuģniecību. Ja triju mēnešu laikā pēc šādu sarunu uzsākšanas nav panākta vienošanās par tādiem jauniem noteikumiem, tad apvienotās Karaļvalsts valdībai būs tiesība uzteikt katru no minētiem 1923. g. līguma noteikumiem, un tādā kārtā uzteiktie noteikumi zaudēs savu spēku pēc 3 mēnešu notecējuma no uzteikšanas paziņojuma saņemšanas dienas.

9. pants.

Līdzējas valdības vienojas, ka ikviens strīds, kas varētu izcelties viņu starpā par jebkuŗu šā nolīguma vai 8. pantā minētā Tirdzniecības un Kuģniecības līguma noteikumu pienācīgu iztulkojumu vai piemērošanu, uz vienas puses lūguma pamata nododams Pastāvīgās starptautiskās tiesas izlemšanai, ja vien Līdzējas valdības nav kādā sevišķā gadījumā vienojušās nodot strīdu kādai citai tiesai vai likvidēt to kādā citādā kārtībā.

Nododot kādu strīdu Pastāvīgās Starptautiskās Tiesas izlemšanai, jālūdz šai tiesai, ja Līdzējas valdības nenolemj citādi, lai viņa dod savu spriedumu saskaņā ar Tiesas Statūtu 29.¹ pantā paredzēto paātrināto tiesāšanas kārtību.

10. pants.

Šajā nolīgumā nekas nav uzskatāms par tādu, kas skar tiesības vai pienākumus, kuŗi izriet no Rīgā 1927. gada 16. novembrī² parakstītā līguma zīmējoties uz muitas formālītātēm, kas piemērojamas tirdzniecības ceļotāju paraugiem.

¹ Vol. VI, page 379 ; vol. XI, page 404 ; vol. XV, page 304 ; vol. XXIV, page 152 ; vol. XXVII, page 416 ; vol. XXXIX, page 165 ; vol. XLV, page 96 ; vol. L, page 159 ; vol. LIV, page 387 ; vol. LXIX, page 70 ; vol. LXXII, page 452 ; vol. LXXVIII, page 435 ; vol. LXXXVIII, page 272 ; vol. XCII, page 362 ; vol. XCVI, page 180 ; vol. C, page 153 ; vol. CIV, page 492 ; vol. CVII, page 461 ; vol. CXI, page 402 ; vol. CXVII, page 46 ; vol. CXXVI, page 430 ; vol. CXXX, page 440 ; vol. CXXXIV, page 392 ; vol. CXLVII, page 318 ; et vol. CLII, page 282, de ce recueil.

² Volume LXXI, page 185, de ce recueil.

The Commercial Agreement between the Latvian Government and the Government of the United Kingdom, concluded by an exchange of notes dated the 6th July, 1933,¹ shall cease to apply as from the date of the coming into force of the present Agreement.

Article II.

The present Agreement shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at London as soon as possible.

The Agreement shall come into force ten days after the exchange of ratifications, and shall, subject to the provisions of paragraphs 3 and 5 of Part I, and paragraph 1 of Part II of the Protocol to this Agreement, remain in force until the 31st December, 1936.

In case neither of the Contracting Governments shall have given notice to the other six months before the said date of their intention to terminate this Agreement, it shall remain in force until the expiration of six months from the date on which notice of such intention is given.

In witness whereof the undersigned, duly authorised to that effect, have signed the present Agreement and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at London in the English language the 17th day of July, 1934.

A translation shall be made into the Latvian language as soon as possible and agreed upon between the Contracting Parties.

Both texts shall then be considered authentic for all purposes.

(L. S.) Charles ZARINE.

(L. S.) John SIMON.

(L. S.) Walter RUNCIMAN.

PROTOCOL.

At the moment of signing the Commercial Agreement of this day's date between the Government of Latvia and the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, the undersigned, being duly authorised to that effect, declare that they have agreed on the provisions set out in this Protocol, which shall form an integral part of the above-mentioned Agreement.

PART I.

1. The Contracting Governments having concluded the Commercial Agreement in the desire to maintain and facilitate still further trade and commerce between the United Kingdom and Latvia, undertake to keep in view the balance of trade between the United Kingdom and Latvia, and the Latvian Government having regard to the proportion of Latvian exports finding a market in the United Kingdom recognise that in furtherance of the objects of the Agreement the sales in Latvia of goods the produce or manufacture of the United Kingdom should be increased.

The Latvian Government will place no obstacles in the way of an increased use of British shipping services in Latvian trade and are prepared to consider what action can be taken to increase the utilisation of British shipping services in the trade between Latvia and the United Kingdom.

2. Representations having been made to the Latvian Delegation on behalf of certain United Kingdom industries, as a result of which statements have been made on behalf of groups of Latvian importers, the Contracting Governments take note of the following conversations and statements :

(a) Conversations in respect of steps for facilitating the sale of iron and steel, motor vehicles for commercial purposes, supplies for the use of the Latvian wood-working industries, coal tar, fine chemicals and pharmaceutical products, and agricultural machinery, of United Kingdom manufacture.

(b) Statements made on behalf of certain users of salt, saltpetre, jute wrappers, and creosote regarding the purchase of these commodities from the United Kingdom.

¹ Volume CXLII, page 217, of this Series.

Londonā 1933. gada 6. jūlijā¹ starp Latviju un Apvienoto Karaļvalsti notu apmaiņas ceļā noslēgtais tirdzniecības līgums zaudē spēku šā nolīguma spēkā stāšanās dienā.

II. pants.

Šis nolīgums ratificējams un ratifikācijas apmaināmas Londonā, cik drīz vien iespējams.

Nolīgums stāties spēkā desmit dienas pēc ratifikāciju apmaiņas un, saskaņā ar šim nolīgumam pievienotā Protokola I daļas 3. un 5. punktu un Protokola II daļas 1. punkta noteikumiem, paliks spēkā līdz 1936. gada 31. decembrim.

Ja neviena no Līdzējām valdībām sešus mēnešus pirms augšminētā datuma nebūs paziņojusi otrai valdībai savu nodomu šo nolīgumu uzteikt, tas paliks spēkā līdz sešu mēnešu notecējumam no tās dienas, kad par tādu nodomu paziņots.

Šo apliecinot, apakšā parakstījušies, pienācīgi šim nolūkam pilnvaroti, parakstījuši šo nolīgumu un uzspieduši tam savus zīmogus.

Izgatavots Londonā, 1934. gada 17. jūlijā, divos eksemplāros, angļu valodā.

Tulkojumu latviešu valodā izgatavos pēc iespējas drīzā laikā un par to vienosies Līdzējas puses savā starpā.

Abus tekstus tad uzskatis par autentiskiem visiem nolūkiem.

(Z. v.) Kārlis ZARIŅŠ.

(Z. v.) John SIMON.

(Z. v.) Walter RUNCIMAN.

PROTOKOLS.

Parakstot ar šās dienas datumu apzīmēto tirdzniecības nolīgumu starp Latvijas valdību un Lielbritānijas un Ziemeļ- Īrijas Apvienotās Karaļvalsts valdību, apakšā parakstījušies, kas šim nolūkam pienācīgi pilnvaroti, deklarē, ka viņi vienojušies par šā Protokola noteikumiem, kas uzskatāms par augšminētā nolīguma sastāvdaļu.

I DAĻA.

1. Līdzējas valdības, kas noslēgušas tirdzniecības nolīgumu ar nolūku uzturēt un vēl tālāk atvieglot tirdzniecību starp Apvienoto Karaļvalsti un Latviju, apņemas turēt vērā tirdzniecības bilanci starp Apvienoto Karaļvalsti un Latviju, un Latvijas valdība, ievērojot apmērus, kādos Latvijas eksportējumi atrod tirgu Apvienotā Karaļvalstī, atzīst, ka šā nolīguma mērķu veicināšanai Apvienotā Karaļvalstī ražoto vai pagatavoto preču novietošana Latvijā pacelama.

Latvijas valdība necels šķēršļus Britānijas kuģniecības pastiprinātai nodarbināšanai Latvijas tirdzniecībā un ir gatava apsvērt, kas darāms, lai paceltu Britānijas kuģniecības nodarbināšanu tirdzniecībā starp Latviju un Apvienoto Karaļvalsti.

2. Sakarā ar dažu Apvienotās Karaļvalsts rūpniecību iesniegumiem Latvijas delegācijai, uz kušu pamata Latvijas importieru grupas sniegušas savas atsauksmes, Līdzējas valdības ievērojušas sekojošas pārrunas un atsauksmes :

(a) pārrunas par soliemi, kas spējami, lai atvieglotu Apvienotā Karaļvalstī ražoto : dzelzs un tērauda, tirdzniecībā lietojamo motorizēto satiksmes līdzekļu, Latvijas koku apstrādāšanas rūpniecībai nepieciešamo piederumu, akmeņogļu darvas, smalko ķīmisko un farmaceitisko produktu un lauksaimniecības mašīnu pārdošanu ;

(b) atsauksmes no dažiem sāls, salpetra, džutas iesaiņojamā materiāla un kreozota noņēmējiem par šo ražojumu iepirkšanu Apvienotā Karaļvalstī.

¹ Volume CXLII, page 217, de ce recueil.

3. The Latvian Government declare that in the event of grave disturbance occurring in the agricultural economy of Latvia or if they consider that the increase of the quantity of herrings to 12,500 metric tons provided for in Article 3 of the Commercial Agreement is not justified by a corresponding increase in the foreign trade balance of Latvia they might wish to raise the question of modifying that figure for the year the 1st July, 1935, to the 30th June, 1936.

The Government of the United Kingdom declare that in such event they reserve the right of terminating the said Agreement at three months' notice, if they should find themselves unable to accept a reduction of the quantity in question.

The Government of the United Kingdom reserve the same right if, in the consultation which is to take place at the beginning of the year 1936 in accordance with the provisions of the said Article 3, a satisfactory agreement as to the quantity of herrings to be admitted in the period commencing the 1st July, 1936, should not be reached.

4. The Latvian Government undertake that in the operation of any import restrictions they will have regard to the undertakings in paragraph 1 of this part of the Protocol and will not operate such restrictions to the detriment of the trade of territories referred to in paragraph 2 of Article 1 of the Commercial Agreement.

5. The Latvian Government declare that they have no intention of imposing a tax on purchases of foreign exchange required for the purposes of payments in respect of goods imported into Latvia from the United Kingdom or of payments due to United Kingdom shipping interests. The Government of the United Kingdom declare that they reserve the right of terminating the Commercial Agreement at three months' notice if any such tax is imposed.

PART II.

1. The Government of the United Kingdom shall have the right at any time to terminate the Agreement upon three months' notice if, in any one period of twelve months, commencing on the first day of the month following the date on which the Agreement comes into force and on the corresponding date in each subsequent year, the quantity of coal of United Kingdom origin imported into Latvia is less than 70 % of the total imports of coal into Latvia in that period as shown by the Latvian official statistics of total imports of coal and of imports of coal of United Kingdom origin.

2. The Government of the United Kingdom undertake not to give notice of termination of the Agreement in accordance with paragraph 1 until they have given an opportunity to the Latvian Government to enter into discussions on the matter in the United Kingdom, such discussions to commence within fourteen days of the date of the receipt by the Latvian Government of a request from the Government of the United Kingdom.

3. The Agreement shall not be terminated under paragraph 1 if, during the period between the date when notice of termination is given and the date of its taking effect, quantities of coal of United Kingdom origin additional to the quantity to be imported under the Agreement during that period are imported into Latvia sufficient to make good the deficiency.

4. The Contracting Governments take note of a letter to the Chairman of the Latvian Delegation for the negotiation of the Commercial Agreement, dated this day and signed on behalf of the United Kingdom coal industry by the Chairman of the Central Council of Colliery Owners and the Chairman of the British Coal Exporters' Federation, wherein they have expressed their desire and firm intention to fulfil the requirements of Latvian buyers and users of coal by every means within their power; and for this purpose have given to Latvian buyers and users the assurances contained in that letter with regard to prices, qualities, availability of supplies, and other matters. It is agreed that the right of the Government of the United Kingdom, under paragraph 1 of this part of the Protocol, to terminate the Agreement upon three months' notice is conditional upon those assurances being implemented.

5. The Government of the United Kingdom shall not have the right to give notice of termination of the Agreement in accordance with paragraph 1 of this part of the Protocol if a

3. Latvijas valdība deklarē, ka gadījumā, ja Latvijas lauksaimniecība piedzīvotu nopietnu traucējumu, vai ja Latvijas valdība atzītu, ka silķu daudzuma pacelšana līdz 12,500 metr. tonnām, kā tas paredžets tirdzniecības nolīguma 3. pantā, neattaisnojas ar attiecīgu Latvijas ārējās tirdzniecības bilances pieaugumu, viņa var pacelt jautājumu par šā skaitļa grozīšanu gada laikam no 1935. g. 1. jūlija līdz 1936. g. 30. jūnijam.

Apvienotās Karaļvalsts valdība deklarē, ka tādā gadījumā viņa patur tiesību izbeigt minēto līgumu, uzteicot to 3 mēnešus iepriekš, ja viņa atzīs par neiespējamu pieņemt augšminētā daudzuma samazināšanu.

Apvienotās Karaļvalsts valdība patur to pašu tiesību, ja apspriedē, kas noturama 1936. gada sākumā saskaņā ar minētā 3. panta noteikumu, neizdotos panākt apmierinošu vienošanos par silķu daudzumu, kāds ievadams periodā, kas sākas ar 1936. gada 1. jūliju.

4. Latvijas valdība apņemas pie importa ierobežojuma piemērošanas ievērot šās protokola daļas 1. rindkopā doto apņemšanos un nepiemēros šādus ierobežojumus par ļaunu šā nolīguma 1. panta 2. rindkopā minēto teritoriju tirdzniecībai.

5. Latvijas valdība deklarē, ka viņai nav nodoma aplikt ar nodevām ārzemju valūtas pirkumus, kuri vajadzīgi no Apvienotās Karaļvalsts Latvijā ievesto preču apmaksai, kā arī maksājumiem par Apvienotās Karaļvalsts kuģniecības pakalpojumiem. Apvienotās Karaļvalsts valdība deklarē, ka viņa patur sev tiesību šādas nodevas uzlikšanas gadījumā izbeigt tirdzniecības nolīgumu, uzteicot to trīs mēnešus iepriekš.

II DAĻA.

1. Apvienotās Karaļvalsts valdībai ir tiesība katrā laikā izbeigt šo nolīgumu, uzteicot to 3 mēnešus iepriekš, ja jebkurā 12 mēnešu periodā, skaitot no tā mēneša pirmās dienas, kas seko nolīguma spēkā stāšanās datumam, un katra turpmākā gada attiecīgā datumā, Apvienotā Karaļvalstī ražoto un Latvijā ievesto ogļu daudzums nesasniedz 70 % no visa Latvijas ogļu importa šajā laikā, saskaņā ar Latvijas oficiālo statistiku par ogļu kopimportu un Apvienotā Karaļvalstī ražoto ogļu importu.

2. Apvienotās Karaļvalsts valdība apņemas neuzteikt nolīgumu saskaņā ar 1. punkta noteikumiem, iekam Latvijas valdībai nav dota iespēja apspriest šo lietu Apvienotā Karaļvalstī; šādām apspriedēm jā sākas 14 dienu laikā, skaitot no datuma, kad Latvijas valdība saņēmusi attiecīgu pieprasījumu no Apvienotās Karaļvalsts valdības.

3. Nolīgums nav izbeidzams uz 1. punkta noteikumu pamata, ja laikā starp uzteikuma datumu un tā spēkā stāšanās datumu Latvijā ievēd virs tās ogļu normas, kas tajā periodā ievadama saskaņā ar nolīgumu, tādu Apvienotā Karaļvalstī ražoto ogļu papildu daudzumu, kas izlīdzina radušos iztrūkumu.

4. Līdzējas valdības ievēro rakstu ar šās dienas datumu, kas adresēts Latvijas delegācijas priekšsēdētājam tirdzniecības nolīguma sarunu vešanai, un ko parakstījis Apvienotās Karaļvalsts ogļu rūpniecības uzdevumā Ogļu raktuvju īpašnieku centrālās padomes priekšsēdētājs un Britānijas Ogļu eksportieru federācijas priekšsēdētājs, un kurā viņi izteikuši vēlēšanos un noteiktu nodomu izpildīt Latvijas pircēju un ogļu patērētāju prasības ar visiem viņu spēkos esošiem līdzekļiem un šajā nolūkā devuši Latvijas pircējiem un patērētājiem minētā rakstā izteiktos solījumus attiecībā uz cenām, labumu, rīcībā esošiem krājumiem un citiem jautājumiem. Līdzējas puses vienojas, ka Apvienotās Karaļvalsts valdības tiesība saskaņā ar šās Protokola daļas (1) punkta noteikumiem izbeigt līgumu, uzteicot to 3 mēnešus iepriekš, pakļauta nosacījumam, ka šos solījumus izpildīs.

5. Apvienotās Karaļvalsts valdībai nav tiesība uzteikt nolīgumu saskaņā ar šās Protokola daļas (1) punkta noteikumiem, ja streika vai lokauta dēļ, vai arī ledus vai citu apstākļu dēļ, kas

sufficient quantity of coal of United Kingdom origin suitable for the Latvian buyers in question has not been available by reason of a strike or lock-out, or by reason of the fact that ice or other conditions have prevented transport from the United Kingdom to the Latvian port of destination, or if the buyers have been unable to obtain from the United Kingdom either the coal that they require or a suitable substitute at a comparable price. In any such event due allowance shall be made, in applying the provisions of paragraph 1 of this part of the Protocol, for such quantities of coal as have been purchased in place thereof by the Latvian buyers in question from other sources. Similarly, in applying the provisions of paragraph 1 of this part of the Protocol, due allowance shall be made for non-consumption of coal in Latvia on account of protracted strikes or lock-outs within those branches of Latvian industry in which United Kingdom coal is used in considerable quantities. Allowances claimed under this paragraph shall be made only (a) by agreement between the Latvian Committee to be appointed under paragraph 6 of this part of the Protocol and the Mines Department of the Government of the United Kingdom, or (b) failing such agreement, after discussion and settlement between the Contracting Governments.

6. As soon as the Agreement comes into force, a Committee will be appointed in Latvia for the purpose of :

(a) Submitting to the Mines Department of the Government of the United Kingdom official monthly statistics, prepared by the appropriate Department of the Latvian Government, of the total imports of coal into Latvia and of the imports of coal of United Kingdom origin into Latvia ; such statistics to be submitted within two months from the end of the month to which they relate.

(b) Dealing with complaints by Latvian buyers and users of coal of United Kingdom origin as regards price, quality, supply and other such matters in so far as such complaints relate to matters on which assurances have been given by the United Kingdom coal industry.

(c) Dealing with questions arising under paragraph 5 of this part of this Protocol.

(d) Communicating where necessary with the Mines Department of the Government of the United Kingdom on any matters arising on (b) and (c) above.

7. It being the hope of the Contracting Governments that the existing share of the Latvian market for coke shall continue to be enjoyed by the United Kingdom they will enter into consultation, if the case requires, with a view to the maintenance of that situation.

PART III.

1. The Government of the United Kingdom hope that such regulation as may become necessary of imports of agricultural produce into the United Kingdom may be effected by voluntary co-operation between the Government of the United Kingdom on the one hand and the Government of countries supplying these products to the United Kingdom on the other hand ; and the Government of the United Kingdom will endeavour for their part to secure that any regulation applied to imports into the United Kingdom of agricultural produce from Latvia shall be effected in this way.

2. In any discussions that may take place with foreign supplying countries with a view to such voluntary co-operation, the Government of the United Kingdom will do what they can to ensure that due consideration is given to the special importance to Latvia of the export trade in butter and to the substantial increase in that trade with the United Kingdom in recent years.

3. The Government of the United Kingdom recognise that a strict application of the principles set out in Article 6 of the Agreement would result in a reduction of great severity in the imports of butter from Latvia. They will accordingly be prepared, in the event of a compulsory regulation of imports of butter being imposed, to make a supplementary allocation to Latvia, increasing the total Latvian allocation to a quantity equivalent to not more than 3 % of the total originally

varētu kavēt transportu no Apvienotās Karaļvalsts uz attiecīgo Latvijas ostu, nav bijis dabūjams pietiekošs, Apvienotā Karaļvalstī ražoto, ogļu daudzums, kāds būtu piemērots attiecīgiem Latvijas pircējiem, vai arī ja pircēji nav varējuši dabūt Apvienotā Karaļvalstī ne viņiem vajadzīgās ogles, ne arī to vietā kādu citu piemērotu atvietošanu par samērīgu cenu. Katrā tādā gadījumā, piemērojot šās Protokola daļas (1) punkta noteikumus, attiecīgus izņēmuma atskaitījumus taisīs tiem ogļu daudzumiem, ko citur iepirks minētie Latvijas pircēji iztrūkstošo ogļu atvietošanai. Tāpat, piemērojot šās Protokola daļas (1) punkta noteikumus, Latvijā būs atļauts nepatērēt ogles sakarā ar ilgstošiem streikiem vai lokautiem tajās Latvijas rūpniecības nozarēs, kurās izlieto lielos daudzumos Apvienotās Karaļvalsts ogles. Uz šo punktu pamatotos izņēmumu atskaitījumus pielaidīs vienīgi (a) uz vienošanās pamata starp Latvijas Komisiju, kas ieceļama saskaņā ar šās Protokola daļas (6) punkta noteikumiem, un Apvienotās Karaļvalsts valdības Raktuvju departamentu vai arī (b), ja tāda vienošanās nenotiek, saskaņā ar Līdzēju valdību sarunām un lēmumiem.

6. Tūlīn pēc nolīguma spēkā stāšanās Latvijā iecels komisiju sekojošiem nolūkiem :

(a) lai ik mēnešus iesniegtu Apvienotās Karaļvalsts valdības Raktuvju departamentam oficiālus Latvijas valdības attiecīgā iestādē sastādītus statistiskus datus par ogļu kopimportu Latvijā un par Apvienotā Karaļvalstī ražoto ogļu importu Latvijā ; šādi statistiski dati iesniedzami divu mēnešu laikā, skaitot no tā mēneša beigām, uz kuru tie attiecas ;

(b) lai izlemtu Apvienotā Karaļvalstī ražoto ogļu pircēju un Latvijas patērētāju sūdzības attiecībā uz cenu, labumu, piegādi un citiem līdzīgiem jautājumiem, ciktāl šādas sūdzības attiecas uz jautājumiem, attiecībā uz kuriem Apvienotās Karaļvalsts ogļu rūpniecība devusi kādus solījumus ;

(c) lai apspriestu jautājumus, kas izriet no šās Protokola daļas (5) punkta noteikumiem ;

(d) lai sazinātos vajadzības gadījumos ar Apvienotās Karaļvalsts Raktuvju departamentu par jautājumiem, kas izriet no augšējām (b) un (c) rindkopām.

7. Tā kā Līdzējas valdības cer, ka Apvienotā Karaļvalsts paturēs arī turpmāk savu pašreizējo daļu Latvijas koksa tirgū, viņas apspriedīsies, ja rastos vajadzība, nolūkā šo stāvokli uzturēt.

III DAĻA.

1. Apvienotās Karaļvalsts valdība cer, ka lauksaimniecības ražojumu importa rēgulēšanu Apvienotā Karaļvalstī, ja tāda izrādītos vajadzīga, varēs panākt labprātīgas sadarbības ceļā starp Apvienotās Karaļvalsts valdību, no vienas puses, un to valstu valdībām, no otras puses, kuŗas šādus ražojumus piegādā Apvienotai Karaļvalstij ; un Apvienotās Karaļvalsts valdība no savas puses centīsies panākt, lai jebkuŗa rēgulēšana, ko piemēro Latvijas lauksaimniecības ražojumu importam Apvienotā Karaļvalstī, notiktu šādā kārtā.

2. Visās sarunās, kas notiktu ar piegādātājām ārvalstīm attiecībā uz tādu labprātīgu sadarbību, Apvienotās Karaļvalsts valdība darīs visu iespējamo, lai nodrošinātu pienācīgas vērtības piegriešanu sviesta eksporta tirdzniecības sevišķai nozīmei priekš Latvijas un šās tirdzniecības ievērojamam pieaugumam ar Apvienoto Karaļvalsti pēdējos gados.

3. Apvienotās Karaļvalsts valdība atzīst, ka stingri piemērojot nolīguma 6. pantā izteiktos principus, rezultātā rastos ļoti nopietns Latvijas sviesta importa samazinājums. Tādēļ gadījumā, ja ievestu sviesta importa rēgulēšanu piespiedu kārtībā, viņa ir gatava piešķirt Latvijai papildu kvotu, paaugstinot visu Latvijas kvotu līdz tādām apmēram, kas līdzinās ne vairāk kā 3 % no piegādātājām ārvalstīm sākmā piešķirto kvotu kopsummas, vai kas līdzinās 113,000 centneriem,

allocated to foreign supplying countries, or to 113,000 cwt., whichever is the greater, provided that the other foreign supplying countries are willing to waive such rights as they possess to consequential increases in their allocations.

The Government of the United Kingdom undertake on their part to use their best endeavours to this end.

4. In the Commercial Agreement and in this Protocol to the Agreement, the term "foreign country" in relation to the United Kingdom, means a country not being a territory under the sovereignty of His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, or under His Majesty's suzerainty, protection or mandate; and the term "foreign imports" means imports from foreign countries as so defined.

Done in duplicate at London in the English language the 17th day of July, 1934.

A translation shall be made into the Latvian language as soon as possible and agreed upon between the Contracting Parties.

Both texts shall then be considered authentic for all purposes.

Charles ZARINE.

John SIMON.

Walter RUNCIMAN.

FIRST SCHEDULE.

PART I.

Note. — Subject to the effect of amendment or subdivision of Tariff items, the goods covered by this Schedule are those now assessed for duty under the Tariff numbers quoted.

Tariff No.	Article	Rate of Duty
		Lats
12 (2)	Mustard, dry, ground, in small receptacles (pots, tins, bottles, &c.) weighing up to 2 kg. per kg. gross	4.00
ex 13	Sauces, soups, pickles, prepared mustard per kg. gross	5.00
ex 27 (1) (a)	Whisky, gin and rum, in casks or barrels per kg. gross	5.00
37 (4)	Salted herrings per whole barrel of normal size	5.00
ex 71 (8)	Products for cleaning metals, prepared with wax, fat or oil . . per kg.	1.50
ex 75 (1)	Sanitary earthenware, white or coloured in the composition . per kg.	0.30
79 (1)	Coal per kg.	0.00125
79 (3)	Coke per kg.	0.003
ex 81 (1)	Creosote per kg.	0.12
88 (1 g) β	Tyres for vehicles, automobiles, motor cycles and bicycles, also inner tubes of soft rubber, whether combined or not with other materials or metals (except solid tyres for motor lorries) per kg.	2.00
117 (6) (b)	Glycerine, purified per kg.	1.35
ex 141	Tinplates (tinned sheet iron or sheet steel); sheet iron or steel galvanised per kg.	0.02
ex 142 (3) (a)	Steel plates over 460 mm. wide; steel over 12 ½ mm. wide or high; angle steel with equal or unequal sides; section steel, such as U, T, I, Z, and beam steel of all sizes; section steel with compound cross section per kg.	0.01
ex 142 (4)		

raugoties pēc tam, kas izrādītos vairāk, ja pārējās piegādātājās ārvalstis būtu ar mieru atteikties no savām varbūtējām tiesībām uz viņām piešķirto kvotu attiecīgiem paaugstinājumiem.

Apvienotās Karaļvalsts valdība apņemas no savas puses pielikt pūles šajā virzienā.

4. Tirdzniecības nolīgumā un šajā Protokolā ar vārdu « ārvalsts » attiecībā pret Apvienoto Karaļvalsti ir jāsaprot valsts, kas nepieder pie teritorijām, kuŗas atrodas zem Viņa Majestātes Lielbritānijas, Īrijas un Britānijas Aizjūras Dominiju Karaļa, Indijas Ķeizara suverēnitātes, vai zem Viņa Majestātes suverēnitātes, protektorāta vai mandāta ; un ar vārdiem « ārzemju imports » jāsaprot ievadumi no šādi definētām ārvalstīm.

Izgatavots Londonā, 1934. gada 17. jūlijā, divos eksemplāros, angļu valodā.

Tulkojumu latviešu valodā izgatavos pēc iespējas drīzā laikā un par to vienosies Līdzējas puses savā starpā.

Abus tekstus tad uzskatīs par autentiskiem visiem nolūkiem.

Kārlis ZARIŅŠ.

John SIMON.

Walter RUNCIMAN.

PIRMAIS SARAKSTS.

I DAĻA.

Piezīme. — Neatkarīgi no tarifu pantu vai pantu sadalījumu grozījumiem, šajā sarakstā uzskaitītās preces ir tās, kas pašlaik muietojamas saskaņā ar uzrādītiem tarifa numuriem.

Tarifa numurs	Preču nosaukums	Likmes
		Ls
12 (2)	Sinepes, sausas, maltas — mazos traukos — (podos, bundžās, pudelēs un taml.) svarā līdz 2 kg par kg brutto	4,00
ex 13	Mērces, zupas, pikuli, sagatavotas sinepes par kg brutto	5,00
ex 27 (1)a	Viskijs, džins un rums, mucās un mucinās par kg brutto	5,00
37 (4)	Siļķes, sāļtas par 1/1 mucas normāla lieluma	5,00
ex 71 (8)	Līdzekļi metālu tīrīšanai, sagatavoti ar vasku, taukiem vai eļļu par kg	1,50
ex 75 (1)	Sanitārais fajanss, balts vai masā krāsots par kg	0,30
79 (1)	Ogles par kg	0,00125
79 (3)	Kokss par kg	0,003
ex 81 (1)	Kreozots par kg	0,12
88 (1 g) β	Braucamo līdzekļu, automobiļu, motociklu un velosipedu riepas un gaisa kameras no mikstās gumijas, arī ar citu vielu vai metālu pievienojumu (izņemot pilngumijas riepas smagiem automobiļiem)	
	par kg	2,00
117 (6)b	Glicerīns, tīrīts par kg	1,35
ex 141	Skārds (alvota plāksņu dzelzs vai alvots plāksņu tērauds) ; dzelzs un tērauda skārds, galvanizēts par kg	0,02
ex 142 (3)a	Tērauda plates, vairāk kā 460 mm platas ; tērauds, vairāk kā 12 1/2 mm plats vai augsts : leņķu tērauds ar vienādiem vai nevienādiem sāniem ; fasona tērauds, kā U, T, I, Z, un bīmtērauds visādos izmēros ; saliktu šķērsgriezumu tērauds par kg	0,01
ex 142 (4)		

Tariff No.	Article	Rate of Duty
		Lats
144 (1)	Tin, in pigs, blocks, bars or scrap per kg.	0.15
152 (2)	Iron and steel pipes for water, gas, steam and the like, welded or drawn in one piece, even if fitted with couplings and flanges, also their connections, worked or not per kg.	0.04
ex 153 (1)	Iron and steel chains falling under this heading per kg.	0.20
ex 156 (1) (a)	Iron and steel chains falling under this heading per kg.	0.50
ex 156 (2) (a)	Slide fasteners per kg.	1.00
ex 158 (1)	Safety razor blades per kg.	2.00
161 (2) (a)	Files and rasps : (a) Weighing more than 250 grammes per kg. (b) Weighing from 250 grammes down to 100 grammes per kg. (c) Weighing less than 100 grammes per kg.	0.50 1.00 1.50
ex 161 (2) (b)	Hand saws per kg.	0.20
ex 167 (1) (a)	Sewing machines per kg.	0.08
ex 167 (4) (b)	Clover threshers, complete but without portable engines	free
172 (4)	Gramophones, phonographs, parlographs, and other mechanical musical instruments, not specially mentioned in the Tariff, also records, needles, and music for the same per kg.	8.00
173 (5) (a)	Motor cycles (two-wheeled) per kg.	1.50
173 (5) (d)	Side-cars for motor cycles, imported therewith or separately each	50.00
ex 173 (6) (a)	Motor-cars for carrying persons : (a) Weighing up to 1,000 kg. per kg. ex (b) Weighing from 1,001 to 1,150 kg. per kg.	1.00 1.20
	<i>Note.</i> — Cars with rigid hood, closed or semi-closed, removable or not, are dutiable under the relevant subsections of Tariff No. 173 (6) with a surtax of 25 % .	
	<i>Note.</i> — Motor-car tools (1 set of tools for each complete car imported) if entering therewith are duty-free. A spare wheel, even if with pneumatic tyre, belonging to the car, may also be imported duty-free. The exemption shall extend to two wheels, if the front and back wheels are not of the same size, or in place of one or two wheels with pneumatic tyres it may extend to separate component parts.	
ex 173 (6) (c)	Chassis (<i>i. e.</i> , frames with wheels and engines) for commercial vehicles per kg.	1.40
177 (2) (o)	Sensitised paper for photography, even in postcard form per kg. gross	3.00
ex 177 (2) (r)	Carbon paper and similar copying paper per kg.	1.00
ex 183	Cotton yarns : 1 (a) Of numbers below No. 38 (English count), unbleached per kg. 2 (a) From No. 38 to No. 60 inclusive, unbleached per kg. 3 (a) Above No. 60 and up to No. 80 inclusive, unbleached per kg. 4 (a) Above No. 80, unbleached per kg. Twisted cotton threads prepared from two or more strands, on wooden reels, manufactured from single yarn : 5 (a) Under No. 60 (English count) per kg. gross 5 (b) From No. 60 to No. 80 inclusive per kg. gross 5 (c) Above No. 80 per kg. gross Twisted cotton yarn and thread of all kinds prepared from two or more threads, not mentioned under (5) above, manufactured with single yarn : 6 (a) Under No. 60 (English count) per kg. 6 (b) From No. 60 to No. 80 inclusive per kg. 6 (c) Above No. 80 per kg.	1.20 1.40 1.45 1.80 3.30 4.40 4.40 1.80 2.30 2.80

Tarifa numurs	Preču nosaukums	Likmes
		Ls
144 (1)	Alva gabalos, blukos, stienos vai salauztā veidā par kg	0,15
152 (2)	Dzelzs un tērauda caurules, ūdens, gāzes, tvaika un taml. vadiem, metinātas vai no viena gabala vilktas, arī ar pieskrūvētām muftām un flanšām, kā arī tādu cauruļu savienojumu daļas, apstrādātas vai neapstrādātas par kg	0,04
ex 153 (1)	Dzelzs un tērauda ķēdes, kam piemērojams šis pants. par kg	0,20
ex 156 (1)a	Dzelzs un tērauda ķēdes, kam piemērojams šis pants par kg	0,50
ex 156 (2)a	Velkamie patentslēdzēji par kg	1,00
ex 158 (1)	Drošības skujamo nažu asmeņi par kg	2,00
161 (2)a	Viles un rupjviles :	
	(α) svarā virs 250 g par kg	0,50
	(β) svarā no 250 līdz 100 g par kg	1,00
	(γ) svarā zem 100 g par kg	1,50
ex 161 (2)b	Rokas zāģi par kg	0,20
ex 167 (1)a	Šujamās mašīnas par kg	0,08
ex 167 (4)b	Āboliņa kuļmašīnas, pilnīgi sastādītas, bet bez pārvietojamām dzenamām mašīnām	brīvi
172 (4)	Gramofoni, fonografi, parlografi un citi mēchaniski mūzikas instrumenti, sevišķi tarifā neminēti, kā arī to plates, adatas un notis tiem par kg	8,00
173 (5)a	Motocikli (divriteņu) par kg	1,50
173 (5)d	Piekabināmie rati motocikliem, kopā vai atsevišķi ievesti par gabalu	50,00
ex 173 (6)a	Pasažieru automobiļi :	
	(α) svarā līdz 1,000 kg par kg	1,00
	ex (β) svarā no 1,001 līdz 1,150 kg par kg	1,20
	<i>Piezīme.</i> — Pasažieru automobiļi ar stīvu, atsedzamu vai neatsedzamu, slēgtu vai pusslēgtu jumtu muietojami pēc šā (173.) p. 6. punkta attiecīgiem burtiem ar 25 % piemaksu.	
	<i>Piezīme.</i> — Kopā ar automobiļiem ievestie instrumentu komplekti ielaižami bez muitas pa vienam komplektam uz attiecīgo automobili. Ielaižams bez muitas viens attiecīgam automobiliem piederīgs rezerves ritenis, arī apriepots. Tāpat bez muitas ielaižami divi riteni, ja priekšējie un pakalējie riteni nav vienāda lieluma, vai arī viena vai divu apriepotu riteni vietā to atsevišķas sastāvdaļas.	
ex 173 (6)c	Šasijas preču pārvadājamiem automobiļiem (t. i. rāmji ar riteniem un motoriem) par kg	1,40
177 (2)o	Gaismjūtīgs fotografējamais papīrs, arī pastkaršu veidā par kg brutto	3,00
ex 177 (2)r	Ogļu papīrs un tamlīdzīgs kopējamais papīrs par kg	1,00
ex 183	Kokvilnas diedziņi :	
	1 a. zem N° 38 (angļu numuru apzīmējumā), nebalināti . . . par kg	1,20
	2 a. no N° 38 līdz N° 60 ieskaitot, nebalināti par kg	1,40
	3 a. virs N° 60 līdz N° 80 ieskaitot, nebalināti par kg	1,45
	4 a. virs N° 80, nebalināti par kg	1,80
	Kokvilnas diegi, šķeterēti no 2 vai vairāk pavedieniem uz koka spolītēm, izgatavoti no vienkāršiem diedziņiem :	
	5 a. zem N° 60 (angļu numuru apzīmējumā) par kg brutto	3,30
	5 b. no N° 60 līdz N° 80 ieskaitot par kg brutto	4,40
	5 c. virs N° 80 par kg brutto	4,40
	Kokvilnas dzijas un diegi, šķeterēti no 2 vai vairāk pavedieniem 5. pktā neminētie, izgatavoti no vienkāršiem diedziņiem :	
	6 a. zem N° 60 (angļu numuru apzīmējumā) par kg	1,80
	6 b. no N° 60 līdz N° 80 ieskaitot par kg	2,30
	6 c. virs N° 80 par kg	2,80

Tariff No.	Article	Rate of Duty
	<i>Note 2.</i> — Cotton twisted threads for the manufacture and repair of fishing nets, undyed, of Nos. 12, 20 and 30 (containing from six to ninety-six strands) and Nos. 40 to 160 (containing from six to nine strands), English count, are admitted duty-free.	Lats
186 (1)	Combed wool :	
	(a) Undyed per kg.	0.50
	(b) Dyed per kg.	1.20
186 (3)	Wool yarns, twisted :	
	(a) Undyed per kg.	1.80
	(b) Dyed per kg.	2.40
ex 187	Cotton fabrics, not specially mentioned in the Latvian Tariff :	
	ex (1) Containing up to 10 sq. metres to the kg. :	
	(b) Bleached, whether or not mercerised, glazed or similarly worked per kg.	2.50
	ex (2) Containing more than 10 and up to 15 sq. metres to the kg. :	
	(b) Bleached, whether or not mercerised, glazed or similarly treated per kg.	3.00
	ex (3) Containing over 15 sq. metres to the kg. :	
	(b) Bleached, whether or not mercerised, glazed or similarly treated per kg.	5.50
ex 188	Cotton fabrics, not specially mentioned in the Latvian Tariff, dyed, colour-woven or printed, whether or not mercerised, glazed or similarly worked :	
	(1) Containing up to 10 sq. metres per kg. :	
	(a) Dyed per kg.	4.00
	(b) Colour-woven per kg.	4.50
	(c) Printed, of a width over 88 cm. per kg.	2.00
	Printed, other per kg.	2.70
	(2) Containing more than 10 and up to 15 sq. metres to the kg. :	
	(a) Dyed per kg.	4.50
	(b) Colour-woven per kg.	5.00
	(c) Printed, of a width over 88 cm. per kg.	2.70
	Printed, other per kg.	3.25
	(3) Containing more than 15 sq. metres to the kg. :	
	(a) Dyed per kg.	8.00
	(b) Colour-woven per kg.	9.00
	(c) Printed per kg.	8.00
189 (1)	Cotton velvets and plush of all kinds (not including ribbons and bands not over 20 cm. wide or chenille) per kg.	12.00
ex 190 (1)	Cables, rope, string and twine of Manilla hemp and sisal hemp. per kg.	0.60
190 (3)	Fishing nets of all kinds	free
191 (1)	Jute fabrics, coarse per kg.	0.20
191 (3) (a)	Sacks and other like articles of jute per kg.	0.20
ex 194 (3)	Transmission belting of cotton. per kg.	0.40
ex 197 (1)	Fabrics of half artificial silk (<i>i. e.</i> , containing over 25 but not over 50 % of artificial silk), dyed or printed, over 88 cm. in width . per kg.	15.00
199 (1)	Wool tissues of all kinds, not specially mentioned in the Latvian Tariff :	
	(a) Containing up to 2 sq. metres per kg. per kg.	9.00
	(b) Containing more than 2 and up to 4 sq. metres per kg. per kg.	12.00
	(c) Containing more than 4 sq. metres per kg. per kg.	16.00

Tarifa numurs	Preču nosaukums	Likmes
		Ls
	2. <i>piezīme.</i> — Zvejas tīklu aužamie un lāpāmie diegi, nekrāsoti, N ^o N ^o 12, 20 un 30 (no 6 līdz 96 pavedieniem), no N ^o 40 līdz N ^o 160 (no 6 līdz 9 pavedieniem), angļu apzīmējumā, ielaižami bez muitas.	
186 (1)	Kārsta vilna :	
	(a) nekrāsota par kg	0,50
	(b) krāsota par kg	1,20
186 (3)	Vilnas dzijas, šķeterētas :	
	(a) nekrāsotas par kg	1,80
	(b) krāsotas par kg	2,40
ex 187	Kokvilnas audumi, Latvijas muitas tarifā sevišķi neminēti :	
	ex (1) kas satur vienā kilogramā līdz 10 kvadrātmetrus :	
	(b) balināti, mercerizēti vai nē, listrēti vai tamlīdzīgi apstrādāti par kg	2,50
	ex (2) kas satur vienā kilogramā virs 10 līdz 15 kvadrātmetrus :	
	(b) balināti, mercerizēti vai nē, listrēti vai tamlīdzīgi apstrādāti par kg	3,00
	ex (3) kas satur vienā kilogramā vairāk kā 15 kvadrātmetrus :	
	(b) balināti, mercerizēti vai nē, listrēti vai tamlīdzīgi apstrādāti par kg	5,50
ex 188	Kokvilnas audumi, Latvijas muitas tarifā sevišķi neminēti, krāsoti, raibi austi vai apdrukāti, mercerizēti vai nemercerizēti, listrēti vai tamlīdzīgi apstrādāti :	
	(1) Kas satur vienā kilogramā līdz 10 k v. metrus :	
	(a) krāsoti par kg	4,00
	(b) raibi austi par kg	4,50
	(c) apdrukāti, platāki par 88 cm par kg	2,00
	apdrukāti, citi par kg	2,70
	(2) Kas satur vienā kilogramā virs 10 līdz 15 kvadrātmetrus :	
	(a) krāsoti par kg	4,50
	(b) raibi austi par kg	5,00
	(c) apdrukāti, platāki par 88 cm par kg	2,70
	apdrukāti citi par kg	3,25
	(3) Kas satur vienā kilogramā vairāk kā 15 kvadrātmetrus :	
	(a) krāsoti par kg	8,00
	(b) raibi austi par kg	9,00
	(c) apdrukāti par kg	8,00
189 (1)	Kokvilnas samta un plīša audumi, visādi (izņemot lentes un apmales līdz 20 cm platumā, vai sinels) par kg	12,00
ex 190 (1)	Tauvas, virves, auklas un sienamie diedziņi no Manilas vai sizalas kaņepājiem par kg	0,60
190 (3)	Zvejnieku tīkli, visādi	brīvi
191 (1)	Džūtas audumi, rupji par kg	0,20
191 (3)a	Maisi un citi tamlīdzīgi izstrādājumi no džūtas par kg	0,20
ex 194 (3)	Dzensiksnas no kokvilnas par kg	0,40
ex 197 (1)	Puszīda audumi (t. i. tādi, kas satur vairāk kā 25 %, bet ne vairāk par 50 % mākslīga zīda), krāsoti vai apdrukāti, platāki par 88 cm. par kg	15,00
199 (1)	Vilnas audumi ; visādi, Latvijas muitas tarifā sevišķi neminēti :	
	(a) Kas satur vienā kilogramā līdz 2 kvadrātmetrus . . par kg	9,00
	(b) Kas satur vienā kilogramā virs 2 līdz 4 kvadrātmetrus . par kg	12,00
	(c) Kas satur vienā kilogramā vairāk kā 4 kvadrātmetrus . . par kg	16,00

Tariff No.	Article	Rate of Duty
	ex <i>Note 4</i> to Tariff Nos. 183/209¹. Fabrics containing silk or artificial silk not exceeding 25 % to be dutiable as follows : I. Wool fabrics : (c) (i) If the silk or artificial silk exceeds 5 % but does not exceed 15 % — dutiable under Tariff No. 199, with an additional 20 %. (c) (ii) If the silk or artificial silk exceeds 15 % but does not exceed 25 % — dutiable under Tariff No. 199, with an additional 30 %. (d) If the silk or artificial silk does not exceed 5 % — dutiable under Tariff No. 199, with an additional 10 %. II. Cotton fabrics : (c) Fabrics of cotton containing artificial silk, if the artificial silk exceeds 5% but does not exceed 25% — dutiable under Tariff No. 188, with an additional 30 %.	Lats
ex 216 (1)	Writing pens of all kinds per kg.	0.50

PART II.

Tariff No.	Article	Rate of Duty
		Lats
ex 6 (1)	Bananas per kg.	2.50
6 (2)	Oranges, mandarines and bitter oranges per kg.	2.00
ex 15 (2)	Cardamoms per kg.	5.00
ex 15 (3)	Pimento per kg.	0.60
ex 15 (3)	Cloves and clove stems per kg.	0.75
20	Tea of all kinds per kg.	6.50
	<i>Note.</i> — Tea imported in small packets weighing up to 1 kg. is dutiable (including the weight of packing) at the above rate, with an addition of 20 %.	

¹ The percentage of admixture is at present assessed on the basis of number of threads. It is agreed, however, that within one year from the date of the coming into force of this Agreement the basis shall be altered to a weight basis, the percentage figures remaining unaltered.

Tarifa numurs	Preču nosaukums	Likmes
	ex 4. <i>piezīme</i>, pie tarifa N^o 183/209¹. — Audumi, kas satur zīdu vai mākslīgo zīdu ne vairāk par 25 %, muietojami kā zemāk noteikts : I. Vilnas audumi : (c) (ii) Ja zīda vai mākslīgā zīda ir vairāk kā 5 %, bet ne vairāk par 15 % — pēc tarifa N^o 199, ar 20 % piemaksu. (c) (iii) Ja zīda vai mākslīgā zīda ir vairāk kā 15 %, bet ne vairāk par 25 % — pēc tarifa N^o 199, ar 30 % piemaksu. (d) Ja zīda vai mākslīgā zīda ir mazāk par 5 % — pēc tarifa N^o 199, ar 10 % piemaksu. II. Kokvilnas audumi : (c) Ja kokvilnas audumi satur mākslīgo zīdu pāri par 5 %, bet mazāk par 25 % — pēc tarifa N^o 188, ar 30 % piemaksu.	Ls
ex 216 (1)	Rakstāmās spalvas, visādas par kg	0,50

II DAĻA.

Tarifa numurs	Preču nosaukums	Likmes
		Ls
ex 6 (1)	Banani par kg	2,50
6 (2)	Apelsīni, mandarīni un pomerances par kg	2,00
ex 15 (2)	Kardamons par kg	5,00
ex 15 (3)	Pimento, angļu. par kg	0,60
ex 15 (3)	Neļķu nagliņas un neļķu galviņas par kg	0,75
20	Tēja, visāda par kg	6,50
	<i>Piezīme</i> . — Tēja mazos iesaiņojumos līdz 1 kg muietojama līdz ar iesaiņojuma svaru ar 20 % piemaksu.	

¹ Piemaisījumu procenti tagad aplēšami, pamatojoties uz diegu skaitu. Tomēr norunāts, ka gada laikā, skaitot no līguma spēkā stāšanās, tie būs jāaplēš uz svara pamata, pie kam procentuālie skaitļi paliks tie paši.

SECOND SCHEDULE.

Article	Rate of Duty
Bacon and hams	Free
Butter	15s. per cwt.
Eggs in shell :	
(a) Not exceeding 14 lb. in weight per great hundred	1s. per great hundred
(b) Over 14 lb., but not exceeding 17 lb. in weight, per great hundred.	1s. 6d. per great hundred
(c) Exceeding 17 lb. in weight per great hundred	1s. 9d. per great hundred
Canned herring and canned brisling	10 % <i>ad valorem</i>
Bilberries	Free
Cranberries	10 % <i>ad valorem</i>
Alsike clover seed (<i>trifolium hybridum</i>)	10 % <i>ad valorem</i>
Flax, not further dressed after scutching or decorticating; tow of flax.	Free
Newsprint, that is to say, paper in rolls containing not less than 70 % of mechanical wood pulp and of a weight of not less than 20 lb. or more than 25 lb. to the ream of 480 sheets of double crown, measuring 30 inches by 20 inches	Free
Wood pulp	Free
Wooden pitprops, which are considered to include "pitbars", <i>i.e.</i> , the usual form prepared by cutting off two small arcs of the pitprop lengthwise in two parallel planes; also bars so prepared halved by a third parallel cut through the middle	Free
Pitprops also include crowntrees in their simplest form, which is the halved pitbar referred to above.	
Wooden telegraph poles not less than 20 feet and not more than 40 feet in length and not less than 5 inches and not more than 9 $\frac{3}{4}$ inches in top diameter and not less than 6 inches in diameter 5 feet from the butt end	Free
Hewn, sawn and planed softwood, not further prepared or manufactured, except as detailed below	10 % <i>ad valorem</i>
Planed softwood shall be considered to include all descriptions of :	
(1) Softwood weatherboards, floorings and matchings, planed on one or more sides, with or without profiling on one or more sides.	
(2) Softwood skirtings with board and profile in one piece.	
(3) Softwood boards which are tongued, grooved, beaded, V-jointed, rebated, chamfered, centre beaded, centre V-jointed or round edged — if profiled, the board and profile to be in one piece.	
(4) Softwood boxboards, sawn or planed, whether in sets or not, including boxboards tongued, grooved, glued, lock-jointed or printed, but excluding boards dovetailed, mortised or tenoned at the ends.	
Hewn and sawn birch not further prepared or manufactured	10 % <i>ad valorem</i>
Plywood of birch or of softwood	10 % <i>ad valorem</i>
Wooden sewing thread reels of all kinds, whether coloured or polished or not, punched longitudinally and not exceeding in length 5 inches and in diameter at the ends 2 $\frac{1}{2}$ inches	15 % <i>ad valorem</i>
Match splints in bundles, whether impregnated or not	20 % <i>ad valorem</i>
Tissue paper, and writing paper in sheets measuring not less than 16 $\frac{1}{2}$ inches by 21 inches of a weight when fully extended equivalent to not more than 90 lb. to the ream of 480 sheets of double crown measuring 30 inches by 20 inches, but not including paper which forms part of another article	16 $\frac{2}{3}$ % <i>ad valorem</i>

OTRAIS SARAKSTS.

Preču nosaukums	Likmes
Bekons un šķiņķi	Brīvi.
Sviests	15 š. par cwt.
Olas čaumalās :	
(a) kas sver ne vairāk par 14 lb. lielajā simtā	1 š. par lielo simtu
(b) kas sver vairāk par 14 lb., bet ne vairāk par 17 lb. lielajā simtā	1 š. 6 p. par lielo simtu
(c) kas sver vairāk par 17 lb. lielajā simtā	1 š. 9 p. par lielo simtu
Silķes un brētliņi konservos	10 % no vērtības
Mellenes	Brīvi
Dzērvenes	10 % no vērtības
Bastarda āboliņa sēklas (trifolium hybridum)	10 % no vērtības
Lini, vienīgi mērcēti un kulstīti, tālāk neapstrādāti; linu pakulas	Brīvi
Drukājamais papīrs, t. i. papīrs ruļļos, kas satur vismaz 70 % mēchaniskās celulozas un kas risā sver vismaz 20 lb. vai vairāk par 25 lb. (risā — 480 angļu apmēra loksnes, 30 collas × 20 collas)	Brīvi
Celluloza, koka	Brīvi
Stutmalka, pie kam tajā ietilpst arī vienkāršas stutes (pitbars), kas pagatavotas, sagriežot tās gareniski divās paralēlās daļās; tāpat arī stutbalķi, kas pagatavoti līdzīgā kārtā, sagriežot tos trešo reizi pa vidu	Brīvi
Stutmalkā ietilpst arī vienkārša veida kronķoki, t. i. uz pusi sagrieztas minētās stutes (pitbars).	
Koku tēlegrafa stabi, ne īsāki par 20 pēdām un ne garāki par 40 pēdām, ne tievāki par 5 collām un ne resnāki par 9 ¾ collām caurmērā tievgalā, un ne resnāki par 6 collām, mērojot 5 pēdas ausgtumā no resnā gala.	Brīvi
Tēsti, zāģēti un ēvelēti mīkstkoku dēļi, kas nav tālāk apstrādāti vai pagatavoti, nekā zemāk aprādīts	10 % no vērtības
Mīkstkoku ēvelētos dēļos ierindojami šādi dažādi koki :	
(1) Mīkstkoka vējdēļi (weatherboards) apšišanai, dēļi un dēļi grīdām, vienā vai vairākās pusēs ēvelēti, vienā vai vairākās pusēs profilēti.	
(2) Mīkstkoka grīdu listes ar profilu, vienā gabalā.	
(3) Mīkstkoku dēļi ar ierievjiem, rievām, apaļiem iedobojumiem vai paaugstinājumiem, salaisti ar V-veidīgu piegriezumu, piegriezti, pieēvelēti ar V-veidīgu rievu vidū vai ar apaļu šķautni; ja tie profilēti, tad dēlim un profilam jābūt no viena gabala.	
(4) Mīkstkoku kastišu dēļi, zāģēti vai ēvelēti, komplektos vai ne, ieskaitot spundētus, rievotus, līmētus, savienotus ar skavām vai apdrukātus vai savienotus ar slēdzējiem, bet izņemot bezdelīgas astes formā veidotos, ar pulķu caurumiem vai rievām galos.	
Tēsti un zāģēti bērzu koki, tālāk nesagatavoti un neapstrādāti	10 % no vērtības
Bērzu vai mīkstkoku finieri	10 % no vērtības
Koka šujamo diegu spolītes, visādas, arī krāsotas vai pulētas, ar garenisku caurumu, ne garākas par 5 collām un ar ne lielāku caurmēru par 2 ½ collām galos	15 % no vērtības
Sērkokciņu stiebrīņi saiņos, arī impegēti vai neimpegēti	20 % no vērtības
Zīdpapīrs un rakstāmais papīrs, ne mazākās loksnes kā 16 ½ colla × 21 collu un svarā ne vairāk par 90 lb., ja pilnīgi izplēstas, risā (480 angļu apmēra loksnes, 30 collu × 20 collu), bet izņemot papīru, kas ir cita priekšmeta sastāvdaļa	16 ⅔ % no vērtības

Article	Rate of Duty
Paper, and board made from paper of pulp, whether coated or otherwise treated in any manner or not (other than strawboards), of a weight when fully extended equivalent to more than 90 lb. to the ream of 480 sheets of double crown measuring 30 inches by 20 inches, but not including paper or board which forms part of another article Kraft¹ paper (excluding imitation kraft paper), machine glazed paper (other than fully bleached white poster), greaseproof paper (excluding imitation greaseproof paper), whether coated or otherwise treated in any manner or not, of a weight when fully extended equivalent to more than 7 lb. but not more than 90 lb. to the ream of 480 sheets of double crown measuring 30 inches by 20 inches, but not including paper which forms part of another article Gypsum, burnt or unburnt, in the rough and not further processed . .	20 % <i>ad valorem</i> 16 $\frac{2}{3}$ % <i>ad valorem</i> 10 % <i>ad valorem</i>

¹ Kraft paper shall be considered to be a paper manufactured entirely of bleached or unbleached sulphate cellulose fibre without the admixture of other fibres.

Pour copie certifiée conforme :

V. Munters,

Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères.

Riga, le 30 octobre 1934.

Preču nosaukums	Likmes
Papīrs un pape no papīra vai celulozas, ar līmes virskārtu, vai bez tās, vai citādi apstrādāti (bet izņemot salmu papīru), svarā ne vairāk par 90 lb., ja pilnīgi izplēsti, rīsā (480 angļu apmēra loksnes, 30 collu × 20 collu), bet izņemot papīru vai papi, kas ir cita priekšmeta sastāvdaļa.	20 % no vērtības
« Kraftpapīrs » ¹ (izņemot mākslīgo « kraftpapīru »); arī mašīnu glazētais papīrs (cits nekā pilnīgi balināts reklāmu papīrs); papīrs, kas nelaiž cauri taukus (izņemot pakalderinātu tādu papīru); arī ar līmes virskārtu, citādi apstrādāts vai ne, svarā vairāk par 7 lb., bet ne vairāk par 90 lb., ja pilnīgi izplēsts, rīsā (480 angļu apmēra loksnes, 30 collu × 20 collu), bet izņemot papīru, kas ir citu priekšmetu sastāvdaļa	16 ² / ₃ % no vērtības
Ģipss, dedzināts vai nededzināts, neapstrādāts un tālāk nepagatavots.	10 % no vērtības

¹ Par « kraftpapīru » uzskatām tāds papīrs, kas pagatavots vienīgi no balinātas vai nebalinātas sulfatcelulozas šķiedrām, bez citu šķiedru piejaukuma.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N° 3536. — ACCORD COMMERCIAL ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT DE LA LETTONIE. SIGNÉ A LONDRES, LE 17 JUILLET 1934.

LE GOUVERNEMENT DE LA LETTONIE et LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD, désireux de faciliter encore plus les relations commerciales entre la République de Lettonie, d'une part, et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, d'autre part, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les articles énumérés dans la première partie de l'Annexe I au présent accord, produits ou fabriqués dans le Royaume-Uni, ne seront pas soumis, à leur importation en Lettonie, quelle que soit leur provenance, à des droits ou charges autres ou plus élevés que ceux qui sont spécifiés dans l'annexe.

Les articles énumérés dans la deuxième partie de l'Annexe I au présent accord, produits ou fabriqués dans une colonie britannique, un territoire placé sous la protection britannique ou un territoire sous mandat à l'égard duquel le mandat est exercé par le Gouvernement du Royaume-Uni, ne seront pas soumis, à leur importation en Lettonie, quelle que soit leur provenance, à des droits ou charges autres ou plus élevés que ceux qui sont spécifiés dans l'annexe, à la condition que le territoire ou la colonie en question bénéficie en Lettonie du traitement de la nation la plus favorisée conformément à l'article 26 ou à l'article 27 du Traité de commerce et de navigation signé le 22 juin 1923.

Article 2.

Les articles énumérés dans l'Annexe II au présent accord, produits ou fabriqués en Lettonie, ne seront pas soumis, à leur importation dans le Royaume-Uni, quelle que soit leur provenance, à des droits ou charges autres ou plus élevés que ceux qui sont spécifiés dans l'annexe.

Le Gouvernement letton examinera dans un esprit de bienveillance toute proposition du Gouvernement du Royaume-Uni tendant à remplacer, en totalité ou en partie, par des droits spécifiques, tous droits *ad valorem*, ou par des droits *ad valorem*, tous droits spécifiques indiqués dans ladite annexe.

Article 3.

Le Gouvernement letton s'engage, en ce qui concerne les harengs salés ou fumés dans le Royaume-Uni et exportés de ce pays, à délivrer, pendant la durée du présent accord, des licences permettant l'importation de ces harengs en Lettonie pour la consommation intérieure jusqu'à concurrence d'une quantité qui ne sera pas inférieure à 10.000 tonnes métriques, pour la période commençant le 1^{er} juillet 1934 et se terminant le 30 juin 1935. Cette quantité sera portée à 12.500

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

tonnes métriques pour la période annuelle suivante, et les deux gouvernements s'entendront au début de l'année 1936 pour fixer la quantité de harengs qui sera admise pendant la période annuelle commençant le 1^{er} juillet 1936.

Article 4.

Le Gouvernement letton n'appliquera pas les restrictions qui pourraient être en vigueur d'une manière qui aurait pour effet d'empêcher que les marchandises produites ou fabriquées respectivement dans le Royaume-Uni ou dans les territoires mentionnés au deuxième alinéa de l'article premier ne bénéficient des concessions tarifaires spécifiées dans l'Annexe I.

Article 5.

Le Gouvernement du Royaume-Uni n'imposera aux importations dans le Royaume-Uni aucune restriction quantitative de nature à empêcher que les marchandises produites ou fabriquées en Lettonie ne bénéficient des concessions tarifaires spécifiées dans l'Annexe II ; toutefois, le présent article ne s'appliquera pas aux restrictions à l'importation qui pourraient être nécessaires pour assurer l'application efficace d'un ou de plusieurs plans de réglementation de la vente de produits agricoles dans le Royaume-Uni.

Article 6.

1. Outre les obligations assumées par lui aux termes des articles 2 et 5 du présent accord, le Gouvernement du Royaume-Uni s'engage à ne pas réglementer la quantité des importations de lard et jambons, beurre, fromage, œufs et volailles, produits en Lettonie, sauf dans la mesure qui pourrait être nécessaire pour assurer l'application efficace d'un ou de plusieurs plans visant à réglementer la vente de la production indigène de ces articles ou d'articles connexes. Au cas où une telle réglementation des importations serait instituée pour l'ensemble ou pour l'un quelconque de ces produits, les dispositions des paragraphes 2 à 6 du présent article sortiront leurs effets dans la mesure où elles seront applicables.

2. Le Gouvernement du Royaume-Uni allouera à la Lettonie une quote-part équitable des importations autorisées de l'étranger, en tenant compte de la situation occupée par la Lettonie au cours de ces dernières années en tant que fournisseur de ces produits sur le marché du Royaume-Uni. Le contingent de la Lettonie sera établi à des conditions qui ne seront pas moins favorables que le contingent accordé à n'importe quel autre pays étranger.

3. Le Gouvernement du Royaume-Uni ne soumettra pas à une réglementation obligatoire quant à la quantité les importations dans le Royaume-Uni de l'un quelconque de ces articles, produits en Lettonie, sans donner préalablement au Gouvernement letton la possibilité de discuter le contingent alloué à la Lettonie.

4. Si la quantité totale de l'un des produits susmentionnés en provenance de pays étrangers, dont l'importation dans le Royaume-Uni est autorisée, venait à être augmentée pendant une période quelconque de réglementation, des contingents additionnels seront alloués à la Lettonie, mais toute incapacité temporaire dans laquelle se trouverait la Lettonie de fournir la totalité ou une partie de ces contingents additionnels n'affectera pas, en ce qui concerne une période ultérieure quelconque, les engagements pris aux paragraphes 2 et 3 ci-dessus.

5. Si un autre pays fournisseur étranger vient à renoncer en totalité ou en partie au contingent qui lui est alloué en ce qui concerne l'un des produits susmentionnés ou s'il vient à perdre, en totalité ou en partie, son droit audit contingent, le contingent letton sera augmenté dans une proportion non moins favorable que celle accordée à tout autre pays étranger.

6. Le contrôle des exportations des produits mentionnés dans le présent article de Lettonie à destination du Royaume-Uni sera confié au Gouvernement letton aussi longtemps que le Gouvernement du Royaume-Uni sera convaincu que ce contrôle est efficace et conforme au plan ou aux plans de réglementation des importations dans le Royaume-Uni qui seront en vigueur.

Article 7.

Les droits perçus pour l'octroi de licences aux voyageurs de commerce qui visitent la Lettonie pour le compte de sociétés ou maisons du Royaume-Uni ne devront pas dépasser les taux suivants :

	Lats
Licences valables pour une période de quinze jours	50
Licences valables pour une période d'un mois.	150
Licences valables pour une période d'un an	600

Les taxes correspondantes pour les licences supplémentaires donnant aux titulaires le droit de représenter également d'autres sociétés ou maisons ne devront pas dépasser 20, 30 et 150 lats, respectivement.

Les administrateurs et employés principaux des sociétés ainsi que les chefs des maisons exerçant une activité dans le Royaume-Uni seront autorisés, sans avoir à se procurer une licence de voyageurs de commerce, à accompagner un représentant domicilié en Lettonie de la société ou maison intéressée lorsque ledit représentant visite des clients pour obtenir des commandes, à la condition, toutefois, que le représentant en question remplisse les conditions prescrites par la loi lettone.

Article 8.

1. Sous réserve des stipulations du paragraphe 2 du présent article, aucune des dispositions du présent accord ne sera considérée comme affectant les droits et obligations découlant du Traité de commerce et de navigation, signé à Londres le 22 juin 1923, et aucun préavis de dénonciation ne sera donné, aux termes de l'article 28 de ce traité, au nom de l'une des Parties contractantes, avant le 1^{er} avril 1936.

2. Au cas où le Gouvernement du Royaume-Uni déciderait de modifier d'une manière générale le régime appliqué à la navigation étrangère, des négociations auront lieu entre les Gouvernements contractants en vue de remplacer par de nouvelles dispositions celles du Traité de commerce et de navigation, signé le 22 juin 1923, qui ont trait à la navigation et au traitement de cette dernière. Si l'accord ne peut se faire sur ces nouvelles dispositions dans les trois mois qui suivront l'ouverture des négociations, le Gouvernement du Royaume-Uni aura la faculté de dénoncer n'importe laquelle desdites dispositions du Traité de 1923 et les dispositions ainsi dénoncées cesseront d'être applicables à l'expiration d'un délai de trois mois à dater du jour où l'avis de dénonciation aura été donné.

Article 9.

Les Gouvernements contractants conviennent que tout différend qui pourrait surgir entre eux au sujet de la juste interprétation ou application de l'une quelconque des dispositions du présent accord ou du Traité de commerce et de navigation mentionné à l'article 8 sera soumis, à la demande de l'un d'eux, à la Cour permanente de Justice internationale, à moins que, dans un cas particulier, les Gouvernements contractants ne conviennent de soumettre le différend à un autre tribunal ou de le régler par toute autre forme de procédure.

Si un différend est soumis à la Cour permanente de Justice internationale — et à moins que les Gouvernements contractants n'en conviennent autrement —, la Cour sera invitée à rendre sa décision d'après la procédure sommaire prévue à l'article 29 du Statut de la Cour.

Article 10.

Aucune disposition du présent accord ne sera considérée comme affectant les droits ou obligations découlant de l'Accord relatif au régime douanier appliqué aux échantillons des voyageurs de commerce, signé à Riga le 16 novembre 1927.

L'Accord commercial conclu entre le Gouvernement letton et le Gouvernement du Royaume-Uni, par un échange de notes en date du 6 juillet 1933, cessera d'être applicable à dater du jour de l'entrée en vigueur du présent accord.

Article II.

Le présent accord sera ratifié et les ratifications seront échangées à Londres aussitôt que possible.

Il entrera en vigueur dix jours après l'échange des ratifications et restera valable, sous réserve des dispositions des paragraphes 3 et 5 de la partie I et du paragraphe 1 de la partie II du protocole joint au présent accord, jusqu'au 31 décembre 1936.

Au cas où ni l'un ni l'autre des Gouvernements contractants n'aurait notifié à l'autre, six mois avant l'expiration de ladite date, son intention de mettre fin à l'accord, celui-ci restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'une période de six mois à partir de la date à laquelle il aura été dénoncé.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent accord et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double exemplaire, à Londres, en langue anglaise, le 17 juillet 1934.

Une traduction en langue lettone sera effectuée aussitôt que possible, et arrêtée d'accord entre les Parties contractantes.

Les deux textes seront alors considérés comme faisant foi, à toutes fins utiles.

(L. S.) Charles ZARINE.

(L. S.) John SIMON.

(L. S.) Walter RUNCIMAN.

PROTOCOLE

En procédant à la signature de l'Accord commercial conclu ce jour entre le Gouvernement de la Lettonie et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, déclarent convenir des dispositions énoncées dans le présent protocole, qui fera partie intégrante du susdit accord.

PARTIE I.

1. Les Gouvernements contractants, ayant conclu l'Accord commercial dans l'intention de maintenir et de faciliter dans une mesure encore plus grande le commerce entre le Royaume-Uni et la Lettonie, s'engagent à prendre en considération la balance du commerce entre le Royaume-Uni et la Lettonie, et le Gouvernement letton, tenant compte de la proportion des exportations lettones qui trouvent un débouché dans le Royaume-Uni, reconnaît qu'il convient, dans l'intérêt des fins visées par l'accord, d'augmenter les ventes en Lettonie de marchandises produites ou fabriquées dans le Royaume-Uni.

Le Gouvernement letton n'opposera aucun obstacle à un accroissement de l'utilisation des services de navigation britanniques dans le commerce letton et se déclare disposé à examiner les mesures qu'il conviendrait de prendre pour augmenter l'utilisation des services de navigation britanniques dans le commerce entre la Lettonie et le Royaume-Uni.

2. Diverses considérations ayant été soumises à la Délégation lettone, au nom de certaines industries du Royaume-Uni, et des déclarations ayant été formulées à la suite de ces considérations, au nom de groupements d'importateurs lettons, les Gouvernements contractants prennent acte des conversations et déclarations suivantes :

a) Conversations relatives aux mesures à prendre pour faciliter la vente de fer et d'acier, de véhicules automobiles pour des usages commerciaux, de fournitures pour les industries lettones du bois, de goudron de houille, de produits chimiques et pharmaceutiques fins et de machines agricoles, fabriqués dans le Royaume-Uni.

b) Déclarations faites au nom de certains consommateurs de sel, de salpêtre, d'emballages en jute et de créosote, concernant l'achat de ces marchandises au Royaume-Uni.

3. Le Gouvernement letton déclare que s'il se produit de graves perturbations dans l'économie agricole de la Lettonie ou s'il estime que l'élévation à 12,500 tonnes métriques de la quantité de harengs, prévue à l'article 3 de l'Accord commercial, n'est pas justifiée par une augmentation correspondante de la balance du commerce extérieur de la Lettonie, il pourra désirer soulever la question d'une modification de ce chiffre pour l'année allant du 1^{er} juillet 1935 au 30 juin 1936.

Le Gouvernement du Royaume-Uni déclare que, dans ce cas, il se réserve le droit de dénoncer ledit accord moyennant préavis de trois mois, s'il se trouve dans l'impossibilité d'accepter une réduction de la quantité en question.

Le Gouvernement du Royaume-Uni se réserve le même droit si, au cours de la consultation qui doit avoir lieu au début de l'année 1936, conformément aux dispositions dudit article 3, les Parties n'arrivent pas à un accord satisfaisant sur la quantité de harengs à admettre pendant la période commençant le 1^{er} juillet 1936.

4. Le Gouvernement letton s'engage à tenir compte, dans l'application de toutes restrictions à l'importation, des obligations découlant du paragraphe 1 de la présente partie du protocole et n'appliquera pas lesdites restrictions au détriment du commerce des territoires visés au paragraphe 2 de l'article premier de l'Accord commercial.

5. Le Gouvernement letton déclare qu'il n'a pas l'intention d'imposer de taxe sur les achats de devises étrangères nécessaires pour le paiement au titre des marchandises importées du Royaume-Uni en Lettonie ou pour les paiements dus aux compagnies de navigation du Royaume-Uni. Le Gouvernement du Royaume-Uni déclare qu'il se réserve le droit de dénoncer l'Accord commercial, moyennant préavis de trois mois, si une taxe de ce genre est imposée.

PARTIE II.

1. Le Gouvernement du Royaume-Uni aura le droit, à n'importe quel moment, de mettre fin à l'accord moyennant préavis de trois mois si, au cours d'une période quelconque de douze mois commençant le premier du mois suivant la date d'entrée en vigueur de l'accord et à la date correspondante de chaque année suivante, la quantité de charbon originaire du Royaume-Uni importée en Lettonie est inférieure à 70 % des importations totales de charbons en Lettonie pour la même période, d'après les statistiques lettones officielles des importations totales de charbon et des importations de charbon originaire du Royaume-Uni.

2. Le Gouvernement du Royaume-Uni s'engage à ne pas donner de préavis de dénonciation du présent accord, conformément au paragraphe premier, avant d'avoir fourni au Gouvernement letton l'occasion d'entrer en négociations à ce sujet dans le Royaume-Uni, ces négociations devant commencer dans les quatorze jours suivant la date de la réception par le Gouvernement letton d'une demande du Gouvernement du Royaume-Uni.

3. L'accord ne sera pas dénoncé, conformément au paragraphe premier, s'il est importé en Lettonie, entre la date du préavis de dénonciation et la date où il doit sortir ses effets, en excédent du chiffre d'importation prévu pour cette période par l'accord, des quantités de charbon originaire du Royaume-Uni suffisantes pour combler le déficit.

4. Les Gouvernements contractants prennent acte d'une lettre du président de la Délégation lettone chargée de la négociation de l'Accord commercial, datée de ce jour et signée, au nom de l'industrie charbonnière du Royaume-Uni, par le président du Conseil central des propriétaires de mines et par le président de la Fédération britannique des exportateurs de charbon, dans laquelle ces derniers expriment leur désir et leur ferme intention de satisfaire, par tous les moyens en leur pouvoir, aux exigences des acheteurs et consommateurs lettons de charbon ; à cette fin, ils ont donné aux acheteurs et consommateurs lettons les assurances contenues dans ladite lettre en ce qui concerne les prix, les qualités, les possibilités de livraison et autres questions. Il est convenu que le droit du Gouvernement du Royaume-Uni, stipulé au paragraphe premier de la présente partie du protocole, de mettre fin à l'accord moyennant préavis de trois mois est subordonné au respect de ces assurances.

5. Le Gouvernement du Royaume-Uni n'aura pas le droit d'envoyer de préavis de dénonciation de l'accord, conformément au paragraphe premier de la présente partie du protocole, si une quantité suffisante de charbon originaire du Royaume-Uni, de qualité à la convenance des acheteurs lettons en question, ne s'est pas trouvée disponible par suite d'une grève ou d'un lock-out, ou du fait que le gel ou d'autres circonstances ont empêché le transport du charbon du Royaume-Uni au port letton de destination, ou encore si les acheteurs n'ont pas été en mesure d'obtenir du Royaume-Uni, soit le charbon dont ils ont besoin, soit une qualité de remplacement à leur convenance, à un prix comparable. Pour chacun de ces cas, il sera tenu dûment compte, dans l'application des dispositions du paragraphe premier de la présente partie du protocole, des quantités de charbon achetées en remplacement à d'autres sources par les acheteurs lettons en question. De même, dans l'application des dispositions du paragraphe premier de la présente partie du protocole, il sera tenu dûment compte de l'arrêt dans la consommation du charbon en Lettonie par suite de grèves ou de lock-outs prolongés dans celles des branches de l'industrie lettone qui utilisent du charbon du Royaume-Uni en quantités considérables. Les dérogations demandées aux termes du présent paragraphe ne seront accordées : *a)* qu'en vertu d'un accord entre le Comité letton à instituer conformément au paragraphe 6 de la présente partie du protocole et le Département des Mines du Gouvernement du Royaume-Uni ; et *b)* au cas où un tel accord n'interviendrait pas, qu'après discussion et entente entre les Gouvernements contractants.

6. Aussitôt que l'accord entrera en vigueur, un Comité sera constitué en Lettonie :

a) Pour soumettre au Département des Mines du Gouvernement du Royaume-Uni des statistiques mensuelles officielles des importations totales de charbon en Lettonie et des importations de charbon originaire du Royaume-Uni en Lettonie, préparées par le Département compétent du Gouvernement letton ; ces statistiques devront être soumises dans les deux mois suivant la fin du mois auxquelles elles se rapportent.

b) Pour examiner toutes les plaintes émanant des acheteurs et consommateurs lettons de charbon originaire du Royaume-Uni, en ce qui concerne le prix, la qualité, les quantités fournies et autres matières similaires, dans la mesure où ces plaintes ont trait à des questions au sujet desquelles des assurances ont été données par l'industrie charbonnière du Royaume-Uni.

c) Pour traiter des questions découlant du paragraphe 5 de la présente partie du protocole.

d) Pour communiquer, le cas échéant, avec le Département des Mines du Royaume-Uni au sujet de toutes questions découlant des points *b)* et *c)* ci-dessus.

7. Etant donné que les Gouvernements contractants nourrissent l'espoir que le Royaume-Uni continuera à bénéficier de la part qu'il détient actuellement sur le marché letton du coke, ils se consulteront, si les circonstances l'exigent, en vue du maintien de cette situation.

PARTIE III.

1. Le Gouvernement du Royaume-Uni nourrit l'espoir qu'il sera possible de réaliser, par une coopération volontaire entre le Gouvernement du Royaume-Uni, d'une part, et les gouvernements

de pays fournissant des produits agricoles au Royaume-Uni, d'autre part, toute réglementation de l'importation de ces produits dans le Royaume-Uni qui pourrait s'avérer nécessaire ; le Gouvernement du Royaume-Uni s'efforcera, en ce qui le concerne, d'assurer que toute réglementation des importations dans le Royaume-Uni de produits agricoles de Lettonie soit réalisée de la susdite manière.

2. Dans toute discussion qui pourrait avoir lieu avec des pays fournisseurs étrangers en vue de cette coopération volontaire, le Gouvernement du Royaume-Uni fera tout ce qui est en son pouvoir pour assurer qu'il soit tenu dûment compte de l'importance spéciale que présente pour la Lettonie le commerce d'exportation du beurre et de l'accroissement sensible que ce commerce avec le Royaume-Uni a marqué au cours de ces dernières années.

3. Le Gouvernement du Royaume-Uni reconnaît qu'une stricte application des principes énoncés à l'article 6 de l'accord entraînerait une réduction considérable des importations de beurre en provenance de la Lettonie. En conséquence, il sera disposé, au cas où une réglementation obligatoire des importations de beurre serait établie, à allouer à la Lettonie un contingent supplémentaire portant le contingent total de la Lettonie à une quantité équivalant à 3 % au plus du total primitivement alloué aux pays fournisseurs étrangers, ou à 113.000 cwt., suivant celle de ces deux quantités qui sera la plus élevée, à la condition que les autres pays étrangers fournisseurs consentent à renoncer aux droits qu'ils pourraient posséder d'exiger des accroissements correspondants de leurs contingents.

Le Gouvernement du Royaume-Uni s'engage, en ce qui le concerne, à faire tous ses efforts à cet effet.

4. Dans l'Accord commercial et dans le présent protocole à l'accord, le terme « pays étrangers » s'entend, par rapport au Royaume-Uni, de tout pays qui n'est pas un territoire placé sous la souveraineté de Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Dominions britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, ou sous la suzeraineté, la protection ou le mandat de Sa Majesté ; le terme « importations de l'étranger » s'entend des importations en provenance de pays étrangers ainsi définis.

Fait en double exemplaire à Londres, en langue anglaise, le 17 juillet 1934.

Une traduction en langue lettone sera effectuée aussitôt que possible et arrêtée d'accord entre les Parties contractantes.

Les deux textes seront alors considérés comme faisant foi à toutes fins utiles.

Charles ZARINE.

John SIMON.

Walter RUNCIMAN.

ANNEXE I

PREMIÈRE PARTIE.

Note. — Sous réserve des amendements ou subdivisions apportés aux articles du tarif, les marchandises figurant dans la présente annexe sont celles qui sont maintenant imposables conformément aux numéros du tarif cités.

Numéros du tarif	Articles	Droits en lats
12 (2)	Moutarde sèche, moulue, en petits récipients (pots, boîtes de fer-blanc, flacons, etc.) pesant jusqu'à 2 kg. le kg. brut	4,00
ex 13	Sauces, soupes, pickles, moutarde préparée le kg. brut	5,00
ex 27 (1) a)	Whisky, gin et rhum, en fûts ou barils le kg. brut	5,00
37 (4)	Harengs salés par baril entier de capacité normale	5,00
ex 71 (8)	Produits pour nettoyer les métaux, préparés à la cire, à la graisse ou à l'huile le kg.	1,50
ex 75 (1)	Appareils sanitaires en faïence, blancs ou colorés dans la masse le kg.	0,30
79 (1)	Houille le kg.	0,00125
79 (3)	Coke le kg.	0,003
ex 81 (1)	Créosote le kg.	0,12
88 (1g) β	Pneumatiques pour voitures automobiles, motocyclettes et bicyclettes, ainsi que chambres à air en caoutchouc mou, combiné ou non avec d'autres matières ou métaux (à l'exception des bandages pleins pour camions automobiles) le kg.	2,00
117 (6) b)	Glycérine purifiée le kg.	1,35
ex 141	Fer-blanc (tôles de fer ou d'acier étamé); tôles de fer ou d'acier galvanisé le kg.	0,02
ex 142 (3) a)	Plaques d'acier de plus de 460 mm. de largeur; acier de plus de 12 mm. et demi de largeur ou de hauteur; acier d'angle à ailes égales ou inégales; acier profilé tel que acier en U, en T, en I, en Z et acier en barres de toutes dimensions; acier profilé à sections transversales composées le kg.	0,01
144 (1)	Etain en saumons, blocs, barres ou débris le kg.	0,15
152 (2)	Tuyaux en tôle de fer ou d'acier pour conduites d'eau, de gaz, de vapeur et similaires, brasés ou étirés d'une seule pièce, même avec manchons et brides y adaptés, ainsi que leurs raccords, ouverts ou non le kg.	0,04
ex 153 (1)	Chaînes en fer et en acier rentrant dans cette rubrique . . . le kg.	0,20
ex 156 (1) a)	Chaînes en fer et en acier rentrant dans cette rubrique . . . le kg.	0,50
ex 156 (2) a)	Fermetures à coulisses le kg.	1,00
ex 158 (1)	Lames de rasoirs de sûreté le kg.	2,00
161 (2) a)	Limes et râpes :	
	(α) Pesant plus de 250 grammes le kg.	0,50
	(β) Pesant de 250 grammes à 100 grammes le kg.	1,00
	(γ) Pesant moins de 100 grammes le kg.	1,50
ex 161 (2) b)	Scies à main le kg.	0,20
ex 167 (1) a)	Machines à coudre le kg.	0,08
ex 167 (4) b)	Batteuses à trèfle, complètes mais sans moteurs portatifs	en franchise
172 (4)	Gramophones, phonographes, parlographes et autres instruments mécaniques de musique non spécialement dénommés dans le tarif, ainsi que leurs disques, aiguilles, et musique pour lesdits . . le kg.	8,00
173 (5) a)	Motocyclettes (à deux roues) le kg.	1,50
173 (5) d)	Side-cars pour motocyclettes, importés avec celles-ci ou séparément la pièce	50,00

Numéros du tarif	Articles	Droits en lats
ex 173 (6) a)	Automobiles pour le transport des personnes : (α) Pesant jusqu'à 1.000 kg. le kg. ex (β) Pesant de 1.001 à 1.150 kg. le kg.	1,00 1,20
	<i>Note.</i> — Les automobiles avec capote rigide fermée ou à demi-fermée, démontable ou non, sont assujetties, en vertu de la subdivision correspondante du tarif N° 173 (6), à une surtaxe de 25 %.	
	<i>Note.</i> — Les outils pour automobiles (un seul assortiment par automobile complète importée), lorsqu'ils sont importés avec l'automobile, sont exempts de droits. Une roue de rechange appartenant à l'automobile en question, même si elle est garnie d'un pneumatique, peut également être importée en franchise. Cette franchise s'étend à deux roues, si les roues avant et arrière ne sont pas de même grandeur, ou bien, à la place d'une ou de deux roues complètes et munies de pneumatiques, à leurs parties constitutives séparées.	
ex 173 (6) c)	Châssis (c'est-à-dire cadres avec roues et moteurs) pour véhicules commerciaux le kg.	1,40
177 (2) o)	Papier sensible pour la photographie, même en format de carte postale le kg. brut	3,00
ex 177 (2) r)	Papier carbone et papier à copier similaire le kg.	1,00
ex 183	Fils de coton : 1 a) En dessous du N° 38 (numérotage anglais), écrus . . . le kg. 2 a) Du N° 38 au N° 60 inclusivement, écrus le kg. 3 a) Au-dessus du N° 60 jusqu'au N° 80 inclusivement, écrus le kg. 4 a) Au-dessus du N° 80, écrus le kg.	1,20 1,40 1,45 1,80
	Fils de coton retors à deux ou plusieurs bouts sur bobines de bois, fabriqués avec des filés simples : 5 a) En dessous du N° 60 (numérotage anglais) . . . le kg. brut 5 b) Du N° 60 au N° 80 inclusivement le kg. brut 5 c) Au-dessus du N° 80 le kg. brut	3,30 4,40 4,40
	Fils de coton retors et fils retors de toute sorte à deux ou plusieurs bouts, non dénommés au N° 5 ci-dessus, fabriqués avec des filés simples : 6 a) En dessous du N° 60 (numérotage anglais) . . . le kg. 6 b) Du N° 60 au N° 80 inclusivement le kg. 6 c) Au-dessus du N° 80 le kg.	1,80 2,30 2,80
	<i>Note 2.</i> — Les fils de coton retors destinés à la fabrication et à la réparation des filets de pêche, non teints, des N°s 12, 20 et 30 (comprenant de 6 jusqu'à 96 fils) et des N°s 40 à 160 (comprenant de 6 jusqu'à 9 fils) du numérotage anglais, sont admis en franchise de droits.	
186 (1)	Laine peignée : a) Non teinte le kg.	0,50
	b) Teinte le kg.	1,20
186 (3)	Fils de laine, retors : a) Non teints le kg. b) Teints le kg.	1,80 2,40
ex 187	Tissus de coton non spécialement dénommés dans le tarif letton : ex 1° Contenant jusqu'à 10 mètres carrés par kg. : b) Blanchis, mercerisés ou non, lustrés ou ouvrés d'une façon analogue le kg. ex 2° Contenant plus de 10 et jusqu'à 15 mètres carrés par kg. : b) Blanchis, mercerisés ou non, lustrés ou traités d'une façon analogue le kg.	2,50 3,00

Numéros du tarif	Articles	Droits en lats
ex 188	ex 3^o Contenant plus de 15 mètres carrés par kg. : b) Blanchis, mercerisés ou non, lustrés ou traités d'une façon analogue. le kg. Tissus de coton non spécialement dénommés dans le tarif letton, teints, chinés ou imprimés, mercerisés ou non, lustrés ou traités d'une façon analogue : 1^o Contenant jusqu'à 10 mètres carrés par kg. : a) Teints le kg. b) Chinés le kg. c) Imprimés, d'une largeur de plus de 88 centimètres . le kg. Imprimés, autres le kg. 2^o Contenant plus de 10 et jusqu'à 15 mètres carrés par kg. : a) Teints le kg. b) Chinés le kg. c) Imprimés, d'une largeur de plus de 88 centimètres . le kg. Imprimés, autres le kg. 3^o Contenant plus de 15 mètres carrés par kg. : a) Teints le kg. b) Chinés le kg. c) Imprimés le kg.	5,50 4,00 4,50 2,00 2,70 4,50 5,00 2,70 3,25 8,00 9,00 8,00
189 (1)	Velours et peluche de coton de toute sorte (à l'exception des rubans et bandes n'ayant pas plus de 20 centimètres de largeur, ainsi que de la chenille) le kg.	12,00
ex 190 (1)	Câbles, cordes, cordons et ficelles en chanvre de Manille et de sisal le kg.	0,60
190 (3)	Filets de pêche de toute sorte	en franchise
191 (1)	Tissus de jute, grossiers. le kg.	0,20
191 (3) a)	Sacs et articles similaires de jute le kg.	0,20
ex 194 (3)	Courroies de transmission en coton le kg.	0,40
ex 197 (1)	Tissus de demi-soie artificielle (c'est-à-dire contenant plus de 25, mais pas plus de 50 % de soie artificielle) teints ou imprimés, de plus de 88 centimètres de largeur le kg.	15,00
199 (1)	Tissus de laine de toute sorte non spécialement dénommés dans le tarif letton : a) Contenant jusqu'à 2 mètres carrés par kg. le kg. b) Contenant plus de 2 et jusqu'à 4 mètres carrés par kg. le kg. c) Contenant plus de 4 mètres carrés par kg. le kg. ex Note 4 aux Nos 183 à 209¹. — Les tissus de toute sorte contenant de la soie ou de la soie artificielle en quantité non supérieure à 25 % sont imposables comme suit : I. Tissus de laine : c) i) Dont la quantité de soie ou de soie artificielle est supérieure à 5 % mais ne dépasse pas 15 % — taxés d'après le N° 199 du tarif, avec une surtaxe de 20 % ; c) ii) Dont la quantité de soie ou de soie artificielle est supérieure à 15 % mais ne dépasse pas 25 % — taxés d'après le N° 199 du tarif, avec une surtaxe de 30 % ; d) Dont la quantité de soie ou de soie artificielle ne dépasse pas 5 % — taxés d'après le N° 199 du tarif, avec une surtaxe de 10 %.	9,00 12,00 16,00

¹ Le pourcentage du mélange est actuellement calculé d'après le nombre de fils. Il est entendu, toutefois, que, dans l'année qui suivra la date de l'entrée en vigueur du présent accord, ce calcul se fera non pas d'après le nombre de fils, mais d'après le poids, les chiffres de pourcentage restant les mêmes.

Numéros du tarif	Articles	Droits en lats
ex 216 (1)	II. Tissus de coton : c) Les tissus de coton contenant de la soie artificielle, si la quantité de soie artificielle dépasse 5 % mais n'est pas supérieure à 25 %, sont taxés d'après le N° 188 du tarif, avec une surtaxe de 30 %. Plumes à écrire de toute sorte le kg.	0,50

DEUXIÈME PARTIE.

Numéros du tarif	Articles	Droits en lats
ex 6 (1)	Bananes le kg.	2,50
6 (2)	Oranges, mandarines, oranges amères le kg.	2,00
ex 15 (2)	Cardamomes le kg.	5,00
ex 15 (3)	Piment le kg.	0,60
ex 15 (3)	Girofle et clous de girofle le kg.	0,75
20	Thé de toute sorte le kg.	6,50
	<i>Note.</i> — Le thé importé en petits paquets pesant jusqu'à un kilo est taxé (y compris le poids de l'emballage) au taux ci-dessus, avec une surtaxe de 20 %.	

ANNEXE II

Articles	Droits
Lard et jambons	en franchise
Beurre	15 s. par cwt.
Œufs en coquilles :	
a) Pesant au maximum 14 lb. par 120 unités	1s. par 120 unités
b) Pesant plus de 14 lb. mais pas plus de 17 lb. par 120 unités	1s. 6d. par 120 unités
c) Pesant plus de 17 lb. par 120 unités	1s. 9d. par 120 unités
Harengs et esprots en conserve	10 % <i>ad valorem</i>
Airelles-myrtilles	en franchise
Airelles	10 % <i>ad valorem</i>
Graînes de trèfle d'Alsike (<i>trifolium hybridum</i>)	10 % <i>ad valorem</i>
Lin n'ayant pas subi d'autres préparations que le teillage ou le décorticage ; étoupe de lin	en franchise
Papier pour journaux, c'est-à-dire papier en bobines ne contenant pas moins de 70 % de pâte de bois mécanique et ne pesant pas moins de 20 lb. mais pas plus de 25 lb. par rame de 480 feuilles double couronne, mesurant 30 x 20 pouces	en franchise

Articles	Droits
Pâte de bois	en franchise
Bois de mines, qui sont considérés comme comprenant les « pitbars », obtenus en enlevant aux poteaux ordinaires (« pitprops ») dans le sens de la longueur selon deux plans parallèles, deux minces épaisseurs bombées, ainsi que les bois préparés de cette manière, puis sciés une troisième fois par le milieu dans le même sens.	en franchise
Les poteaux de mines comprennent également les « crowntrees » sous la forme la plus simple, c'est-à-dire les « pitbars » ci-dessus sciés en deux.	
Poteaux télégraphiques en bois, n'ayant pas moins de 20 pieds sans dépasser 40 pieds de longueur, pas moins de 5 pouces sans dépasser $9\frac{3}{4}$ pouces de diamètre à la pointe et pas moins de 6 pouces de diamètre à une distance de 5 pieds du gros bout	en franchise
Bois tendre équarri, scié et raboté, n'ayant pas subi de préparation ou de travail ultérieur autre que ci-après	10 % <i>ad valorem</i>
Le bois tendre raboté sera considéré comme comprenant toutes espèces de :	
1 ^o Planches de couverture extérieure, planchéage et planches de recouvrement, en bois tendre, rabotés sur un ou plusieurs côtés, avec ou sans moulure sur un ou plusieurs côtés ;	
2 ^o Plinthes en bois tendre, avec planche et moulure d'une seule pièce ;	
3 ^o Planches en bois tendre, languettées, rainurées, filetées, chevronnées, demi-bouvetées, chanfreinées, filetées au centre, chevronnées au centre ou arrondies sur les bords — si elles sont moulurées, la planche et la moulure étant d'une seule pièce ;	
4 ^o Planches pour caisse, en bois tendre, sciées ou rabotées, en jeux complets ou non, y compris les planches pour caisses, languettées, rainurées, collées, à emboîtement ou estampées, mais à l'exclusion des planches à queue d'aronde, à mortaise ou à tenon sur les bouts.	
Bouleau équarri et scié, n'ayant subi aucune préparation ou aucun travail ultérieur	10 % <i>ad valorem</i>
Bois contreplaqué de bouleau ou de bois tendre	10 % <i>ad valorem</i>
Bobines en bois pour fil à coudre, de toute sorte, colorées ou polies ou non, percées longitudinalement, n'ayant pas plus de 5 pouces de longueur ni plus de $2\frac{1}{2}$ pouces de diamètre aux extrémités	15 % <i>ad valorem</i>
Fils en bois pour allumettes, en paquets, imprégnés ou non	20 % <i>ad valorem</i>
Papier de soie et papier à écrire, en feuilles ne mesurant pas moins de $16\frac{1}{2} \times 21$ pouces et pesant, complètement étiré, 90 lb. au plus par rame de 480 feuilles double couronne, mesurant 30×20 pouces, mais non compris le papier faisant partie d'un autre article	16 $\frac{2}{3}$ % <i>ad valorem</i>
Papier et carton de papier ou de pâte, même couchés ou autrement traités de n'importe quelle manière (autres que le carton de paille), pesant, complètement étirés, plus de 90 lb. par rame de 480 feuilles double couronne, mesurant 30×20 pouces, mais non compris le papier ni le carton faisant partie d'un autre article	20 % <i>ad valorem</i>
Papier Kraft ¹ (sauf l'imitation de ce papier), papier lissé à la machine (autre que le papier blanc pour affiches, entièrement blanchi) et papier à l'épreuve de la graisse (non compris l'imitation de ce papier), même couchés ou autrement traités de n'importe quelle manière, pesant, complètement étirés, plus de 7 lb. mais pas plus de 90 lb. par rame de 480 feuilles double couronne, mesurant 30×20 pouces, mais non compris le papier faisant partie d'un autre article	16 $\frac{2}{3}$ % <i>ad valorem</i> 10 % <i>ad valorem</i>
Plâtre cuit ou cru, brut et n'ayant subi aucune autre préparation . . .	

¹ Sera considéré comme papier Kraft, le papier fait entièrement de fibre de sulfate de cellulose, blanchie ou non blanchie, sans mélange d'autres fibres.

EXCHANGE OF NOTES

CONCERNING THE APPROVAL OF THE LATVIAN TEXT OF THE ABOVE AGREEMENT.

RIGA, SEPTEMBER 7TH AND 18TH, 1934.

*English official text communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs
in Great Britain, March 11th, 1935.*

I.

MR. TORR TO M. K. ULMANIS.

BRITISH LEGATION.

RIGA, September 7th, 1934.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour, under instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, to transmit to you herewith a printed copy of the Latvian text of the Anglo-Latvian Commercial Agreement signed at London on the 17th July last. This text has been approved by His Majesty's Government.

I avail, etc.

(For the Minister) :

C. J. W. TORR.

II.

M. K. ULMANIS TO MR. TORR.

LATVIJAS ARLIETU MINISTRS.

Ministry of Foreign Affairs of Latvia.

RIGA, September 18th, 1934.

SIR,

I have the honour to acknowledge the receipt of your note, dated the 7th September, 1934, transmitting a printed copy of the Latvian text of the Commercial Agreement between the Government of Latvia and His Majesty's Government in the United Kingdom, with Protocol, signed at London on the 17th July, 1934, which text has been approved by His Majesty's Government.

On their side, the Latvian Government have approved the Latvian text of the above Agreement, with Protocol, as annexed to your above-mentioned note. A duplicate is attached hereto.

The Latvian Government assume that by the above-mentioned note and this reply to it both Contracting Parties have agreed upon this translation into the Latvian language of the Commercial Agreement, with Protocol, made in accordance with Article 11 of the Agreement and to Part III, 4, of the Protocol.

I would thank you for confirming to me that His Majesty's Government in the United Kingdom likewise consider the translation in question as agreed upon between the Contracting Parties.

I avail, etc.

K. ULMANIS,

*President of the Council,
Minister for Foreign Affairs.*

ÉCHANGE DE NOTES

RELATIF A L'APPROBATION DU TEXTE LETTON DE L'ACCORD CI-DESSUS.

RIGA, LES 7 ET 18 SEPTEMBRE 1934.

Texte officiel anglais communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 11 mars 1935.

¹TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

M. TORR A M. K. ULMANIS.

LÉGATION DE GRANDE-BRETAGNE.

RIGA, le 7 septembre 1934.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur, d'ordre du Secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, de vous transmettre ci-joint un exemplaire imprimé du texte letton de l'Accord commercial anglo-letton signé à Londres le 17 juillet dernier. Ce texte a été approuvé par le Gouvernement de Sa Majesté.

Je saisis cette occasion, etc.

Pour le Ministre :
C. J. W. TORR.

II.

M. K. ULMANIS A M. TORR.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DE LETTONIE.

RIGA, le 18 septembre 1934.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note en date du 7 septembre 1934, par laquelle vous avez bien voulu me transmettre un exemplaire imprimé du texte letton de l'Accord commercial entre le Gouvernement letton et le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni, avec protocole, signé à Londres le 17 juillet 1934, texte qui a été approuvé par le Gouvernement de Sa Majesté.

De son côté, le Gouvernement letton a approuvé le texte letton du susdit accord avec protocole, tel qu'il était annexé à votre note mentionnée ci-dessus. Un duplicata figure en annexe.

Le Gouvernement letton considère que, par la note mentionnée ci-dessus, et par la présente réponse, les deux Parties contractantes ont adopté cette traduction en langue lettone de l'Accord commercial avec protocole, faite conformément à l'article 11 de l'accord et à la partie III, 4, du protocole.

Je vous prierais de bien vouloir me confirmer que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni lui aussi considère la traduction en question comme ayant été adoptée par les Parties contractantes.

Je saisis cette occasion, etc.

*Le Président du Conseil,
Ministre des Affaires étrangères,*
K. ULMANIS.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

III.

MR. TORR TO M. K. ULMANIS.

BRITISH LEGATION.

RIGA, *September 18th*, 1934.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge the receipt of the note which Your Excellency has been good enough to address to me this day, in reply to the note addressed to you on the 7th September, 1934, and to confirm to you that His Majesty's Government in the United Kingdom likewise consider the translation into the Latvian language of the Commercial Agreement, with Protocol, between His Majesty's Government in the United Kingdom and the Government of Latvia, signed at London on the 17th July, 1934, as agreed upon by both Contracting Parties.

I avail, etc.

C. J. W. TORR.

EXCHANGE OF NOTES

CONCERNING A CORRECTION TO BE MADE IN THE LATVIAN TEXT OF THE ABOVE AGREEMENT.
LONDON, DECEMBER 28TH, 1934, AND JANUARY 17TH, 1935.

*English official text communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs
in Great Britain, March 11th, 1935.*

I.

LATVIAN LEGATION.

No. D 610.39/6510.

LONDON, *December 28th*, 1934.

SIR,

The Latvian text of the Commercial Agreement between the Government of Latvia and His Majesty's Government in the United Kingdom, signed on July 17th in London, contains an error in the first schedule, where the note referring to "ex 183" should read :

"Zvejas tīklu aužamie un lāpāmie diegi, nekrāsoti, N° N° 12, 20 un 30 (no 6 līdz 96 pavidieniem), no N° 40 līdz N° 160 (no 6 līdz 9 pavidieniem), angļu apzīmējumā, ielaižami bez muitas. "

and not :

"Zvejas tīklu aužamie un lāpāmie diegi, nekrāsoti, N° N° 12, 20 un 30 (no 6 līdz 9 pavidieniem), no N° 40 līdz N° 160 (no 6 līdz 9 pavidieniem), angļu apzīmējumā, ielaižami bez muitas. "

as it appears in the text, as agreed upon by both Contracting Parties in the exchange of notes of September 18th, 1934.

III.

M. TORR A M. K. ULMANIS.

LÉGATION DE GRANDE-BRETAGNE.

RIGA, le 18 septembre 1934.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note que vous avez bien voulu me communiquer ce jour, en réponse à la note qui vous avait été adressée le 7 septembre 1934, et de vous confirmer que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni, lui aussi, considère la traduction en langue lettone de l'Accord commercial, avec protocole, entre le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni et le Gouvernement letton, signé à Londres le 17 juillet 1934, comme ayant été adoptée par les deux Parties contractantes.

Je saisis cette occasion, etc.

C. J. W. TORR.

ÉCHANGE DE NOTES

RELATIF A UNE CORRECTION A APPORTER AU TEXTE LETTON DE L'ACCORD CI-DESSUS.
LONDRES, LES 28 DÉCEMBRE 1934 ET 17 JANVIER 1935.

Texte officiel anglais communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 11 mars 1935.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

LÉGATION DE LETTONIE.

N° D 610.39/6510.

LONDRES, le 28 décembre 1934.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

Le texte letton de l'Accord commercial entre le Gouvernement letton et le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni, signé le 17 juillet à Londres, contient une erreur dans le premier tableau, où la note relative au N° « ex 183 » doit se lire comme suit :

« Zvejas tiklu aužamie un lāpāmie diegi, nekrāsoti, N° N° 12, 20 un 30 (no 6 līdz 96 pavedieniem), no N° 40 līdz N° 160 (no 6 līdz 9 pavedieniem), angļu apzīmējumā, ielaižami bez muitas. »

et non comme suit :

« Zvejas tiklu aužamie un lāpāmie diegi, nekrāsoti, N° N° 12, 20 un 30 (no 6 līdz 9 pavedieniem), no N° 40 līdz N° 160 (no 6 līdz 9 pavedieniem), angļu apzīmējumā, ielaižami bez muitas. »

telle qu'elle figure dans le texte que les deux Parties contractantes ont adopté, par l'échange de notes du 18 septembre 1934.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

I have the honour to draw the attention of Your Excellency to the above error, and to suggest, on behalf of my Government, that it be considered as rectified by the present note, the acknowledgment of receipt of which by Your Excellency constituting the agreement between the two Contracting Parties.

I have the honour to be, with the highest consideration, Sir, Your most obedient, humble Servant,

Ch. ZARINE,
Minister.

The Right Honourable
Sir John Simon, G.C.S.I., K.C.V.O.,
etc., etc., etc.

II.

FOREIGN OFFICE, S.W.I.

No. N 7184/5/59.

January 17th, 1935.

SIR,

In your note No. D 610.39/6510 of the 28th December last, you were good enough to draw my attention to an error in the Latvian text of the Commercial Agreement between His Majesty's Government and the Latvian Government signed on the 17th July last.

2. I have the honour to inform you, in reply, that His Majesty's Government accept the correction as made in your note and agree to your proposal that the present exchange of notes should be considered as rectifying the error.

I have the honour to be, with the highest consideration, Sir, Your obedient Servant,

(For the Secretary of State) :
Laurence COLLIER.

Monsieur Charles Zarine,
etc., etc., etc.

J'ai l'honneur d'attirer l'attention de Votre Excellence sur l'erreur ci-dessus et de proposer, au nom de mon Gouvernement, que cette erreur soit considérée comme rectifiée par la présente note, l'accusé de réception de Votre Excellence devant constituer l'accord entre les deux Parties contractantes.

Veuillez agréer, etc.

Le Ministre,
Ch. ZARINE.

Le très honorable
Sir John Simon, G.C.S.I., K.C.V.O.,
etc., etc., etc.

II.

FOREIGN OFFICE, S. W. 1.

N° N 7184/5/59.

Le 17 janvier 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Dans votre note N° D 610.39/6510 du 28 décembre dernier, vous avez bien voulu attirer mon attention sur une erreur que présentait le texte letton de l'Accord commercial entre le Gouvernement de Sa Majesté et le Gouvernement letton, signé le 17 juillet dernier.

2. J'ai l'honneur de vous faire connaître, en réponse, que le Gouvernement de Sa Majesté accepte la correction indiquée dans votre note et accepte, ainsi que vous le proposez, que l'erreur en question soit considérée comme rectifiée par le présent échange de notes.

Veuillez agréer, etc.

Pour le secrétaire d'Etat :
Laurence COLLIER.

Monsieur Charles Zarine,
etc., etc., etc.

N° 3537.

ALLEMAGNE ET LETTONIE

Echange de notes comportant un accord relatif à l'extradition et à la coopération judiciaire en matière pénale. Riga, le 18 juillet 1934.

GERMANY AND LATVIA

Exchange of Notes constituting an Agreement regarding Extradition and Judicial Co-operation in Criminal Matters. Riga, July 18th, 1934.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N° 3537. — NOTENWECHSEL¹ ZWISCHEN DER LETTISCHEN REGIERUNG UND DER DEUTSCHEN REGIERUNG, EINE VEREINBARUNG ÜBER DIE AUSLIEFERUNG UND DIE SONSTIGE RECHTSHILFE IN STRAFSACHEN DARSTELLEND. RIGA, DEN 18. JULI 1934.

Texte officiel allemand communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Lettonie. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 2 novembre 1934.

German official text communicated by the Latvian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place November 2nd, 1934.

I.

LATVIJAS ĀRLIETU MINISTRIJA.
*Ministère des Affaires étrangères
de Lettonie.*

Nr. J. 3. 2/34/18830.

Das Lettische Aussenministerium beehrt sich, mit Beziehung auf den vorangegangenen Schriftwechsel festzustellen, dass zwischen der Lettischen Regierung und der Deutschen Regierung Einverständnis über folgendes besteht :

A. Die Lettische Regierung und die Deutsche Regierung verpflichten sich im Rechtshilfeverkehr in Strafsachen

1. Gegenseitigkeit in dem Sinne zu gewährleisten, dass die Stellung eines Ersuchens um Auslieferung, Durchlieferung, Herausgabe von Gegenständen oder sonstige Rechtshilfe in Strafsachen ohne weiteres die Zusicherung einschliesst, im umgekehrten Falle auf Ersuchen des anderen Teiles die begehrte Rechtshilfe zu leisten ;

2. einen Ausgelieferten oder Durchgelieferten ohne Zustimmung des ersuchten Teiles weder wegen einer vor der Auslieferung oder Durchlieferung begangenen Tat, für welche die Auslieferung oder Durchlieferung nicht bewilligt ist, zur Untersuchung zu ziehen, zu bestrafen oder an einen dritten Staat weiterzuliefern, noch aus einem anderen vor der Auslieferung oder Durchlieferung eingetretenen Rechtsgrund in seiner persönlichen Freiheit zu beschränken, es sei denn, dass er das Gebiet des ersuchenden Staates innerhalb eines Monats nach dem Tage seiner Freilassung nicht verlässt, oder dass er, nachdem er es verlassen hat, zurückkehrt oder von einer dritten Regierung von neuem ausgeliefert wird ;

¹ Entré en vigueur le 1^{er} septembre 1934.

¹ Came into force September 1st, 1934.

3. die Rechte dritter Personen an den von der ersuchten Regierung herausgegebenen Gegenständen unberührt zu lassen und im Falle eines bei der Übergabe gemachten Vorbehalts die herausgegebenen Gegenstände auf Verlangen unverzüglich zurückzugeben ;

4. Personen, die unter Mitwirkung der ersuchten Regierung als Zeugen oder Sachverständige vor die Behörden der ersuchenden Regierung gestellt oder zum Erscheinen vor diese Behörden geladen sind, ohne Rücksicht auf ihre Staatsangehörigkeit weder wegen Täterschaft, Teilnahme, Hehlerei oder Begünstigung bei der den Gegenstand der Untersuchung bildenden oder einer anderen vor der Ausreise aus dem Gebiete der ersuchten Regierung begangenen Straftat zu verfolgen oder zu bestrafen, noch aus einem sonstigen vorher eingetretenen Rechtsgrund in ihrer persönlichen Freiheit zu beschränken, es sei denn, dass diese Personen innerhalb einer Woche nach dem Tage, an dem sie entlassen werden und die Ausreise möglich ist, das Gebiet der ersuchenden Regierung nicht verlassen ;

5. auf Ersatz der bei den Behörden der ersuchten Regierung entstehenden Kosten zu verzichten, soweit es sich nicht um Kosten einer Durchlieferung, einer vorläufigen Auslieferung oder um die Gebühren und Auslagen für Sachverständige handelt.

B. Die durch den Schriftwechsel ¹ zwischen dem Auswärtigen Amte und der Lettischen Gesandtschaft in Berlin vom ^{29. Dezember 1923} getroffene Vereinbarung über den Verzicht auf Kostenerstattung ist als aufgehoben anzusehen.

C. Die Vereinbarung tritt am 1. September 1934 in Kraft.

RIGA, den 18. Juli 1934.

(L. s.)

An die
Deutsche Gesandtschaft
in Riga.

II.

DEUTSCHE GESANDTSCHAFT.

Nr. Kons. 68/31.

Die Deutsche Gesandtschaft beehrt sich mit Beziehung auf den vorangegangenen Schriftwechsel festzustellen, dass zwischen der Deutschen Regierung und der Lettländischen Regierung Einverständnis über folgendes besteht :

A. Die Deutsche Regierung und die Lettländische Regierung verpflichten sich, im Rechtshilfeverkehr in Strafsachen

1. Gegenseitigkeit in dem Sinne zu gewährleisten, dass die Stellung eines Ersuchens um Auslieferung, Durchlieferung, Herausgabe von Gegenständen oder sonstige Rechtshilfe in Strafsachen ohne weiteres die Zusicherung einschliesst, im umgekehrten Falle auf Ersuchen des anderen Teiles die begehrte Rechtshilfe zu leisten ;

2. einen Ausgelieferten oder Durchgelieferten ohne Zustimmung des ersuchten Teiles weder wegen einer vor der Auslieferung oder Durchlieferung begangenen Tat, für welche die Auslieferung oder Durchlieferung nicht bewilligt ist, zur Untersuchung zu ziehen, zu bestrafen oder an einen dritten Staat weiterzuliefern, noch aus einem anderen vor der Auslieferung oder Durchlieferung eingetretenen Rechtsgrund in seiner persönlichen Freiheit zu beschränken, es sei denn, dass er das Gebiet des ersuchenden Staates innerhalb eines Monats nach dem Tage seiner Freilassung nicht

¹ Volume XLI, page 231, de ce recueil.

¹ Volume XLI, page 231, of this Series.

verlässt, oder dass er, nachdem er es verlassen hat, zurückkehrt oder von einer dritten Regierung von neuem ausgeliefert wird ;

3. die Rechte dritter Personen an den von der ersuchten Regierung herausgegebenen Gegenständen unberührt zu lassen und im Falle eines bei der Übergabe gemachten Vorbehalts die herausgegebenen Gegenstände auf Verlangen unverzüglich zurückzugeben ;

4. Personen, die unter Mitwirkung der ersuchten Regierung als Zeuge oder Sachverständige vor die Behörden der ersuchenden Regierung gestellt oder zum Erscheinen vor diese Behörden geladen sind, ohne Rücksicht auf ihre Staatsangehörigkeit weder wegen Täterschaft, Teilnahme, Hehlerei oder Begünstigung bei der den Gegenstand der Untersuchung bildenden oder einer anderen vor der Ausreise aus dem Gebiete der ersuchten Regierung begangenen Straftat zu verfolgen oder zu bestrafen, noch aus einem sonstigen vorher eingetretenen Rechtsgrund in ihrer persönlichen Freiheit zu beschränken, es sei denn, dass diese Personen innerhalb einer Woche nach dem Tage, an dem sie entlassen werden und die Ausreise möglich ist, das Gebiet der ersuchenden Regierung nicht verlassen ;

5. auf Ersatz der bei den Behörden der ersuchten Regierung entstehenden Kosten zu verzichten, soweit es sich nicht um Kosten einer Durchlieferung, einer vorläufigen Auslieferung, oder um die Gebühren und Auslagen für Sachverständige handelt.

B. Die durch den Schriftwechsel zwischen dem Auswärtigen Amte und der Lettländischen Gesandtschaft in Berlin vom 29. Dezember 1923 getroffene Vereinbarung über 24. Februar 1924 den Verzicht auf Kostenerstattung ist als aufgehoben anzusehen.

C. Die Vereinbarung tritt am 1. September 1934 in Kraft.

RIGA, den 18. Juli 1934.

(L. s.)

An das
Ministerium der Auswärtigen
Angelegenheiten,
Riga.

Pour copie certifiée conforme :

V. Munters,
Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères.

Riga, le 30 octobre 1934.

¹ TRADUCTION.

N^o 3537. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS ALLEMAND ET LETTON, COMPORTANT UN ACCORD RELATIF A L'EXTRADITION ET A LA COOPÉRATION JUDICIAIRE EN MATIÈRE PÉNALE. RIGA, LE 18 JUILLET 1934.

I.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DE LETTONIE.

N^o J. 3. 2/34/18830.

Le Ministère des Affaires étrangères de Lettonie, se référant à l'échange de notes antérieur, a l'honneur de constater que le Gouvernement letton et le Gouvernement allemand sont convenus de ce qui suit :

A. Le Gouvernement letton et le Gouvernement allemand prennent, en ce qui concerne la coopération judiciaire en matière pénale, les engagements ci-après :

1^o Ils se garantissent la réciprocité en ce sens que la présentation d'une demande d'extradition, d'extradition en transit, de remise d'objets ou de toute autre mesure de coopération judiciaire en matière pénale comporte *ipso facto* l'assurance que le pays demandeur accordera, le cas échéant, la coopération judiciaire désirée sur la demande de l'autre Partie.

2^o Sans l'autorisation de la Partie requise, ils ne poursuivront, ne puniront ni ne livreront à un tiers Etat un extradé

¹ TRANSLATION.

No. 3537. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE GERMAN AND LATVIAN GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING EXTRADITION AND JUDICIAL CO-OPERATION IN CRIMINAL MATTERS. RIGA, JULY 18TH, 1934.

I.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS
OF LATVIA.

No. J. 3. 2/34/18830.

The Ministry of Foreign Affairs of Latvia, with reference to the previous exchange of notes, has the honour to put on record the fact that the Latvian Government and the German Government have agreed on the following provisions :

A. The Latvian Government and the German Government undertake, as regards legal co-operation in criminal matters :

(1) To accord each other reciprocity inasmuch as the presentation of a requisition for extradition, for the conveyance in transit of a person extradited, for the surrender of articles or for any other form of legal co-operation in criminal matters shall *ipso facto* afford an assurance that, in the opposite case, the desired co-operation shall be granted on the request of the other Party.

(2) Not to institute proceedings against, punish or surrender to a third country, without the consent of the Party applied

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

ou un extradé en transit en raison d'un acte commis avant l'extradition ou l'extradition par voie de transit et pour lequel l'extradition ou l'extradition par voie de transit n'a pas été accordée, et ne restreindront pas la liberté personnelle de cet extradé en raison d'un autre motif juridique survenu avant l'extradition ou l'extradition en transit, à moins qu'il ne quitte pas le territoire de l'Etat requérant dans le délai d'un mois à compter du jour de sa remise en liberté ou qu'après l'avoir quitté, il n'y revienne ou ne soit à nouveau extradé par un tiers gouvernement.

3° Ils ne porteront pas atteinte aux droits de tierces personnes sur les objets remis par le gouvernement requis et, en cas de réserve formulée lors de la remise, ils rendront sans délai, sur demande, les objets remis.

4° Ils ne poursuivront ni ne puniront les personnes qui, avec le concours du gouvernement requis, comparaissent à titre de témoins ou d'experts devant les autorités du gouvernement requérant ou sont citées à comparaître devant lesdites autorités, quelle que soit leur nationalité, à titre d'auteurs, de co-auteurs, de recéleurs ou de complices, en raison du délit faisant l'objet de l'instruction ou d'un autre délit commis avant le départ du territoire du gouvernement requis, et ne restreindront pas la liberté personnelle de ces personnes pour un autre motif juridique antérieurement survenu, à moins que lesdites personnes ne quittent pas le territoire du gouvernement requérant dans le délai d'une semaine à compter du jour où elles ont été licenciées et où leur départ est possible.

5° Ils renonceront au remboursement des frais supportés par les autorités du gouvernement requis, à moins qu'il ne s'agisse des frais d'extradition en transit, d'extradition provisoire ou des indemnités et frais des experts.

B. L'arrangement relatif à la renonciation au remboursement des frais, conclu

to, a person extradited or conveyed in transit, for an offence committed before his extradition or conveyance in transit, other than that for which it was granted, nor to interfere with his personal freedom on other legal grounds which have arisen prior to his extradition or conveyance in transit, unless he fails to leave the territory of the State making the application within one month from the date of his release, or returns after he has left the said territory, or is again extradited by a third Government.

(3) To safeguard the rights of third parties to articles handed over by the Government applied to and, should reservations be made at the time when they are handed over, to return such articles without delay upon request.

(4) Not to institute proceedings against or to punish persons, whatever their nationality, who, with the assistance of the Government applied to, are placed at the disposal of the authorities of the Government making the application or are summoned to appear before the said authorities as witnesses or experts, on the ground that such persons have committed or participated in the offence forming the subject of the enquiry or some other punishable offence committed before they left the territory of the Party applied to, or have acted as accessories after the fact or have aided and abetted the offender in respect of such offences, and not to interfere with their personal freedom on other legal grounds which have previously arisen, unless such persons fail to leave the territory of the Government making the application within one week from the day on which they are free and provided it is possible for them to do so.

(5) To waive their claims to a refund of the expenses incurred by the authorities of the Government applied to, with the exception of the cost of conveyance in transit or temporary surrender of the person in question, and experts' fees and expenses.

B. The Agreement concerning the waiving of claims to a refund, concluded by the

par l'échange de notes entre le Ministère des Affaires étrangères et la Légation de Lettonie à Berlin du 29 décembre 1923,
24 février 1924,
doit être considéré comme abrogé.

C. Le présent arrangement entrera en vigueur le 1^{er} septembre 1934.

RIGA, le 18 juillet 1934.

(L. s.)

A la Légation d'Allemagne
à Riga.

II.

LÉGATION D'ALLEMAGNE.

N^o Kons. 68/31.

La Légation d'Allemagne, se référant à l'échange de notes antérieur, a l'honneur de constater que le Gouvernement allemand et le Gouvernement letton sont convenus de ce qui suit :

A. Le Gouvernement allemand et le Gouvernement letton prennent, en ce qui concerne la coopération judiciaire en matière pénale, les engagements ci-après :

1^o Ils se garantissent la réciprocité en ce sens que la présentation d'une demande d'extradition, d'extradition en transit, de remise d'objets ou de toute autre mesure de coopération judiciaire en matière pénale comporte *ipso facto* l'assurance que le pays demandeur accordera, le cas échéant, la coopération judiciaire désirée sur la demande de l'autre Partie.

2^o Sans l'autorisation de la Partie requise, ils ne poursuivront, ne puniront ni ne livreront à un tiers Etat un extradé ou un extradé en transit en raison d'un acte commis avant l'extradition ou l'extradition par voie de transit et pour lequel l'extradition ou l'extradition par voie de transit n'a pas été accordée, et ne restreindront pas la liberté personnelle de cet extradé en raison d'un autre motif juridique survenu avant l'extradition ou l'extradition en transit, à moins qu'il ne quitte pas le territoire de l'Etat requérant dans le délai d'un mois à compter du jour de sa remise en liberté ou qu'après l'avoir quitté, il n'y revienne ou ne soit à nouveau extradé par un tiers gouvernement.

exchange of notes of December 29th, 1923,
February 24th, 1924,
between the Ministry of Foreign Affairs and the Latvian Legation at Berlin shall be regarded as abrogated.

C. The present Agreement shall come into force on September 1st, 1934.

RIGA, July 18th, 1934.

(L. s.)

To the German Legation
at Riga.

II.

GERMAN LEGATION.

No. Kons. 68/31.

The German Legation, with reference to the previous exchange of notes, has the honour to put on record the fact that the German Government and the Latvian Government have agreed on the following provisions :

A. The German Government and the Latvian Government undertake, as regards legal co-operation in criminal matters :

(1) To accord each other reciprocity inasmuch as the presentation of a requisition for extradition, for the conveyance in transit of a person extradited, for the surrender of articles or for any other form of legal co-operation in criminal matters shall *ipso facto* afford an assurance that, in the opposite case, the desired co-operation shall be granted on the request of the other Party.

(2) Not to institute proceedings against, punish or surrender to a third country, without the consent of the Party applied to, a person extradited or conveyed in transit, for an offence committed before his extradition or conveyance in transit, other than that for which it was granted, nor to interfere with his personal freedom on other legal grounds which have arisen prior to his extradition or conveyance in transit, unless he fails to leave the territory of the State making the application within one month from the date of his release, or returns after he has left the said territory, or is again extradited by a third Government.

3° Ils ne porteront pas atteinte aux droits de tierces personnes sur les objets remis par le gouvernement requis et, en cas de réserve formulée lors de la remise, ils rendront sans délai, sur demande, les objets remis.

4° Ils ne poursuivront ni ne puniront les personnes qui, avec le concours du gouvernement requis, comparaissent à titre de témoins ou d'experts devant les autorités du gouvernement requérant ou sont citées à comparaître devant lesdites autorités, quelle que soit leur nationalité, à titre d'auteurs, de co-auteurs, de recéleurs ou de complices, en raison du délit faisant l'objet de l'instruction ou d'un autre délit commis avant le départ du territoire du gouvernement requis, et ne restreindront pas la liberté personnelle de ces personnes pour un autre motif juridique antérieurement survenu, à moins que lesdites personnes ne quittent pas le territoire du gouvernement requérant dans le délai d'une semaine à compter du jour où elles ont été licenciées et où leur départ est possible.

5° Ils renonceront au remboursement des frais supportés par les autorités du gouvernement requis, à moins qu'il ne s'agisse des frais d'extradition en transit, d'extradition provisoire ou des indemnités et frais des experts.

B. L'arrangement relatif à la renonciation au remboursement des frais, conclu par l'échange de notes entre le Ministère des Affaires étrangères et la Légation de Lettonie à Berlin du 29 décembre 1923, 24 février 1924, doit être considéré comme abrogé.

C. Le présent arrangement entrera en vigueur le 1^{er} septembre 1934.

RIGA, le 18 juillet 1934.

(L. s.)

Au Ministère des Affaires étrangères,
Riga.

(3) To safeguard the rights of third parties to articles handed over by the Government applied to and, should reservations be made at the time they are handed over, to return such articles without delay upon request.

(4) Not to institute proceedings against or to punish persons, whatever their nationality, who, with the assistance of the Government applied to, are placed at the disposal of the authorities of the Government making the application or are summoned to appear before the said authorities as witnesses or experts, on the ground that such persons have committed or participated in the offence forming the subject of the enquiry or some other punishable offence committed before they left the territory of the Party applied to, or have acted as accessories after the fact or have aided and abetted the offender in respect of such offences, and not to interfere with their personal freedom on other legal grounds which have previously arisen, unless such persons fail to leave the territory of the Government making the application within one week from the day on which they are free and provided it is possible for them to do so.

(5) To waive their claims to a refund of the expenses incurred by the authorities of the Government applied to, with the exception of the cost of conveyance in transit or temporary surrender of the person in question, and experts' fees and expenses.

B. The Agreement concerning the waiving of claims to a refund, concluded by the exchange of notes of December 29th, 1923, February 24th, 1924, between the Ministry of Foreign Affairs and the Latvian Legation at Berlin shall be regarded as abrogated.

C. The present Agreement shall come into force on September 1st, 1934.

RIGA, July 18th, 1934.

(L. s.)

To the Ministry of Foreign Affairs
at Riga.

N° 3538.

PORTUGAL ET SUÈDE

Déclaration concernant les relations
commerciales et maritimes entre
les deux pays. Signée à Lisbonne,
le 19 octobre 1934.

PORTUGAL AND SWEDEN

Declaration regarding Commercial
and Maritime Relations between
the Two Countries. Signed at
Lisbon, October 19th, 1934.

N^o 3538. — DÉCLARATION CONCERNANT LES RELATIONS COMMERCIALES ET MARITIMES ENTRE LE PORTUGAL ET LA SUÈDE. SIGNÉE A LISBONNE, LE 19 OCTOBRE 1934.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Suède. L'enregistrement de cette déclaration a eu lieu le 3 novembre 1934.

En attendant la conclusion d'un nouveau traité de commerce et de navigation entre le Portugal et la Suède, les soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

A partir du 15 août 1934, les entreprises de navigation suédoises, ainsi que les navires suédois, leurs passagers et leurs marchandises ne seront pas assujettis en Portugal à des droits ou impositions autres ou plus élevés ni à des conditions ou restrictions autres ou plus onéreuses que ceux auxquels sont ou seront assujettis les navires portugais ou de tout autre État, leurs passagers et leurs marchandises. Le même traitement sera à partir du même jour accordé en Suède aux entreprises de navigation et aux navires portugais, ainsi qu'à leurs passagers et marchandises.

A compter de la même date les entreprises de navigation suédoises et les navires suédois, ainsi que leurs passagers et marchandises jouiront dans les colonies portugaises du traitement de la nation la plus favorisée.

Il est entendu que les dispositions du présent article ne s'appliquent pas :

a) Aux lois spéciales, concernant la marine marchande nationale et ayant en vue de favoriser au moyen de primes et autres facilités spéciales les nouvelles constructions et l'exercice de la navigation ;

b) Aux faveurs accordées aux sociétés de sport nautique ;

c) A l'exercice du service maritime dans les ports, les rades et les plages. Le service maritime comprend remorquage, pilotage, assistance et sauvetage maritime ;

d) A l'émigration et au transport d'émigrants ;

e) Au trafic entre les ports situés sur les territoires de chacune des Hautes Parties contractantes, y compris les colonies. Ledit trafic continuera d'être réglementé par les lois en vigueur ou par celles qui dans l'avenir seront mises en vigueur respectivement dans chacun des deux pays ;

f) A l'exercice de la pêche dans les eaux territoriales des Hautes Parties contractantes.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3538. — DECLARATION REGARDING COMMERCIAL AND MARITIME RELATIONS BETWEEN PORTUGAL AND SWEDEN. SIGNED AT LISBON, OCTOBER 19TH, 1934.

French official text communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Declaration took place November 3rd, 1934.

Pending the conclusion of a new Treaty of Commerce and Navigation between Portugal and Sweden, the undersigned, duly authorised by their Governments, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

As from August 15th, 1934, Swedish shipping companies and Swedish vessels, their passengers and their cargoes shall not be liable in Portugal to duties or charges other or higher or to conditions or restrictions other or more burdensome than those to which vessels of Portugal or any other State, their passengers and their cargoes are or may be subjected. The same treatment shall be granted in Sweden as from the same date to Portuguese shipping companies and vessels, and to their passengers and cargoes.

As from the same date Swedish shipping companies and vessels, and their passengers and cargoes, shall enjoy most-favoured-nation treatment in the Portuguese colonies.

It is understood that the provisions of this Article shall not apply :

(a) To special laws concerning the national merchant marine intended to encourage fresh shipbuilding and the exercise of navigation by bounties and other special facilities ;

(b) To privileges granted to yachting clubs ;

(c) To the exercise of maritime services in ports and roadsteads and on the seashore. Maritime services shall include towing, pilotage, assistance and life-saving at sea ;

(d) To emigration and to the transport of emigrants ;

(e) To traffic between ports situated in the territories of the respective High Contracting Parties, including colonies. Such traffic shall continue to be regulated by the laws in force or by such laws as may hereafter be put in force in the respective countries ;

(f) To fishing in the territorial waters of the High Contracting Parties.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 2.

Le Gouvernement suédois s'engage à faire procéder au début de l'année 1935 aux modifications de la législation suédoise nécessaires pour pouvoir accepter la clause suivante proposée par le Gouvernement portugais relativement à la protection des désignations régionales de ses vins :

Le Gouvernement suédois reconnaît que les désignations « Porto » et « Madeira » et les combinaisons dérivées de l'emploi de ces noms, soit dans leurs formes originelles soit traduites (Port, Oporto, Portwine, Portwein, Portwijn, etc., ou Madère, Madeira wine, Madeira wein, Madeira wijn, etc.) ainsi que les désignations « Moscatel de Setubal » et « Carcavelos », constituent des marques régionales ou appellations d'origine, dûment protégées au Portugal et appartenant exclusivement aux vins liquoreux produits dans les régions portugaises respectivement du Douro, de l'île de Madère, de Setubal et de Carcavelos.

Le Gouvernement suédois s'engage à prendre les mesures nécessaires pour réprimer sur le territoire de Suède l'importation, l'entreposage (soit dans les entrepôts de douane, soit dans les entrepôts cautionnés ou libres), la préparation, l'exportation, la circulation, la mise en vente et la vente de vins portant ces désignations, dès qu'ils ne seraient pas originaires des régions portugaises du Douro, de l'île de Madère, de Setubal et de Carcavelos et qu'ils n'aient pas été exportés respectivement le Porto par la barre de Douro et le port de Leixoes, le Madeira par le port du Funchal, le Moscatel de Setubal par les ports de Lisbonne ou de Setubal et le Carcavelos par le port de Lisbonne.

L'authenticité de ces vins doit être établie par des certificats d'origine délivrés par les autorités compétentes portugaises et dont la présentation sera indispensable pour leur importation en Suède.

La répression des contraventions aux dispositions du présent article s'exercera par voie de saisie, inutilisation ou toutes autres sanctions appropriées, alors même que la véritable origine du produit serait mentionnée ou que les appellations fausses seraient accompagnées de certains correctifs tels que « genre », « type », « façon », « rival », ou d'une autre indication régionale spécifique ou autre, toutes marques, étiquettes ou inscriptions devant être interdites qui seraient susceptibles d'induire en erreur l'acheteur ou de créer dans son esprit une confusion sur la véritable origine du vin qu'il achète.

Les mêmes sanctions seront prises à l'égard de tous procédés tendant à mettre en vente des vins de liqueur ayant droit aux termes de cet article à une appellation d'origine, dont l'état de pureté à l'importation aurait été altéré par addition d'eau ou de vins autres.

Les sanctions visées ci-dessus seront appliquées à la diligence de l'administration ou à la requête du Ministère public ou sur l'initiative d'une partie intéressée, personne privée, syndicat ou association ressortissant de l'une des Hautes Parties contractantes.

Les dispositions ci-dessus seront applicables au vin liquoreux portant la marque « Extremadura » et expédié par le port de Lisbonne, dès que la région vinicole dont il est originaire aura été délimitée et que son exportation sera soumise aux mêmes règles et garanties que celles adoptées au Portugal pour les vins énumérés au premier alinéa du présent article.

Article 3.

Le Gouvernement suédois déclare qu'il n'est pas dans ses intentions de restreindre la consommation de vins liquoreux portugais en Suède, et garantit à ces vins le même accueil favorable qu'ils ont reçu dans le passé.

Article 4.

Les deux gouvernements sont d'accord à réduire à trois mois le délai établi pour la dénonciation de la Déclaration de commerce signée à Lisbonne le 16 avril 1904¹, mais s'engagent à ne pas faire usage de cette faculté avant le 1^{er} avril 1935.

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome I, page 201.

Article 2.

The Swedish Government undertakes to take steps at the beginning of the year 1935 to make such changes in Swedish legislation as will enable it to accept the following clause proposed by the Portuguese Government with regard to the protection of the regional appellations of its wines :

The Swedish Government recognises that the trade appellations " Porto " and " Madeira " and combinations derived from the use of those names, whether in the original forms or in translation (Port, Oporto, Port wine, Portwein, Portwijn, etc., and Madère, Madeira wine, Madeira Wein, Madeira wijn, etc.), and the designations " Moscatel de Setubal " and " Carcavelos ", are regional marks or appellations of origin, duly protected in Portugal, and belong exclusively to the dessert wines produced in the Portuguese regions of the Douro, the island of Madeira, Setubal and Carcavelos respectively.

The Swedish Government undertakes to take such repressive measures as are necessary on Swedish territory against the importation, warehousing (whether in Customs or in bonded or free warehouses), the manufactures, export, circulation, offering for sale and sale of wines bearing these appellations, whenever such wines do not originate in the Portuguese regions of the Douro, the island of Madeira, Setubal or Carcavelos, and have not been exported respectively, in the case of port over the bar of the Douro or through the port of Leixoes, of Madeira through the port of Funchal, of Muscatel of Setubal through the ports of Lisbon or Setubal and of Carcavelos through the port of Lisbon.

The genuineness of these wines must be established by certificates of origin issued by the competent Portuguese authorities, such certificates to be produced on importation into Sweden.

Repressive measures against breaches of the provisions of the present Article shall be taken by means of seizure, by making the wine unfit for consumption or any other appropriate sanction, even though the real origin is mentioned or the false appellations are accompanied by corrective terms such as " kind ", " type ", " style ", " rival " or by a specific regional or other appellation, and all marks, labels or inscriptions shall be forbidden if they are liable to mislead purchasers or to create confusion in their minds as to the real origin of the wine that they are purchasing.

The same sanctions shall be taken in respect of any procedure intended to put on sale dessert wines, entitled under this Article to an appellation of origin, if their purity on import has been impaired by the addition of water or of other wines.

The measures provided for above shall be applied on the initiative of the administration or on the application of the Public Prosecutor's Department or of an interested party, private person, syndicate or association having the nationality of either of the High Contracting Parties.

The above provisions shall apply to the dessert wine bearing the mark " Extremadura " shipped from the port of Lisbon, as soon as the wine-growing district from which it originates has been delimited and its export has been subjected to the same rules and guarantees as those adopted in Portugal in respect of wines enumerated in the first paragraph of this Article.

Article 3.

The Swedish Government declares that it does not intend to restrict the consumption of Portuguese dessert wines in Sweden, and guarantees that such wines shall receive the same favourable treatment as in the past.

Article 4.

The two Governments agree to reduce the period laid down for denunciation of the Declaration of Commerce signed at Lisbon on April 16th, 1904¹, to three months, but undertake not to avail themselves of this right before April 1st, 1935.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 101, page 552.

Article 5.

La présente déclaration entrera en vigueur dès ce jour et restera valable jusqu'à la conclusion d'un nouveau traité de commerce et de navigation.

Elle pourra toutefois être dénoncée auparavant par l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes avec un préavis de 3 mois.

Fait en double exemplaire, à Lisbonne, le 19 octobre 1934.

(Signé) DANIELSSON.
Caeiro DA MATTA.

Certifiée pour copie conforme :
Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 29 octobre 1934.

Le Chef des Archives :
Torsten Gihl.

Article 5.

The present Declaration shall come into force on this date and shall remain in force until a new Treaty of Commerce and Navigation has been concluded.

It may, however, be denounced before that time by either High Contracting Party, provided that three months' notice be given.

Done in duplicate at Lisbon, this 19th day of October, 1934.

(Signed) DANIELSSON.
Caeiro DA MATTA.

N° 3539.

**GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ET SUÈDE**

Echange de notes concernant la
reconnaissance réciproque des cer-
tificats de navires à passagers.
Stockholm, les 19 juillet, 2 et
20 octobre 1934.

**GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND SWEDEN**

Exchange of Notes regarding the
Reciprocal Recognition of Pas-
senger Vessel Certificates. Stock-
holm, July 19th, October 2nd and
20th, 1934.

N° 3539. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT SUÉDOIS, CONCERNANT LA RECONNAISSANCE RÉCIPROQUE DES CERTIFICATS DE NAVIRES A PASSAGERS. STOCKHOLM, LES 19 JUILLET, 2 ET 20 OCTOBRE 1934.

*Textes officiels français et anglais communiqués par le ministre des Affaires étrangères de Suède.
L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 9 novembre 1934.*

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

I.

STOCKHOLM, le 19 juillet 1934.
2 annexes.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant à votre lettre du 7 avril dernier, concernant l'arrangement proposé au sujet de la reconnaissance réciproque des certificats de navires à passagers, j'ai l'honneur de vous faire savoir ce qui suit.

Au point 2 de ladite lettre, vous demandez qu'il vous soit adressé un spécimen de certificat de navires à passagers suédois, en vue d'un examen destiné à constater si lesdits certificats indiquent le nombre des passagers de manière à les rendre aisément intelligibles pour les autorités britanniques chargées de l'inspection. Pour donner suite à cette demande j'ai l'avantage de vous faire parvenir ci-joint les modèles de deux certificats de navires à passagers délivrés pour les navires visitant les ports britanniques. De ces deux modèles, identiques pour le fond, c'est celui portant la désignation A qui a été employé jusqu'à ce jour, mais c'est le modèle B, sorti de presse ces jours derniers, qui le sera dorénavant. Un certain nombre de certificats conformes au modèle A resteront toutefois en circulation, il va sans dire, pendant un certain temps. En raison du fait que le nombre des passagers est indiqué en chiffres, les deux modèles paraissent offrir l'un et l'autre toute l'intelligibilité désirable.

En ce qui concerne le point 3 de la lettre susvisée, je suis en mesure de vous confirmer que la reconnaissance dans le Royaume-Uni des certificats de navires à passagers suédois n'est désirée que pour les navires dont le nombre de passagers est calculé d'après les dispositions suédoises applicables aux navires affectés à la navigation océanique ou dans la mer du Nord et qu'en cas de visite dans les ports du Royaume-Uni, ces navires ne transporteront que des passagers pour lesquels a été prévue une place individuelle de couchage.

Concernant le point 4, j'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement suédois est prêt à promulguer un décret disposant que les navires à passagers enregistrés dans le Royaume-Uni et munis de certificats de navires à passagers valables ne seront pas soumis à inspection dans les ports suédois, dès que j'aurai reçu de votre gouvernement une déclaration portant que la reconnaissance des certificats de navigation à passagers britanniques n'est désirée que pour les navires transportant des passagers pour lesquels a été prévue une place individuelle de couchage, et que les prescriptions nécessaires seront rendues pour que les navires à passagers suédois munis d'un certificat de navires à passagers valable soient exemptés de l'inspection dans les ports du Royaume-Uni.

¹ Entré en vigueur le 1^{er} novembre 1934.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3539. — EXCHANGE OF NOTES² BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE SWEDISH GOVERNMENT REGARDING THE RECIPROCAL RECOGNITION OF PASSENGER VESSEL CERTIFICATES. STOCKHOLM, JULY 19TH, OCTOBER 2ND AND 20TH, 1934.

French and English official texts communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place November 9th, 1934.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

I.

STOCKHOLM, July 19th, 1934.
2 Annexes.

SIR,

With reference to your letter of April 7th last regarding the proposed arrangement for the reciprocal recognition of passenger vessel certificates, I have the honour to communicate the following information.

In point 2 of the letter in question it is requested that a specimen of the Swedish passenger vessel certificate should be forwarded for examination with a view to ascertaining whether these certificates show the number of passengers in such a way as to be readily understood by the British authorities responsible for inspection. I have the honour in reply to forward herewith the forms of two passenger vessel certificates as issued for ships visiting British ports. Of these two forms, the substance of which is identical, that bearing the letter A has been in use up till now, but form B, which was received from the printers only a few days since, will in future be used. A certain number of form A certificates will necessarily remain in use for some little while. In view of the fact that the number of passengers is given in figures, both forms would appear to be readily understandable as desired.

With regard to point 3 of the letter referred to, I am in a position to confirm your presumption that the recognition in the United Kingdom of Swedish passenger vessel certificates is desired only in the case of vessels the number of whose passengers is calculated in accordance with the Swedish regulations for "Ocean Trade" or "North Sea" trade ships, and that in the event of their visiting United Kingdom ports these vessels will only carry berthed passengers.

With regard to point 4, I have the honour to inform you that the Swedish Government are ready to promulgate a decree to the effect that passenger ships registered in the United Kingdom and furnished with a valid passenger certificate shall not be subject to inspection in Swedish ports, as soon as I receive an assurance from your Government that the recognition of British passenger certificates is only desired in the case of ships carrying berthed passengers, and that the necessary arrangements have been made for the exemption from inspection in ports of the United Kingdom of Swedish passenger ships furnished with a valid passenger vessel certificate.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Came into force November 1st, 1934.

L'exemption réciproque de l'inspection ne devrait, semble-t-il, être rendue applicable qu'un certain temps — deux mois, par exemple — après que me sera parvenue la susdite déclaration.

Pour ce qui est finalement du point 6, je puis vous faire connaître que le gouvernement n'a pas d'objections à ce que les navires à émigrants soient exclus de l'arrangement envisagé.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

Monsieur Archibald Kerr Clark Kerr,
Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire
de Sa Majesté britannique,
etc., etc., etc., Stockholm.

(Signé) SCHLYTER.

Pour copie certifiée conforme :
T. Göransson,
Attaché.

BRITISH LEGATION.

II.

No. 105.
(6/26/34.)

STOCKHOLM, *October 2nd, 1934.*

YOUR EXCELLENCY,

With reference to your Note dated 19th July regarding the proposed arrangement between His Majesty's Government in the United Kingdom and the Swedish Government for the reciprocal recognition of passenger vessel certificates, I have the honour to state, as Your Excellency will recollect from Mr. Kerr's Note No. 49 of April 7th last, that the recognition of Swedish passenger vessel certificates as evidence of the number of passengers authorised to be carried was made contingent on three conditions :

(1) That the form of certificate should be such as to be readily understood by the Surveyors of the British Board of Trade and Officers of His Majesty's Customs.

(2) That the recognition of such certificates was to be limited to the case of ships falling under the Swedish Regulations for " Ocean Trade " and " North Sea " trade ships, and that the position of Swedish ships carrying steerage passengers in such numbers as to constitute them " emigrant ships " within the meaning of the Merchant Shipping Acts should remain unaffected by any arrangement for the recognition of Swedish passenger vessel certificates.

(3) That analogous treatment to that granted in the United Kingdom to Swedish passenger ships furnished with such certificates should be accorded to passenger ships registered in the United Kingdom presenting at Swedish ports passenger certificates issued by the British Board of Trade.

With regard to the first of these conditions, the competent authorities of His Majesty's Government have examined the specimen certificates forwarded by this Legation and they agree that the form of both the certificates at present in use and that to be adopted shortly is such as to be readily understood by inspecting officers.

With regard to the second condition, His Majesty's Government note that this is in accordance with the views of the Swedish Government.

With regard to the third condition, it is observed that the Swedish Government are ready to promulgate a decree to the effect that passenger ships registered in the United Kingdom furnished with a valid passenger certificate shall not be subject to inspection in Swedish ports. This arrangement is, however, contingent on an assurance being given to the Swedish Government that the recognition of British passenger certificates is only desired in the case of ships carrying berthed passengers and is also subject to the condition that the necessary arrangements shall have been made for the exemption from inspection as to passenger numbers in ports of the United Kingdom of Swedish passenger ships furnished with valid Swedish passenger vessel certificates.

I would suggest that the reciprocal exemption from inspection should not become operative until after a certain delay, say of two months, from the date of my receipt of the said assurance.

Lastly, as regards point 6, I am in a position to inform you that my Government has no objection to emigrant ships being excluded from the proposed arrangement.

I have the honour to be, etc.

Archibald Kerr Clark Kerr, Esq.,
Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary
of His Britannic Majesty,
etc., etc., etc., Stockholm.

(Signed) SCHLYTER.

LÉGATION DU ROYAUME-UNI.

II.

N° 105.
(6/26/34).

STOCKHOLM, le 2 octobre 1934.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant à votre note du 19 juillet concernant l'arrangement proposé entre le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni et le Gouvernement suédois au sujet de la reconnaissance réciproque des certificats de navires à passagers, j'ai l'honneur d'exposer, comme Votre Excellence se le rappellera d'après la note N° 49 de M. Kerr, en date du 7 avril dernier, que la reconnaissance des certificats de navires à passagers suédois, à titre de preuve du nombre de passagers dont le transport est autorisé, avait été subordonnée à trois conditions :

1° La forme du certificat devrait être facilement intelligible pour les inspecteurs du Board of Trade britannique et pour les fonctionnaires des douanes de Sa Majesté.

2° La reconnaissance de ces certificats devait être limitée aux navires tombant sous le coup du Règlement suédois applicable aux navires de commerce affectés à la navigation océanique ou dans la mer du Nord, et la situation des navires suédois transportant des passagers d'entrepont en nombre assez considérable pour en faire des « navires d'émigrants » au sens des lois sur la navigation marchande, ne devait pas être modifiée par un accord en vue de la reconnaissance des certificats de navires à passagers suédois.

3° Un traitement analogue à celui qui serait accordé dans le Royaume-Uni aux navires à passagers suédois munis de ces certificats devrait être accordé aux navires à passagers, enregistrés dans le Royaume-Uni, présentant, dans des ports suédois, des certificats de passagers délivrés par le Board of Trade du Royaume-Uni.

En ce qui concerne la première de ces conditions, les autorités compétentes du Gouvernement de Sa Majesté ont examiné le spécimen de certificat transmis par la Légation, et elles reconnaissent que la forme des certificats à présent utilisés et de ceux qui seront adoptés à bref délai, est de nature à être facilement intelligible pour les fonctionnaires chargés de l'inspection.

En ce qui concerne la deuxième condition, le Gouvernement de Sa Majesté prend acte du fait qu'elle est conforme aux vues du Gouvernement suédois.

En ce qui concerne la troisième condition, il a été pris note du fait que le Gouvernement suédois est prêt à promulguer un décret disposant que les navires à passagers enregistrés dans le Royaume-Uni et munis de certificats de navires à passagers valables, ne seront pas soumis à l'inspection dans les ports suédois. Toutefois, cet arrangement ne deviendra effectif que si l'assurance est donnée au Gouvernement suédois que la reconnaissance des certificats de navires à passagers britanniques n'est désirée que dans le cas des navires transportant des passagers pour lesquels a été prévue une place individuelle de couchage et si les arrangements nécessaires ont été pris pour que les navires à passagers suédois, munis d'un certificat de navire à passagers suédois valable, soient exemptés de l'inspection, en ce qui concerne le nombre des passagers, dans les ports du Royaume-Uni.

In this connection, I have the honour to inform Your Excellency that His Majesty's Government only desire recognition of the passenger certificates issued by the Board of Trade in the case of British passenger ships carrying berthed passengers, and that having regard to the satisfactory position with regard to the fulfilment of the conditions under which the Board are ready to recognise Swedish passenger vessel certificates, they are arranging forthwith for Swedish passenger vessels presenting Swedish passenger vessel certificates to be exempted from the survey which would otherwise have been necessary under the Merchant Shipping Acts with a view to ascertaining the number of passengers which they were fit to carry.

In view, therefore, of the position which has now been reached, I have the honour to request that, as soon as the Swedish Government have completed their arrangements for exempting British passenger vessels from survey on presentation of a valid passenger certificate, I may be informed accordingly. In regard to the suggestion of the Swedish Government that the arrangements for the mutual recognition of Swedish and British passenger certificates should become operative after a delay of say two months, it should be noted that, so far as the United Kingdom is concerned, the necessary arrangements are, as stated above, being put in force forthwith. If, however, the Swedish Government would prefer that a date should be specified for the formal coming into force of the arrangements, the Board would suggest that the 1st November, 1934, would be a convenient date for the purpose.

I have the honour to be, with the highest consideration, Your Excellency's most obedient, humble Servant.

(Signed) G. VEREKER.

His Excellency,
Monsieur Rickard Sandler,
Minister for Foreign Affairs,
etc., etc., etc.

Pour copie certifiée conforme :

T. Göransson,
Attaché.

III.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

STOCKHOLM, le 20 octobre 1934.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant à la lettre (N^o 105) que Monsieur Vereker a bien voulu m'adresser en date du 2 octobre 1934, concernant l'arrangement proposé au sujet de la reconnaissance réciproque des certificats de navires à passagers, j'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement suédois est d'accord pour rendre l'arrangement applicable à partir du 1^{er} novembre 1934 et qu'un décret a été promulgué, disposant que les navires à passagers enregistrés dans le Royaume-Uni et munis de certificats de navires à passagers valables ne seront pas soumis à inspection dans les ports suédois.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(Signé) SANDLER.

Monsieur Archibald Kerr Clark Kerr,
Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire
de Sa Majesté britannique,
etc., etc., etc., Stockholm.

Pour copie certifiée conforme :

T. Göransson,
Attaché.

A cet égard, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement de Sa Majesté ne désire que la reconnaissance des certificats de passagers délivrés par le Board of Trade pour les navires à passagers britanniques transportant des passagers pour lesquels une place individuelle de couchage a été prévue et que, les conditions auxquelles le Board est disposé à reconnaître les certificats de navires à passagers suédois étant remplies d'une manière satisfaisante, le Gouvernement de Sa Majesté prend immédiatement des dispositions pour que les navires à passagers suédois présentant des certificats de navires à passagers suédois soient exemptés de l'inspection qui aurait été autrement nécessaire, aux termes des lois sur la navigation marchande, en vue de déterminer le nombre des passagers que ces navires peuvent transporter.

En conséquence, étant donné la situation actuelle, j'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir m'aviser dès que le Gouvernement suédois aura pris toutes les dispositions nécessaires pour que les navires à passagers britanniques soient exemptés de l'inspection sur présentation d'un certificat de navires à passagers valable. En ce qui concerne la proposition du Gouvernement suédois tendant à ce que les arrangements en vue de la reconnaissance mutuelle des certificats de navires à passagers suédois et britanniques prennent effet après un délai de deux mois, par exemple, il y a lieu de faire observer que, en ce qui concerne le Royaume-Uni, les dispositions nécessaires sont, comme il a été indiqué ci-dessus, mises en vigueur immédiatement. Toutefois, si le Gouvernement suédois préférerait qu'une date soit fixée pour la mise en vigueur officielle des arrangements, le Board proposerait comme une date convenable à cette fin, celle du 1^{er} novembre 1934.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) G. VEREKER.

Son Excellence,
Monsieur Rickard Sandler,
Ministre des Affaires étrangères,
etc., etc., etc.

III.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

STOCKHOLM, *October 20th*, 1934.

SIR,

With reference to letter No. 105, October 2nd, 1934, from M. Vereker regarding the proposed arrangement for the reciprocal recognition of passenger vessel certificates, I have the honour to inform you that the Swedish Government agrees to the arrangement being put into force as from November 1st, 1934, and to state that a Decree has been promulgated to the effect that passenger ships registered in the United Kingdom and furnished with valid passenger certificates shall not be subject to inspection in Swedish ports.

I have the honour to be, etc.

(Signed) SANDLER.

Archibald Kerr Clark Kerr, Esq.,
Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary
of His Britannic Majesty,
etc., etc., etc., Stockholm.

N° 3540.

**ESTONIE, LETTONIE,
LITHUANIE**

Traité d'entente et de collaboration,
signé à Genève, le 12 septembre
1934, et déclaration de la même
date.

**ESTONIA, LATVIA,
LITHUANIA**

Treaty of Good Understanding and
Co-operation, signed at Geneva,
September 12th, 1934, and Decla-
ration of the same Date.

N° 3540. — TRAITÉ ¹ D'ENTENTE ET DE COLLABORATION ENTRE L'ESTONIE, LA LETTONIE ET LA LITHUANIE. SIGNÉ A GENÈVE, LE 12 SEPTEMBRE 1934.

Texte officiel français communiqué par les ministres des Affaires étrangères de Lithuanie, de Lettonie et d'Estonie. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 10 novembre 1934.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LITHUANIE, LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE,

Décidés de développer la collaboration entre les trois pays et de favoriser une entente plus étroite entre les Etats baltiques,

Fermement résolus de contribuer au maintien et à la garantie de la paix et de coordonner leur politique extérieure dans l'esprit des principes du Pacte de la Société des Nations,

Ont résolu de conclure un traité et ont désigné, à cet effet, leurs plénipotentiaires, à savoir :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LITHUANIE :

Son Excellence Monsieur Stasys LOZORAITIS, ministre des Affaires étrangères ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE :

Son Excellence Monsieur Julius SELJAMAA, ministre des Affaires étrangères ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE :

Monsieur Vilhelms MUTERS, secrétaire général au Ministère des Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Afin de coordonner leurs efforts pacifiques, les trois gouvernements s'engagent à se concerter sur les questions de politique extérieure d'une importance commune et à se prêter une aide mutuelle politique et diplomatique dans leurs rapports internationaux.

Article 2.

Dans le but visé par l'article premier, les Hautes Parties contractantes décident d'instituer des conférences périodiques des ministres des Affaires étrangères des trois pays, qui auront lieu

¹ Les ratifications ont été déposées à Riga, le 3 novembre 1934.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 3540. — TREATY ² OF GOOD UNDERSTANDING AND CO-OPERATION BETWEEN ESTONIA, LATVIA, AND LITHUANIA. SIGNED AT GENEVA, SEPTEMBER 12TH, 1934.

French official text communicated by the Lithuanian, Latvian and Estonian Ministers for Foreign Affairs. The registration of this Treaty took place November 10th, 1934.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF LITHUANIA, THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF ESTONIA and THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF LATVIA,

Having decided to develop co-operation between the three countries and to promote closer understanding between the Baltic States,

Being firmly determined to play their part in maintaining and guaranteeing peace and to co-ordinate their foreign policy in the spirit of the principles of the Covenant of the League of Nations,

Have resolved to conclude a Treaty, and have appointed as their Plenipotentiaries for that purpose :

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF LITHUANIA :

His Excellency Monsieur Stasys LOZORAITIS, Minister for Foreign Affairs ;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF ESTONIA :

His Excellency Monsieur Julius SELJAMAA, Minister for Foreign Affairs ;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF LATVIA :

Monsieur Vilhelms MUTERS, Secretary-General of the Ministry of Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Article 1.

In order to co-ordinate their efforts in the cause of peace, the three Governments undertake to confer together on questions of foreign policy which are of common concern and to afford one another mutual political and diplomatic assistance in their international relations.

Article 2.

For the purpose set forth in Article 1, the High Contracting Parties hereby decide to institute periodical conferences of the Ministers for Foreign Affairs of the three countries, to take place

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The ratifications were deposited at Riga, November 3rd, 1934.

régulièrement au moins deux fois par an, tour à tour sur le territoire de chacun des trois Etats. Sur la demande de l'une des Hautes Parties contractantes et d'un commun accord, des conférences extraordinaires pourront avoir lieu dans un des trois Etats ou en dehors de leurs territoires.

La conférence sera présidée par le ministre des Affaires étrangères de l'Etat sur le territoire duquel elle a lieu ; toutefois, si elle se réunit en dehors du territoire des trois Etats, son président sera le ministre des Affaires étrangères du pays sur le territoire duquel a eu lieu la dernière conférence.

Le président en exercice prendra soin de l'exécution des décisions prises par la conférence qu'il a présidée et en cas de besoin sera chargé de veiller à la réalisation de ces décisions dans le domaine des relations internationales.

Les conférences périodiques des ministres des Affaires étrangères de l'Estonie et de la Lettonie prévues aux articles 1 et 2 du Traité entre la Lettonie et l'Estonie pour l'organisation de l'alliance, signé à Riga le 17 février 1934¹, seront pendant la durée du présent traité remplacées par les conférences susvisées.

Article 3.

Les Hautes Parties contractantes reconnaissent l'existence des problèmes spécifiques qui pourraient rendre difficile une attitude concertée à leur égard. Elles conviennent que ces problèmes constituent l'exception aux engagements stipulés dans l'article premier du présent traité.

Article 4.

Les Hautes Parties contractantes s'efforceront de liquider à l'amiable et dans un esprit de justice et d'équité toute question qui pourrait opposer leurs intérêts les uns aux autres, et cela dans les délais les plus courts possibles ; elles conviennent de négocier entre elles les accords qui peuvent paraître utiles pour arriver à ce but.

Article 5.

Les trois gouvernements donneront des instructions à leurs représentants diplomatiques et consulaires à l'étranger ainsi qu'à leurs délégués dans des conférences internationales afin d'établir un contact approprié.

Article 6.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à communiquer dès à présent les unes aux autres le texte des traités conclus entre l'une d'elles et un ou plusieurs autres Etats.

Article 7.

Le présent traité est ouvert à l'adhésion des Etats tiers, une telle adhésion ne pouvant avoir lieu que d'un commun accord des Hautes Parties contractantes.

Article 8.

Le présent traité sera ratifié ; il entrera en vigueur dès le dépôt des ratifications qui sera effectué à Riga. Le Gouvernement de Lettonie remettra à chacune des deux autres Hautes Parties contractantes une copie certifiée conforme du procès-verbal de dépôt des ratifications.

Article 9.

Le présent traité produira ses effets pendant une durée de 10 ans. Si le traité n'est pas dénoncé par une des Hautes Parties contractantes un an avant l'expiration de ce terme, il sera prorogé

¹ Volume CL, page 103, de ce recueil.

at regular intervals, at least twice a year, in the territories of each of the three States in turn. At the request of one of the High Contracting Parties and by joint agreement, extraordinary conferences may be held in the territory of one of the three States or elsewhere.

Each Conference shall be presided over by the Minister for Foreign Affairs of the State in whose territory it takes place; if, however, a Conference meets outside the territory of the three States, its President shall be the Minister for Foreign Affairs of the country in whose territory the previous Conference was held.

The President in office shall be responsible for the execution of the decisions taken by the Conference over which he has presided, and, when necessary, shall be instructed to provide for the application of such decisions in the field of international relations.

The periodical Conferences of the Ministers for Foreign Affairs of Estonia and Latvia provided for in Articles 1 and 2 of the Treaty between Latvia and Estonia for the organisation of the Alliance, signed at Riga on February 17th, 1934¹, shall be replaced by the above-mentioned Conferences for the duration of the present Treaty.

Article 3.

The High Contracting Parties recognise the existence of the specific problems which might make a concerted attitude with regard to them difficult. They agree that such problems constitute an exception to the undertakings laid down in Article 1 of the present Treaty.

Article 4.

The High Contracting Parties shall endeavour to settle amicably and in a spirit of justice and equity any questions in respect of which their interests may clash and also to do so in the shortest possible time. They agree to negotiate with each other such agreements as may appear suitable for attaining this end.

Article 5.

The three Governments shall give instructions to their diplomatic and consular representatives abroad and to their delegates to international conferences to establish appropriate contact.

Article 6.

The High Contracting Parties undertake to communicate to one another forthwith the text of the treaties concluded between one of them and one or more other States.

Article 7.

The present Treaty is open for accession by other States, such accession to take place only if all the High Contracting Parties consent thereto.

Article 8.

The present Treaty shall be ratified; it shall come into force upon the deposit of ratifications which shall take place at Riga. The Government of Latvia shall transmit to each of the two other High Contracting Parties a certified true copy of the procès-verbal of deposit of ratifications.

Article 9.

The present Treaty shall be in force for ten years. Should the Treaty not be denounced by one of the High Contracting Parties one year before the expiry of that period, it shall be extended

¹ Volume CL, page 103, of this Series.

par voie de tacite reconduction pour prendre fin un an après sa dénonciation par une des Hautes Parties contractantes.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés ont signé le présent traité et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Genève, en triple expédition, le 12 septembre 1934.

St. LOZORAITIS.

J. SELJAMAA.

V. MUTERS.

Pour copie conforme :

K. Bizauskas,

*Directeur du Département juridique
et administratif au Ministère des Affaires étrangères
de Lithuanie.*

Pour copie certifiée conforme :

V. Muters,

*Secrétaire général du Ministère
des Affaires étrangères de Lettonie.*

Riga, le 9 novembre 1934.

Pour copie certifiée conforme :

M. Laretei,

Ministre adjoint.

DÉCLARATION

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Lithuanie. L'enregistrement de cette déclaration a eu lieu le 10 novembre 1934.

Au moment de la signature du traité en date de ce jour les plénipotentiaires de la Lithuanie, de l'Estonie et de la Lettonie déclarent que leurs gouvernements respectifs veilleront à ce que l'esprit d'entente et d'amitié solidaires des trois nations se répande et se généralise dans leurs pays respectifs et dans ce but ils s'engagent à prendre ou à encourager toutes mesure et initiative utiles.

Fait à Genève, en triple expédition, le 12 septembre 1934.

St. LOZORAITIS.

J. SELJAMAA.

V. MUTERS.

Pour copie conforme :

K. Bizauskas,

*Directeur du Département juridique
et administratif au Ministère des Affaires étrangères
de Lithuanie.*

by tacit consent and shall cease to have effect one year after its denunciation by one of the High Contracting Parties.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have affixed their seals thereto.

Done at Geneva, in triplicate, this 12th day of September, 1934.

St. LOZORAITIS.

J. SELJAMAA.

V. MUNTERS.

DECLARATION.

French official text communicated by the Lithuanian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Declaration took place November 10th, 1934.

Upon signing the Treaty of this day's date, the Plenipotentiaries of Lithuania, Estonia and Latvia hereby declare that their respective Governments will foster the growth and general diffusion in their respective countries of the spirit of mutual understanding and friendship among the three nations and they bind themselves to take or to promote all suitable measures and efforts to that end.

Done at Geneva, in triplicate, this 12th day of September, 1934.

St. LOZORAITIS.

J. SELJAMAA.

V. MUNTERS.

N° 3541.

FRANCE ET SUÈDE

Echange de notes comportant un arrangement dans le but de faciliter l'admission des stagiaires dans les deux pays. Paris, le 9 juin 1934

FRANCE AND SWEDEN

Exchange of Notes constituting an Agreement for facilitating the Admission of Student Employees into the Two Countries. Paris, June 9th, 1934.

N° 3541. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS FRANÇAIS ET SUÉDOIS COMPORTANT UN ARRANGEMENT DANS LE BUT DE FACILITER L'ADMISSION DES STAGIAIRES DANS LES DEUX PAYS. PARIS, LE 9 JUIN 1934.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Suède. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 12 novembre 1934.

I.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

PARIS, le 9 juin 1934.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En me référant aux négociations qui viennent d'avoir lieu relativement à l'accord à conclure entre la France et la Suède dans le but de faciliter l'admission des stagiaires dans nos deux pays, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement de la République est disposé à mettre en vigueur l'arrangement suivant si le Gouvernement du Roi veut bien prendre un engagement identique.

ARRANGEMENT

ENTRE LA FRANCE ET LA SUÈDE DANS LE BUT DE FACILITER L'ADMISSION DES STAGIAIRES
DANS LES DEUX PAYS.

Article premier.

Le présent arrangement s'applique aux stagiaires, c'est-à-dire aux ressortissants de l'un des deux pays qui se rendent dans l'autre pays pour une période délimitée afin de s'y perfectionner dans la langue et dans les usages commerciaux ou professionnels de ce pays, tout en y occupant un emploi dans un établissement industriel ou commercial.

Les stagiaires seront autorisés à occuper un emploi dans les conditions fixées par les articles ci-après sans que la situation du marché du travail dans la profession dont il s'agit puisse être prise en considération.

Article 2.

Les stagiaires peuvent être de l'un ou de l'autre sexe. En principe ils doivent ne pas avoir dépassé l'âge de trente ans.

¹ Entré en vigueur le 9 juillet 1934.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3541. — EXCHANGE OF NOTES ² BETWEEN THE FRENCH AND SWEDISH GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT FOR FACILITATING THE ADMISSION OF STUDENT EMPLOYEES INTO THE TWO COUNTRIES. PARIS, JUNE 9TH, 1934.

French official text communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place November 12th, 1934.

I.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

PARIS, June 9th, 1934.

MONSIEUR LE MINISTRE,

With reference to the negotiations which have just taken place respecting the agreement to be concluded between France and Sweden with the object of facilitating the admission of student employees into the two countries, I have the honour to inform you that the Government of the Republic is prepared to put the following Arrangement into operation, provided that His Majesty's Government is willing to give an identical undertaking.

ARRANGEMENT

BETWEEN FRANCE AND SWEDEN TO FACILITATE THE ADMISSION OF STUDENT EMPLOYEES
INTO THE TWO COUNTRIES.

Article 1.

This Arrangement shall apply to student employees, that is to say, to nationals of one of the two countries who go to the other country for a limited period in order there to perfect themselves in the language and in the knowledge of the commercial or professional customs of that country, at the same time taking up employment in an industrial or commercial establishment.

Student employees shall be permitted to take up such employment under the conditions laid down in the following Articles, whatever may be the condition of the labour market in the occupation in question.

Article 2.

Student employees may be of either sex. As a general rule, they must not be over thirty years of age.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Came into force July 9th, 1934.

Article 3.

L'autorisation est donnée en principe pour une année. Elle pourra exceptionnellement être prolongée pour six mois.

Article 4.

Le nombre des autorisations qui seront accordées aux stagiaires de chacun des deux Etats, en vertu du présent arrangement, ne devra pas dépasser 50 par an.

Cette limite sera indépendante du nombre des stagiaires de chacun des deux Etats résidant déjà sur le territoire de l'autre Etat en vertu du présent arrangement. Elle s'appliquera quelle que soit la durée pour laquelle les autorisations délivrées au cours d'une année auront été accordées et pendant laquelle elles auront été utilisées.

Si ce contingent n'était pas atteint au cours d'une année par les stagiaires de l'un des deux Etats, celui-ci ne pourrait pas réduire le nombre des autorisations données aux stagiaires de l'autre Etat, ni reporter sur l'année suivante le reliquat inutilisé de son contingent.

Le maximum de 50 joue pour l'année 1934 jusqu'au 31 décembre 1934. Il joue de même pour chacune des années suivantes du 1^{er} janvier au 31 décembre, s'il n'a pas été modifié en vertu d'un nouvel accord qui devra intervenir sur la proposition de l'un des deux Etats le 1^{er} décembre au plus tard pour l'année suivante.

Article 5.

Les stagiaires ne pourront être admis en France que si les employeurs qui les occuperont s'engagent, envers les autorités compétentes, dès que ces stagiaires rendront des services normaux, à les rémunérer, là où il existe des conventions collectives, d'après le tarif fixé par ces conventions, là où il n'en existe point, d'après les taux normaux et courants de la profession et de la région. Dans les autres cas, les employeurs devront s'engager à leur donner une rémunération correspondant à la valeur de leurs services.

Les stagiaires ne pourront être admis en Suède que si les autorités compétentes sont convaincues, par une enquête entreprise par elles, que les conditions convenues entre les employeurs et les stagiaires garantissent à ceux-ci, dès qu'ils rendront des services normaux, une rémunération correspondant, là où il existe des conventions collectives, au tarif fixé par ces conventions, là où il n'en existe point, aux taux normaux et courants de la profession et de la région. Dans les autres cas, les stagiaires devront être garantis d'une rémunération correspondant à la valeur de leurs services.

Article 6.

Les stagiaires qui désireront bénéficier des dispositions du présent arrangement devront en faire la demande à l'autorité chargée dans leur Etat de centraliser les demandes des stagiaires pour leur profession. Ils devront donner, dans leur demande, toutes les indications nécessaires et faire connaître, notamment, l'établissement industriel ou commercial dans lequel ils doivent être employés. Il appartiendra à ladite autorité d'examiner s'il y a lieu de transmettre ladite demande à l'autorité correspondante de l'autre Etat en tenant compte du contingent annuel auquel elle a droit et de la répartition de ce contingent qu'elle aura arrêtée elle-même entre les diverses professions et de la transmettre, le cas échéant, aux autorités compétentes de l'autre Etat.

Les autorités compétentes des deux Etats feront tout leur possible pour assurer l'instruction des demandes dans le plus court délai.

Article 7.

Les autorités compétentes feront tous leurs efforts pour que les décisions des autorités administratives concernant l'entrée et le séjour des stagiaires admis interviennent d'urgence. Elles

Article 3.

As a general rule permission shall be given for one year. In exceptional cases it may be prolonged for six months.

Article 4.

The number of permits granted to student employees of either State under this Arrangement shall not exceed 50 a year.

This limit shall be exclusive of the number of student employees of each of the two States already resident in the territory of the other State in pursuance of this Arrangement. It shall apply irrespective of the period for which the permits issued in the course of the year have been granted and during which they have been utilised.

If this quota is not reached in the course of a year by the student employees of one of the two States, that State shall not be entitled to reduce the number of permits granted to student employees of the other State, nor to carry over to the following year the unutilised balance of its quota.

This maximum of 50 shall apply for the year 1934 up to December 31st, 1934. It shall apply similarly for every following year from January 1st to December 31st, unless it has been altered in pursuance of a new agreement concluded on the proposal of one of the States not later than December 1st in the preceding year.

Article 5.

Student employees shall not be admitted into France unless the employers who are to employ them give an undertaking to the competent authorities to grant the said student employees, as soon as they render the customary services, remuneration in conformity with the scale fixed by collective agreements where such exist, and in conformity with the normal and customary rates in the occupation and in the district where collective agreements do not exist. In other cases the employers shall undertake to pay student employees remuneration corresponding to the value of their services.

Student employees may only be admitted into Sweden if the competent authorities are satisfied, after enquiry made by them, that the conditions agreed upon between the employers and the student employees guarantee the latter, provided that they render the customary services, remuneration in conformity with the scale fixed by collective agreements where such exist, and in conformity with the normal and customary rates in the occupation and in the district where collective agreements do not exist. In other cases employees must be guaranteed a remuneration corresponding to the value of their services.

Article 6.

Student employees who desire to benefit by the terms of this Arrangement shall make application to the authority appointed in their country to centralise applications for student employees in their occupation. They shall furnish in their application all the necessary information, and shall state particularly the industrial or commercial establishments in which they are to be employed. The said authority shall examine the application to ascertain whether it is necessary to transmit it to the corresponding authority of the other State, taking into consideration the annual quota to which it is entitled and the allotment of this quota as made by the said authority itself among the various occupations, and shall transmit the application if necessary to the competent authorities of the other State.

The competent authorities of both States shall do their utmost to ensure that applications are dealt with as quickly as possible.

Article 7.

The competent authorities shall do their utmost to ensure that the decisions of the administrative authorities respecting the admission and stay of approved student employees are given as

s'efforceront également d'aplanir avec la plus grande rapidité les difficultés qui pourraient surgir à propos de l'entrée ou du séjour des stagiaires.

Article 8.

Chacun des deux gouvernements indiquera à l'autre gouvernement, dans le mois qui suivra la mise en vigueur du présent arrangement, la ou les autorités qu'il aura chargées de centraliser les demandes des ressortissants de son Etat et de donner suite aux demandes des ressortissants de l'autre Etat.

Article 9.

Le présent arrangement commencera son effet le 9 juillet 1934 et restera en vigueur jusqu'au 31 décembre 1935. Il sera prorogé ensuite par tacite reconduction et chaque fois pour une nouvelle année, à moins qu'il ne soit dénoncé par une des Parties avant le 1^{er} octobre pour la fin de l'année.

Toutefois, en cas de dénonciation, les autorisations accordées en vertu du présent arrangement resteront valables pour la durée pour laquelle elles ont été accordées.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

Monsieur le comte Ehrensvärd,
Ministre de Suède
à Paris.

(Signé) BARTHOU.

Certifiée pour copie conforme :
Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 8 novembre 1934.

Le Chef des Archives :
Torsten Gihl.

II.

LÉGATION DE SUÈDE.

PARIS, le 9 juin 1934.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

En me référant aux négociations qui viennent d'avoir lieu relativement à l'accord à conclure entre la Suède et la France dans le but de faciliter l'admission des stagiaires dans nos deux pays, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement du Roi est disposé à mettre en vigueur l'arrangement suivant, si le Gouvernement de la République veut bien prendre un engagement identique.

ARRANGEMENT

ENTRE LA SUÈDE ET LA FRANCE DANS LE BUT DE FACILITER L'ADMISSION DES STAGIAIRES
DANS LES DEUX PAYS.

Article premier.

Le présent arrangement s'applique aux stagiaires, c'est-à-dire aux ressortissants de l'un des deux pays qui se rendent dans l'autre pays pour une période délimitée afin de s'y perfectionner

quickly as possible. They shall also endeavour to settle as quickly as possible any difficulties which may arise with respect to the admission or stay of student employees.

Article 8.

Each of the two Governments shall communicate to the other Government, within the month following the coming into force of this Arrangement, the names of the competent authority or authorities which it has appointed to centralise applications from its nationals and to deal with applications from nationals of the other State.

Article 9.

The present Arrangement shall begin to take effect as from July 9th, 1934, and shall remain in force up to December 31st, 1935. It shall continue in operation subsequently by tacit renewal from year to year unless it is denounced by one of the Parties before October 1st with effect as from the end of the year.

Nevertheless, in case of denunciation, the permits granted under this Arrangement shall remain valid for the period for which they were granted.

I have the honour to be, etc.

(Signed) BARTHOÜ.

Count Ehrensvärd,
Swedish Minister at Paris.

II.

SWEDISH LEGATION.

PARIS, June 9th, 1934.

YOUR EXCELLENCY,

With reference to the negotiations which have just taken place respecting the agreement to be concluded between Sweden and France with the object of facilitating the admission of student employees into the two countries, I have the honour to inform you that His Majesty's Government are prepared to put the following Arrangement into operation, provided that the Government of the French Republic is willing to give an identical undertaking.

ARRANGEMENT

BETWEEN SWEDEN AND FRANCE TO FACILITATE THE ADMISSION OF STUDENT EMPLOYEES
INTO THE TWO COUNTRIES.

Article 1.

This Arrangement shall apply to student employees, that is to say, to nationals of one of the two countries who go to the other country for a limited period in order there to perfect themselves

dans la langue et dans les usages commerciaux ou professionnels de ce pays, tout en y occupant un emploi dans un établissement industriel ou commercial.

Les stagiaires seront autorisés à occuper un emploi dans les conditions fixées par les articles ci-après sans que la situation du marché du travail dans la profession dont il s'agit puisse être prise en considération.

Article 2.

Les stagiaires peuvent être de l'un ou de l'autre sexe. En principe ils doivent ne pas avoir dépassé l'âge de trente ans.

Article 3.

L'autorisation est donnée en principe pour une année. Elle pourra exceptionnellement être prolongée pour six mois.

Article 4.

Le nombre des autorisations qui seront accordées aux stagiaires de chacun des deux Etats, en vertu du présent arrangement, ne devra pas dépasser 50 par an.

Cette limite sera indépendante du nombre des stagiaires de chacun des deux Etats résidant déjà sur le territoire de l'autre Etat en vertu du présent arrangement. Elle s'appliquera quelle que soit la durée pour laquelle les autorisations délivrées au cours d'une année auront été accordées et pendant laquelle elles auront été utilisées.

Si ce contingent n'était pas atteint au cours d'une année par les stagiaires de l'un des deux Etats, celui-ci ne pourrait pas réduire le nombre des autorisations données aux stagiaires de l'autre Etat, ni reporter sur l'année suivante le reliquat inutilisé de son contingent.

Le maximum de 50 joue pour l'année 1934 jusqu'au 31 décembre 1934. Il joue de même pour chacune des années suivantes du 1^{er} janvier au 31 décembre, s'il n'a pas été modifié en vertu d'un nouvel accord qui devra intervenir sur la proposition de l'un des deux Etats le 1^{er} décembre au plus tard pour l'année suivante.

Article 5.

Les stagiaires ne pourront être admis en France que si les employeurs qui les occuperont s'engagent, envers les autorités compétentes, dès que ces stagiaires rendront des services normaux, à les rémunérer, là où il existe des conventions collectives, d'après le tarif fixé par ces conventions, là où il n'en existe point, d'après les taux normaux et courants de la profession et de la région. Dans les autres cas, les employeurs devront s'engager à leur donner une rémunération correspondant à la valeur de leurs services.

Les stagiaires ne pourront être admis en Suède que si les autorités compétentes sont convaincues, par une enquête entreprise par elles, que les conditions convenues entre les employeurs et les stagiaires garantissent à ceux-ci, dès qu'il rendront des services normaux, une rémunération correspondant là où il existe des conventions collectives, au tarif fixé par ces conventions, là où il n'en existe point, aux taux normaux et courants de la profession et de la région. Dans les autres cas, les stagiaires devront être garantis d'une rémunération correspondant à la valeur de leurs services.

Article 6.

Les stagiaires qui désireront bénéficier des dispositions du présent arrangement devront en faire la demande à l'autorité chargée dans leur Etat de centraliser les demandes des stagiaires pour leur profession. Ils devront donner, dans leur demande, toutes les indications nécessaires et faire connaître, notamment, l'établissement industriel ou commercial dans lequel ils doivent être employés. Il appartiendra à ladite autorité d'examiner s'il y a lieu de transmettre ladite demande à l'autorité correspondante de l'autre Etat en tenant compte du contingent annuel auquel elle

in the language and in the knowledge of the commercial or professional customs of that country, at the same time taking up employment in an industrial or commercial establishment.

Student employees shall be permitted to take up such employment under the conditions laid down in the following Articles, whatever may be the condition of the labour market in the occupation in question.

Article 2.

Student employees may be of either sex. As a general rule they must not be over thirty years of age.

Article 3.

As a general rule permission shall be given for one year. In exceptional cases it may be prolonged for six months.

Article 4.

The number of permits granted to student employees of either State under this Arrangement shall not exceed 50 a year.

This limit shall be exclusive of the number of student employees of each of the two States already resident in the territory of the other State in pursuance of this Arrangement. It shall apply irrespective of the period for which the permits issued in the course of the year have been granted and during which they have been utilised.

If this quota is not reached in the course of a year by the student employees of one of the two States, that State shall not be entitled to reduce the number of permits granted to student employees of the other State, nor to carry over to the following year the unutilised balance of its quota.

This maximum of 50 shall apply for the year 1934 up to December 31st, 1934. It shall apply similarly for every following year from January 1st to December 31st, unless it has been altered in pursuance of a new agreement concluded on the proposal of one of the States not later than December 1st in the preceding year.

Article 5.

Student employees shall not be admitted into France unless the employers who are to employ them give an undertaking to the competent authorities to grant the said student employees, as soon as they render the customary services, remuneration in conformity with the scale fixed by collective agreements where such exist, and in conformity with the normal and customary rates in the occupation and in the district where collective agreements do not exist. In other cases the employers shall undertake to pay student employees remuneration corresponding to the value of their services.

Student employees may only be admitted into Sweden if the competent authorities are satisfied, after enquiry made by them, that the conditions agreed upon between the employers and the student employees guarantee the latter, provided that they render the customary services, remuneration in conformity with the scale fixed by collective agreements where such exist, and in conformity with the normal and customary rates in the occupation and in the district where collective agreements do not exist. In other cases employees must be guaranteed a remuneration corresponding to the value of their services.

Article 6.

Student employees who desire to benefit by the terms of this Arrangement shall make application to the authority appointed in their country to centralise applications for student employees in their occupation. They shall furnish in their application all the necessary information, and shall state particularly the industrial or commercial establishments in which they are to be employed. The said authority shall examine the application to ascertain whether it is necessary to transmit it to the corresponding authority of the other State, taking into consideration the

a droit et de la répartition de ce contingent qu'elle aura arrêtée elle-même entre les diverses professions et de la transmettre, le cas échéant, aux autorités compétentes de l'autre Etat.

Les autorités compétentes des deux Etats feront tout leur possible pour assurer l'instruction des demandes dans le plus court délai.

Article 7.

Les autorités compétentes feront tous leurs efforts pour que les décisions des autorités administratives concernant l'entrée et le séjour des stagiaires admis interviennent d'urgence. Elles s'efforceront également d'aplanir avec la plus grande rapidité les difficultés qui pourraient surgir à propos de l'entrée ou du séjour des stagiaires.

Article 8.

Chacun des deux gouvernements indiquera à l'autre gouvernement, dans le mois qui suivra la mise en vigueur du présent arrangement, la ou les autorités qu'il aura chargées de centraliser les demandes des ressortissants de son Etat et de donner suite aux demandes des ressortissants de l'autre Etat.

Article 9.

Le présent arrangement commencera son effet le 9 juillet 1934 et restera en vigueur jusqu'au 31 décembre 1935. Il sera prorogé ensuite par tacite reconduction et chaque fois pour une nouvelle année, à moins qu'il ne soit dénoncé par une des Parties avant le 1^{er} octobre pour la fin de l'année.

Toutefois, en cas de dénonciation, les autorisations accordées en vertu du présent arrangement resteront valables pour la durée pour laquelle elles ont été accordées.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de la haute considération avec laquelle j'ai l'honneur d'être de Votre Excellence le très humble et très obéissant serviteur.

(u.) Albert EHRENSVÄRD.

Son Excellence
Monsieur Barthou,
Ministre des Affaires étrangères,
Ancien Président du Conseil,
etc., etc., etc.

Certifiée pour copie conforme :
Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 8 novembre 1934.

Le Chef des Archives :
Torsten Gihl.

annual quota to which it is entitled and the allotment of this quota as made by the said authority itself among the various occupations, and shall transmit the application if necessary to the competent authorities of the other State.

The competent authorities of both States shall do their utmost to ensure that applications are dealt with as quickly as possible.

Article 7.

The competent authorities shall do their utmost to ensure that the decisions of the administrative authorities respecting the admission and stay of approved student employees are given as quickly as possible. They shall also endeavour to settle as quickly as possible any difficulties which may arise with respect to the admission or stay of student employees.

Article 8.

Each of the two Governments shall communicate to the other Government, within the month following the coming into operation of this Arrangement, the names of the competent authority or authorities which it has appointed to centralise applications from its nationals and to deal with applications from nationals of the other State.

Article 9.

The present Arrangement shall begin to take effect as from July 9th, 1934, and shall remain in force up to December 31st, 1935. It shall continue in force subsequently by tacit renewal from year to year unless it is denounced by one of the Parties before October 1st with effect as from the end of the year.

Nevertheless, in case of denunciation, the permits granted under this Arrangement shall remain valid for the period for which they were granted.

I have the honour to be, etc.

(Signed) Albert EHRENSVÄRD.

His Excellency
M. Barthou,
Minister for Foreign Affairs,
Former Minister of the Council,
etc., etc., etc.

N° 3542.

**RÉPUBLIQUE ARGENTINE
ET LITHUANIE**

Convention pour l'établissement de
la réciprocité dans le paiement des
indemnités pour accidents du tra-
vail. Signée à Buenos-Ayres, le
20 octobre 1932.

**ARGENTINE REPUBLIC
AND LITHUANIA**

Convention concerning Reciprocity
with respect to the Payment of
Compensation for Industrial Acci-
dents. Signed at Buenos Aires,
October 20th, 1932.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

Nº 3542. — CONVENIO¹ ENTRE LA REPUBLICA ARGENTINA Y LITUANIA PARA EL ESTABLECIMIENTO DE LA RECIPROCIDAD EN EL PAGO DE INDEMNIZACIONES POR ACCIDENTES DEL TRABAJO. FIRMADO EN BUENOS AIRES EL 20 DE OCTUBRE DE 1932.

Textes officiels espagnol, lithuanien et français communiqués par le ministre des Affaires étrangères de la République Argentine. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 13 novembre 1934.

SU EXCELENCIA EL SEÑOR PRESIDENTE DE LA NACIÓN ARGENTINA y SU EXCELENCIA EL SEÑOR PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA DE LITUANIA, animados del deseo de extender el campo de aplicación de la legislación de sus respectivos países en materia de indemnización por accidentes del trabajo, resuelven celebrar al efecto una Convención y nombran por sus Plenipotenciarios, a saber :

SU EXCELENCIA EL SEÑOR PRESIDENTE DE LA NACIÓN ARGENTINA :

a Su Excelencia el Doctor Don Carlos SAAVEDRA LAMAS, Ministro Secretario de Estado en el Departamento de Relaciones Exteriores y Culto ;

SU EXCELENCIA EL SEÑOR PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA DE LITUANIA :

a Su Señoría el General Don Teodoras DAUKANTAS, su Encargado de Negocios en la República Argentina ;

Quienes después de haberse comunicado sus Plenos Poderes de que se hallan investidos, encontrándolos en buena y debida forma, han convenido lo siguiente :

Artículo 1º

En materia de indemnizaciones por accidentes del trabajo ambas Partes Contratantes convienen en asegurar la completa igualdad de tratamiento entre los nacionales de la otra y los de la propia nacionalidad.

Los ciudadanos de Lituania en la Argentina y los ciudadanos argentinos en Lituania gozarán, en cuanto atañe al derecho de trabajar, del tratamiento de la Nación más favorecida.

Artículo 2º

Los herederos o derecho-habientes de un obrero, nacional de una de las Partes Contratantes, víctima de un accidente del trabajo en el territorio de la otra, tendrán derecho a la indemnización

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Buenos-Ayres, le 17 août 1934.

TEXTE LITHUANIEN. — LITHUANIAN TEXT.

N^o 3542. — KONVENCIJA TARP LIETUVOS RESPUBLIKOS IR ARGENTINOS RESPUBLIKOS DĖL INDEMNIZACIJOS UŽ NELAIMINGUS DARBO ATSITIKIMUS, PASIRASYTA BUENOS AIRES MIESTE 1932 M. SPALIŲ MĖN. 20 DIENĄ.

Spanish, Lithuanian and French official texts communicated by the Minister for Foreign Affairs of the Argentine Republic. The registration of this Convention took place November 13th, 1934.

JO EKSCLENCIJA LIETUVOS RESPUBLIKOS PREZIDENTAS ir JO EKSCLENCIJA ARGENTINOS RESPUBLIKOS PREZIDENTAS, vedami noro savo šalyse išplėsti įstatymų veikimo dirvą indemnizacijos už darbo nelaimingus atsitikimus srityje, nusprendė šitam reikalui sudaryti konvenciją ir paskirė savo Įgaliotinius :

JO EKSCLENCIJA LIETUVOS RESPUBLIKOS PREZIDENTAS :

Generalą Teodorą DAUKANTĄ, Lietuvos Atstovą Argentinai ;

JO EKSCLENCIJA ARGENTINOS RESPUBLIKOS PREZIDENTAS :

Daktarą Carlos SAAVEDRA LAMAS, Užsienih Reikalų ir Kulto Ministerį ;

Kurie, patikrinę savo įgaliojimus ir radę juos gera ir tinkama forma surašytus, sutarė šiuos nuostatus :

I straipsnis.

Indemnizacijos už nelaimingus darbo atsitikimus srityje abi Susitariančios Šalys pasižada užtikrinti visišką lygybę antrosios Šalies piliečiams, kaip kad savosios.

Argentinos piliečiai Lietuvoje ir Lietuvos piliečiai Argentinoje naudosis, kas liečia teisę dirbti didžiausio palankumo kliauzule.

2 straipsnis.

Vienos iš Susitariančiųjų Šalių, darbininko nukentėjusio kitos Šalies teritorijoje, įpėdiniai turės teisę gauti atlyginimą net ir tuomet, jei nelaimingo įvykio metu negyventų Šalies teritorijoje, kurioj

¹ The exchange of ratifications took place at Buenos Aires, August 17th, 1934.

legal correspondiente, aun cuando en el momento del accidente no residieren en el territorio del país en que este hubiera ocurrido. Lo mismo sucederá cuando la víctima o sus herederos o derecho-habientes, posteriormente al accidente llegaren a abandonar el territorio, ya sea de la República de Lituania o de la República Argentina.

Artículo 3º

El presente Convenio se aplicará a los casos de indemnizaciones pendientes cuyo pago no hubiere caducado para los damnificados o sus herederos o derecho-habientes conforme a las disposiciones legales reglamentarias del país en que hubiese ocurrido el accidente.

Artículo 4º

El derecho a la indemnización se resolverá de acuerdo con la legislación del país en cuyo territorio hubiere ocurrido el accidente.

Artículo 5º

Los documentos y actas exigidos en las acciones de indemnización por accidentes del trabajo, por las autoridades de ambas Partes Contratantes, gozarán del beneficio de gratuidad.

Artículo 6º

Les autoridades de Lituania y de la Argentina se prestarán mutuamente sus buenos oficios a fin de facilitar por una y otra parte la ejecución de las leyes relativas a los accidentes del trabajo, especialmente en lo que concierne al aviso a los herederos o derecho-habientes.

Artículo 7º

La presente Convención será ratificada y las ratificaciones canjeadas en Buenos Aires, a la brevedad posible, entrando en vigor para ambos países a los treinta días del canje de las ratificaciones.

Regirá por el término de cinco años y, pasado este periodo, se considerará prorrogada de año en año siempre que no fuera denunciada con un año de anticipación.

En caso de divergencia en su interpretación, prevalecerá el texto francés como texto oficial.

En fe de lo cual, los Plenipotenciarios designados al efecto firman y sellan la presente Convención en dos ejemplares del mismo tenor, redactada en los idiomas castellano, francés y lituano, en Buenos Aires, Capital de la República Argentina a los veinte días del mes de octubre del año mil novecientos treinta y dos.

(L. S.) (Fdo.) Carlos SAAVEDRA LAMAS.

(L. S.) (Fdo.) T. DAUKANTAS.

Es copia :

Luis A. Podesta Costa,

Director general.

tai bus įvykę. Panašiai bus elgiamasi, kai nukentėjęs arba jo įpėdiniai po nelaimės įvykio apleistų ar tai Argentinos ar Lietuvos teritoriją.

3 *straipsnis.*

Šita Konvencija bus taikoma tais indemnizacijos atsitikimais, kurio atlyginimo terminas nepasibaigė indemnizuojamam arba jo įpėdiniams, prisilaikant šalies, kurioj nelaimė įvyko, įstatymų arba taisyklių.

4 *straipsnis.*

Teisė gauti atlyginimą bus sprendžiama prisilaikant šalies įstatymų, kurios teritorijoje nelaimė įvyko.

5 *straipsnis.*

Dokumentai ir aktai reikalingi išgaunant indemnizaciją dėl darbo nelaimingų atsitikimų, abiejų Susitariančiųjų Šalių bus padaromi nemokamai.

6 *straipsnis.*

Argentinos ir Lietuvos valdžios įstaigos tikslu palengvinti vykdymą įstatymų kai dėl nelaimingų atsitikimų darbe pagalbos vienai kitai, ypačiai kas liečia pranešimą įpėdiniams apie nelaimingus atsitikimus.

7 *straipsnis.*

Šita Konvencija bus ratifikuota ir ratifikacijos dokumentų pasikeitimas įvyks Buenos Aires mieste trumpiausiu laiku, įgydama galios abiejoms Šalims trisdešimčiai dienų suėjus nuo ratifikacijos dokumentų pasikeitimo.

Galios penkius metus, tam laikotarpiui išėjus, bus laikoma pratęsta iš metų į metus, tol, kol ji nebus atšaukta, prieš metus išpėjus.

Ginčai, kurie galeėtų kilti sutartį interpretuojant, bus sprendžiami pagal prancūzišką tekstą, kuris yra laikomas oficialus.

Tam paliudyti paskirti Igaliotiniai ją pasirašė ir pridėjo savo antspaudus.

Sudaryta kastyžių, lietuvių ir prancūzų kalbom vienodo turinio dviem egzemplioriais Buenos Aires mieste, Argentinos Respublikos sostinėj tukstantis devyni šimtai trisdešimt antrų metų spalio mėn. 20 dieną.

(L. S.) (Fdo.) Carlos SAAVEDRA LAMAS.

(L. S.) (Fdo.) T. DAUKANTAS.

Es copia :

Luis A. Podesta Costa,

Director general.

N° 3542. — CONVENTION ENTRE LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE ET LA RÉPUBLIQUE DE LITHUANIE POUR L'ÉTABLISSEMENT DE LA RÉCIPROCITÉ DANS LE PAIEMENT DES INDEMNITÉS POUR ACCIDENTS DU TRAVAIL. SIGNÉE A BUENOS-AYRES, LE 20 OCTOBRE 1932.

SON EXCELLENCE MONSIEUR LE PRÉSIDENT DE LA NATION ARGENTINE et SON EXCELLENCE MONSIEUR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LITHUANIE, animés du désir d'étendre le champ d'application de la législation de leurs pays respectifs en matière d'indemnisation pour accidents du travail, décident de célébrer à cet effet une convention et nomment pour leurs plénipotentiaires, savoir :

SON EXCELLENCE MONSIEUR LE PRÉSIDENT DE LA NATION ARGENTINE :

Son Excellence le D^r Carlos SAAVEDRA LAMAS, ministre secrétaire d'Etat au Département des Relations extérieures et du Culte ;

SON EXCELLENCE MONSIEUR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LITHUANIE :

Sa Seigneurie le général Teodoras DAUKANTAS, son chargé d'Affaires près la République Argentine ;

Lesquels, après s'être communiqué les pleins pouvoirs dont ils sont investis, et les ayant trouvés en bonne et due forme, ont convenu ce qui suit :

Article premier.

En matière d'indemnisations pour accidents du travail, les deux Parties contractantes conviennent d'assurer la complète égalité de traitement entre les nationaux de l'autre et ceux de leur propre nationalité.

Les citoyens lithuaniens en Argentine et les citoyens argentins en Lithuanie jouiront, en ce qui concerne le droit de travailler, du traitement de la nation la plus favorisée.

Article II.

Les héritiers ou ayants droit d'un ouvrier, national de l'une des Parties contractantes, victime d'un accident du travail sur le territoire de l'autre, auront droit à l'indemnité légale correspondante, même si, au moment de l'accident, ils ne résidaient pas sur le territoire du pays dans lequel cet accident serait survenu. Il en sera de même quand la victime ou ses héritiers, ou ses ayants droit, postérieurement à l'accident, viendraient à abandonner le territoire, soit de la République de Lithuanie, soit de la République Argentine.

Article III.

La présente convention s'appliquera aux cas d'indemnités pendantes dont le paiement ne serait pas devenu caduc pour les parties lésées ou leurs héritiers ou leurs ayants droit, conformément aux dispositions légales réglementaires du pays dans lequel l'accident serait survenu.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3542. — CONVENTION BETWEEN THE ARGENTINE REPUBLIC AND THE REPUBLIC OF LITHUANIA CONCERNING RECIPROCITY WITH RESPECT TO THE PAYMENT OF COMPENSATION FOR INDUSTRIAL ACCIDENTS. SIGNED AT BUENOS AIRES, OCTOBER 20TH, 1932.

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE ARGENTINE NATION and HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF LITHUANIA, being desirous of extending the scope of application of the legislation of their respective countries with respect to the payment of compensation for industrial accidents, have resolved to conclude a Convention to that effect and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE ARGENTINE NATION :

His Excellency Dr. Carlos SAAVEDRA LAMAS, Minister, Secretary of State in the Department of Foreign Affairs and Public Worship ;

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF LITHUANIA :

General Teodoras DAUKANTAS, his Chargé d'Affaires accredited to the Argentine Republic ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article I.

The two Contracting Parties agree to guarantee the granting by each to the nationals of the other country of full equality of treatment with its own nationals with respect to compensation for industrial accidents.

Citizens of Lithuania in the Argentine Republic and citizens of the Argentine Republic in Lithuania shall be entitled to the treatment accorded to the most-favoured nation in so far as the right to work is concerned.

Article II.

The heirs or surviving dependants of an employee, being a national of one of the Contracting Parties, who sustains an industrial accident in the territory of the other country shall be entitled to the appropriate statutory compensation, even if at the time of the accident they were not resident in the territory of the country where the accident occurred. This provision shall likewise apply if the victim of the accident or his heirs or surviving dependants leave the territory of the Republic of Lithuania or the Argentine Republic, as the case may be, at a date subsequent to the accident.

Article III.

This Convention shall apply to all pending compensation cases in which payment to the victims of the accidents or their heirs or surviving dependants has not lapsed in conformity with the statutory provisions and regulations of the country in which the accident occurred.

¹ Traduction du Bureau international du Travail.

¹ Translation of the International Labour Office.

Article IV.

Le droit à l'indemnisation sera résolu conformément à la législation du pays dans le territoire duquel l'accident serait survenu.

Article V.

Les documents et actes exigés au cours des actions en indemnisation pour accidents du travail par les autorités des deux Parties contractantes jouiront du bénéfice de la gratuité.

Article VI.

Les autorités lithuaniennes et les autorités argentines se prêteront mutuellement leurs bons offices en vue de faciliter pour l'une ou pour l'autre Partie l'exécution des lois relatives aux accidents du travail, spécialement en ce qui concerne l'avis à donner aux héritiers ou aux ayants droit.

Article VII.

La présente convention sera ratifiée, et les ratifications seront échangées à Buenos-Ayres dans le plus bref délai possible, et elle entrera en vigueur pour les deux pays les trente jours qui suivront l'échange des ratifications.

Elle sera valable pour cinq années, et, à l'expiration de cette période, elle sera considérée comme prorogée d'année en année, pourvu qu'elle ne soit pas dénoncée par un préavis d'un an.

En cas de divergences dans son interprétation, le texte français prévaudra comme texte officiel.

En foi de quoi, les plénipotentiaires désignés à cet effet ont signé et scellé la présente convention en deux exemplaires de même teneur, rédigés en langues espagnole, française et lithuanienne, à Buenos-Ayres, capitale de la République Argentine, le vingt du mois d'octobre mil neuf cent trente-deux.

(L. S.) (Fdo.) Carlos SAAVEDRA LAMAS.

(L. S.) (Fdo.) T. DAUKANTAS.

Es copia :

Luis A. Podesta Costa,
Director general.

Article IV.

The claim to compensation shall be adjudicated upon in conformity with the legislation of the country in the territory of which the accident occurred.

Article V.

The documents and papers required by the authorities of the two Contracting Parties for the purpose of industrial accident compensation cases shall be issued free of charge.

Article VI.

The Lithuanian and Argentine authorities shall give one another mutual assistance for the purpose of facilitating the administration by both Parties of the laws relating to industrial accidents, in particular with respect to the giving of notice to heirs and surviving dependants.

Article VII.

This Convention shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Buenos Aires as soon as possible ; the Convention shall come into operation in both countries thirty days after the exchange of the instruments of ratification.

The Convention shall remain in operation for a period of five years, and on the expiry of that period shall be deemed to be renewed from year to year unless it has been denounced with one year's notice.

In the event of a difference of opinion with respect to the interpretation, the French text shall be deemed to be the authentic text.

In faith whereof, their Plenipotentiaries to that end appointed have signed and sealed the present Convention in two identic copies in the Spanish, French and Lithuanian languages, in Buenos Aires, capital of the Argentine Republic, on the twentieth day of October, nineteen hundred and thirty-two.

(L. S.) (*Signed*) Carlos SAAVEDRA LAMAS.

(L. S.) (*Signed*) T. DAUKANTAS.

N° 3543.

**ALLEMAGNE, AUTRICHE,
BELGIQUE, BULGARIE,
DANEMARK, etc.**

Acte additionnel à la Convention internationale signée à Berne le 23 octobre 1924, concernant le transport des marchandises par chemins de fer. Signé à Berne, le 2 septembre 1932.

**GERMANY, AUSTRIA,
BELGIUM, BULGARIA,
DENMARK, etc.**

Additional Act to the International Convention signed at Berne on October 23rd, 1924, concerning the Traffic of Goods by Rail. Signed at Berne, September 2nd, 1932.

N^o 3543. — ACTE ADDITIONNEL¹ A LA CONVENTION² INTERNATIONALE SIGNÉE A BERNE LE 23 OCTOBRE 1924 ET CONCERNANT LE TRANSPORT DES MARCHANDISES PAR CHEMINS DE FER (C. I. M.). SIGNÉ A BERNE, LE 2 SEPTEMBRE 1932.

Texte officiel français communiqué par le Conseil fédéral suisse et le ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas. L'enregistrement de cet acte a eu lieu le 14 novembre 1934.

L'ALLEMAGNE, L'AUTRICHE, LA BELGIQUE, LA BULGARIE, LE DANEMARK, LA VILLE LIBRE DE DANTZIG, L'ESTONIE, LA FRANCE, LA HONGRIE, L'ITALIE, LA LETTONIE, LE LIECHTENSTEIN, LE LUXEMBOURG, LA NORVÈGE, LES PAYS-BAS, LA POLOGNE, LA ROUMANIE, LA SUÈDE, LA SUISSE, LA TCHÉCOSLOVAQUIE, LA TURQUIE et LA YOUGOSLAVIE, considérant :

Que la situation monétaire et économique actuelle est de nature à rendre nécessaire le maintien des dispositions transitoires, objet du chapitre II du Protocole de signature de la

¹ *Dépôt des ratifications à Berne :*

TCHÉCOSLOVAQUIE	21 septembre 1932.
SUISSE	30 septembre 1932.
LETONIE	3 octobre 1932.
ITALIE	11 octobre 1932.
SUÈDE	17 octobre 1932.
NORVÈGE	20 octobre 1932.
SARRE	23 novembre 1932.
DANEMARK	24 novembre 1932.
BELGIQUE	9 décembre 1932.
ESTONIE	13 décembre 1932.
HONGRIE	9 janvier 1933.
LIECHTENSTEIN	12 janvier 1933.
LUXEMBOURG	19 mai 1933.
ALLEMAGNE	14 septembre 1933.
PAYS-BAS	24 octobre 1933.
POLOGNE	19 décembre 1933.
VILLE LIBRE DE DANTZIG	19 décembre 1933.
YOUGOSLAVIE	5 mars 1934.
ROUMANIE	25 juillet 1934.
TURQUIE	26 juillet 1934.
AUTRICHE	30 octobre 1934.

Adhésions :

FINLANDE	15 novembre 1932.
GRÈCE	26 novembre 1932.
ESPAGNE	23 mars 1933.

² Vol. LXXVII, page 367 ; Vol. C, page 248 ; vol. CXVII, page 186 ; et vol. CLII, page 296, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3543. — ADDITIONAL ACT² TO THE INTERNATIONAL CONVENTION³ SIGNED AT BERNE ON OCTOBER 23RD, 1924, CONCERNING THE TRAFFIC OF GOODS BY RAIL (C. I. M.). SIGNED AT BERNE, SEPTEMBER 2ND, 1932.

French official text communicated by the Swiss Federal Council and by the Netherlands Minister for Foreign Affairs. The registration of this Act took place November 14th, 1934.

GERMANY, AUSTRIA, BELGIUM, BULGARIA, DENMARK, THE FREE CITY OF DANZIG, ESTONIA, FRANCE, HUNGARY, ITALY, LATVIA, LIECHTENSTEIN, LUXEMBURG, NORWAY, THE NETHERLANDS, POLAND, ROUMANIA, SWEDEN, SWITZERLAND, CZECHOSLOVAKIA, TURKEY, and YUGOSLAVIA ;

Considering that the present monetary and economic situation is such as to necessitate the continuance in force of the temporary provisions which form the subject of Chapter II of the Protocol

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² *Deposit of ratifications at Berne :*

CZECHOSLOVAKIA	September 21st, 1932.
SWITZERLAND	September 30th, 1932.
LATVIA	October 3rd, 1932.
ITALY	October 11th, 1932.
SWEDEN	October 17th, 1932.
NORWAY	October 20th, 1932.
SAAR	November 23rd, 1932.
DENMARK	November 24th, 1932.
BELGIUM	December 9th, 1932.
ESTONIA	December 13th, 1932.
HUNGARY	January 9th, 1933.
LIECHTENSTEIN	January 12th, 1933.
LUXEMBURG	May 19th, 1933.
GERMANY	September 14th, 1933.
THE NETHERLANDS	October 24th, 1933.
POLAND	December 19th, 1933.
FREE CITY OF DANZIG	December 19th, 1933.
YUGOSLAVIA	March 5th, 1934.
ROUMANIA	July 25th, 1934.
TURKEY	July 26th, 1934.
AUSTRIA	October 30th, 1934.

Accessions :

FINLAND	November 15th, 1932.
GREECE	November 26th, 1932.
SPAIN	March 23rd, 1933.

³ Vol. LXXVII, page 367 ; Vol. C, page 248 ; Vol. CXVII, page 187 ; and Vol. CLII, page 296, of this Series.

Convention internationale du 23 octobre 1924 concernant le transport des marchandises par chemins de fer (C. I. M.),

Qu'en vertu dudit protocole, ces dispositions transitoires doivent prendre fin le 1^{er} octobre 1932,

Qu'il est par conséquent nécessaire de maintenir lesdites dispositions transitoires jusqu'à l'entrée en vigueur du texte qui résultera de la prochaine Conférence de revision de la C. I. M.,

Ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

L'ALLEMAGNE :

Monsieur W. DANKWORT, conseiller de Légation, chargé d'Affaires d'Allemagne *a. i.* à Berne ;

L'AUTRICHE :

Son Excellence Monsieur M. HOFFINGER, ministre d'Autriche à Berne, et
Monsieur F. JELINEK, conseiller ministériel au Ministère fédéral du Commerce et des Communications ;

LA BELGIQUE :

Monsieur E. DU BOIS, chargé d'Affaires de Belgique *a. i.* à Berne ;

LA BULGARIE :

Monsieur D. MIKOFF, chargé d'Affaires de Bulgarie à Berne ;

LE DANEMARK :

Monsieur le comte E. H. SCHACK, conseiller de Légation, chargé d'Affaires de Danemark *a. i.* à Berne ;

LA VILLE LIBRE DE DANTZIG :

Son Excellence Monsieur J. DE MODZELEWSKI, ministre de Pologne à Berne ;

L'ESTONIE :

Son Excellence Monsieur A. SCHMIDT, ministre d'Estonie en Suisse ;

LA FRANCE :

Son Excellence Monsieur H. DE MARCILLY, ambassadeur de France à Berne ;

LA HONGRIE :

Monsieur A. NÁNÁSSY, conseiller de Gouvernement, inspecteur en chef des Chemins de fer de l'Etat ;

L'ITALIE :

Son Excellence Monsieur G. MARCHI, ministre d'Italie à Berne ;

LA LETTONIE :

Monsieur J. KLAVINŠ-ELLANSKY, consul général de Lettonie à Berne ;

LE LIECHTENSTEIN :

Monsieur E. BECK, chargé d'Affaires de Liechtenstein à Berne ;

LE LUXEMBOURG :

Monsieur J. ELTER, consul de Luxembourg à Lausanne ;

of Signature of the International Convention of October 23rd, 1924, on the Traffic of Goods by Rail (C. I. M.) ;

That, under the said Protocol, the said temporary provisions cease to take effect on October 1st, 1932 ;

And that it is therefore necessary to continue to give effect to the said temporary provisions pending the coming into force of the text which will be adopted by the next Conference for the revision of the C. I. M. ;

Have appointed as their Plenipotentiaries :

GERMANY :

Monsieur W. DANKWORT, Counsellor of Legation, Acting German Chargé d'Affaires at Berne ;

AUSTRIA :

His Excellency Monsieur M. HOFFINGER, Austrian Minister at Berne, and
Monsieur F. JELINEK, Ministerial Counsellor in the Federal Ministry of Commerce and Communications ;

BELGIUM :

Monsieur E. DU BOIS, Acting Belgian Chargé d'Affaires at Berne ;

BULGARIA :

Monsieur D. MIKOFF, Bulgarian Chargé d'Affaires at Berne ;

DENMARK :

Count E. H. SCHACK, Counsellor of Legation, Acting Danish Chargé d'Affaires at Berne ;

THE FREE CITY OF DANZIG :

His Excellency Monsieur J. DE MODZELEWSKI, Polish Minister at Berne ;

ESTONIA :

His Excellency Monsieur A. SCHMIDT, Estonian Minister in Switzerland ;

FRANCE :

His Excellency Monsieur H. DE MARCILLY, French Ambassador at Berne ;

HUNGARY :

Monsieur A. NÁNÁSSY, Government Counsellor, Chief Inspector of State Railways ;

ITALY :

His Excellency Monsieur G. MARCHI, Italian Minister at Berne ;

LATVIA :

Monsieur J. KLAVINŠ-ELLANSKY, Latvian Consul-General at Berne ;

LIECHTENSTEIN :

Monsieur E. BECK, Chargé d'Affaires of Liechtenstein at Berne ;

LUXEMBURG :

Monsieur J. ELTER, Consul of Luxembourg at Lausanne ;

LA NORVÈGE :

Monsieur H. BIRKELAND, conseiller de Légation, chargé d'Affaires de Norvège *a. i.* à Berne ;

LES PAYS-BAS :

Son Excellence Monsieur W. I. DOUDE VAN TROOSTWIJK, ministre des Pays-Bas à Berne ;

LA POLOGNE :

Son Excellence Monsieur J. DE MODZELEWSKI, ministre de Pologne à Berne ;

LA ROUMANIE :

Monsieur V. STATESCO, conseiller économique de la Légation de Roumanie à Berne ;

LA SUÈDE :

Monsieur K. A. BELFRAGE, chargé d'Affaires de Suède *a. i.* à Berne ;

LA SUISSE :

Monsieur H. HUNZIKER, directeur de la Division des Chemins de fer du Département fédéral des Postes et des Chemins de fer ;

LA TCHÉCOSLOVAQUIE :

Monsieur Z. PROCHÁZKA, conseiller de Légation, chargé d'Affaires de Tchécoslovaquie *a. i.* à Berne ;

LA TURQUIE :

Nedim VEYSEL Bey, chargé d'Affaires de Turquie *a. i.* à Berne ;

LA YOUGOSLAVIE :

Monsieur D. MARKOVIĆ, chef du Département commercial au Ministère royal des Communications ;

Lesquels, en présence et avec la participation du délégué de la Commission de Gouvernement du Territoire du Bassin de la Sarre, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

I.

Le délai de quatre ans fixé par les dispositions transitoires qui font l'objet du chapitre II du Protocole de signature de la Convention internationale du 23 octobre 1924 concernant le transport des marchandises par chemins de fer (C. I. M.) est prolongé, à partir du 1^{er} octobre 1932, jusqu'à la date de l'entrée en vigueur du texte qui résultera de la prochaine Conférence de revision de la C. I. M.

II.

Vu l'urgence et les intérêts importants qui sont en jeu, le présent acte entrera en vigueur entre les Etats qui l'auront ratifié, dix jours après la date à laquelle le Gouvernement fédéral suisse aura notifié aux gouvernements intéressés le dépôt des ratifications.

Le présent acte demeure ouvert jusqu'au 15 septembre 1932 à la signature et, après cette date, à l'adhésion des Etats qui participent à la Convention internationale du 23 octobre 1924.

Le Gouvernement suisse se charge de recueillir et de notifier les adhésions et les ratifications.

NORWAY :

Monsieur H. BIRKELAND, Counsellor of Legation, Acting Norwegian Chargé d'Affaires at Berne ;

THE NETHERLANDS :

His Excellency Monsieur W. I. DOUDE VAN TROOSTWIJK, Netherlands Minister at Berne ;

POLAND :

His Excellency Monsieur J. DE MODZELEWSKI, Polish Minister at Berne ;

ROUMANIA :

Monsieur V. STATESCO, Economic Adviser to the Roumanian Legation at Berne ;

SWEDEN :

Monsieur K. A. BELFRAGE, Acting Swedish Chargé d'Affaires at Berne ;

SWITZERLAND :

Monsieur H. HUNZIKER, Director of the Railway Section of the Federal Department of Posts and Railways ;

CZECHOSLOVAKIA :

Monsieur Z. PROCHÁZKA, Counsellor of Legation, Acting Czechoslovak Chargé d'Affaires at Berne ;

TURKEY :

Nedim VEYSEL Bey, Acting Turkish Chargé d'Affaires at Berne ;

YUGOSLAVIA :

Monsieur D. MARKOVIĆ, Head of the Commercial Department in the Royal Ministry of Communications ;

Who, in the presence of and with the participation of the Delegate of the Governing Commission of the Saar Basin Territory, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following :

I.

The period of four years laid down by the temporary provisions which form the subject of Chapter II of the Protocol of Signature of the International Convention of October 23rd, 1924, on the Traffic of Goods by Rail (C. I. M.) is hereby extended from October 1st, 1932, until the date of the coming into force of the text resulting from the next Conference for the revision of the C. I. M.

II.

In view of the urgency of the problem and the important interests at stake, the present Act shall come into force, as between the States which have ratified it, ten days after the date on which the Swiss Federal Government shall have notified the deposit of the ratifications to the Governments concerned.

The present Act shall remain open for signature until September 15th, 1932, and after that date it shall be open for the accession of the States Parties to the International Convention of October 23rd, 1924.

The Swiss Government takes responsibility for receiving and notifying accessions and ratifications.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ci-dessus et le délégué de la Commission de Gouvernement du Territoire du Bassin de la Sarre ont signé le présent acte.

Fait à Berne, le deux septembre mil neuf cent trente-deux, en un seul exemplaire, qui restera déposé dans les archives de la Confédération suisse et dont une expédition authentique sera remise à chacune des Parties.

Pour l'Allemagne :

DANKWORT.

Pour l'Autriche :

HOFFINGER.

D^r F. JELINEK.

Pour la Belgique :

E. DU BOIS.

Pour la Bulgarie :

D. MIKOFF.

Pour le Danemark :

E. H. SCHACK.

Pour la Ville libre de Dantzig :

J. DE MODZELEWSKI.

Pour l'Estonie :

A. SCHMIDT.

Pour la France :

H. DE MARCILLY.

Pour la Hongrie :

D^r NÁNÁSSY.

Pour l'Italie :

G. MARCHI.

Pour la Lettonie :

J. KLAVINŠ-ELLANSKY.

Pour le Liechtenstein :

E. BECK.

Pour le Luxembourg :

Jules ELTER.

Pour la Norvège :

Hersleb BIRKELAND.

Pour les Pays-Bas :

W. DOUDE VAN TROOSTWIJK.

Pour la Pologne :

J. DE MODZELEWSKI.

Pour la Roumanie :

Victor STATESCO.

Pour la Suède :

Kurt A. BELFRAGE.

Pour la Suisse :

HUNZIKER.

Pour la Tchécoslovaquie :

D^r PROCHÁZKA.

Pour la Turquie :

Nedim VEYSEL.

Pour la Yougoslavie :

D^r D. MARKOVIĆ.

*Pour la Commission de Gouvernement du
Territoire du Bassin de la Sarre :*

T. COURTILET.

Pour copie conforme :

Berne, le 13 novembre 1934.

Le Chancelier de la Confédération :

G. Bovet.

Certifié pour copie conforme :

*Le Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères
des Pays-Bas,*

A. M. Snouck Hurgronje.

In faith whereof the above Plenipotentiaries and the Delegate of the Governing Commission of the Saar Basin Territory have signed the present Act.

Done at Berne, on this second day of September, one thousand nine hundred and thirty-two, in a single copy, which shall remain deposited in the archives of the Swiss Confederation, and of which a certified copy shall be communicated to each of the Parties.

For Germany :

DANKWORT.

For Austria :

HOFFINGER.

Dr. F. JELINEK.

For Belgium :

E. DU BOIS.

For Bulgaria :

D. MIKOFF.

For Denmark :

E. H. SCHACK.

For the Free City of Danzig :

J. DE MODZELEWSKI.

For Estonia :

A. SCHMIDT.

For France :

H. DE MARCILLY.

For Hungary :

Dr. NÁNÁSSY.

For Italy :

G. MARCHI.

For Latvia :

J. KLAVINŠ-ELLANSKY.

For Liechtenstein :

E. BECK.

For Luxemburg :

Jules ELTER.

For Norway :

Hersleb BIRKELAND.

For the Netherlands :

W. DOUDE VAN TROOSTWIJK.

For Poland :

J. DE MODZELEWSKI.

For Roumania :

Victor STATESCO.

For Sweden :

Kurt A. BELFRAGE.

For Switzerland :

HUNZIKER.

For Czechoslovakia :

Dr. PROCHÁZKA.

For Turkey :

Nedim VEYSEL.

For Yugoslavia :

Dr. D. MARKOVIĆ.

*For the Governing Commission of the Saar
Basin Territory :*

T. COURTILET.

N° 3544.

ALLEMAGNE, AUTRICHE,
BELGIQUE,
ROYAUME-UNI DE
GRANDE-BRETAGNE
ET D'IRLANDE DU NORD,
DANEMARK, etc.

Convention européenne de radiodif-
fusion, avec plan de Lucerne y
annexé et protocole final. Signés
à Lucerne, le 19 juin 1933.

GERMANY, AUSTRIA,
BELGIUM,
UNITED KINGDOM OF
GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND,
DENMARK, etc.

European Broadcasting Convention,
with Lucerne Plan annexed thereto,
and Final Protocol. Signed at
Lucerne, June 19th, 1933.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
CONVENTION EUROPÉENNE DE RADIODIFFUSION.	
Préambule	136
Article premier. Objets de la convention. Définitions	136
Art. 2. Ratification de la convention	138
3. Adhésion à la convention	138
4. Revision de la convention et du plan	138
5. Modification du plan	140
6. Dénonciation de la convention	140
7. Notification des fréquences fixées par le plan	140
8. Qualité des émissions	142
9. Droits des pays non compris dans la région européenne	142
10. Interférences	142
11. Relations avec l'Union internationale de Radiodiffusion (U. I. R.)	144
12. Application de la Convention internationale des télécommunications de Madrid (1932)	144
13. Mise en vigueur de la convention	146
Formule finale et signatures	146
PLAN DE LUCERNE	
annexé à la Convention européenne de radiodiffusion.	
A. Dispositions générales	148
B. Liste des stations	152
PROTOCOLE FINAL	
annexé à la Convention européenne de radiodiffusion.	
Protocole final et signatures	170

TABLE OF CONTENTS.

	Page
EUROPEAN BROADCASTING CONVENTION.	
Preamble	137
Article 1. Object of the Convention. Definitions	137
2. Ratification of the Convention	139
3. Accession to the Convention	139
4. Revision of the Convention and of the Plan	139
5. Modification of the Plan	141
6. Denunciation of the Convention... ..	141
7. Notification of the Frequencies fixed by the Plan	141
8. Quality of Transmission	143
9. Rights of Countries not included in the European Region	143
10. Interference	143
11. Relations with the International Broadcasting Union (I. B. U.)	145
12. Application of the International Telecommunication Convention of Madrid (1932)	145
13. Entry into Force of the Convention	147
Final Provisions and Signatures	147
LUCERNE PLAN	
annexed to the European Broadcasting Convention.	
A. General Dispositions	149
B. List of Stations	153
FINAL PROTOCOL	
annexed to the European Broadcasting Convention.	
Final Protocol and Signatures	171

N^o 3544. — CONVENTION¹ EUROPÉENNE DE RADIODIFFUSION CONCLUE ENTRE LES GOUVERNEMENTS DES PAYS SUIVANTS : ALLEMAGNE ; AUTRICHE ; BELGIQUE ; ÉTAT DE LA CITÉ DU VATICAN ; CONFÉDÉRATION SUISSE ; DANEMARK ; VILLE LIBRE DE DANTZIG ; ÉGYPTÉ ; ESPAGNE, Y COMPRIS LA ZONE ESPAGNOLE DU MAROC ; ESTONIE ; FRANCE ET ALGÉRIE ; ROYAUME-UNI DE LA GRANDE-BRETAGNE ET DE L'IRLANDE DU NORD ; ÉTAT LIBRE D'IRLANDE ; ISLANDE ; ITALIE, Y COMPRIS LA CYRÉNAÏQUE ET LA TRIPOLITAINE ; LETTONIE ; MAROC ; NORVÈGE ; PALESTINE ; PORTUGAL ; ROUMANIE ; TERRITOIRES DU LEVANT SOUS MANDAT FRANÇAIS (SYRIE ET LIBAN) ; TCHÉCOSLOVAQUIE ; TUNISIE ; TURQUIE ; UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES (U. R. S. S.) ; YOUGOSLAVIE. SIGNÉE A LUCERNE, LE 19 JUIN 1933.

Texte officiel français communiqué par le Conseil fédéral suisse. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 14 novembre 1934.

Les soussignés, plénipotentiaires des gouvernements ci-dessus énumérés, réunis à Lucerne en vertu des dispositions du protocole additionnel² aux actes de la Conférence radiotélégraphique internationale de Madrid (1932) ont, d'un commun accord et sous réserve de ratification, arrêté la convention suivante :

Article premier.

OBJET DE LA CONVENTION. DÉFINITIONS.

§ 1. Les Gouvernements contractants déclarent qu'ils adoptent et qu'ils appliqueront les dispositions de la présente convention et du plan y annexé.

¹ *Dépôt des ratifications à Berne :*

BELGIQUE	3 novembre 1933.
DANEMARK	19 décembre 1933.
TCHÉCOSLOVAQUIE	15 janvier 1934.
EGYPTE	15 janvier 1934.
ÉTAT DE LA CITÉ DU VATICAN	15 janvier 1934.
ISLANDE	8 mars 1934.
ALLEMAGNE	18 mai 1934.
SUISSE	10 juillet 1934.
ESPAGNE	6 novembre 1934.
AUTRICHE	21 décembre 1934.
ESTONIE	25 mars 1935.

² Volume CLI, page 466, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3544. — EUROPEAN BROADCASTING CONVENTION ² CONCLUDED BETWEEN THE GOVERNMENTS OF THE FOLLOWING COUNTRIES: GERMANY; AUSTRIA; BELGIUM; THE VATICAN CITY STATE; THE SWISS CONFEDERATION; DENMARK; THE FREE CITY OF DANZIG; EGYPT; SPAIN, INCLUDING THE SPANISH ZONE OF MOROCCO; ESTONIA; FRANCE AND ALGERIA; THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND; THE IRISH FREE STATE; ICELAND; ITALY, INCLUDING CYRENAICA AND TRIPOLITANIA; LATVIA; MOROCCO; NORWAY; PALESTINE; PORTUGAL; ROUMANIA; THE TERRITORIES OF THE LEVANT UNDER FRENCH MANDATE (SYRIA AND LEBANON); CZECHOSLOVAKIA; TUNIS; TURKEY; THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS (U. S. S. R.); YUGOSLAVIA. SIGNED AT LUCERNE, JUNE 19TH, 1933.

French official text communicated by the Swiss Federal Council. The registration of this Convention took place November 14th, 1934.

The undersigned, Plenipotentiaries of the Governments enumerated above, meeting at Lucerne in accordance with the provisions of the Additional Protocol ³ to the Acts of the International Radiotelegraph Conference of Madrid (1932), have with one accord and subject to ratification drawn up the following Convention.

Article I.

OBJECT OF THE CONVENTION. DEFINITIONS.

§ 1. The contracting Governments declare that they adopt and will apply the provisions of the present Convention and of the Plan annexed thereto.

¹ Traduction du Foreign Office de Sa Majesté britannique.

¹ Translation of His Britannic Majesty's Foreign Office.

² *Deposit of ratifications at Berne :*

BELGIUM	November 3rd, 1933.
DENMARK	December 19th, 1933.
CZECHOSLOVAKIA	January 15th, 1934.
EGYPT	January 15th, 1934.
VATICAN CITY STATE	January 15th, 1934.
ICELAND	March 8th, 1934.
GERMANY	May 18th, 1934.
SWITZERLAND	July 10th, 1934.
SPAIN	November 6th, 1934.
AUSTRIA	December 21st, 1934.
ESTONIA	March 25th, 1935.

³ Volume CLI, page 467, of this Series.

§ 2. Ces gouvernements s'engagent à ne pas installer ni mettre en service, dans les bandes prévues dans le plan, des stations de radiodiffusion autres que celles mentionnées dans le plan, sauf dans les conditions prévues à l'article 5 ci-après.

§ 3. Jusqu'à la date d'entrée en vigueur de la présente convention, les Gouvernements contractants prennent l'engagement de n'apporter dans leurs services de radiocommunication aucun changement de nature à empêcher l'application stricte et intégrale du plan.

§ 4. La « région européenne » dans laquelle est applicable la présente convention est définie au nord et à l'ouest par les limites naturelles de l'Europe, à l'est par le méridien 40° est de Greenwich et au sud par le parallèle 30° nord, de façon à englober la partie occidentale de l'U. R. S. S. et les territoires bordant la Méditerranée, à l'exception des parties de l'Arabie et du Hedjaz qui se trouvent comprises dans ce secteur.

§ 5. Dans la présente convention :

Le mot « Administration » désigne l'Administration gouvernementale d'un pays contractant de la région européenne, dont relève l'exploitation technique du service de radiodiffusion ;

Les mots « Bureau de l'Union » désignent le Bureau de l'Union internationale des télécommunications.

Article 2.

RATIFICATION DE LA CONVENTION.

La présente convention sera ratifiée par les gouvernements signataires et les ratifications seront déposées, par la voie diplomatique, dans le plus bref délai possible, aux archives du Gouvernement de la Confédération suisse. Celui-ci notifiera aux autres gouvernements signataires les ratifications au fur et à mesure de leur réception.

Article 3.

ADHÉSION A LA CONVENTION.

§ 1. Le gouvernement d'un pays de la région européenne, non signataire de la présente convention, peut y adhérer avant la date de son entrée en vigueur. Cette adhésion ne doit comporter aucune réserve.

§ 2. L'acte d'adhésion est déposé dans les archives du Gouvernement de la Confédération suisse, qui en donne connaissance à tous les autres Gouvernements contractants.

Article 4.

REVISION DE LA CONVENTION ET DU PLAN.

§ 1. La présente convention est exécutoire jusqu'à la date d'application des décisions qui seront prises par la première Conférence administrative internationale des radiocommunications qui aura lieu après la Conférence de Madrid de 1932.

§ 2. Au cours de cette conférence administrative, ou dans les trois mois suivant sa clôture, les Administrations s'entendront en vue de la réunion d'une nouvelle conférence européenne chargée d'examiner les modifications à apporter à la présente convention.

§ 3. Des conférences administratives européennes pourront avoir lieu en tout temps pour la revision du plan si la demande en est faite par une ou plusieurs Administrations au Bureau de l'Union et si cette demande reçoit l'agrément du tiers des Administrations dans le délai fixé par ledit bureau.

§ 2. These Governments undertake not to instal or to put into operation within the bands mentioned in the Plan any broadcasting stations other than those mentioned in the Plan except under the conditions provided for below in Article 5.

§ 3. Until the date of entry into force of the present Convention, the contracting Governments undertake not to introduce into their broadcasting services any change of a kind likely to prevent the strict and complete application of the Plan.

§ 4. The "European region" within which the present Convention is applicable is defined to the north and west by the natural limits of Europe, to the east by the meridian 40° east of Greenwich and to the south by the parallel of 30° north in such a way as to include the western part of the U. S. S. R. and the territories bordering on the Mediterranean with the exception of those parts of Arabia and the Hedjaz which are included in this area.

§ 5. In the present Convention :

The word "Administration" means the Governmental Administration of a contracting country of the European region which is responsible for the technical operation of a broadcasting service.

The words "Bureau of the Union" mean the Bureau of the International Telecommunication Union.

Article 2.

RATIFICATION OF THE CONVENTION.

The present Convention shall be ratified by the signatory Governments and the ratifications shall be deposited through the diplomatic channel as soon as possible in the archives of the Government of the Swiss Confederation. The latter shall notify the other signatory Governments of such ratifications as and when they are received.

Article 3.

ACCESSION TO THE CONVENTION.

§ 1. The Government of a country of the European region not having signed the present Convention may accede to it before the date of its entry into force. Such an accession shall not include any reservation.

§ 2. The notice of accession shall be deposited in the archives of the Government of the Swiss Confederation, which shall inform all the other contracting Governments thereof.

Article 4.

REVISION OF THE CONVENTION AND OF THE PLAN.

§ 1. The present Convention is valid until the date of application of the decisions which will be taken by the first International Administrative Radiocommunication Conference which shall take place after the Conference of Madrid (1932).

§ 2. In the course of this Administrative Conference or within the three months following its closure the Administrations shall come to an understanding with a view to the meeting of a new European Conference for the purpose of examining modifications to be made to the present Convention.

§ 3. European Administrative Conferences may take place at any time for the revision of the Plan if a request for this is made by one or more Administrations to the Bureau of the Union and if this request receives the consent of a third of the Administrations within the time fixed by the said Bureau.

Toutefois, si aucune des conférences susvisées n'a eu lieu avant le 15 janvier 1936, une conférence administrative se réunira de plein droit immédiatement après cette date.

§ 4. Les dispositions de la présente convention ou du plan y annexé sont respectivement abrogées entre toutes les Parties contractantes à la date de la mise en vigueur d'une nouvelle convention ou d'un nouveau plan.

Article 5.

MODIFICATION DU PLAN.

§ 1. Toute Administration désireuse d'exécuter un changement dans les caractéristiques (fréquence ; puissance, dans le cas d'un maximum spécialement prévu dans la liste des stations du plan ; position géographique ; etc.) d'une des stations du plan, ou d'installer de nouvelles stations de radiodiffusion dans les bandes prévues dans le plan, en avise les Administrations qu'elle juge directement intéressées.

§ 2. Si un accord intervient entre ces Administrations, il est notifié au Bureau de l'Union, qui le porte à la connaissance des autres Administrations.

§ 3. Celles d'entre elles qui jugent que cet accord peut avoir une répercussion défavorable sur leurs services propres ont un délai de 6 semaines, à partir de la date de réception de cette notification, pour faire part de leurs observations par l'entremise du Bureau de l'Union.

Avant l'expiration de ce délai, la mesure projetée ne peut être exécutée.

§ 4. En cas de contestation, ou à défaut d'entente, les Administrations intéressées font appel, conformément à la procédure instituée entre elles, à des organes d'expertise et, s'il y a lieu, de conciliation.

Si aucun accord ne peut intervenir, les prescriptions de l'article 12, § 2, de la présente convention doivent être appliquées.

§ 5. Les paragraphes qui précèdent sont applicables sans préjudice des dispositions de l'alinéa (2) du § 5 de l'article 7 du Règlement général¹ des radiocommunications annexé à la Convention internationale des télécommunications de Madrid (1932).

Article 6.

DÉNONCIATION DE LA CONVENTION.

§ 1. Chaque Gouvernement contractant a le droit de dénoncer la présente convention par une notification adressée, par la voie diplomatique, au Gouvernement de la Confédération suisse et annoncée ensuite par ce gouvernement à tous les autres Gouvernements contractants.

§ 2. Cette dénonciation produit effet à l'expiration du délai d'une année à partir du jour de la réception de sa notification par le Gouvernement de la Confédération suisse.

Article 7.

NOTIFICATION DES FRÉQUENCES FIXÉES PAR LE PLAN.

§ 1. Les modifications de la liste des fréquences résultant de l'application du plan doivent être notifiées au Bureau de l'Union dans le plus bref délai possible.

¹ Volume CLI, page 278, de ce recueil.

Nevertheless, if none of the Conferences envisaged above shall have taken place before the 15th January, 1936, an Administrative Conference shall meet automatically, immediately after that date.

§ 4. The provisions of the present Convention or of the Plan annexed thereto shall be abrogated respectively as between all the Contracting Parties on the date of entry into force of a new Convention or of a new Plan.

Article 5.

MODIFICATION OF THE PLAN.

§ 1. Any Administration desiring to carry out any change in the characteristics (frequency; power, in the case of a maximum specially provided for in the list of stations in the Plan; geographical position; etc.) of one of the stations in the Plan or to instal new broadcasting stations within the bands provided for in the Plan shall inform the Administrations which it considers directly interested.

§ 2. If agreement is reached between these Administrations, it shall be notified to the Bureau of the Union which shall inform the other Administrations thereof.

§ 3. Any of the latter which consider that this agreement may have unfavourable repercussions on their own services shall be allowed a period of six weeks from the date of receipt of such notification to make known their observations through the intermediary of the Bureau of the Union.

Before the expiry of this period, the measure proposed may not be carried out.

§ 4. In case of dispute or in the absence of agreement the interested Administrations shall have recourse, in accordance with the procedure instituted between them, to bodies of experts and, if necessary, to conciliation boards.

If no agreement can be reached, the provisions of Article 12, paragraph 2, of the present Convention shall be applied.

§ 5. The preceding paragraphs are applicable without prejudice to the provisions of sub-paragraph (2) of paragraph 5 of Article 7 of the General Radiocommunication Regulations¹ annexed to the International Telecommunication Convention of Madrid (1932).

Article 6.

DENUNCIATION OF THE CONVENTION.

§ 1. Each contracting Government has the right to denounce the present Convention by a notification addressed through the diplomatic channel to the Government of the Swiss Confederation and made known subsequently by that Government to all the other contracting Governments.

§ 2. This denunciation shall take effect one year after the receipt of notification thereof by the Government of the Swiss Confederation.

Article 7.

NOTIFICATION OF THE FREQUENCIES FIXED BY THE PLAN.

§ 1. Modifications of the list of frequencies resulting from the application of the Plan must be notified to the Bureau of the Union with the least possible delay.

¹ Volume CLI, page 279, of this Series.

§ 2. Les fréquences attribuées par le plan portent comme date de notification à inscrire dans la liste des fréquences la date de signature de la présente convention sous la forme suivante :

19. 6. 33 (Plan de Lucerne).

Article 8.

QUALITÉ DES ÉMISSIONS.

Les Administrations prendront les mesures nécessaires pour :

1^o Assurer le maintien de la fréquence nominale attribuée aux stations de radio-diffusion, suivant les normes admises pour la catégorie d'onde utilisée et conformément aux derniers progrès de la technique ;

2^o Eviter, dans les émissions des stations de radiodiffusion, toute surmodulation susceptible de brouiller d'autres stations ;

3^o Rendre aussi efficace que possible le contrôle international des émissions de radiodiffusion ;

4^o Remédier aussi rapidement que possible aux défauts signalés par les autres Administrations ou ressortant des communications de l'Union internationale de Radio-diffusion, prévues à l'article 11 ci-après.

Article 9.

DROITS DES PAYS NON COMPRIS DANS LA RÉGION EUROPÉENNE.

Les gouvernements soussignés déclarent que la présente convention ne doit léser aucun des droits des pays non compris dans la région européenne.

Article 10.

INTERFÉRENCES.

§ 1. Lorsque l'utilisation d'une fréquence, par une station de radiodiffusion, provoquera des interférences non prévues à la date de signature de la présente convention, les Administrations intéressées s'efforceront de conclure des accords susceptibles d'éliminer ces interférences.

§ 2. Dans ce cas, les dispositions suivantes doivent être observées :

a) Les stations de radiodiffusion placées dans la bande de 240 à 265 kc/s (1250 à 1132 m.) ne devront pas gêner les services non ouverts à la correspondance publique et les services aéronautiques. Ces services s'organiseront pour ne pas brouiller la réception des stations de radiodiffusion placées dans cette bande, dans les limites des territoires nationaux de ces stations.

b) Les stations de radiodiffusion placées dans la bande de 540 à 550 kc/s (556 à 545 m.) ne devront gêner ni les services mobiles dans la bande de 485 à 515 kc/s (619 à 583 m.), ni les services non ouverts à la correspondance publique dans la bande de 515 à 550 kc/s (583 à 545 m.). Les services non ouverts à la correspondance publique s'organiseront pour ne pas brouiller la réception des stations de radiodiffusion ainsi placées dans les limites des territoires nationaux de ces stations.

c) En ce qui concerne les dérogations fixées dans le plan en dehors des bandes énumérées aux deux alinéas précédents, les services autorisés sont privilégiés par rapport au service de radiodiffusion.

d) En cas d'interférence entre les stations de radiodiffusion de l'U. R. S. S., prévues au plan de Lucerne et dont les fréquences sont situées dans les bandes ayant fait l'objet des réserves mentionnées au Protocole final ¹ de Madrid, et les stations des services auxquels

¹ Volume CLI, page 444, de ce recueil.

§ 2. The frequencies assigned by the Plan bear as date of notification to be included in the list of frequencies the date of signature of the present Convention in the following form :

19.6.33 (Lucerne Plan).

Article 8.

QUALITY OF TRANSMISSION.

The Administrations shall take the necessary measures to :

(1) Ensure the maintenance of the nominal frequency attributed to broadcasting stations according to the accepted standards for the category of wave employed and in accordance with the most recent technical progress ;

(2) Avoid in the transmissions of broadcasting stations over modulation capable of interfering with other stations ;

(3) Render as efficient as possible the international control of broadcasting transmissions ;

(4) Remedy as rapidly as possible any defects to which attention is called by the other Administrations or arising out of the communications of the International Broadcasting Union provided for in Article 11 below.

Article 9.

RIGHTS OF COUNTRIES NOT INCLUDED IN THE EUROPEAN REGION.

The undersigned Governments declare that the present Convention shall not infringe any of the rights of the countries not included in the European region.

Article 10.

INTERFERENCE.

§ 1. When the use by a broadcasting station of any frequency causes interference not foreseen on the date of signature of the present Convention, the interested Administrations shall make every effort to conclude agreements with a view to eliminating such interference.

§ 2. In this case, the following provisions shall be observed :

(a) Broadcasting stations placed in the band of 240 to 265 kilocycles per second (1,250 to 1,132 metres) must not interfere with services not open to public correspondence nor with aeronautical services. Such services will be organised so as not to interfere with reception from broadcasting stations in this band, within the limits of the national territories of these broadcasting stations.

(b) Broadcasting stations placed within the band of 540 to 550 kilocycles per second (556 to 545 metres) shall not interfere with mobile services within the band of 485 to 515 kilocycles per second (619 to 583 metres) nor with services not open to public correspondence within the band of 515 to 550 kilocycles per second (583 to 545 metres). Services not open to public correspondence will be organised so as not to interfere with the reception of broadcasting stations thus placed, within the limits of the national territories of these broadcasting stations.

(c) As regards the exceptions laid down in the Plan outside the bands enumerated in the two preceding paragraphs, the authorised services have prior rights over broadcasting services.

(d) In case of interference between the broadcasting station of the U. S. S. R. provided for in the Lucerne Plan the frequencies of which are situated within the bands covered by the reservations contained in the Final Protocol¹ of Madrid and the stations

¹ Volume CLI, page 445, of this Series.

ces bandes sont attribuées, les intéressés seront, dans la recherche des solutions à intervenir, placés sur un pied d'égalité.

Article II.

RELATIONS AVEC L'UNION INTERNATIONALE DE RADIODIFFUSION (U. I. R.).

§ 1. L'U. I. R. est, de préférence, utilisée comme expert pour toutes les questions techniques, relatives à l'application de la présente convention et concernant exclusivement le service de radiodiffusion.

§ 2. Pour que l'U. I. R. puisse exercer ce rôle d'expert, ses statuts doivent permettre, en tout temps, de plein droit et sur leur demande, l'accès dans son sein, avec les mêmes droits que les autres membres, de tous les organismes d'Etat de la région européenne exploitant un service de radiodiffusion.

Ces statuts doivent permettre l'admission avec voix consultative, dans tous les organismes de l'U. I. R., des représentants du Bureau de l'Union et des Administrations non adhérentes à l'U. I. R. qui en manifestent le désir.

§ 3. L'U. I. R. effectue des mesures et des observations périodiques des caractéristiques techniques des stations de radiodiffusion de la région européenne. Elle en communique le résultat à toutes les Administrations, par l'entremise du Bureau de l'Union.

Sur demande d'une Administration, l'U. I. R. effectue également des mesures et observations spéciales et en communique directement le résultat aux intéressés.

En cas de difficultés techniques, les mesures effectuées par l'U. I. R. doivent être prises en considération par les Administrations intéressées.

§ 4. Un accord peut intervenir entre les Administrations, en vue de charger l'U. I. R., par l'intermédiaire du Bureau de l'Union, de l'établissement des travaux destinés à préparer une action collective de ces Administrations. Dans ce cas, les représentants des Administrations, adhérentes ou non à l'U. I. R., prennent part, sur un pied d'égalité, aux réunions de l'organisme auquel l'U. I. R. confie le soin d'établir les travaux en question.

Dans les réunions prévues à l'alinéa précédent, la voix délibérative de chaque pays représenté appartient à l'Administration. Si l'Administration d'un pays n'est pas représentée, la voix délibérative appartient alors à l'entreprise ou au groupe d'entreprises de radiodiffusion dudit pays, lorsque cette entreprise ou ce groupe sont membres de l'U. I. R.

Le rapport, établi par l'organisme de l'U. I. R., est transmis aux Administrations par l'intermédiaire du Bureau de l'Union.

Article 12.

APPLICATION DE LA CONVENTION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS DE MADRID (1932).

§ 1. En ce qui concerne les matières qui ne sont pas réglées dans la présente convention, mais qui se rattachent à son objet, la Convention¹ internationale des télécommunications de Madrid (1932), le Règlement général² des radiocommunications annexé et le Protocole final³ à ce règlement demeurent en vigueur même pour les gouvernements qui, tout en ayant ratifié la présente convention ou y ayant adhéré, n'auront pas signé ou ratifié ces trois actes.

§ 2. En particulier, dans le cas d'un désaccord qui ne peut être réglé d'aucune autre manière, l'application de l'article 15 de la Convention internationale des télécommunications de Madrid (1932) est obligatoire pour les gouvernements qui ont ratifié la présente convention ou qui y ont adhéré.

¹ Volume CLI, page 4, de ce recueil.

² Volume CLI, page 278, de ce recueil.

³ Volume CLI, page 444, de ce recueil.

of services which these bands are assigned, the parties concerned, in their endeavour to reach agreement, shall be placed on a footing of equality.

Article II.

RELATIONS WITH THE INTERNATIONAL BROADCASTING UNION (UNION INTERNATIONALE DE RADIODIFFUSION).

§ 1. The I. B. U. is for preference to be used as the expert body for all technical questions relating to the application of the present Convention and concerning broadcasting services exclusively.

§ 2. In order that the I. B. U. may carry out this expert role, its statutes shall permit any State organisation of the European region carrying out a broadcast service to secure accession at any time as a right and on request and to enjoy equal rights with other members.

These statutes shall permit the admission in an advisory capacity in all the organisations of the I. B. U. of representatives of the Bureau of the Union and of Administrations not members of the I. B. U. which express the desire for such admission.

§ 3. The I. B. U. periodically measures and takes observations upon the technical characteristics of the broadcasting stations of the European region. It communicates the results thereof to all the Administrations through the Bureau of the Union.

On the request of an Administration, the I. B. U. also carries out special measurements and observations and communicates the results thereof directly to the interested parties.

In the case of technical difficulties, the measurements carried out by the I. B. U. shall be taken into consideration by the interested Administrations.

§ 4. An agreement may be concluded between the Administrations with the object of charging the I. B. U. through the intermediary of the Bureau of the Union to undertake work preparatory to collective action by these Administrations. In that case, the representatives of the Administrations, whether members or not of the I. B. U., take part, on a footing of equality, in the meetings of the organisation to which the I. B. U. entrusts the preparatory work.

In the meetings provided for in the preceding paragraph, the vote of each country represented belongs to the Administration. If the Administration of a country is not represented, the vote belongs to the broadcasting undertaking or group of broadcasting undertakings of the said country when such undertaking or such groups are members of the I. B. U.

The report drawn up by the organisation of the I. B. U. shall be transmitted to the Administrations through the intermediary of the Bureau of the Union.

Article 12.

APPLICATION OF THE INTERNATIONAL TELECOMMUNICATION CONVENTION OF MADRID (1932).

§ 1. In regard to the matters which are not regulated by the present Convention but which are bound up with its objects, the International Telecommunication Convention¹ of Madrid (1932) and the General Radiocommunication Regulations² annexed thereto and the Final Protocol³ to these Regulations remain in force even for Governments which, although having ratified the present Convention or having acceded thereto, have not signed or ratified those three documents.

§ 2. In particular, in the event of disagreement which cannot be settled in any other way, the application of Article 15 of the International Telecommunication Convention of Madrid (1932) is binding on Governments which have ratified the present Convention or have acceded thereto.

¹ Volume CLI, page 5, of this Series.

² Volume CLI, page 279, of this Series.

³ Volume CLI, page 445, of this Series.

Article 13.

MISE EN VIGUEUR DE LA CONVENTION.

La présente convention et le plan y annexé entrent en vigueur le 15 janvier 1934, à 00 h. 01 (temps moyen de Greenwich).

En foi de quoi, les plénipotentiaires des gouvernements susindiqués ont signé la convention en un exemplaire qui restera déposé aux archives du Gouvernement de la Confédération suisse et dont une copie sera remise à chaque gouvernement.

Fait à Lucerne, le 19 juin 1933.

Pour l'Allemagne :

Hermann GIESS.

Paul MÜNCH.

D^r Hans HARBICH.

Erhard MAERTENS.

D^r Ing. Kurt APEL.

D^r Ing. Fr. PETZEL.

Pour l'Autriche :

Ing. Hans PFEUFFER.

Pour la Belgique :

R. CORTEIL.

Pour l'Etat de la Cité du Vatican :

Luigi ANGELINI-ROTA.

Pietro SALVIUCCI.

Pour la Confédération suisse :

MURI.

G. KELLER.

E. METZLER.

Pour le Danemark :

Kay CHRISTIANSEN.

C. LERCHE.

Pour la Ville libre de Dantzig :

KRULISZ.

Max GREGOR.

Pour l'Egypte :

E. WEBB.

A. F. ASSAL.

Pour l'Espagne, y compris la Zone espagnole du Maroc :

Ramón Miguel NIETO.

Francisco VIDAL.

Tomás Ferⁿ. QUINTANA.

José M. RIOS.

Pour l'Estonie :

G. JALLAJAS.

Pour la France et l'Algérie :

Jules GAUTIER.

Pierre CAILLAUX.

M. PELLENC.

PICAULT.

LOEB.

Pour le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord :

F. W. PHILLIPS.

A. S. ANGWIN.

F. W. HOME.

C. H. BOYD.

W. A. DUNCAN.

Pour l'Etat libre d'Irlande :

T. S. MUINEACHAIN.

Pour l'Islande :

G. BRIEM.

Pour l'Italie, y compris la Cyrénaïque et la Tripolitaine :

GNEME Giuseppe.

Article 13.

ENTRY INTO FORCE OF THE CONVENTION.

The present Convention and the Plan annexed thereto enter into force on the 15th January, 1934, at one minute after midnight (Greenwich mean time).

In witness thereof the Plenipotentiaries of the Governments hereinafter named have signed the present Convention in a single copy which shall remain in the archives of the Government of the Swiss Confederation and of which a copy shall be delivered to each Government.

Done at Lucerne, this 19th day of June, 1933.

For Germany :

Hermann GIESS.
Paul MÜNCH.
Dr. Hans HARBICH.
Erhard MAERTENS.
Dr. Ing. Kurt APEL.
Dr. Ing. Fr. PETZEL.

For Austria :

Ing. Hans PFEUFFER.

For Belgium :

R. CORTEIL.

For the Vatican City State :

Luigi ANGELINI-ROTA.
Pietro SALVIUCCI.

For the Swiss Confederation :

MURI.
G. KELLER.
E. METZLER.

For Denmark :

Kay CHRISTIANSEN.
C. LERCHE.

For the Free City of Danzig :

KRULISZ.
Max GREGOR.

For Egypt :

E. WEBB.
A. F. ASSAL.

For Spain, including the Spanish Zone of Morocco :

Ramón Miguel NIETO.
Francisco VIDAL.
Tomás Fer^{te}. QUINTANA.
José M. RIOS.

For Estonia :

G. JALLAJAS.

For France and Algeria :

Jules GAUTIER.
Pierre CAILLAUX.
M. PELLENC.
PICAULT.
LOEB.

For the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland :

F. W. PHILLIPS.
A. S. ANGWIN.
F. W. HOME.
C. H. BOYD.
W. A. DUNCAN.

For the Irish Free State :

T. S. MUINEACHAIN.

For Iceland :

G. BRIEM.

For Italy, including Cyrenaica and Tripolitania :

GNEME Giuseppe.

Pour la Lettonie :

B. EINBERGS.

Pour le Maroc :

DUBEAUCLARD.

CHANTON.

Pour la Norvège :

Hermod PETERSEN.

Pour la Palestine :

F. W. PHILLIPS.

Pour le Portugal :

David DE SOUSA PIRES.

Pour la Roumanie :

Ing. T. TANASESCU.

Ing. Georges v. MUNTEANU.

Ing. E. GELES.

Pour les Territoires du Levant sous mandat français (Syrie et Liban) :

E. PICAULT.

Pour la Tchécoslovaquie :

Ing. STRNAD.

D^r KUČERA.

Pour la Tunisie :

M. PELLENC.

Pour la Turquie :

J. CEMAL.

MAZHAR.

Pour l'Union des Républiques soviétiques socialistes :

V. CHOSTAKOVITCH.

Pour la Yougoslavie :

Ing. D. PETROVITCH.

PLAN DE LUCERNE

ANNEXÉ A LA CONVENTION EUROPÉENNE DE RADIODIFFUSION.

A. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

§ 1. Le chiffre relatif à la puissance actuelle indique, pour chaque station, la puissance à la date de signature de la Convention européenne de radiodiffusion.

§ 2. Les stations utilisant une même fréquence sont indiquées d'après l'ordre alphabétique de leur dénomination officielle.

§ 3. Dans le cas où la puissance maxima n'est pas indiquée dans le plan, la puissance non modulée mesurée dans l'antenne ne doit pas dépasser les valeurs suivantes :

- | | |
|--|-----------------------|
| a) Pour les fréquences inférieures à 300 kc/s (ondes supérieures à 1000 m.) | 150 kW ¹ ; |
| b) Pour les fréquences comprises entre 550 et 1100 kc/s (ondes comprises entre 545 et 272,7 m.) | 100 kW ² ; |
| c) Pour les fréquences comprises entre 1100 et 1250 kc/s (ondes comprises entre 272,7 et 240 m.) | 60 kW ; |
| d) Pour les fréquences comprises entre 1250 et 1500 kc/s (ondes comprises entre 240 et 200 m.) | 30 kW. |

¹ Pour la station de Moscou I, la puissance maxima admise est de 500 kW.

² Pour les stations suivantes :

Budapest, Leipzig, Paris P. T. T., Praha I, Rennes P. T. T., Toulouse P. T. T., Wien, la puissance maxima admise est de 120 kW.

For Latvia :
B. EINBERGS.

For Morocco :
DUBEAUCLARD.
CHANTON.

For Norway :
Hermod PETERSEN.

For Palestine :
F. W. PHILLIPS.

For Portugal :
David DE SOUSA PIRES.

For Roumania :
Ing. T. TANASESCU.
Ing. Georges v. MUNTEANU.
Ing. E. GELES.

*For the Territories of the Levant under French
mandate (Syria and Lebanon) :*
E. PICAULT.

For Czechoslovakia :
Ing. STRNAD.
Dr. KUČERA.

For Tunis :
M. PELLENC.

For Turkey :
J. CEMAL.
MAZHAR.

For the Union of Soviet Socialist Republics :
V. CHOSTAKOVITCH.

For Yugoslavia :
Ing. D. PETROVITCH.

LUCERNE PLAN

ANNEXED TO THE EUROPEAN BROADCASTING CONVENTION.

A. GENERAL DISPOSITIONS.

§ 1. The figure giving the actual power indicates, for each station, the power at the date of signature of the present Convention.

§ 2. Stations using the same frequency are indicated in the alphabetical order of their official names.

§ 3. In the case where the maximum power is not indicated in the Plan, the non-modulated power measured in the aerial shall not exceed the following values :

- | | |
|--|-----------------------|
| (a) For frequencies below 300 kc/s (waves above 1,000 m.) . . . | 150 kW ¹ ; |
| (b) For frequencies between 550 and 1,100 kc/s (waves between
545 and 272.7 m.) | 100 kW ² ; |
| (c) For frequencies between 1,100 and 1,250 kc/s (waves between
272.7 and 240 m.) | 60 kW ; |
| (d) For frequencies between 1,250 and 1,500 kc/s (waves between
240 and 200 m.) | 30 kW. |

¹ For the station Moscow I, the maximum power permitted is 500 kW.

² For the following stations :

Budapest, Leipzig, Paris PTT, Prague I, Rennes PTT, Toulouse PTT, Vienna, the maximum power permitted is 120 kW.

Toutefois, la puissance des stations prévues dans le plan ne doit pas dépasser la valeur permettant d'assurer économiquement un service national efficace et de bonne qualité dans les limites du pays considéré.

§ 4. D'autre part, la puissance des stations utilisant des ondes communes est limitée comme suit :

- a) Pour les ondes communes nationales 5 kW ;
- b) Pour les ondes communes internationales du type 1 2 kW ;
- c) Pour les ondes communes internationales du type 2 0,2 kW.

§ 5. Dans le cas où la puissance maxima est indiquée dans la liste des stations du plan, cette puissance sera modifiée après accord des Administrations intéressées si l'expérience, appuyée éventuellement par des mesures, montre que cette modification est utile ou nécessaire. Les modifications de l'espèce doivent être limitées à la valeur qui permet d'éviter les interférences s'il s'agit d'une diminution, à la valeur résultant du § 3, dans le cas d'une augmentation.

§ 6. Les tolérances admissibles pour la fréquence des stations sont fixées comme suit :

- a) Stations utilisant une fréquence exclusive ± 50 cycles/sec. ;
- b) Stations utilisant une fréquence partagée ± 10 cycles/sec. ;
- c) Stations utilisant la fréquence d'une onde commune nationale ± 50 cycles/sec. ;
- d) Stations utilisant la fréquence d'une onde commune internationale, type 1 ± 10 cycles/sec. ;
- e) Stations utilisant la fréquence d'une onde commune internationale, type 2 ± 50 cycles/sec.

Toutefois, une tolérance de ± 10 cycles/sec. est recommandée pour la fréquence des stations visées sous a) et c).

§ 7. On appelle :

- a) « Onde partagée » une onde utilisée par deux ou plusieurs stations spécialement mentionnées dans le plan ;
- b) « Onde commune nationale » une onde exclusive ou partagée attribuée à un pays et que ce pays peut utiliser pour un nombre illimité de stations synchronisées ;
- c) « Onde commune internationale, type 1 » et
« onde commune internationale, type 2 » des ondes utilisées par des stations appartenant à des pays différents et remplissant les conditions fixées aux §§ 4 et 6.

§ 8. Les fréquences mentionnées au plan ne doivent être utilisées que pour le service de radiodiffusion téléphonique. Exceptionnellement, un service de radiodiffusion visuelle peut être admis sur la fréquence attribuée à une station lorsque ce service n'apporte aucune perturbation au fonctionnement des stations voisines.

§ 9. Outre les fréquences prévues pour les stations des pays contractants, le plan comporte également des attributions de fréquences pour les stations des pays non signataires de la Convention européenne de radiodiffusion.

§ 10. Conformément aux dispositions de l'article premier, § 2, de la Convention européenne de radiodiffusion, des modifications ne peuvent être apportées au plan que dans les conditions fixées à l'article 5 de ladite convention.

§ 11. Le Protocole final de la Conférence radioélectrique européenne de Prague (1929) cesse de produire effet à la date d'entrée en vigueur du présent plan.

Nevertheless, the power of stations mentioned in the Plan shall not be greater than is necessary to assure the economical maintenance of an efficient national service of good quality within the limits of the country concerned.

§ 4. On the other hand, the power of stations using common waves is limited as follows :

- (a) For national common waves 5 kW ;
- (b) For international common waves Type 1 2 kW ;
- (c) For international common waves Type 2 0.2 kW.

§ 5. In the case where the maximum power is indicated in the list of stations in the Plan, this power will be modified by agreement between the Administrations concerned, if experience, supported by measurements, shows that this modification is beneficial or necessary. Such modifications shall be limited to a value which in the case of a decrease of power admits of the avoidance of interference or to the value shown in paragraph 3 in the case of an increase of power.

§ 6. The permissible tolerances for the frequency of stations are fixed as follows :

- (a) Stations using an exclusive frequency ± 50 cycles/sec. ;
- (b) Stations using a shared frequency ± 10 cycles/sec. ;
- (c) Stations using the frequency of a national common wave ± 50 cycles/sec. ;
- (d) Stations using the frequency of an international common wave Type 1 ± 10 cycles/sec. ;
- (e) Stations using the frequency of an international common wave Type 2 ± 50 cycles/sec.

Nevertheless, a tolerance of ± 10 cycles/sec. is recommended for the frequency of stations mentioned under (a) and (c).

§ 7. Definitions :

- (a) " Shared wave ", a wave used by two or more stations specially named in the Plan ;
- (b) " National common wave ", an exclusive or shared wave attributed to a country which that country may use for an unlimited number of synchronised stations ;
- (c) " International common wave ", type 1, and
" International common wave ", type 2, waves used by stations belonging to different countries and fulfilling the conditions laid down in §§ 4 and 6.

§ 8. Frequencies mentioned in the Plan must only be used for a telephone broadcasting service. Exceptionally, a visual broadcasting service can be allowed on a frequency assigned to a station on condition that this service does not cause any interference with the working of neighbouring stations.

§ 9. In addition to the frequencies provided for stations of the contracting countries, the Plan also provides for the allocation of frequencies to stations of countries which are not signatories to the European Broadcasting Convention.

§ 10. In conformity with the provisions of Article 1, § 2, of the European Broadcasting Convention, modifications can be made to the Plan only under the conditions fixed in Article 5 of this Convention.

§ 11. The final Protocol of the European Radioelectric Conference of Prague (1929) ceases to have effect on the date of the entry into force of the present Plan.

B. LISTE DES STATIONS

1^o BANDE DE 150 A 300 KC/S (2000 A 1000 M.).

Fré- quence kc/s	Longueur d'onde m	Station	Pays	Puissance en kW antenne		
				actuelle	maximum de jour	de nuit ¹
160	1875	Brasov	Roumanie	1		
167	1796	Radio-Paris Syrie	France Syrie	75 0	20	20
175	1714	Moscou I	U. R. S. S.	500		
183	1639	Ankara Kaunas Madrid I Reykjavik	Turquie Lithuanie Espagne Islande	7 7 0 16	7 30	7 30
191	1571	Zeesen (Allemagne centrale)	Allemagne	60		
200	1500	Daventry (Droitwich)	Grande-Bretagne	25		
208	1442	Minsk	U. R. S. S.	100		
216	1389	Motala	Suède	30		
223	1345	Huizen Kharkov I	Pays-Bas U. R. S. S.	7 20		
230	1304	Warszawa I	Pologne	120		
238	1261	Kalundborg Portugal (Nord) ²	Danemark Portugal	7,5 0	60 20	60 20
245	1224	Leningrad I	U. R. S. S.	100	100	100
253	1186	Oslo ³	Norvège	60	60	60
262	1145	Lahti ⁴	Finlande	40	150	60
271	1107	Moscou II	U. R. S. S.	100	100	100

¹ Applicable une heure après le coucher du soleil au lieu de l'émetteur.² Devra utiliser une antenne dirigée vers le sud et réduire la puissance pendant la nuit en cas de gêne aux services non ouverts à la correspondance publique d'Espagne et de France.³ La Norvège fera tout ce qui lui est possible pour diminuer le champ vers le sud-est sans amoindrir le service national d'Oslo.⁴ Pourra utiliser de nuit une puissance atteignant 150 kW dans le cas où une antenne dirigée vers le nord sera installée.

B. LIST OF STATIONS.

BAND NO. 1: 150 TO 300 KC/S (2,000 TO 1,000 M.).

Frequency kc/s	Wave- length m.	Station	Country	Aerial power in kW		
				Present	Maximum by day	by night ¹
160	1875	Brasov	Roumania	1		
167	1796	Radio-Paris Syrie	France Syria	75 0	20	20
175	1714	Moscow I	U. S. S. R.	500		
183	1639	Ankara Kaunas Madrid I Reykjavik	Turkey Lithuania Spain Iceland	7 7 0 16	7 30	7 30
191	1571	Zeesen (Central Germany)	Germany	60		
200	1500	Daventry (Droitwich)	Great Britain	25		
208	1442	Minsk	U. S. S. R.	100		
216	1389	Motala	Sweden	30		
223	1345	Huizen Kharkov I	Holland U. S. S. R.	7 20		
230	1304	Warsaw I	Poland	120		
238	1261	Kalundborg Portugal (North) ²	Denmark Portugal	7.5 0	60 20	60 20
245	1224	Leningrad I	U. S. S. R.	100	100	100
253	1186	Oslo ³	Norway	60	60	60
262	1145	Lahti ⁴	Finland	40	150	60
271	1107	Moscow II	U. S. S. R.	100	100	100

¹ Applicable one hour after sunset at the transmitter.² Must use an aerial directed towards the south and reduce the power during the night in case of interference with services not open to public correspondence of Spain and of France.³ Norway will do all that she can to reduce the field towards the south-east without diminishing the national service of Oslo.⁴ May use a power at night up to 150 kW. if an aerial directed towards the north is installed.

2^o BANDE DE 300 A 500 KC/S (1000 A 600 M.).

Fré- quence kc/s	Longueur d'onde m	Station	Pays	Puissance en kW antenne		
				actuelle	maximum de jour	de nuit ¹
355	845	Finnmark	Norvège	1	10	5
		Rostov-sur-le-Don	U. R. S. S.	20	20	20
364	824	Smolensk	U. R. S. S.	10	10	10
libre pour la radiogoniométrie						
392	765	Östersund	Suède	0,6	10	5
		Slovaquie ²	Tchécoslovaquie	0	30	15
401	748	Genève ³	Suisse	1,3	1,3	0,5
		Moscou III	U. R. S. S.	100	100	50
413,5	726	Boden	Suède	0,6	10	5
		Voronej	U. R. S. S.	10	10	10
431	696	Oulu ⁴	Finlande	2	5	1,5
¹ Applicable une heure après le coucher du soleil au lieu de l'émetteur. ² Devra utiliser une antenne dirigée vers l'est. ³ Sous condition de ne pas gêner les services non ouverts à la correspondance publique. ⁴ Devra utiliser une antenne dirigée vers le nord. La puissance pourra être augmentée, si l'expérience montre qu'il n'en résulte pas de troubles pour le service maritime.						

3^o BANDE DE 500 A 1500 KC/S (600 A 200 M.).

Fré- quence kc/s	Longueur d'onde m	Station	Pays	Puissance en kW antenne		
				actuelle	maximum de jour	de nuit ¹
519	578,0	Hamar	Norvège	0,7	2	0,5
		Innsbruck ⁴ ou ⁵	Autriche	0,5	2	1
527	569,3	Ljubljana ¹¹	Yougoslavie	5	5	5
		Tampere ²	Finlande	1,2	1	1
		Onde commune finlandaise ²	Finlande	0,5	1	1
536	559,7	Bolzano ³	Italie	1	1	1
		Wilno ²	Pologne	16	16	8

Renvois, v. page 168.

BAND No. 2 : 300 TO 500 KC/S (1,000 TO 600 M.).

Frequency kc/s	Wave- length m.	Station	Country	Aerial power in kW		
				Present	Maximum by day	by night ¹
355	845	Finmark	Norway	1	10	5
		Rostov-on-Don	U. S. S. R.	20	20	20
364	824	Smolensk	U. S. S. R.	10	10	10
Free for direction-finding						
392	765	Östersund	Sweden	0.6	10	5
		Slovakia ²	Czechoslovakia	0	30	15
401	748	Geneva ³	Switzerland	1.3	1.3	0.5
		Moscow III	U. S. S. R.	100	100	50
413.5	726	Boden	Sweden	0.6	10	5
		Voronej	U. S. S. R.	10	10	10
431	696	Oulu ⁴	Finland	2	5	1.5
¹ Applicable one hour after sunset at the transmitter. ² Must use an aerial directed towards the east. ³ On condition that it does not interfere with services not open to public correspondence. ⁴ Must use an aerial directed towards the north. The power may be increased if experience shows that interference with the maritime service is not caused thereby.						

BAND No. 3 : 500 TO 1,500 KC/S (600 TO 200 M.).

Frequency kc/s	Wave- length m.	Station	Country	Aerial power in kW		
				Present	Maximum by day	by night ¹
519	578.0	Hamar	Norway	0.7	2	0.5
		Innsbruck ⁴ or ⁵	Austria	0.5	2	1
527	569.3	Ljubljana ¹¹	Yugoslavia	5	5	5
		Tampere ²	Finland	1.2	1	1
		Finnish Common Wave ²	Finland	0.5	1	1
536	559.7	Bolzano ³	Italy	1	1	1
		Wilno ²	Poland	16	16	8

References, see p. 169.

Fré- quence kc/s	Longueur d'onde m	Station	Pays	Puissance en kW antenne		
				actuelle	maximum de jour	de nuit ¹
546	549,5	Budapest I	Hongrie	18,5	120	120
556	539,6	Beromünster	Suisse	60		
565	531,0	Athlone	Etat libre d'Irlande	60		
		Palermo ⁹	Italie	3	3	3
		Onde commune italienne (Si- cile) ⁹	Italie	0	3	3
574	522,6	Mühlacker	Allemagne	60		
583	514,6	Madona	Lettonie	15		
		Tunis	Tunisie	0		
592	506,8	Wien	Autriche	120		
601	499,2	Athènes	Grèce	0		
		Radio-Maroc	Maroc	6,5		
		Sundsvall	Suède	10		
610	491,8	Firenze	Italie	20		
		Mourmansk	U. R. S. S.	10		
620	483,9	Bruxelles I	Belgique	15		
		Cairo I	Egypte	0	20	20
629	476,9	Lisboa	Portugal	0		
		Skoplje	Yougoslavie	0		
		Trøndelag	Norvège	1,2		
638	470,2	Praha I	Tchécoslovaquie	120		
648	463,0	Lyon P. T. T.	France	15		
		Petrozavodsk	U. R. S. S.	10		
658	455,9	Langenberg	Allemagne	60		
668	449,1	Jérusalem	Palestine	0	20	20
		North Regional	Grande-Bretagne	50		
677	443,1	Sottens	Suisse	25		
686	437,3	Beograd	Yougoslavie	2,5		
695	431,7	Paris P. T. T.	France	7		
704	426,1	Stockholm	Suède	55		
713	420,8	Roma I	Italie	50		
722	415,5	Kiev	U. R. S. S.	100		

Renvois, v. page 168.

Frequency kc/s	Wave-length m.	Station	Country	Aerial power in kW		
				Present	Maximum by day	by night ¹
546	549.5	Budapest I	Hungary	18.5	120	120
556	539.6	Beromünster	Switzerland	60		
565	531.0	Athlone	Irish Free State	60		
		Palermo °	Italy	3	3	3
		Italian Common Wave (Sicily) °	Italy	0	3	3
574	522.6	Mühlacker	Germany	60		
583	514.6	Madona	Latvia	15		
		Tunis	Tunis	0		
592	506.8	Vienna	Austria	120		
601	499.2	Athens	Greece	0		
		Radio-Maroc	Morocco	6.5		
		Sundsvall	Sweden	10		
610	491.8	Florence	Italy	20		
		Murmansk	U. S. S. R.	10		
620	483.9	Brussels I	Belgium	15		
		Cairo I	Egypt	0	20	20
629	476.9	Lisbon	Portugal	0		
		Skoplje	Yugoslavia	0		
		Trondheim	Norway	1.2		
638	470.2	Prague I	Czechoslovakia	120		
648	463.0	Lyons P. T. T.	France	15		
		Petrozavodsk	U. S. S. R.	10		
658	455.9	Langenberg	Germany	60		
668	449.1	Jerusalem	Palestine	0	20	20
		North Regional	Great Britain	50		
677	443.1	Sottens	Switzerland	25		
686	437.3	Belgrade	Yugoslavia	2.5		
695	431.7	Paris P. T. T.	France	7		
704	426.1	Stockholm	Sweden	55		
713	420.8	Rome I	Italy	50		
722	415.5	Kiev	U. S. S. R.	100		

References, see p. 169.

Fré- quence kc/s	Longueur d'onde m	Station	Pays	Puissance en kW antenne		
				actuelle	maximum de jour	de nuit ¹
731	410,4	Sevilla Tallinn	Espagne Estonie	3 20		
740	405,4	München	Allemagne	60		
749	400,5	Marseille P. T. T. Viipuri	France Finlande	5 13		
758	395,8	Katowice	Pologne	12		
767	391,1	Midland Regional (Scottish Regional)	Grande-Bretagne	25		
776	386,6	Stalino Toulouse P. T. T.	U. R. S. S. France	10 2		
785	382,2	Leipzig	Allemagne	120		
795	377,4	Coruña (Santiago) Lwów	Espagne Pologne	0,5 16		
804	373,1	Salonique Scottish Regional (West Re- gional)	Grèce Grande-Bretagne	0 50	20	20
814	368,6	Milano I	Italie	50		
823	364,5	Roumanie	Roumanie	0		
832	360,6	Moscou IV	U. R. S. S.	100		
841	356,7	Berlin	Allemagne	1,5		
850	352,9	Bergen Onde commune norvégienne Sofia ⁴ Valencia	Norvège Norvège Bulgarie Espagne	1 0,7 0 1,5	20	20
859	349,2	Simferopol Strasbourg	U. R. S. S. France	10 12		
868	345,6	Marrakech Poznań	Maroc Pologne	0 1,7	20	20
877	342,1	London Regional	Grande-Bretagne	50		
886	338,6	Graz	Autriche	7		
895	335,2	France (Sud Pyrénées) Helsinki	France Finlande	— 10	10	10
904	331,9	Hamburg Maroc espagnol ²	Allemagne Maroc espagnol	1,5 0		

Renvois, v. page 168.

Frequency kc/s	Wave- length m.	Station	Country	Aerial power in kW		
				Present	Maximum	
					by day	by night ¹
731	410.4	Seville	Spain	3		
		Tallinn	Estonia	20		
740	405.4	Munich	Germany	60		
749	400.5	Marseilles P. T. T.	France	5		
		Viipuri	Finland	13		
758	395.8	Katowice	Poland	12		
767	391.1	Midland Regional (Scottish Regional)	Great Britain	25		
776	386.6	Stalino	U. S. S. R.	10		
		Toulouse P. T. T.	France	2		
785	382.2	Leipzig	Germany	120		
795	377.4	Coruna (Santiago)	Spain	0.5		
		Lwów	Poland	16		
804	373.1	Salonica	Greece	0	20	20
		Scottish Regional (West Regional)	Great Britain	50		
814	368.6	Milan I	Italy	50		
823	364.5	Roumania	Roumania	0		
832	360.6	Moscow IV	U. S. S. R.	100		
841	356.7	Berlin	Germany	1.5		
850	352.9	Bergen	Norway	1		
		Norwegian Common Wave	Norway	0.7		
		Sofia ⁶	Bulgaria	0		
		Valencia	Spain	1.5	20	20
859	349.2	Simferopol	U. S. S. R.	10		
		Strasbourg	France	12		
868	345.6	Marrakech	Morocco	0	20	20
		Poznań	Poland	1.7		
877	342.1	London Regional	Great Britain	50		
886	338.6	Graz	Austria	7		
895	335.2	France (Sth. Pyrenees)	France	—	10	10
		Helsingfors	Finland	10		
904	331.9	Hamburg	Germany	1.5		
		Spanish Morocco ²	Spanish Morocco	0		

References, see p. 169.

Fré- quence kc/s	Longueur d'onde m	Station	Pays	Puissance en kW antenne		
				actuelle	maximum de jour	de nuit ¹
913	328,6	Dnepropetrovsk Limoges P. T. T.	U. R. S. S. France	10 0,5		
922	325,4	Brno	Tchécoslovaquie	32		
932	321,9	Bruxelles II	Belgique	15		
941	318,8	Alger Göteborg	Algérie Suède	12 10		
950	315,8	Breslau	Allemagne	60		
959	312,8	France (Région parisienne) Gomel	France U. R. S. S.	— 1,2		
968	309,9	Grenoble Odessa } ou Tiraspol Oukhta }	France U. R. S. S. U. R. S. S.	20 10 2	20	20
977	307,1	Haifa West Regional (North Ireland Regional)	Palestine Grande-Bretagne	0 50	5	5
986	304,3	Genova Torun ou Kraków	Italie Pologne	10 200 1,7		
995	301,5	Hilversum	Pays-Bas	20		
1004	298,8	Bratislava	Tchécoslovaquie	13,5		
1013	296,2	North National (Midland Regional) Tchernigov	Grande-Bretagne U. R. S. S.	50 10		
1022	293,5	Madrid II	Espagne	3		
1031	291,0	Heilsberg Portugal (Sud)	Allemagne Portugal	60 0		
1040	288,6	Leningrad II Rennes P. T. T. Syrie	U. R. S. S. France Syrie	10 2,5 0	20	20
1050	285,7	Bournemouth (North East Regional) Krasnodar Scottish National	Grande-Bretagne U. R. S. S. Grande-Bretagne	1 10 50		
1059	283,3	Bari	Italie	20		
1068	280,9	Tiraspol (ou Odessa Oukhta)	U. R. S. S.	10		
1077	278,6	Bordeaux P. T. T.	France	12		

Renvois, v. page 168.

Frequency kc/s	Wave- length m.	Station	Country	Aerial power in kW		
				Present	Maximum by day	by night ¹
913	328.6	Dnepropetrovsk Limoges P. T. T.	U. S. S. R. France	10 0.5		
922	325.4	Brno	Czechoslovakia	32		
932	321.9	Brussels II	Belgium	15		
941	318.8	Algiers Göteborg	Algeria Sweden	12 10		
950	315.8	Breslau	Germany	60		
959	312.8	France (Paris Region) Gomel	France U. S. S. R.	— 1.2		
968	309.9	Grenoble Odessa } or Tiraspol Oukhta }	France U. S. S. R. U. S. S. R.	20 10 2	20	20
977	307.1	Haifa West Regional (North Ireland Regional)	Palestine Great Britain	0 50	5	5
986	304.3	Genoa Torun or Cracow	Italy Poland	10 2 or 1.7		
995	301.5	Hilversum	Holland	20		
1004	298.8	Bratislava	Czechoslovakia	13.5		
1013	296.2	North National (Midland Regional) Tchernigov	Great Britain U. S. S. R.	50 10		
1022	293.5	Madrid II	Spain	3		
1031	291.0	Heilsberg Portugal (South)	Germany Portugal	60 0		
1040	288.6	Leningrad II Rennes P. T. T. Syria	U. S. S. R. France Syria	10 2.5 0	20	20
1050	285.7	Bournemouth (North East Regional) Krafsnodar Scottish National	Great Britain U. S. S. R. Great Britain	1 10 50		
1059	283.3	Bari	Italy	20		
1068	280.9	Tiraspol (or Odessa or Oukhta)	U. S. S. R.	10		
1077	278.6	Bordeaux P. T. T.	France	12		

References, see p. 169.

Fré- quence kc/s	Longueur d'onde m	Station	Pays	Puissance en kW antenne		
				actuelle	maximum de jour	de nuit ¹
1086	276,2	Falun Zagreb	Suède Yougoslavie	2 0,7		
1095	274,0	Barcelona Vinnitsa	Espagne U. R. S. S.	7 10		
1104	271,7	Kuldiga Napoli	Lettonie Italie	0 1,5		
1113	269,5	Košice (Uszhorod) Oran ¹⁰	Tchécoslovaquie Algérie	2,6 0		
1122	267,4	Alexandrie I Belfast (North Scottish Regional)	Egypte Grande-Bretagne	0 1	5	5
1131	265,3	Hörby ⁷	Suède	10		
1140	263,2	Torino	Italie	7		
1149	261,1	London National Turquie West National (Scottish National)	Grande-Bretagne Turquie Grande-Bretagne	50 5 50	10	10
1158	259,1	Moravská Ostrava	Tchécoslovaquie	11,2		
1167	257,1	Monte Ceneri	Suisse	15		
1176	255,1	Köbenhavn Malte	Danemark Malte	0,8 0	5	5
1185	253,2	Kharkov II Nice-Corse P. T. T.	U. R. S. S. France	10 0		
1195	251,0	Frankfurt Onde commune allemande	Allemagne Allemagne	17 2		
1204	249,2	Praha II Onde commune tchécoslo- vaque	Tchécoslovaquie Tchécoslovaquie	5 0		
1213	247,3	Lille P. T. T.	France	5		
1222	245,5	Trieste	Italie	10		
1231	243,7	Gleititz Onde commune allemande	Allemagne Allemagne	5 0,25		

Renvois, v. page 168.

Frequency kc/s	Wave- length m.	Station	Country	Aerial power in kW		
				Present	Maximum by day	by night ¹
1086	276.2	Falun Zagreb	Sweden Yugoslavia	2 0.7		
1095	274.0	Barcelona Vinnitsa	Spain U. S. S. R.	7 10		
1104	271.7	Kuldiga Naples	Latvia Italy	0 1.5		
1113	269.5	Košice (Uszhorod) Oran ¹⁰	Czechoslovakia Algeria	2.6 0		
1122	267.4	Alexandria I Belfast (North Scottish Re- gional)	Egypt Great Britain	0 1	5	5
1131	265.3	Hörby ⁷	Sweden	10		
1140	263.2	Turin	Italy	7		
1149	261.1	London National Turkey West National (Scottish National)	Great Britain Turkey Great Britain	50 5 50	10	10
1158	259.1	Moravská Ostrava	Czechoslovakia	11.2		
1167	257.1	Monte Ceneri	Switzerland	15		
1176	255.1	Copenhagen Malta	Denmark Malta	0.8 0	5	5
1185	253.2	Kharkov II Nice-Corsica P. T. T.	U. S. S. R. France	10 0		
1195	251.0	Frankfurt German Common Wave	Germany Germany	17 2		
1204	249.2	Prague II Czechoslovakian Common Wave	Czechoslovakia Czechoslovakia	5 0		
1213	247.3	Lille P. T. T.	France	5		
1222	245.5	Trieste	Italy	10		
1231	243.7	Gleiwitz German Common Wave	Germany Germany	5 0.25		

References, see p. 169.

Fré- quence kc/s	Longueur d'onde m	Station	Pays	Puissance en kW antenne		
				actuelle	maximum de jour	de nuit ¹
1240	241,9	Yougoslavie	Yougoslavie	0		
1249	240,2	Luxembourg	Luxembourg	150		
1258	238,5	Riga	Lettonie	15	10	10
		Roma II *	Italie	0,5	1	1
		San Sebastian	Espagne	3		
1267	236,8	Onde commune allemande	Allemagne	2		
1276	235,1	Varna	Bulgarie	0		
		Onde commune norvégienne	Norvège	0,7		
1285	233,5	Belgique	Belgique	0		
		Grèce du Sud	Grèce	0		
1294	231,8	Linz	Autriche	0,5		
		Salzburg	Autriche	0,5		
1303	230,2	Dantzig	Ville libre de Dantzig	0,5	10	10
		Sombor	Yougoslavie	0	10	10
1312	228,7	Onde commune suédoise	Suède	1,25		
1321	227,1	Budapest II	Hongrie	0,8		
1330	225,6	Onde commune Allemagne du Nord	Allemagne	0,5		
1339	224,0	Montpellier P. T. T.	France	5	5	5
		Pinsk	Pologne	0	5	5
		Onde commune polonaise (Est)	Pologne	0		
1348	222,6	Onde commune internationale, type I				
		Aberdeen	Grande-Bretagne	1		
		Bengasi	Cyrénaïque	0		
		Cairo II	Egypte	0		
		Dublin	Etat libre d'Irlande	1		
		Estonie	Estonie	0		
		France (Sud-ouest)	France	0		
		Königsberg	Allemagne	0,5		
		Lithuanie	Lithuanie	0		
		Lodz	Pologne	1,7		
		Milano II	Italie	4		
		Monaco	Principauté de Monaco	0		
		Norvège	Norvège	0		
		Vorarlberg	Autriche	0		
		Yougoslavie	Yougoslavie	0		

Renvois, v. page 168.

Frequency kc/s	Wave-length m.	Station	Country	Aerial power in kW		
				Present	Maximum	
					by day	by night ¹
1240	241.9	Yugoslavia	Yugoslavia	0		
1249	240.2	Luxemburg	Luxemburg	150		
1258	238.5	Riga	Latvia	15	10	10
		Rome II ⁸	Italy	0.5	1	1
		San Sebastian	Spain	3		
1267	236.8	German Common Wave	Germany	2		
1276	235.1	Varna	Bulgaria	0		
		Norwegian Common Wave	Norway	0.7		
1285	233.5	Belgium	Belgium	0		
		Southern Greece	Greece	0		
1294	231.8	Linz	Austria	0.5		
		Salzburg	Austria	0.5		
1303	230.2	Danzig	Danzig Free City	0.5	10	10
		Sombor	Yugoslavia	0	10	10
1312	228.7	Swedish Common Wave	Sweden	1.25		
1321	227.1	Budapest II	Hungary	0.8		
1330	225.6	North German Common Wave	Germany	0.5		
1339	224.0	Montpelier P. T. T.	France	5	5	5
		Pinsk	Poland	0	5	5
		East Polish Common Wave	Poland	0		
1348	222.6	International Common Wave, Type I				
		Aberdeen	Great Britain	1		
		Benghazi	Cyrenaica	0		
		Cairo II	Egypt	0		
		Dublin	Irish Free State	1		
		Estonia	Estonia	0		
		France (South-West)	France	0		
		Königsberg	Germany	0.5		
		Lithuania	Lithuania	0		
		Lodz	Poland	1.7		
		Milan II	Italy	4		
		Monaco	Principality of Monaco	0		
		Norway	Norway	0		
		Vorarlberg	Austria	0		
		Yugoslavia	Yugoslavia	0		

References, see p. 169.

Fré- quence kc/s	Longueur d'onde m	Station	Pays	Puissance en kW antenne		
				actuelle	maximum de jour	de nuit ¹
1357	221,1	Onde commune italienne Onde commune norvégienne	Italie Norvège	0 0,5		
1366	219,6	Kraków ou Torun	Pologne	1,700 2		
1375	218,2	Onde commune suisse	Suisse	0,5		
1384	216,8	Albanie Warszawa II	Albanie Pologne	0 2		
1393	215,4	France (Centre) Onde commune française	France France	0 0		
1402	214,0	Bulgarie Onde commune suédoise	Bulgarie Suède	0 0,4	5	5
1411	212,6	Bucuresti Onde commune portugaise Onde commune roumaine	Roumanie Portugal Roumanie	12 2 0	12	12
1420	211,3	Onde commune finlandaise Onde commune yougoslave	Finlande Yougoslavie	1,5 0		
1429	209,9	Onde commune internatio- nale, type I Alexandrie II Cork France (Ile-de-France) Klagenfurt Newcastle Norvège Pays-Bas Tripoli Yougoslavie	Egypte Etat libre d'Irlande France Autriche Grande-Bretagne Norvège Pays-Bas Tripolitaine Yougoslavie	0 1 0 0,5 1 0 0 0 0		
1438	208,6	Onde commune hongroise Magyaróvár Miskolc Nyiregyháza Pécs	Hongrie Hongrie Hongrie Hongrie Hongrie	0 1,25 1,25 6,25 1,25	6,2	6,2
1447	207,3	Lithuanie Onde commune espagnole	Lithuanie Espagne	0 1		
1456	206,0	Onde commune française	France	0		
1465	204,8	Onde commune allemande	Allemagne	0		
1474	203,5	Plymouth Onde commune britannique	Grande-Bretagne Grande-Bretagne	0,3 0	5	5

Renvois, v. page 168.

Frequency kc/s	Wave-length m.	Station	Country	Aerial power in kW		
				Present	Maximum by day	by night
1357	221.1	Italian Common Wave Norwegian Common Wave	Italy Norway	0 0.5		
1366	219.6	Cracow or Torun	Poland	1.7 or 2		
1375	218.2	Swiss Common Wave	Switzerland	0.5		
1384	216.8	Albania Warsaw II	Albania Poland	0 2		
1393	215.4	France (Cent.) French Common Wave	France France	0 0		
1402	214.0	Bulgaria Swedish Common Wave	Bulgaria Sweden	0 0.4	5	5
1411	212.6	Bucharest Portuguese Common Wave Roumania Common Wave	Roumania Portugal Roumania	12 2 0	12	12
1420	211.3	Finnish Common Wave Yugoslav Common Wave	Finland Yugoslavia	1.5 0		
1429	209.9	International Common Wave, Type I Alexandria II Cork France (Ile de France) Klagenfurt Newcastle Norway Holland Tripoli Yugoslavia	Egypt Irish Free State France Austria Great Britain Norway Holland Tripolitania Yugoslavia	0 1 0 0.5 1 0 0 0 0		
1438	208.6	Hungarian Common Wave Magyaróvár Miskolc Nyiregyhaza Pécs	Hungary Hungary Hungary Hungary Hungary	0 1.25 1.25 6.25 1.25	6.2	6.2
1447	207.3	Lithuania Spanish Common Wave	Lithuania Spain	0 1		
1456	206.0	French Common Wave	France	0		
1465	204.8	German Common Wave	Germany	0		
1474	203.5	Plymouth British Common Wave	Great Britain Great Britain	0.3 0	5	5

References, see p. 169.

Fré- quence kc/s	Longueur d'onde m	Station	Pays	Puissance en kW antenne		
				actuelle	maximum de jour	de nuit ¹
1483	202,3	Onde commune soviétique	U. R. S. S.	o		
1492	201,1	Onde commune internationale, type 2				
1500	200	Onde commune internationale, type 2				

¹ Applicable une heure après le coucher du soleil au lieu de l'émetteur.

² Devra utiliser une antenne dirigée vers l'intérieur du pays.

³ En cas de gêne aux services mobiles, devra utiliser une antenne dirigée du côté opposé à la mer.

⁴ Devra utiliser une antenne dirigée vers l'intérieur du pays et limiter le rayonnement vers la mer à une valeur non susceptible de gêner le trafic maritime.

⁵ A synchroniser avec Linz et Salzburg sur 1294 kc/s (231,8 m.) si cette station compromet le service maritime.

⁶ Devra utiliser une antenne dirigée vers l'est.

⁷ Devra utiliser une antenne dirigée vers le nord, si la puissance dépasse 60 kW le maximum autorisé pouvant atteindre 100 kW.

⁸ En cas de gêne, devra utiliser une antenne dirigée vers l'est.

⁹ La puissance de Palermo et celle des stations de l'onde commune italienne (Sicile) pourront être portées à 5 kW si la puissance d'Athlone est portée à 100 kW. Dans ce cas, il sera fait usage, par les stations italiennes, d'antennes limitant le rayonnement vers l'Irlande pour éviter de gêner le service de la station d'Athlone.

¹⁰ En cas de gêne pour le service de Napoli, devra utiliser une antenne dirigée vers l'intérieur du pays.

¹¹ En cas de gêne aux services mobiles ou aux services non ouverts à la correspondance publique, devra utiliser une antenne dirigée et réduire sa puissance pendant la nuit.

Vu :

*Le président de la Conférence européenne
des radiocommunications :*

MURI.

LUCERNE, le 19 juin 1933.

Fre- quency kc/s	Wave- length m.	Station	Country	Aerial power in kW		
				Present	Maximum by day	by night ¹
1483	202.3	Soviet Common Wave	U. S. S. R.	o		
1492	201.1	International Common Wave, Type 2				
1500	200	International Common Wave, Type 2.				

¹ Applicable one hour after sunset at the transmitter.

² Must use an aerial directed towards the interior of the country.

³ In case of interference with mobile services, must use an aerial direct away from the sea.

⁴ Must use an aerial directed towards the interior of the country and must limit the radiation towards the sea to a value which is not likely to interfere with maritime traffic.

⁵ To be synchronised with Linz and Salzburg on 1,294 kc/s (231.8 m.), if this station causes interference with the maritime service.

⁶ Must use an aerial directed towards the east.

⁷ Must use an aerial directed towards the north, if the power exceeds 60 kW, the maximum authorised being up to 100 kW.

⁸ In case of interference, must use an aerial directed towards the east.

⁹ The power of Palermo and that of the stations using the Italian common wave (Sicily) may be increased to 5 kW if the power of Athlone is increased to 100 kW. In this case, the Italian stations will use directional aerals, limiting radiation towards Ireland in order to avoid interference with the service of the Athlone station.

¹⁰ In case of interference with the service of Naples, must use an aerial directed towards the interior of the country.

¹¹ In case of interference with the mobile services or with the services not open to public correspondence, must use a directional aerial and reduce its power during the night.

PROTOCOLE FINAL

ANNEXÉ A LA CONVENTION EUROPÉENNE DE RADIODIFFUSION.

Au moment de procéder à la signature de la Convention européenne de radiodiffusion, les plénipotentiaires soussignés prennent acte de la déclaration suivante :

Les plénipotentiaires du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord ainsi que ceux de la Roumanie déclarent formellement que, par leur signature de la Convention européenne de radiodiffusion, leur gouvernement n'accepte pas les dispositions contenues dans l'alinéa *d*) du § 2 de l'article 10 de la convention susdite, dispositions relatives aux interférences entre les stations de radiodiffusion de l'Union des Républiques soviétistes socialistes prévues dans le Plan de Lucerne, et dont les fréquences sont situées dans les bandes ayant fait l'objet des réserves mentionnées au Protocole final de Madrid, et les stations des services auxquels ces bandes sont attribuées.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ci-après ont dressé le présent protocole et ils l'ont signé en un exemplaire qui restera dans les archives du Gouvernement de la Confédération suisse et dont une copie sera remise à chaque gouvernement signataire dudit protocole.

Fait à Lucerne, le 19 juin 1933.

Pour l'Allemagne :

Hermann GIESS.
Paul MÜNCH.
Dr Hans HARBICH.
Erhard MAERTENS.
Dr Ing. Kurt APEL.
Dr Ing. Fr. PETZEL.

Pour l'Autriche :

Ing. Hans PFEUFFER.

Pour la Belgique :

R. CORTEIL.

Pour l'Etat de la Cité du Vatican :

Luigi ANGELINI-ROTA.
Pietro SALVIUCCI.

Pour la Confédération suisse :

MURI.
G. KELLER.
E. METZLER.

Pour le Danemark :

Kay CHRISTIANSEN.
C. LERCHE.

Pour la Ville libre de Dantzig :

KRULISZ.
Max GREGOR.

Pour l'Egypte :

E. WEBB.
A. F. ASSAL.

Pour l'Espagne, y compris la Zone espagnole du Maroc :

Ramón Miguel NIETO.
Francisco VIDAL.
Tomás Fer^{re} QUINTANA.
José M. RIOS.

Pour l'Estonie :

G. JALLAJAS.

Pour la France et l'Algérie :

Jules GAUTIER.
Pierre CAILLAUX.
M. PELLENC.
PICAULT.
LOEB.

FINAL PROTOCOL

ANNEXED TO THE EUROPEAN BROADCASTING CONVENTION.

At the moment of proceeding to the signature of the European Broadcasting Convention, the undersigned Plenipotentiaries take cognisance of the following declaration :

The Plenipotentiaries of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, as well as those of Roumania, formally declare that, by their signature of the European Broadcasting Convention, their Governments do not accept the provisions contained in subsection (d) of § 2 of Article 10 of the said Convention ; these provisions concern interference between broadcasting stations of the Union of Soviet Socialist Republics provided for in the Lucerne Plan, and of which the frequencies are situated within the bands covered by the reservations contained in the Final Protocol of Madrid, and the stations of the services to which those bands were allotted.

In witness whereof, the undermentioned Plenipotentiaries have drawn up the present Protocol, and they have signed it in one copy which shall remain in the archives of the Government of the Swiss Confederation, and of which a copy shall be delivered to each Government signatory to the said Plan.

Done at Lucerne, this 19th day of June, 1933.

For Germany :

Hermann GIESS.
Paul MÜNCH.
Dr. Hans HARBICH.
Erhard MAERTENS.
Dr. Ing. Kurt APEL.
Dr. Ing. Fr. PETZEL.

For Austria :

Ing. Hans PFEUFFER.

For Belgium :

R. CORTEIL.

For the Vatican City State :

Luigi ANGELINI-ROTA.
Pietro SALVIUCCI.

For the Swiss Confederation :

MURI.
G. KELLER.
E. METZLER.

For Denmark :

Kay CHRISTIANSEN.
C. LERCHE.

For the Free City of Danzig :

KRULISZ.
Max GREGOR.

For Egypt :

E. WEBB.
A. F. ASSAL.

For Spain, including the Spanish Zone of Morocco :

Ramón Miguel NIETO.
Francisco VIDAL.
Tomás Fer^r QUINTANA.
José M. RIOS.

For Estonia :

G. JALLAJAS.

For France and Algeria :

Jules GAUTIER.
Pierre CAILLAUX.
M. PELLENC.
PICAULT.
LOEB.

*Pour le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne
et de l'Irlande du Nord :*

F. W. PHILLIPS.

A. S. ANGWIN.

F. W. HOME.

C. H. BOYD.

W. A. DUNCAN.

Pour l'Etat libre d'Irlande :

T. S. MUINEACHAIN.

Pour l'Islande :

G. BRIEM.

*Pour l'Italie, y compris la Cyrénaïque et la
Tripolitaine :*

GNEME Giuseppe.

Pour la Lettonie :

B. EINBERGS.

Pour le Maroc :

DUBEAUCLARD.

CHANTON.

Pour la Norvège :

Hermod PETERSEN.

Pour la Palestine :

F. W. PHILLIPS.

Pour le Portugal :

David DE SOUSA PIRES.

Pour la Roumanie :

Ing. T. TANASESCU.

Ing. Georges V. MUNTEANU

Ing. E. GELES.

*Pour les Territoires du Levant sous mandat
français (Syrie et Liban) :*

E. PICAULT.

Pour la Tchécoslovaquie :

Ing. STRNAD.

Dr KUČERA.

Pour la Tunisie :

M. PELLENC.

Pour la Turquie :

J. CEMAL.

MAZHAR.

*Pour l'Union des Républiques soviétiques
socialistes :*

V. CHOSTAKOVITCH.

Pour la Yougoslavie :

Ing. D. PETROVITCH.

Pour copie conforme :

Berne, le 13 novembre 1934.

Le Chancelier de la Confédération :

G. Bovet.

For the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland :

F. W. PHILLIPS.
A. S. ANGWIN.
F. W. HOME.
C. H. BOYD.
W. A. DUNCAN.

For the Irish Free State :

T. S. MUINEACHAIN.

For Iceland :

G. BRIEM.

For Italy, including Cyrenaica and Tripolitania :

GNEME Giuseppe.

For Latvia :

B. EINBERGS.

For Morocco :

DUBEAUCLARD.
CHANTON.

For Norway :

Hermod PETERSEN.

For Palestine :

F. W. PHILLIPS.

For Portugal :

David DE SOUSA PIRES.

For Roumania :

Ing. T. TANASESCU.
Ing. Georges v. MUNTEANU.
Ing. E. GELES.

For the Territories of the Levant under French mandate (Syria and Lebanon) :

E. PICAULT.

For Czechoslovakia :

Ing. STRNAD.
Dr. KUČERA.

For Tunis :

M. PELLENC.

For Turkey :

J. CEMAL.
MAZHAR.

For the Union of Soviet Socialist Republics :

V. CHOSTAKOVITCH.

For Yugoslavia :

Ing. D. PETROVITCH.

N° 3545.

DANEMARK ET ESTONIE

Echange de notes comportant un accord relatif à la notification réciproque des sentences de condamnation prononcées par les instances judiciaires de l'un des deux pays contre les ressortissants de l'autre, ainsi que des empreintes digitales des condamnés. Tallinn, le 1^{er} novembre 1934.

DENMARK AND ESTONIA

Exchange of Notes constituting an Agreement relating to the Reciprocal Notification of Penal Sentences passed by the Courts of One of the Two Countries against Nationals of the Other, and of the Finger-prints of the Persons sentenced. Tallinn, November 1st, 1934.

N° 3545. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS DANOIS ET ESTONIEN COMPORTANT UN ACCORD¹ RELATIF A LA NOTIFICATION RÉCIPROQUE DES SENTENCES DE CONDAMNATION PRONONCÉES PAR LES INSTANCES JUDICIAIRES DE L'UN DES DEUX PAYS CONTRE LES RESSORTISSANTS DE L'AUTRE, AINSI QUE DES EMPREINTES DIGITALES DES CONDAMNÉS. TALLINN, LE 1^{er} NOVEMBRE 1934.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent du Danemark auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 15 novembre 1934.

I.

LÉGATION ROYALE DE DANEMARK.

TALLINN, le 1^{er} novembre 1934.

MONSIEUR LE MINISTRE,

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de confirmer par la présente à Votre Excellence que le Gouvernement royal danois s'engage à partir du 1^{er} novembre 1934, à la condition de réciprocité, à faire parvenir gratuitement par l'intermédiaire du chef de la Police d'Etat à Copenhague au Ministère de la Justice d'Estonie toutes les sentences de condamnation par rapport à des faits punissables de toute sorte, à l'exception des contraventions, ayant obtenu force de chose jugée, et prononcées par les instances judiciaires du Royaume de Danemark contre les ressortissants de la République d'Estonie, ainsi que les empreintes digitales des condamnés.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma très haute considération.

(Signé) R. KAMPP,

Chargé d'Affaires a. i. de Danemark.

Son Excellence

Monsieur J. Seljamaa,
Ministre des Affaires étrangères,
Tallinn.

Pour copie conforme :

Axel Heilz,
Chef des Archives
au Ministère des Affaires étrangères.

¹ Entré en vigueur le 1^{er} novembre 1934.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3545. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE DANISH AND ESTONIAN GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT² RELATING TO THE RECIPROCAL NOTIFICATION OF PENAL SENTENCES PASSED BY THE COURTS OF ONE OF THE TWO COUNTRIES AGAINST NATIONALS OF THE OTHER, AND OF THE FINGER-PRINTS OF THE PERSONS SENTENCED. TALLINN, NOVEMBER 1ST, 1934.

French official text communicated by the Permanent Delegate of Denmark accredited to the League of Nations. The registration of this Exchange of Notes took place November 15th, 1934.

I.

ROYAL DANISH LEGATION.

TALLINN, November 1st, 1934.

YOUR EXCELLENCY,

By order of my Government, I have the honour by the present note to confirm to Your Excellency that the Royal Danish Government undertakes as from November 1st, 1934, subject to reciprocity, to communicate free of charge, through the Chief of the State Police at Copenhagen to the Ministry of Justice of Estonia, all sentences for offences of every kind (other than minor offences) which have become final and without appeal and which have been pronounced by the Courts of the Kingdom of Denmark against nationals of the Republic of Estonia, together with the finger-prints of the persons so sentenced.

I have the honour to be, etc.

His Excellency
Monsieur J. Seljamaa,
Minister for Foreign Affairs,
Tallinn.

(Signed) R. KAMPP,
Acting Chargé d'Affaires of Denmark.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

² Came into force November 1st, 1934.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

II.

TALLINN, le 1^{er} novembre 1934.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre note en date d'aujourd'hui et de vous confirmer par la présente que le Gouvernement estonien s'engage à partir du 1^{er} novembre 1934, à la condition de réciprocité, à faire parvenir gratuitement par l'intermédiaire du Ministère de la Justice d'Estonie au chef de la Police d'Etat à Copenhague, toutes les sentences de condamnation par rapport à des faits punissables de toute sorte, à l'exception des contraventions, ayant obtenu force de chose jugée et prononcées par les instances judiciaires de la République d'Estonie contre les ressortissants du Royaume de Danemark, ainsi que les empreintes digitales des condamnés.

Veuillez agréer, Monsieur le Chargé d'Affaires, l'assurance de ma haute considération.

(Signé) J. SELJAMAA,

Ministre des Affaires étrangères.

Monsieur R. H. Kampp,
Chargé d'Affaires *a. i.* de Danemark,
Tallinn.

Pour copie conforme :

Axel Heilz,
Chef des Archives
au Ministère des Affaires étrangères.

II.

TALLINN, *November 1st, 1934.*

SIR,

I have the honour to acknowledge receipt of your note of do-day's date and to confirm to you by the present note that the Estonian Government undertakes as from November 1st, 1934, subject to reciprocity, to communicate free of charge, through the Estonian Ministry of Justice to the Chief of the State Police at Copenhagen, all sentences for offences of every kind (other than minor offences) which have become final and without appeal and which have been pronounced by the Courts of the Republic of Estonia against nationals of the Kingdom of Denmark, together with the finger-prints of the persons so sentenced.

I have the honour to be, etc.

(Signed) J. SELJAMAA,
Minister for Foreign Affairs.

Monsieur R. H. Kampp,
Acting Chargé d'Affaires of Denmark,
Tallinn.

N° 3546.

CHILI ET DANEMARK

Echange de notes comportant un arrangement relatif à la protection réciproque des marques de fabrique ou de commerce. Copenhague, le 22 août 1934.

CHILE AND DENMARK

Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Reciprocal Protection of Commercial or Industrial Trade-Marks. Copenhagen, August 22nd, 1934.

N° 3546. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS CHILIEN ET DANOIS COMPORTANT UN ARRANGEMENT RELATIF A LA PROTECTION RÉCIPROQUE DES MARQUES DE FABRIQUE OU DE COMMERCE. COPENHAGUE, LE 22 AOÛT 1934.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent du Danemark auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 22 novembre 1934.

I.

UDENRIGSMINISTERIET.

Ministère des Affaires étrangères.

COPENHAGUE, le 22 août 1934.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous faire connaître que les marques de fabrique ou de commerce appartenant à des ressortissants chiliens jouiront en Danemark, sous réserve de réciprocité, du même droit d'enregistrement et de la même protection que ceux dont jouissent les marques de fabrique ou de commerce appartenant aux ressortissants danois, sous réserve toutefois de l'observation des lois danoises sur l'enregistrement des marques de fabrique ou de commerce.

Les ressortissants chiliens qui n'exercent pas en Danemark le commerce ou l'industrie ne bénéficieront toutefois de la protection de leurs marques de fabrique ou de commerce que dans la mesure et pour le temps où ils jouissent de cette protection en Chili.

Les dispositions de la législation danoise sur les marques de fabrique ou de commerce, prescrivant que le dépôt en vue de l'enregistrement au Danemark d'une marque de fabrique ou de commerce, peut être considéré, par rapport à d'autres dépôts comme ayant eu lieu simultanément avec un dépôt antérieur de la même marque dans un pays étranger, ne s'appliqueront pas aux ressortissants chiliens.

Les susdites dispositions s'appliquent également aux particuliers, ressortissants chiliens, et aux sociétés ou autres associations chiliennes.

Si le Gouvernement chilien accepte les dispositions susmentionnées, il sera convenu que le présent arrangement entrera en vigueur trois mois après la réception de la réponse que vous voudrez bien me faire parvenir et restera exécutoire jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à compter du jour où il aura été dénoncé par l'une ou l'autre des Parties contractantes.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(sign.) P. MUNCH.

A Monsieur H.-L. Wessel,
Ministre du Chili.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3546. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE CHILEAN AND DANISH GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING THE RECIPROCAL PROTECTION OF COMMERCIAL OR INDUSTRIAL TRADE-MARKS. COPENHAGEN, AUGUST 22ND, 1934.

French official text communicated by the Permanent Delegate of Denmark accredited to the League of Nations. The registration of this Exchange of Notes took place November 22nd, 1934.

I.

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.

COPENHAGEN, August 22nd, 1934.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to inform you that trade or commercial marks belonging to Chilean nationals shall, subject to reciprocity, enjoy in Denmark the same registration rights and the same protection as the trade and commercial marks belonging to Danish nationals, subject, however, to the observance of the Danish laws on the registration of trade or commercial marks.

Chilean nationals who do not carry on trade or industry in Denmark shall, however, only benefit by the protection of their trade or commercial marks in so far as and for so long as they enjoy such protection in Chile.

The provisions of the Danish legislation on trade or commercial marks stipulating that the deposit for purposes of registration in Denmark of a trade or commercial mark may be regarded, in respect of other deposits, as having been made simultaneously with an earlier deposit of the same mark in a foreign country, shall not apply to Chilean nationals.

The above provisions shall apply equally to individual Chilean nationals and to Chilean companies or other associations.

If the Chilean Government accepts the provisions mentioned above, it is understood that the present Agreement shall come into force three months after the receipt of your reply and shall remain in force until the expiry of a period of six months from the date upon which either Contracting Party denounces it.

I have the honour to be, etc.

(Signed) P. MUNCH.

To Monsieur H. L. Wessel,
Chilean Minister.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

II.

LEGACION DE CHILE.

Légation du Chili.

COPENHAGUE, le 22 août 1934.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En accusant réception de votre lettre en date du 22 août 1934, concernant l'enregistrement et la protection des droits au Danemark des marques de fabrique ou de commerce appartenant à des ressortissants chiliens, j'ai l'honneur de vous faire connaître que les marques de fabrique ou de commerce appartenant à des ressortissants danois jouiront au Chili, sous réserve de réciprocité, du même droit d'enregistrement et de la même protection que ceux dont jouissent les marques de fabrique ou de commerce appartenant aux ressortissants chiliens, sous réserve toutefois de l'observation des lois chiliennes sur l'enregistrement des marques de fabrique ou de commerce.

Les ressortissants danois qui n'exercent pas au Chili le commerce ou l'industrie ne bénéficieront toutefois de la protection de leurs marques de fabrique ou de commerce que dans la mesure et pour le temps où ils jouissent de cette protection au Danemark.

Il est convenu que les dispositions de la législation danoise sur les marques de fabrique ou de commerce, prescrivant que le dépôt en vue de l'enregistrement au Danemark d'une marque de fabrique ou de commerce peut être considéré par rapport à d'autres dépôts, comme ayant eu lieu simultanément avec un dépôt antérieur de la même marque dans un pays étranger, ne s'appliqueront pas aux ressortissants chiliens, de même que les dispositions analogues ne seront pas appliquées par la législation chilienne aux ressortissants danois.

Les susdites dispositions s'appliquent également aux particuliers ressortissants danois et aux sociétés ou autres associations danoises.

Il est convenu que le présent arrangement entrera en vigueur trois mois après l'échange de notes, et restera exécutoire jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à compter du jour où il aura été dénoncé par l'une ou l'autre des Parties contractantes.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

(sign.) H. L. WESSEL.

Son Excellence

Monsieur le Dr P. Munch,
Ministre des Affaires étrangères,
Copenhague.

Je soussigné certifie par la présente la conformité du texte français avec le texte original.

Copenhague, le 31 octobre 1934.

H. A. Bernhoft,
Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères.

II.

CHILEAN LEGATION.

COPENHAGEN, *August 22nd*, 1934.

YOUR EXCELLENCY,

In acknowledging receipt of your letter of August 22nd, 1934, regarding the registration and protection of the rights in Denmark of trade and commercial marks belonging to Chilean nationals, I have the honour to inform you that trade or commercial marks belonging to Danish nationals shall, subject to reciprocity, enjoy in Chile the same registration rights and the same protection as the trade and commercial marks belonging to Chilean nationals, subject, however, to the observance of the Chilean laws on the registration of trade or commercial marks.

Danish nationals who do not carry on trade or industry in Chile shall, however, only benefit by the protection of their trade or commercial marks in so far as and for so long as they enjoy such protection in Denmark.

It is agreed that the provisions of the Danish legislation on trade or commercial marks stipulating that the deposit for purposes of registration in Denmark of a trade or commercial mark may be regarded, in respect of other deposits, as having been made simultaneously with an earlier deposit of the same mark in a foreign country, shall not apply to Chilean nationals, and that similar provisions shall not be applied by the Chilean legislation to Danish nationals.

The above provisions shall apply equally to individual Danish nationals and to Danish companies or other associations.

It is understood that the present Agreement shall come into force three months after the exchange of notes, and shall remain in force until the expiry of a period of six months from the date upon which either Contracting Party denounces it.

I have the honour to be, etc.

(Signed) H. L. WESSEL.

His Excellency Dr. P. Munch,
Minister for Foreign Affairs,
Copenhagen.

N° 3547.

**ALLEMAGNE
ET UNION ÉCONOMIQUE
BELGO - LUXEMBOURGEOISE**

Arrangement additionnel à l'Accord
commercial provisoire du 4 avril
1925, et protocole final. Signés à
Berlin, le 5 septembre 1934.

**GERMANY
AND ECONOMIC UNION OF
BELGIUM AND LUXEMBURG**

Additional Arrangement to the Pro-
visional Commercial Agreement of
April 4th, 1925, and Final Pro-
tocol. Signed at Berlin, Septem-
ber 5th, 1934.

N^o 3547. — ARRANGEMENT ADDITIONNEL A L'ACCORD ¹ COMMERCIAL PROVISOIRE DU 4 AVRIL 1925 ENTRE L'ALLEMAGNE ET L'UNION ÉCONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE. SIGNÉ A BERLIN, LE 5 SEPTEMBRE 1934.

*Textes officiels français et allemand communiqués par le ministre des Affaires étrangères de Belgique.
L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 22 novembre 1934.*

LES GOUVERNEMENTS BELGE et ALLEMAND sont convenus de ce qui suit :

Article A.

L'annexe IV à l'article 5 de l'Accord commercial provisoire entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et l'Allemagne du 4 avril 1925 est modifiée et complétée dans le sens de l'annexe.

Article B.

1. En présence de la situation anormale créée dans les échanges internationaux de marchandises par la crise économique, les Gouvernements belge et allemand sont convenus, en même temps que de supprimer les dispositions du protocole final relatif à l'article 6 de l'Accord commercial provisoire entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et l'Allemagne du 4 avril 1925, de remplacer le texte dudit article 6 par le texte suivant :

Article 6.

Au cas où l'une des Parties contractantes se trouverait dans l'obligation d'interdire ou de limiter l'importation ou l'exportation de marchandises, elle devra tenir compte, dans une mesure équitable, des intérêts de l'autre Partie.

2. Dès que les Gouvernements contractants estimeront que la crise économique actuelle est surmontée, ils négocieront à nouveau, afin de donner une autre teneur à l'article 6.

Article C.

Le délai de dénonciation prévu au § 17, alinéa 2, de l'Accord commercial provisoire du 4 avril 1925 est réduit à deux mois.

¹ Vol. XXXVII, page 203 ; et vol. XLV, page 171, de ce recueil.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

Nº 3547. — ZUSATZVEREINBARUNG ZU DEM VORLÄUFIGEN HANDELSABKOMMEN² VOM 4. APRIL 1925 ZWISCHEN DEUTSCHLAND UND DER BELGISCH-LUXEMBURGISCHEN WIRTSCHAFTS-UNION. GEZEICHNET IN BERLIN AM 5. SEPTEMBER 1934.

*French and German official texts communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs.
The registration of this Arrangement took place November 22nd, 1934.*

DIE DEUTSCHE und DIE KÖNIGLICH BELGISCHE REGIERUNG haben folgendes vereinbart :

Artikel A.

Die Anlage IV zu Artikel 5 des vorläufigen Handelsabkommens zwischen Deutschland und der Belgisch-Luxemburgischen Wirtschaftsunion vom 4. April 1925 wird in der aus der Anlage ersichtlichen Weise geändert und ergänzt.

Artikel B.

1. Die Deutsche und die Königlich Belgische Regierung sind mit Rücksicht auf die durch die bestehende Wirtschaftskrise verursachte aussergewöhnliche Lage des internationalen Warenaustausches übereingekommen, dem Artikel 6 des vorläufigen Handelsabkommens zwischen Deutschland und der Belgisch-Luxemburgischen Wirtschaftsunion vom 4. April 1925 unter Wegfall der Bestimmungen des Schlussprotokolls zu Artikel 6 folgende neue Fassung zu geben :

Artikel 6.

Für den Fall, dass einer der vertragschliessenden Teile genötigt sein sollte, die Ein- und Ausfuhr von Waren zu verbieten oder zu beschränken, wird er die Interessen des anderen Teils in angemessener Weise berücksichtigen.

2. Sobald die vertragschliessenden Regierungen die bestehende Wirtschaftskrise als überwunden ansehen, werden sie über eine andere Fassung des Artikels 6 erneut verhandeln.

Artikel C.

Die im Artikel 17 Abs. 2 des vorläufigen Handelsabkommens vom 4. April 1925 vorgesehene Kündigungsfrist wird auf 2 Monate abgekürzt.

¹ Vol. XXXVII, page 203 ; and Vol. XLV, page 171, of this Series.

Article D.

Le présent arrangement additionnel forme partie intégrante de l'Accord commercial provisoire du 4 avril 1925. Il devra être ratifié et entrera en vigueur le quinzième jour après l'échange des instruments de ratification, lequel aura lieu à Bruxelles.

Les Parties contractantes appliqueront toutefois l'arrangement additionnel provisoirement déjà avant l'échange des instruments de ratification, et ce à partir du 20 septembre 1934, à l'exception de la disposition du chiffre 3, 3 de l'annexe à l'article A, qui sera déjà appliquée provisoirement à la date du 15 septembre 1934.

Fait en double exemplaire, en français et en allemand, à Berlin, le 5 septembre 1934.

(s) Eg. GRAEFFE.

(s) H. FLACH.

ANNEXE A L'ARTICLE A.

Numéros du tarif douanier allemand	Désignation des marchandises	Taux du droit par quintal métrique RM.
---	------------------------------	---

1. Dans la position ex 26 figurant à l'article premier, alinéa *b*), du quatrième arrangement additionnel du 10 mai 1933, le droit de douane « 2 » est à remplacer par « 0,80 ».

2. Dans la position ex 33, le § 6 (épinards en feuilles) est à supprimer.

3. La position ex 38 est à modifier comme suit :

1^o Dans le § 1^{er} (plantes en pots), subdivision 2 (lauriers), au lieu du droit de douane « 20 » mettre « 10 ».

2^o Dans le § 3 (rosiers) au lieu du droit de douane « 42 » mettre « 25 » et ajouter la note suivante :

Note. Le droit conventionnel de 25 RM. par quintal métrique n'est applicable qu'à une quantité annuelle de 25 quintaux métriques. Il n'est valable que s'il a été garanti, après due entente entre les Parties contractantes, que les rosiers :

a) Ont été cultivés dans le Luxembourg ;

b) Ne sont vendus aux acheteurs allemands qu'à des prix qui, franco frontière et droits de douane compris, ne sont pas inférieurs aux prix minima fixés en Allemagne par la loi pour des rosiers de qualité équivalente, et que

c) Aucun envoi n'est destiné à des administrations publiques ou à des grands magasins de vente au détail (*Warenhäuser*).

Le bénéfice du droit conventionnel est subordonné à la production par l'importateur, lors du dédouanement de chaque envoi destiné au commerce libre, d'un certificat émanant d'un organisme luxembourgeois attestant que l'expéditeur s'est engagé à observer les conditions reprises à l'alinéa 1, *a)* à *c)*.

Les Parties contractantes se mettront d'accord au sujet des organismes chargés de la délivrance des certificats et quant à la forme de ceux-ci.

Artikel D.

Diese Zusatzvereinbarung bildet einen wesentlichen Bestandteil des vorläufigen Handelsabkommens vom 4. April 1925. Sie soll ratifiziert werden und tritt am 15. Tage nach dem Austausch der Ratifikationsurkunden, der in Brüssel erfolgen soll, in Kraft.

Die vertragschliessenden Teile werden die Zusatzvereinbarung jedoch bereits vor dem Austausch der Ratifikationsurkunden mit Wirkung vom 20. September 1934 ab vorläufig anwenden mit Ausnahme der Bestimmung in Ziffer 3, 3 der Anlage zu Artikel A, die bereits mit Wirkung vom 15. September 1934 ab vorläufig angewendet wird.

In doppelter Urschrift ausgefertigt in deutsch und französisch in Berlin am 5. September 1934.

H. FLACH.

Eg. GRAEFFE.

ANLAGE ZU ARTIKEL A.

Nummer des deutschen Zolltarifs	Benennung der Gegenstände	Zollsatz für 1 dz RM
---------------------------------------	---------------------------	----------------------------

1. In der Nr. aus 26 in der Fassung des Artikels 1 unter b) der Vierten Zusatzvereinbarung vom 10. Mai 1933 ist der Zollsatz „2“ zu ändern in „0,80“.

2. In der Nr. aus 33 ist Abs. 6 (Blätterspinat) zu streichen.

3. Die Nr. aus 38 ist wie folgt zu ändern :

1. in Abs. 1 (Pflanzen in Töpfen) Unterabs. 2 (Lorbeerbäume) ist statt des Zollsatzes „20“ zu setzen „10“ ;

2. in Abs. 3 (Rosen) ist statt des Zollsatzes „42“ zu setzen „25“ und ist folgende Anmerkung anzufügen :

Anmerkung. Der Vertragszollsatz von 25 RM für 1 dz gilt nur für eine Menge von 25 dz im Kalenderjahr. Er gilt nur unter der Bedingung, dass nach näherer Vereinbarung der vertragschliessenden Teile sichergestellt wird, dass die Rosen

a) in Luxemburg gezogen sind,

b) an die Abnehmer in Deutschland nur zu Preisen verkauft werden, die frei Grenze einschliesslich Zoll nicht unter den in Deutschland festgesetzten gesetzlichen Mindestpreisen für Rosen gleicher Güte liegen, und dass

c) keine Versendungen an öffentliche Verwaltungen oder Warenhäuser erfolgen.

Die Anwendung des Vertragszollsatzes hat zur Voraussetzung, dass die Einbringer bei der Abfertigung jeder Sendung zum freien Verkehr für jede Sendung ein Zeugnis einer luxemburgischen Stelle beibringen, aus dem erhellt, dass der Versender die Verpflichtung übernommen hat, die unter Abs. a) bis c) festgesetzten Bedingungen einzuhalten.

Die vertragschliessenden Teile werden sich über die mit der Ausfertigung der Zeugnisse betrauten Stellen und über die Form der Zeugnisse verständigen.

Numéros du tarif douanier allemand	Désignation des marchandises	Taux du droit par quintal métrique RM.
---	------------------------------	---

3° Le § 4, subdivision 4 (azalées des Indes, etc.) est à remplacer par :

Azalées des Indes, aux boutons desquelles on ne peut encore reconnaître la couleur de la fleur, avec motte de terre, même en cuves ou en caisses, jusqu'au 28 février 1935

25,—

Note. Le droit de douane conventionnel de 25 RM. par quintal métrique n'est applicable qu'à une quantité correspondant à 70,6 % de la quantité d'azalées qui, suivant la statistique d'importation officielle allemande, a été importée de Belgique durant l'année civile 1932 dans le territoire douanier allemand, déduction faite de la quantité qui, d'après la statistique d'importation officielle allemande, a été importée de Belgique durant le mois d'avril 1934 au droit de douane de 25 RM. Il n'est valable que s'il a été garanti, après due entente entre les Parties contractantes que :

a) Les azalées des Indes ont été cultivées en Belgique ;

b) Les azalées des Indes ne sont vendues aux acheteurs allemands qu'à des prix qui, franco frontière et droits de douane compris, ne sont pas inférieurs aux prix minima fixés en Allemagne par la loi pour les azalées de qualité équivalente ;

c) Des azalées des Indes ravalées ne sont pas importées en Allemagne ;

d) Les azalées des Indes greffées ont, de bouton à bouton, un diamètre d'au moins 20 cm. et que les azalées des Indes franches de pied ont, de bouton à bouton, un diamètre d'au moins 12 cm.

Le bénéfice du droit de douane conventionnel est subordonné à la production par l'importateur, lors du dédouanement de chaque envoi destiné au commerce libre, d'un certificat émanant d'un organisme belge, attestant que l'expéditeur s'est engagé à observer les conditions reprises à l'alinéa 1, a) à d).

Les Parties contractantes se mettront d'accord au sujet des organismes chargés de la délivrance des certificats et quant à la forme de ceux-ci.

4° Dans le § 4 (autres), subdivision 2 (lauriers avec motte, etc.), au lieu du droit de douane « 15 » mettre « 10 ».

4. Le N° ex 40 est à supprimer.

5. Le N° ex 45 est à remplacer par :

ex 45	Raisins, frais (raisins de table) cultivés dans des serres belges et en contenants d'un poids de 4 kg. ou moins, importés par envois postaux ou autrement, du 1 ^{er} février au 31 mai
-------	---

15,—

Note. Le bénéfice du droit conventionnel de 15 RM. par quintal métrique est subordonné à la production par l'importateur, lors du dédouanement de chaque envoi destiné au commerce libre, d'un certificat émanant d'un organisme belge attestant que les raisins ont été cultivés dans des serres belges.

Les Parties contractantes se mettront d'accord au sujet des organismes chargés de la délivrance des certificats et quant à la forme de ceux-ci. Dans les cas douteux, les autorités allemandes auront le droit de vérifier l'exactitude des indications figurant dans les certificats.

Nummer des deutschen Zolltarifs	Benennung der Gegenstände	Zollsatz für 1 dz RM
---------------------------------------	---------------------------	----------------------------

3. Abs. 4 Unterabs. 4 (Indische Azaleen usw.) ist zu ersetzen durch :

Indische Azaleen, an deren Knospen noch nicht die Farbe der Blüte zu erkennen ist, mit Erdballen, auch in Kübeln oder Kästen, bis 28. Februar 1935

25,—

Anmerkung. Der Vertragszollsatz von 25 RM für 1 dz gilt nur für eine Menge, die 70,6 v. H. derjenigen Menge an Azaleen entspricht, die im Kalenderjahr 1932 nach der amtlichen deutschen Einfuhrstatistik aus Belgien in das deutsche Zollgebiet eingeführt worden ist, unter Abzug der Menge, die im April 1934 nach der amtlichen deutschen Einfuhrstatistik zum Zollsatz von 25 RM aus Belgien eingeführt worden ist. Er gilt nur unter der Bedingung, dass nach näherer Vereinbarung der vertragschliessenden Teile sichergestellt wird, dass

- a) die Indischen Azaleen in Belgien gezogen sind,
- b) die Indischen Azaleen an die Abnehmer in Deutschland nur zu Preisen verkauft werden, die frei Grenze einschliesslich Zoll nicht unter den in Deutschland festgesetzten gesetzlichen Mindestpreisen für Azaleen gleicher Güte liegen,
- c) zurückgeschnittene Indische Azaleen nach Deutschland nicht eingeführt werden, und
- d) veredelte Indische Azaleen im Durchmesser von Knospe zu Knospe mindestens 20 cm und wurzelechte Indische Azaleen im Durchmesser von Knospe zu Knospe mindestens 12 cm messen.

Die Anwendung des Vertragszollsatzes hat zur Voraussetzung, dass die Einbringer bei der Abfertigung jeder Sendung zum freien Verkehr für jede Sendung ein Zeugnis einer belgischen Stelle beibringen, aus dem erhellt, dass der Versender die Verpflichtung übernommen hat, die unter 1 a) bis d) festgesetzten Bedingungen einzuhalten.

Die vertragschliessenden Teile werden sich über die mit der Ausfertigung der Zeugnisse betrauten Stellen und über die Form der Zeugnisse verständigen.

4. In Abs. 4 (andere) Unterabs. 2 (Lorbeerbäume mit Erdballen usw.) ist statt des Zollsatzes „15“ zu setzen „10“.

4. Die Nr. aus 40 ist zu streichen.

5. Die Nr. aus 45 ist zu ersetzen durch :

aus 45 Weintrauben, frisch (Tafeltrauben), in belgischen Gewächshäusern gezogen und in Behältnissen bei einem Gewicht von 4 kg oder darunter in Postsendungen oder in anderer Weise eingehend, in der Zeit vom 1. Februar bis 31. Mai

15,—

Anmerkung. Die Anwendung des Vertragszollsatzes von 15 RM für 1 dz hat zur Voraussetzung, dass die Einbringer bei der Abfertigung jeder Sendung zum freien Verkehr für jede Sendung ein Zeugnis einer belgischen Stelle beibringen, aus dem erhellt, dass die Weintrauben in belgischen Gewächshäusern gezogen sind.

Die vertragschliessenden Teile werden sich über die mit der Ausfertigung der Zeugnisse betrauten Stellen und über die Form der Zeugnisse verständigen. In Zweifelsfällen bleibt den deutschen Behörden das Recht gewahrt, nachzuprüfen, ob die Angaben in den Zeugnissen zutreffend sind.

Numéros du tarif douanier allemand	Désignation des marchandises	Taux du droit par quintal métrique RM.
---	------------------------------	---

6. Après le N° ex 100, ajouter :

ex 115	Esports (<i>Breillinge</i>) destinés à la fabrication d'anchois de Norvège (<i>Appelitsild</i>) dans les propres établissements des importateurs, moyennant contrôle de la douane	1,—
	<i>Note.</i> Le droit conventionnel de 1 RM. n'est applicable qu'à une quantité annuelle correspondant à 30 % de la quantité d'esports qui, après entente entre les deux Parties basée sur des recherches communes, a été importée en 1933 de Belgique dans le territoire douanier allemand.	
	Turbots et soles, frais	3,—
	<i>Note.</i> Le droit conventionnel de 3 RM. n'est applicable qu'à une quantité annuelle correspondant à 30 % de la quantité de poissons de mer frais, esports et harengs exceptés qui, d'après la statistique d'exportation officielle allemande, a été exportée l'année précédente du territoire douanier allemand vers la Belgique, et ce aussi longtemps seulement que la Belgique autorise l'importation en franchise douanière de poissons de mer du territoire douanier allemand en Belgique.	

7. Après le N° ex 144, ajouter :

ex 145	Poils de lièvre (y compris ceux de lapin angora) et de lapin, même bouillis	15,—
--------	---	------

8. Au N° ex 166, le droit de « 2 » afférent à l'huile de ricin est à remplacer par « exempt ».

9. Au N° 230, le § 2 (chaux moulue) est à remplacer par :

	Chaux moulue :	
	Non emballée	0,30
	Emballée :	
	Calcinée et éteinte	0,30
	Autre	1,—
	<i>Note.</i> Le droit conventionnel de 0,30 RM. par quintal métrique pour la chaux calcinée, éteinte, emballée, n'est applicable qu'à une quantité de 25.000 quintaux métriques pour l'année 1934 et de 90.000 quintaux métriques pour chaque année civile subséquente.	

10. Après le N° ex 234, ajouter :

ex 246	Anthracène	exempt
--------	----------------------	--------

11. Au § 4 du N° ex 317, biffer « nitrate d'urane ».

12. Après le N° ex 317, ajouter :

ex 317 V.	Sels d'urane	exempts
-----------	------------------------	---------

13. Après le N° ex 361, ajouter :

ex 375	Colles de toute sorte (à l'exception de la colle d'albumine), solides ou liquides, y compris la gélatine, même teintée :	
	En tablettes :	
	Pesant par mètre carré { plus de 500 gr. jusqu'à 1.700 gr.	30,—
	{ plus de 1.700 gr.	12,—

14. Le N° ex 384 est à supprimer.

Nummer des deutschen Zolltarifs	Benennung der Gegenstände	Zollsatz für 1 dz RM
---------------------------------------	---------------------------	----------------------------

6. Hinter der Nr. aus 100 ist einzufügen :

aus 115	Breitlinge (Sprotten) zur Herstellung von Appetitsild im eigenen Betriebe unter Zollsicherung	1,—
	<i>Anmerkung.</i> Der Vertragszollsatz von 1 RM gilt nur für eine Menge im Kalenderjahr, die 30 v. H. derjenigen Menge an Breitlingen (Sprotten) entspricht, die nach Verständigung beider Teile auf Grund gemeinsamer Ermittlung im Jahre 1933 aus Belgien in das deutsche Zollgebiet eingeführt worden ist.	
	Steinbutte und Seezungen, frisch	3,—
	<i>Anmerkung.</i> Der Vertragszollsatz von 3 RM gilt nur für eine Menge im Kalenderjahr, die 30 v. H. derjenigen Menge entspricht, die jeweils nach der amtlichen deutschen Ausfuhrstatistik im vorhergegangenen Kalenderjahr an frischen Seefischen mit Ausnahme von Breitlingen (Sprotten) und Heringen aus dem deutschen Zollgebiet nach Belgien ausgeführt worden ist, und nur so lange, als Belgien Seefische aus dem deutschen Zollgebiet zollfrei einführen lässt.	

7. Hinter der Nr. aus 144 ist einzufügen :

aus 145	Hasen- (auch Seidenhasen-) und Kaninchenhaare, auch gesotten . . .	15,—
---------	--	------

8. In der Nr. aus 166 ist bei Rizinusöl der Zollsatz „2“ zu ersetzen durch „frei“.

9. In der Nr. 230 ist Abs. 2 (gemahlener Kalk) zu ersetzen durch :

gemahlener Kalk :		
unverpackt		0,30
verpackt :		
gebrannt und gelöscht		0,30
anderer		1,—
<i>Anmerkung.</i> Der Vertragszollsatz von 0,30 RM für 1 dz für gelöschten gebrannten Kalk, verpackt, gilt nur für eine Menge von 25 000 dz im Kalenderjahr 1934 und von 90 000 dz in jedem folgenden Kalenderjahr.		

10. Hinter der Nr. aus 234 ist einzufügen :

aus 246	Anthracen	frei
---------	---------------------	------

11. In der Nr. aus 317 ist in Abs. 4 „Urannitrat“ zu streichen.

12. Hinter der Nr. aus 317 ist einzufügen :

aus 317 V	Uransalze	frei
-----------	---------------------	------

13. Hinter der Nr. aus 361 ist einzufügen :

aus 375	Leim aller Art (mit Ausnahme des Eiweissleims), fest oder flüssig, sowie Gelatine, auch gefärbt : in Tafeln :	
	im Gewichte auf 1 qm { von mehr als 500 g bis 1 700 g von mehr als 1 700 g	30,— 12,—

14. Die Nr. aus 384 ist zu streichen.

Numéros du tarif douanier allemand	Désignation des marchandises	Taux du droit par quintal métrique RM.
---	------------------------------	---

15. Dans le N° ex 398, le § 1^{er} est à remplacer par :

Fils de bourre de soie naturelle, simples ou à plusieurs bouts, même retors, non teints.	exempts
---	---------

16. Après le N° ex 398, ajouter :

ex 413	Poils de lièvre (y compris ceux de lapin angora) et de lapin, peignés, blanchis, teints, même en boucles ou moulus	15,—
--------	---	------

17. Le N° ex 416 est à remplacer par :

ex 416	Laine et autres poils d'animaux, peignés (ruban-peigné), à l'exception du ruban en poils de lapin angora	3,50
<i>Note.</i> Le droit conventionnel n'est applicable qu'à une quantité annuelle maximum correspondant à la moyenne des quantités de produits repris sous la position 416 qui, d'après la statistique d'importation officielle allemande, ont été importées de l'Union économique belgo-luxembourgeoise dans le territoire douanier allemand pendant les années civiles 1931 et 1932. Le dédouanement au taux de 3,50 RM. ne peut s'effectuer que par deux bureaux de douane désignés de commun accord par les Parties contractantes.		

18. Les N°s ex 422 à ex 425, y compris l'en-tête commun, sont à remplacer par :

(ex 422/5) — Fils de laine ou d'autres poils d'animaux, même mélangés de matières textiles ou de filés d'origine végétale, à l'exception du coton, non repris sous les N°s 417 à 421 du tarif général, à l'exception des fils entièrement ou partiellement en poils de lapin angora :		
ex 422	Fils de laine peignée, écrus :	
	A un bout	20,—
	A deux ou trois bouts	24,—
ex 423	Fils de laine peignée, blanchis, teints, imprimés :	
	A un bout	30,—
	A deux ou trois bouts	34,—
<i>Note aux N°s ex 422 et ex 423.</i> Les droits conventionnels ne sont applicables qu'à une quantité annuelle maximum correspondant, de fils à un bout, deux et trois bouts des N°s 422 et 423, à 60 % de la moyenne des quantités qui, d'après la statistique d'importation officielle allemande, ont été importées au cours des années civiles 1929 à 1933 de l'Union économique belgo-luxembourgeoise dans le territoire douanier allemand. Pour l'année civile 1934, il y a lieu de défalquer la quantité qui, d'après la statistique d'importation officielle allemande, a été importée du 1^{er} janvier 1934 au 19 septembre 1934. Le dédouanement aux droits conventionnels indiqués ci-dessus ne peut avoir lieu que par deux bureaux de douane désignés de commun accord par les Parties contractantes.		
ex 424	Fils de laine cardée, écrus :	
	A un bout	16,—
	A deux ou trois bouts	20,—
ex 425	Fils de laine cardée, blanchis, teints, imprimés :	
	A un bout	26,—
	A deux ou trois bouts	30,—

Nummer des deutschen Zolltarifs	Benennung der Gegenstände	Zollsatz für 1 dz RM
15. In der Nr. aus 398 ist Abs. 1 zu ersetzen durch :		
	Gespinnste aus Abfällen von natürlicher Seide, ein- oder mehrfach, auch gezwirnt, ungefärbt	frei
16. Hinter der Nr. aus 398 ist einzufügen :		
aus 413	Hasen- (auch Seidenhasen-) und Kaninchenhaare, gehechelt, gebleicht, gefärbt, auch in Lockenform gelegt oder gemahlen	15,—
17. Die Nr. aus 416 ist zu ersetzen durch :		
aus 416	Wolle und andere Tierhaare, gekämmt (Kammzug), mit Ausnahme des Kammzugs aus Haaren des Angorakaninchens (Seidenhasen)	3,50
<i>Anmerkung.</i> Der Vertragszollsatz gilt nur für eine Höchstmenge im Kalenderjahr, die der Menge entspricht, die nach der amtlichen deutschen Einfuhrstatistik im Durchschnitt der Jahre 1931 und 1932 an Waren der Nr. 416 aus der Belgisch-Luxemburgischen Wirtschaftsunion in das deutsche Zollgebiet eingeführt worden ist. Die Abfertigung zu dem Zollsatz von 3,50 RM ist nur zulässig bei zwei Zollstellen, die im Einvernehmen der vertragschliessenden Teile bestimmt werden.		
18. Die Nrn. aus 422 bis aus 425 einschliesslich der gemeinsamen Überschrift sind zu ersetzen durch :		
	(aus 422/5) Garn aus Wolle oder anderen Tierhaaren, auch mit pflanzlichen Spinnstoffen oder Gespinnsten, ausschliesslich Baumwolle, gemischt, nicht unter Nr. 417 bis 421 des allgemeinen Tarifs fallend, ausgenommen Garn ganz oder teilweise aus Haaren des Angorakanin- chens (Seidenhasen) :	
aus 422	Kammgarn, roh :	
	eindrätig	20,—
	zwei- oder dreidrätig	24,—
aus 423	Kammgarn, gebleicht, gefärbt, bedruckt :	
	eindrätig	30,—
	zwei- oder dreidrätig	34,—
<i>Anmerkung zu Nrn. aus 422 und aus 423.</i> Die Vertragszollsätze gelten nur für eine Gesamthöchstmenge in einem Kalenderjahr, die 60 v. H. des Durchschnitts derjenigen Mengen ein-, zwei- und dreidrätigen Garns der Nrn. 422 und 423 entspricht, die nach der amtlichen deutschen Einfuhrstatistik in den Kalenderjahren 1929 bis 1933 aus der Belgisch- Luxemburgischen Wirtschaftsunion in das deutsche Zollgebiet eingeführt worden sind. Im Kalenderjahr 1934 ist die Menge abzuziehen, die in der Zeit vom 1. Januar 1934 bis zum 19. September 1934 nach der amtlichen deutschen Einfuhrstatistik eingeführt worden ist. Die Abfertigung zu den oben angegebenen Zollsätzen ist nur zulässig bei zwei Zollstellen, die im Einvernehmen der vertragschliessenden Teile bestimmt werden.		
aus 424	Streichgarn, roh :	
	eindrätig	16,—
	zwei- oder dreidrätig	20,—
aus 425	Streichgarn, gebleicht, gefärbt, bedruckt :	
	eindrätig	26,—
	zwei- oder dreidrätig	30,—

Numéros du tarif douanier allemand	Désignation des marchandises	Taux du droit par quintal métrique RM.
	<i>Note au N° ex 425.</i> Les fils grisaille, à un bout, ne seront pas traités comme teints, mais comme écrus. Les fils grisaille contenant 5 % de coton au plus, seront considérés comme fils grisaille non mélangés. <i>Note aux N°s ex 424 et ex 425.</i> Les droits conventionnels ne sont applicables qu'à une quantité annuelle maximum correspondant à 50 % de la moyenne des quantités de fils à un bout, deux bouts et trois bouts des N°s 424 et 425 qui, d'après la statistique d'importation officielle allemande, ont été importées durant les années civiles 1925 à 1929 de l'Union économique belgo-luxembourgeoise dans le territoire douanier allemand. Pour l'année 1934, il y a lieu de défalquer la quantité qui a été importée d'après la statistique d'importation officielle allemande du 1^{er} janvier 1934 au 19 septembre 1934. Le dédouanement aux taux indiqués ci-dessus ne peut avoir lieu que par deux bureaux de douane désignés de commun accord par les Parties contractantes.	

19. Le N° ex 432 est remplacé par :

ex 432	Draps de laine feutrés, fabriqués sans fin (tissés ou cousus) ou en pièce au mètre, écrus : Pour la fabrication des pâtes de bois, de la cellulose, des pâtes de paille ou des papiers, pesant par mètre carré de surface tissée : Plus de 2.000 grammes 100,— Plus de 1.000 jusqu'à 2.000 grammes 140,— Plus de 500 jusqu'à 1.000 grammes 180,— 500 grammes ou moins 220,— Pour d'autres usages techniques, pesant par mètre carré de surface tissée : Plus de 2.000 grammes 180,— Plus de 500 jusqu'à 2.000 grammes 200,— 500 grammes ou moins 240,— <i>Note.</i> Les draps de laine feutrés en pièces au mètre et pesant par mètre carré de surface tissée 1.000 grammes ou moins ne peuvent être admis aux droits conventionnels de 180, 220, 200 et 240 RM. que contre permis et sous contrôle de leur utilisation. Les divers droits conventionnels ne sont applicables qu'à une quantité globale des quantités qui, d'après la statistique d'importation officielle allemande, ont été importées durant les années 1932 et 1933 de l'Union économique belgo-luxembourgeoise dans le territoire douanier allemand. Pour l'année civile 1934, il y a lieu de défalquer la quantité qui, d'après la statistique d'importation officielle allemande, a été importée du 1^{er} janvier 1934 au 19 septembre 1934 aux droits de douane indiqués ci-dessus. Le dédouanement aux droits conventionnels ne peut avoir lieu que par deux bureaux de douane désignés de commun accord par les Parties contractantes.	
--------	---	--

20. Le N° ex 449 est à supprimer.

21. Les N°s ex 453 et ex 456, y compris l'en-tête commun, sont remplacés par :

ex 457	Tissus non repris sous les N°s 445 à 452 du tarif général, à armure toile, à l'exception des mouchoirs, pesant 150 grammes ou plus, mais moins de	
--------	--	--

Nummer des deutschen Zolltarifs	Benennung der Gegenstände	Zollsatz für 1 dz RM
	<i>Anmerkung zu Nr. aus 425.</i> Grisaillegarn, eindrätig, ist nicht als gefärbt, sondern als roh zu behandeln. Grisaillegarn, das eine Beimischung von Baumwolle im Höchstbetrage von 5 v. H. enthält, wird als ungemischtes Grisaillegarn behandelt. <i>Anmerkung zu Nrn. aus 424 und aus 425.</i> Die Vertragszollsätze gelten nur für eine Gesamthöchstmenge in einem Kalenderjahr, die 50 v. H. des Durchschnitts derjenigen Mengen ein-, zwei- und dreidrätigen Garns der Nrn. 424 und 425 entspricht, die nach der amtlichen deutschen Einfuhrstatistik in den Kalenderjahren 1925 bis 1929 aus der Belgisch-Luxemburgischen Wirtschaftsunion in das deutsche Zollgebiet eingeführt worden sind. Im Kalenderjahr 1934 ist die Menge abzuziehen, die in der Zeit vom 1. Januar 1934 bis zum 19. September 1934 nach der amtlichen deutschen Einfuhrstatistik eingeführt worden ist. Die Abfertigung zu den oben angegebenen Zollsätzen ist nur zulässig bei zwei Zollstellen, die im Einvernehmen der vertragschliessenden Teile bestimmt werden.	

19. Die Nr. aus 432 wird ersetzt durch :

aus 432

Filztücher aus Wolle, endlos hergestellt (gewebt oder genäht) oder Meterware, roh :	
zur Holzstoff-, Zellstoff-, Strohstoff- oder Papierherstellung :	
im Gewichte auf 1 qm Gewebefläche :	
von mehr als 2 000 g	100,—
von mehr als 1 000 bis 2 000 g	140,—
von mehr als 500 bis 1 000 g	180,—
von 500 g oder weniger	220,—
zu anderen technischen Zwecken :	
im Gewichte auf 1 qm Gewebefläche :	
von mehr als 2 000 g	180,—
von mehr als 500 bis 2 000 g	200,—
von 500 g oder weniger	240,—

Anmerkung. Als Meterware eingehende Filztücher im Gewichte auf 1 qm Gewebefläche von 1 000 g oder weniger dürfen zu den Vertragszollsätzen von 180, 220, 200 und 240 RM nur auf Erlaubnisschein unter Überwachung der Verwendung abgelassen werden.

Sämtliche Vertragszollsätze gelten nur für eine Gesamthöchstmenge in einem Kalenderjahr, die der Menge entspricht, die nach der amtlichen deutschen Einfuhrstatistik im Durchschnitt der Jahre 1932 und 1933 aus der Belgisch-Luxemburgischen Wirtschaftsunion in das deutsche Zollgebiet eingeführt worden ist. Im Kalenderjahr 1934 ist die Menge abzuziehen, die in der Zeit vom 1. Januar 1934 bis zum 19. September 1934 nach der amtlichen deutschen Einfuhrstatistik zu den obengenannten Zollsätzen eingeführt worden ist.

Die Abfertigung zu den Vertragszollsätzen ist nur zulässig bei zwei Zollstellen, die im Einvernehmen beider Regierungen bestimmt werden.

20. Die Nr. aus 449 ist zu streichen.

21. Die Nrn. aus 453 und aus 456 einschliesslich der gemeinsamen Überschrift werden ersetzt durch :

aus 457	Gewebe, nicht unter Nrn. 445 bis 452 des allgemeinen Tarifs fallend, leinwandbindig, mit Ausnahme der Taschentücher, im Gewichte von
---------	--

Numéros du tarif douanier allemand	Désignation des marchandises	Taux du droit par quintal métrique RM.
	400 grammes par mètre carré de surface tissée, la chaîne ou la trame étant entièrement en lin ou en chanvre, l'autre sens étant entièrement en coton :	
	Ecrus ayant dans un carré de 2 cm. de côté, en chaîne et en trame cumulativement :	
	100 fils ou moins	60,—
	Plus de 100 jusqu'à 120 fils.	80,—
	Apprêtés, blanchis, ayant dans un carré de 2 cm. de côté, en chaîne et en trame cumulativement :	
	100 fils ou moins	85,—
	Plus de 100 jusqu'à 120 fils.	105,—

22. Dans le N° ex 472 figurant à l'article premier, littéra c), du troisième arrangement additionnel du 24 mars 1933, remplacer « au-dessus du N° 50 jusqu'au N° 75 anglais . . . 20 », par :

Jusqu'au N° 8 anglais	15,—
Au-dessus du N° 8 jusqu'au N° 14 anglais	17,50
Au-dessus du N° 14 jusqu'au N° 20 anglais	18,75
Au-dessus du N° 20 jusqu'au N° 35 anglais	25,—
Au-dessus du N° 35 jusqu'au N° 50 anglais	32,50
<i>Note.</i> Les droits conventionnels ne sont applicables qu'à une quantité annuelle maximum correspondant à 55 % de la moyenne des quantités de fils de lin jusqu'au N° 75 anglais qui, d'après la statistique d'importation officielle allemande, ont été importées durant les années civiles 1925 à 1929 de l'Union économique belgo-luxembourgeoise dans le territoire douanier allemand.	
Le dédouanement des fils de lin aux droits de douane indiqués ci-dessus ne pourra s'effectuer que par deux bureaux de douane désignés de commun accord par les Parties contractantes.	
Au-dessus du N° 50 jusqu'au N° 75 anglais	20,—

23. Après le N° 481, ajouter :

ex 483	Fils de lin (fils de lin ou d'étoupe de lin) même mélangés de jute, mais sans addition d'autres matières textiles, à deux ou plusieurs bouts (retors), en conditionnements pour la vente au détail, à concurrence d'une quantité maximum de 21 quintaux métriques pour l'année 1934 et de 76 quintaux métriques pour chaque année civile subséquente . . .	100,—
	<i>Note.</i> Le dédouanement au droit de 100 RM. ne pourra s'effectuer que par deux bureaux de douane désignés de commun accord par les Parties contractantes.	

24. Le N° ex 489 est à remplacer par :

ex 489	Mouchoirs en fil de lin, en pièces au mètre ou découpés, unis ou façonnés, même contenant des fils de coton teints ou non dans les lisières ou bordures, et sans égard quant à la disposition ou au nombre de ces fils, blanchis, teints, imprimés, en fils teints, ayant dans un carré de 2 cm. de côté cumulativement en chaîne et en trame plus de 120 fils	460,—
	Voir la note aux N°s ex 489 et ex 520 insérée après le N° ex 520.	

25. Dans le N° ex 493, les subdivisions 1 (jusqu'à 100 fils 120) et 2 (101 à 120 fils 130), sont à supprimer.

Nummer des deutschen Zolltarifs	Benennung der Gegenstände	Zollsatz für 1 dz RM
	150 g oder darüber, jedoch weniger als 400 g auf 1 qm Gewebefläche, in Kette oder Schuss ganz aus Flachs oder Hanf, in der anderen Rich- tung ganz aus Baumwolle :	
	roh, in der Kette und dem Schuss zusammen auf 2 cm im Geviert :	
	mit 100 Fäden oder weniger	60,—
	mit mehr als 100 bis 120 Fäden	80,—
	zugerichtet (appretiert), gebleicht, in der Kette und dem Schuss zusammen auf 2 cm im Geviert :	
	mit 100 Fäden oder weniger	85,—
	mit mehr als 100 bis 120 Fäden	105,—

22. In der Nr. aus 472 in der Fassung des Artikels I Buchstabe c) der Dritten Zusatzvereinbarung vom 24. März 1933 ist statt „über Nr. 50 bis Nr. 75 englisch 20“ zu setzen:

bis Nr. 8 englisch	15,—
über Nr. 8 bis Nr. 14 englisch	17,50
über Nr. 14 bis Nr. 20 englisch	18,75
über Nr. 20 bis Nr. 35 englisch	25,—
über Nr. 35 bis Nr. 50 englisch	32,50

Anmerkung. Die Vertragszollsätze gelten nur für eine Gesamthöchstmenge in einem Kalenderjahr, die 55 v. H. des Durchschnitts derjenigen Mengen an Leinengarn bis Nr. 75 englisch entspricht, die nach der amtlichen deutschen Einfuhrstatistik in den Kalenderjahren 1925 bis 1929 aus der Belgisch-Luxemburgischen Wirtschaftsunion in das deutsche Zollgebiet eingeführt worden sind.

Die Abfertigung der Leinengarne zu den oben angegebenen Zollsätzen ist nur zulässig bei zwei Zollstellen, die im Einvernehmen der vertragschliessenden Teile bestimmt werden.

über Nr. 50 bis Nr. 75 englisch	20,—
---	------

23. Hinter der Nr. 481 ist anzufügen :

aus 483	Leinengarn (Garn aus Flachs oder Flachswerg), auch gemischt mit Jute, jedoch ohne Beimischung von anderen Spinnstoffen, zwei- oder mehrdrähtig (gezwirnt), in Aufmachungen für den Einzelverkauf bis zu einer Höchstmenge von 21 dz im Kalenderjahr 1934 und von 76 dz in jedem folgenden Kalenderjahr	100,—
	<i>Anmerkung.</i> Die Abfertigung zu dem Zollsatz von 100 RM ist nur zulässig bei zwei Zollstellen, die im Einvernehmen der vertragschliessenden Teile bestimmt werden.	

24. Die Nr. aus 489 ist zu ersetzen durch :

aus 489	Taschentücher aus Leinengarn, im Stücke als Meterware eingehend oder abgepasst, ungemustert oder gemustert, auch mit ungefärbten oder gefärbten baumwollenen Fäden in den Kanten oder Borden ohne Rücksicht auf die Anordnung oder Anzahl dieser Fäden, gebleicht, gefärbt, bedruckt, bunt gewebt, in der Kette und dem Schuss zusammen auf 2 cm in Geviert mit mehr als 120 Fäden	460,—
	Zu vergleichen die Anmerkung zu Nrn. aus 489 und aus 520 hinter Nr. aus 520.	

25. In der Nr. aus 493 sind die Unterabsätze 1 (bis 100 Fäden 120) und 2 (mit 101 bis 120 Fäden 130) zu streichen.

Numéros du tarif douanier allemand	Désignation des marchandises	Taux du droit par quintal métrique RM.
26. Après le N° ex 493, ajouter :		
ex 520	Mouchoirs <i>Note aux Nos 489 et ex 520.</i> Les droits de 460 RM. pour les mouchoirs du N° ex 489 et de 640 RM. pour les mouchoirs du N° ex 520, ne sont applicables qu'à une quantité annuelle totale de 2,75 quintaux métriques pour l'année 1934 et de 10 quintaux métriques pour chaque année civile subséquente. Le dédouanement aux droits de douane de 460 RM. et de 640 RM. ne pourra s'effectuer que par deux bureaux de douane à désigner de commun accord par les Parties contractantes. <i>Ex Note aux Nos 518 à 520.</i> Les mouchoirs repris au N° 520 sont passibles d'une surtaxe de 35 % lorsqu'ils sont garnis de dentelles ou de broderie, y compris celles entièrement ou partiellement en soie.	640,—
27. Les Nos ex 628 et ex 629 sont à supprimer.		
28. Après le N° ex 664 ajouter :		
ex 670 § 5	Papier parchemin en rouleaux d'une largeur de 20 cm. ou moins, destiné à être employé dans les filatures de fils peignés sous contrôle de la douane	25,—
ex 671 § 2	Papier, recouvert entièrement ou partiellement d'ouvrages de filés de toute espèce ou bien avec doublures en ouvrages de filés de toute espèce, en rouleaux d'une largeur de 20 cm. ou moins, destiné à être employé dans les filatures de fils peignés sous contrôle de la douane.	120,—
29. Le N° 730 doit être modifié comme suit :		
1° Après « unicolores », ajouter : à l'exception des ouvrages en faïence ou en grès fin pour usages sanitaires. <i>Note.</i> Sont seuls considérés comme ouvrages pour usages sanitaires, les articles destinés à être branchés sur une conduite d'eau ou sur une canalisation, tels que baignoires, lavabos, pots de W.-C. et similaires.		
2° Ce numéro reçoit la désignation « ex 730 ».		
30. Après le N° 869, ajouter :		
ex 912 E	Détonateurs électriques avec ou sans amorces	125,—

PROTOCOLE FINAL

Au moment de la signature du :ixième arrangement additionnel à l'accord commercial provisoire du 4 avril 1925 entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et l'Allemagne, conclu ce jour, il a été convenu ce qui suit :

I. Ad Article A Annexe.

Quant au N° ex 38, § 3 (*rosiers*), *Note* :

En vue d'assurer l'accomplissement des conditions reprises au § 1 a) à c) de la note, il a été convenu ce qui suit :

1° Le Gouvernement luxembourgeois ne délivrera les attestations, ainsi que les certificats de contingentement — pour autant que des certificats de contingentement

Nummer des deutschen Zolltarifs	Benennung der Gegenstände	Zollsatz für 1 dz RM
26. Hinter der Nr. aus 493 ist einzufügen :		
aus 520	Taschentücher <i>Anmerkung zu Nrn. aus 489 und aus 520.</i> Die Zollsätze von 460 RM für Taschentücher der Nr. aus 489 und von 640 RM für Taschentücher der Nr. aus 520 gelten nur für eine Gesamthöchstmenge von 2,75 dz im Kalenderjahr 1934 und von 10 dz in jedem folgenden Kalenderjahr. Die Abfertigung zu den Zollsätzen von 460 RM und 640 RM ist nur zulässig bei zwei Zollstellen, die im Einvernehmen der vertragschliessenden Teile bestimmt werden. <i>Aus Anmerkung zu Nr. 518 bis 520.</i> Taschentücher der Nr. 520 unterliegen, wenn sie mit Spitzen oder Stickereien, einschliesslich solcher ganz oder teilweise aus Seide, verziert sind, einem Zollzuschlag von 35 v. H.	640,—
27. Die Nrn. aus 628 und aus 629 sind zu streichen.		
28. Hinter der Nr. aus 664 ist einzufügen :		
aus 670 Abs. 5	Pergamentpapier in Rollen von einer Breite von 20 cm oder darunter zur Verwendung in Kammgarnspinnereien unter Zollsicherung . .	25,—
aus 671 Abs. 2	Papier, mit Gespinstwaren aller Art ganz oder teilweise überzogen oder mit Unterlagen von Gespinstwaren aller Art, in Rollen von einer Breite von 20 cm oder darunter, zur Verwendung in Kammgarnspinnereien unter Zollsicherung	120,—
29. Die Nr. 730 ist wie folgt zu ändern :		
1. Hinter „einfarbig“ ist einzufügen : mit Ausnahme der Waren aus Steingut oder feinem Steinzeug zu hygienischen Zwecken.		
<i>Anmerkung.</i> Zu den Waren zu hygienischen Zwecken gehören nur zum Einbau bestimmte, an eine Wasserleitung oder Kanalisation anzuschliessende Gegenstände wie Badewannen, Waschtische, Klosettbecken und dergleichen.		
2. Die Nummer erhält die Bezeichnung „aus 730“.		
30. Hinter der Nr. aus 869 ist einzufügen :		
aus 912 E	Elektrische Zünder mit oder ohne Sprengkapseln	125,—

SCHLUSSPROTOKOLL

Bei der Unterzeichnung der heute abgeschlossenen sechsten Zusatzvereinbarung zu dem vorläufigen Handelsabkommen zwischen Deutschland und der Belgisch-Luxemburgischen Wirtschaftsunion vom 4. April 1925 ist folgendes vereinbart worden :

I. Zu Artikel A Anlage.

Zu Nr. aus 38 Abs. 3 (Rosen) Anmerkung :

Zum Zwecke der Sicherstellung der unter Abs. 1 a) bis c) der Anmerkung aufgeführten Bedingungen wird folgendes vereinbart :

1. Die Luxemburgische Regierung wird die Zeugnisse und, sofern von den von ihr betrauten Stellen Kontingentsbescheinigungen ausgestellt werden, die Kontingents-

soient émis par des organismes désignés par ledit gouvernement — qu'aux seuls expéditeurs qui se sont engagés par écrit à observer strictement les conditions stipulées au § 1 a) à c) de la note.

2° Le Comité mixte prévu pour les azalées des Indes sera également compétent pour surveiller l'application des conditions précitées relatives aux rosiers ; le comité pourra, à cette fin, être complété par des experts appartenant aux milieux des producteurs de rosiers.

Quant au N° ex 38, § 4, subdiv. 4 (azalées des Indes), Note :

En vue d'assurer l'accomplissement des conditions reprises au § 1 a) à d) de la note, il a été convenu ce qui suit :

1. Le Gouvernement belge ne délivrera les attestations ainsi que les certificats de contingentement — pour autant que des certificats de contingentement soient émis par des organismes désignés par ledit gouvernement — qu'aux seuls expéditeurs qui se sont engagés par écrit à observer strictement les conditions stipulées au § 1 a) à d) de la note.

2. Les Parties contractantes constitueront, dès la mise en vigueur provisoire de cet arrangement, un comité mixte qui aura pour mission de veiller à l'observance des conditions précitées et de discuter directement toutes les difficultés surgissant à propos de l'importation de Belgique d'azalées des Indes et, le cas échéant, de faire aux gouvernements des deux Parties des propositions en vue d'y remédier. Feraient partie dudit comité, des experts désignés de part et d'autre et appartenant aux milieux des producteurs. Les délibérations du comité, auxquelles chaque gouvernement déléguera un représentant en qualité d'observateur, auront lieu alternativement en Allemagne et en Belgique. Le comité pourra toutefois fixer le lieu de réunion, en dérogation à cette règle.

Quant au N° 115 (esprots dits Breillinge) :

Il a été convenu qu'en 1933 la Belgique a importé 33.300 quintaux métriques de mélettes (Breitlinge, esprots) dans le territoire douanier allemand.

Quant aux N°s ex 38, 115, 230 :

Pour autant qu'un contingent douanier ait été fixé pour les produits repris sous ces numéros, le dédouanement aux droits conventionnels ne peut avoir lieu que soit par deux bureaux de douane au plus, désignés de commun accord par les Parties contractantes, ou bien sans désignation de bureaux douaniers déterminés, mais alors sur présentation de certificats de contingentement établis ou visés par un bureau de douane allemande. Au cas où le dédouanement serait limité à des bureaux douaniers déterminés, le Gouvernement allemand est d'accord pour que des quantités partielles à fixer numériquement soient retranchées du contingent douanier et soient dédouanées par d'autres bureaux de douane allemands à désigner de commun accord, les deux gouvernements se réservant de s'entendre au besoin sur des modifications à apporter aux quantités partielles retranchées.

De plus, au cas où le dédouanement serait limité à des bureaux de douane déterminés et si les Gouvernements belge et luxembourgeois en expriment le désir, des certificats de contingentement devront être présentés attestant que l'envoi doit être imputé sur le contingent.

Les Gouvernements belge et luxembourgeois notifieront au Gouvernement allemand la réglementation qu'ils ont adoptée pour les catégories de produits en cause.

Les Parties contractantes se mettront d'accord sur les bureaux de douane allemands, sur les organismes belges et luxembourgeois qui émettront les certificats de contingentement et sur la procédure à suivre.

Quant au N° ex 416 (Note) :

Au cas où, en ce qui concerne les produits du N° ex 416, pour lesquels le taux de 3,50 RM. inscrit au tarif général actuellement en vigueur est consolidé conventionnellement dans les limites

bescheinigungen nur solchen Versendern erteilen, die sich schriftlich verpflichtet haben, die Bedingungen zu Abs. 1 a) bis c) der Anmerkung unbedingt einzuhalten.

2. Der für Indische Azaleen vorgesehene gemischte Ausschuss soll auch für die Überwachung der vorstehend genannten Bedingungen für Rosen zuständig sein; er kann zu diesem Zweck durch Sachverständige aus Kreisen der Erzeuger von Rosen ergänzt werden.

Zu Nr. aus 38 Abs. 4 Unterabs. 4 (Indische Azaleen) Anmerkungen :

Zum Zwecke der Sicherstellung der unter Abs. 1 a) bis d) der Anmerkung aufgeführten Bedingungen wird folgendes vereinbart :

1. Die Belgische Regierung wird die Zeugnisse und, sofern von den von ihr betrauten Stellen Kontingentsbescheinigungen ausgestellt werden, die Kontingentsbescheinigungen nur solchen Versendern erteilen, die sich schriftlich verpflichtet haben, die Bedingungen zu Abs. 1 a) bis d) der Anmerkung unbedingt einzuhalten.

2. Die vertragschliessenden Teile werden alsbald nach der vorläufigen Anwendung dieses Vertrages einen gemischten Ausschuss einsetzen, der die Aufgabe hat, die Einhaltung der vorstehend genannten Bedingungen zu überwachen und alle bei der Einfuhr Indischer Azaleen aus Belgien auftretenden Schwierigkeiten in unmittelbarer Fühlungnahme zu erörtern und gegebenenfalls den beiderseitigen Regierungen Vorschläge zur Abhilfe zu machen. Dem Ausschuss sollen von jeder Seite ernannte Sachverständige aus Kreisen der Erzeuger angehören. Die Beratungen des Ausschusses, zu denen jede Regierung einen Vertreter als Beobachter entsenden wird, sollen abwechselnd in Deutschland und in Belgien stattfinden. Der Ausschuss kann den Tagungsort abweichend von dieser Regelung festsetzen.

Zu Nr. 115 (Breitlinge) :

Es besteht Einverständnis darüber, dass im Jahre 1933 33 330 dz Breitlinge (Sprossen) aus Belgien in das deutsche Zollgebiet eingeführt worden sind.

Zu den Nrn. aus 38, 115, 230 :

Die Abfertigung der unter diese Nummern fallenden Waren, soweit für sie ein Zollkontingent festgesetzt ist, zum freien Verkehr des deutschen Zollgebiets zu den Vertragszollsätzen ist nur zulässig entweder bei höchstens zwei im Einvernehmen der vertragschliessenden Teile zu bestimmenden Zollstellen oder, ohne Beschränkung auf bestimmte Zollstellen, wenn Kontingentsbescheinigungen vorgelegt werden, die von einer deutschen Zollstelle ausgestellt oder bestätigt sind. Im Falle der Beschränkung der Zollabfertigung auf bestimmte Zollstellen ist die Deutsche Regierung damit einverstanden, dass ziffernmässig zu bezeichnende Teilmengen von dem Zollkontingent abgezweigt und bei weiteren zu vereinbarenden deutschen Zollstellen abgefertigt werden, wobei sich die vertragschliessenden Teile vorbehalten, erforderlichenfalls hinsichtlich der abgezweigten Teilmengen Änderungen zu vereinbaren. Ferner sind auch bei Beschränkung der Zollabfertigung auf bestimmte Zollstellen auf Verlangen der Belgischen und der Luxemburgischen Regierung Kontingentsbescheinigungen vorzulegen, aus denen sich ergibt, dass die Sendung auf das Kontingent angerechnet werden soll.

Die Belgische und die Luxemburgische Regierung werden der Deutschen Regierung mitteilen, welche Regelung sie für die in Betracht kommenden Warengattungen wählen.

Die vertragschliessenden Teile werden sich über die deutschen Zollstellen sowie über die belgischen und luxemburgischen Stellen, die Kontingentsbescheinigungen erteilen, und über das zu beobachtende Verfahren verständigen.

Zu Nr. aus 416 (Anmerkung) :

Wenn bei den Waren der Nr. aus 416, für die im Rahmen eines Zollkontingents der zur Zeit geltende allgemeine Zollsatz von 3,50 RM vertraglich gebunden ist, dieser allgemeine Zollsatz

d'un contingent douanier, ledit taux viendrait à être relevé, la quantité maximum convenue sera diminuée pendant l'année civile au cours de laquelle le relèvement douanier sera appliqué. Pendant cette année, elle sera réduite d'autant de douzièmes que de mois entiers se seront écoulés au moment de la mise en application du relèvement douanier.

Quant au N° ex 472 (Note) :

Au cas où, pour les produits du N° ex 472, dont les taux de 15 RM., 17,50 RM., 18,75 RM., 25 RM. et 32,50 RM. inscrits au tarif général actuellement en vigueur sont consolidés conventionnellement dans les limites d'un contingent douanier, lesdits taux viendraient à être relevés, la quantité maximum convenue sera diminuée pendant l'année civile au cours de laquelle le relèvement douanier sera appliqué. Pendant cette année civile, elle sera réduite d'autant de douzièmes que de mois entiers se seront écoulés au moment de la mise en application du relèvement douanier.

II. *Ad Article B.*

L'article 6, dans la teneur de l'article B de l'arrangement additionnel, ne s'applique pas aux interdictions ou restrictions d'importation ou d'exportation qui sont décidées :

- a) Pour des raisons de sûreté publique ;
- b) Pour des raisons de police sanitaire ou de protection des animaux ou des plantes utiles contre les maladies ou les parasites ;
- c) Pour des approvisionnements de guerre, dans des circonstances extraordinaires ;
- d) Pour des marchandises faisant l'objet d'un monopole d'Etat ou d'une institution similaire.

III. *Chevaux.*

1. L'Allemagne accorde à la Belgique et au Luxembourg, pour la période allant du 1^{er} octobre 1934 au 31 mars 1935 un contingent d'importation de chevaux de gros trait des N°s 100 c) et 100 d) du répertoire statistique des marchandises à raison de 36 % de la moyenne du nombre de chevaux qui, d'après la statistique officielle allemande d'importation, a été importée de Belgique et du Luxembourg pendant les années civiles 1925 à 1929 dans le territoire douanier allemand.

2. Au cas où l'importation en Allemagne, après le 1^{er} octobre 1934, de chevaux de l'espèce précitée ferait l'objet d'une autre réglementation, il a été entendu que la quantité importée d'après le § 1^{er} doit être imputée sur la quantité totale qui, en vertu de cette autre réglementation, pourra être importée pendant la période s'étendant du 1^{er} octobre 1934 au 31 mars 1935.

3. Les Parties contractantes se mettront d'accord au sujet de la répartition par périodes des quantités résultant des §§ 1^{er} et 2, ainsi que sur toutes autres modalités d'application.

IV. *Charbon.*

Le Gouvernement belge et le Gouvernement allemand poursuivront des négociations en vue du règlement définitif de l'importation de charbon et de coke allemands en Belgique.

V. *Commissions gouvernementales.*

Chacune des Parties contractantes instituera une commission gouvernementale. Les commissions resteront en contact permanent et auront pour mission de traiter toutes questions se rapportant à la mise en application de l'accord commercial conclu entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et l'Allemagne. Les Parties contractantes se communiqueront tous renseignements utiles concernant la composition des commissions gouvernementales.

erhöht werden sollte, so wird in dem Kalenderjahr, in dem die Zollerhöhung in Kraft tritt, die vereinbarte Höchstmenge gekürzt. Sie verringert sich in diesem Kalenderjahr für jeden bis zum Inkrafttreten der Zollerhöhung abgelaufenen vollen Kalendermonat dieses Kalenderjahrs um $\frac{1}{12}$.

Zu Nr. aus 472 (Anmerkung) :

Wenn bei den Waren der Nr. aus 472, für die im Rahmen eines Zollkontingents die zur Zeit geltenden allgemeinen Zollsätze von 15 RM, 17,50 RM, 18,75 RM, 25 RM und 32,50 RM vertraglich gebunden sind, diese allgemeinen Zollsätze erhöht werden sollten, so wird in dem Kalenderjahr, in dem die Zollerhöhung in Kraft tritt, die vereinbarte Höchstmenge gekürzt. Sie verringert sich in diesem Kalenderjahr für jeden bis zum Inkrafttreten der Zollerhöhung abgelaufenen vollen Kalendermonat dieses Kalenderjahres um $\frac{1}{12}$.

II. *Zu Artikel B.*

Artikel 6 in der Fassung des Artikels B der Zusatzvereinbarung findet keine Anwendung auf Ein- und Ausfuhrverbote oder -beschränkungen, die erlassen werden :

- a) aus Rücksicht auf die öffentliche Sicherheit,
- b) aus Rücksicht auf die Gesundheitspolizei oder zum Schutze von Tieren oder Nutzpflanzen gegen Krankheiten oder Schädlinge,
- c) in Beziehung auf Kriegsbedarf unter ausserordentlichen Umständen,
- d) für Waren, die den Gegenstand eines Staatsmonopols oder einer monopolähnlichen Einrichtung bilden.

III. *Pferde.*

1. Deutschland gewährt Belgien und Luxemburg für die Zeit vom 1. Oktober 1934 bis zum 31. März 1935 für schwere Arbeitspferde der Nrn. 100 c) und 100 d) des Statistischen Warenverzeichnisses Einfuhrmöglichkeiten in Höhe von 36 v. H. der Stückzahl, die nach der amtlichen deutschen Einfuhrstatistik im Durchschnitt der Kalenderjahre 1925 bis 1929 aus Belgien und Luxemburg in das deutsche Zollgebiet eingeführt worden ist.

2. Für den Fall einer anderweiten Regelung der Einfuhr von Pferden der genannten Art nach Deutschland nach dem 1. Oktober 1934 besteht Einverständnis darüber, dass die nach Abs. 1 eingeführte Menge auf die Gesamtmenge anzurechnen ist, die auf Grund der anderweiten Regelung in der Zeit vom 1. Oktober 1934 bis zum 31. März 1935 eingeführt werden darf.

3. Über die zeitliche Verteilung der nach Abs. 1 und 2 sich ergebenden Einfuhren sowie über sonstige Einzelheiten werden sich die beiderseitigen Regierungen verständigen.

IV. *Kohle.*

Die Deutsche und die Belgische Regierung werden die Verhandlungen über eine endgültige Regelung der Einfuhr von deutscher Kohle und deutschen Koks nach Belgien fortsetzen.

V. *Regierungsausschüsse.*

Jeder der vertragschliessenden Teile wird einen Regierungsausschuss einsetzen. Aufgabe dieser Regierungsausschüsse ist es, in ständiger unmittelbarer Fühlungnahme diejenigen Fragen zu behandeln, die mit der Durchführung des Handelsabkommens zwischen Deutschland und der Belgisch-Luxemburgischen Wirtschaftsunion zusammenhängen. Über die Zusammensetzung der Regierungsausschüsse werden sich die vertragschliessenden Teile Mitteilung machen.

VI. *Congo belge.*

Les Gouvernements belge et allemand entameront aussitôt que possible des négociations concernant la réglementation du trafic des marchandises et des paiements entre l'Allemagne et le Congo belge.

VII.

Ce protocole final fait partie intégrante du sixième arrangement additionnel à l'accord commercial provisoire du 4 avril 1925 entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et l'Allemagne, signé ce jour et reste valable aussi longtemps que cet arrangement additionnel.

Fait en double exemplaire en français et en allemand, à Berlin, le 5 septembre 1934.

(s) Eg. GRAEFFE.

(s) H. FLACH.

VI. *Belgisch-Kongo.*

Die Deutsche und die Belgische Regierung werden sobald als möglich Verhandlungen über die Regelung des Waren- und Zahlungsverkehrs zwischen Deutschland und Belgisch-Kongo aufnehmen.

VII.

Dieses Schlussprotokoll bildet einen wesentlichen Bestandteil der heute unterzeichneten sechsten Zusatzvereinbarung zu dem Vorläufigen Handelsabkommen zwischen Deutschland und der Belgisch-Luxemburgischen Wirtschaftsunion vom 4. April 1925 und gilt ebensolange wie diese.

In doppelter Urschrift ausgefertigt in Deutsch und Französisch in Berlin am 5. September 1934.

H. FLACH.

Eg. GRAEFFE.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3547. — ADDITIONAL ARRANGEMENT TO THE PROVISIONAL COMMERCIAL AGREEMENT OF APRIL 4TH, 1925, BETWEEN GERMANY AND THE ECONOMIC UNION OF BELGIUM AND LUXEMBURG. SIGNED AT BERLIN, SEPTEMBER 5TH, 1934.

THE BELGIAN and GERMAN GOVERNMENTS have agreed upon the following provisions :

Article A.

Annex IV to Article 5 of the Provisional Commercial Agreement of April 4th, 1925, between the Economic Union of Belgium and Luxemburg and Germany shall be amended and completed as provided in the Annex hereto.

Article B.

1. In view of the abnormal situation created in respect of international exchanges of goods by the economic crisis, the Belgian and German Governments have agreed to cancel the provisions of the Final Protocol concerning Article 6 of the Provisional Commercial Agreement of April 4th, 1925, between the Economic Union of Belgium and Luxemburg and Germany, and to substitute for the text of the said Article 6 the following text :

Article 6.

Should one of the Contracting Parties find itself obliged to prohibit or limit the import or export of goods, it shall take reasonable account of the interests of the other Party.

2. As soon as the Contracting Governments are of opinion that the present economic crisis has passed, they shall resume negotiations with a view to changing the contents of Article 6.

Article C.

The period for denunciation provided for in Article 17, paragraph 2, of the Provisional Commercial Agreement of April 4th, 1925, shall be reduced to two months.

Article D.

The present Additional Arrangement shall form an integral part of the Provisional Commercial Agreement of April 4th, 1925. It shall be ratified and shall come into force on the fifteenth day after the exchange of the instruments of ratification, which shall take place at Brussels.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

The Contracting Parties shall nevertheless put the Additional Arrangement into force provisionally, before the exchange of instruments of ratification, as from September 20th, 1934, with the exception of the clause under 3, 3 of the Annex to Article A, which shall be put into force provisionally as from September 15th, 1934.

Done in duplicate, in French and German, at Berlin, this 5th day of September, 1934.

(Signed) Eg. GRAEFFE.

(Signed) H. FLACH.

ANNEX TO ARTICLE A.

Number of the German Customs Tariff	Description of Goods	Rate of duty per metric quintal in RM.
--	----------------------	--

1. In the item ex 26 appearing in Article 1, paragraph (b), of the Fourth Additional Arrangement of May 10th, 1933, Customs Duty "2" to become "0.80".

2. In item ex 33, § 6 (spinach leaves) to be deleted.

3. Item ex 38 to be amended as follows :

(1) In § 1 (plants in pots), subdivision 2 (laurels), "20" to become "10".

(2) In § 3 (rose-trees) Customs duty "42" to become "25", and the following note to be added :

Note. The conventional duty of 25 RM. per metric quintal applies only to an annual quantity of 25 metric quintals. The duty is valid only if, after due agreement between the Contracting Parties, it is guaranteed at the rose-trees :

(a) Have been cultivated in Luxemburg ;

(b) Are sold to buyers in Germany only at prices which, carriage paid to the frontier and Customs duty included, are not below the lowest prices fixed by law in Germany for rose-trees of equivalent quality, and that

(c) No consignment is sent to a public authority or to a large retail shop (*Warenhaus*).

The benefit of the conventional duty is subject to the production by the importer, at the time of clearance of each consignment intended for free circulation, of a certificate issued by a Luxemburg organisation to the effect that the consignor has undertaken to observe the conditions laid down in the first paragraph, letters (a) - (c).

The Contracting Parties will agree as to the organisations empowered to issue the certificates and also as to the form of the certificates.

3. § 4, subdivision 4 (Indian azaleas, etc.), to be replaced by :

Indian azaleas, with buds in which the colour of the flower cannot yet be distinguished, with mould clods, also in tubs or cases, up to February 28th, 1935

Note. The conventional duty of 25 RM. per metric quintal applies only to a quantity equal to 70.6 % of the quantity of azaleas which, according to the German official import returns, were imported into German Customs territory from Belgium during the civil year 1932, with deduction of the quantity which, according to the German official import returns, was imported from Belgium during the month of April

25.—

Number of the German Customs Tariff	Description of Goods	Rate of duty per metric quintal in RM.
	1934 on payment of a rate of Customs duty of 25 RM. This duty applies only if, after due agreement between the Contracting Parties, it is guaranteed that : (a) The Indian azaleas have been cultivated in Belgium ; (b) The Indian azaleas are sold to buyers in Germany only at prices which, carriage paid to frontier and Customs duty included, are not below the lowest prices fixed in Germany for azaleas of equivalent quality ; (c) Poled Indian azaleas are not imported into Germany ; (d) Grafted Indian azaleas measure from bud to bud at least 20 cm. in diameter and root-genuine Indian azaleas measure from bud to bud at least 12 cm. in diameter. The benefit of the conventional duty is subject to production by the importer, at the time of clearance of each consignment intended for free circulation, of a certificate issued by a Belgian organisation to the effect that the consignor has undertaken to observe the conditions laid down in paragraph I, letters (a) — (d). The Contracting Parties will agree as to the organisations empowered to issue the certificates and also as to the form of the certificates.	
	(4) In § 4 (others), subdivision 2 (laurels with mould clods, etc.), Customs duty of " 15 " to become " 10 ".	
	4. Item No. ex 40 to be deleted.	
	5. Item No. ex 45 to be replaced by :	
ex 45	Grapes, fresh (dessert grapes), cultivated in Belgian greenhouses, and in containers weighing 4 kg. or less, imported as postal packages or otherwise, from February 1st to May 31st <i>Note.</i> The benefit of the conventional duty of 15 RM. per metric quintal is subject to production by the importer, at the time of clearance of each consignment intended for free circulation, of a certificate issued by a Belgian organisation to the effect that the grapes have been cultivated in Belgian greenhouses. The Contracting Parties will agree as to the organisations empowered to issue the certificates and also as to the form of the certificates. In doubtful cases, the German authorities have the right to verify the correctness of the particulars appearing in the certificates.	15.—
	6. After No. ex 100, add :	
ex 115	Sprats (<i>Breilinge</i>) for the preparation of Norwegian anchovies (<i>Appetitsild</i>) in the importers' own factories under Customs inspection. . . <i>Note.</i> The conventional duty of 1 RM. applies only to an annual quantity equal to 30 % of the quantity of sprats which, by agreement between the two parties based on joint enquiries, was imported from Belgium in 1933 into German Customs territory.	1.—
	Turbots and sole (fresh) <i>Note.</i> The conventional duty of 3 RM. applies only to an annual quantity equal to 30 % of the quantity of fresh sea fish, other than sprats and herrings, which, according to the German official export returns, was exported during the previous year from German Customs territory to Belgium, and this only as long as Belgium admits the importation into Belgium duty-free of sea fish from German Customs territory.	3.—

Number of the German Customs Tariff	Description of Goods	Rate of duty per metric quintal in RM.
--	----------------------	--

7. After No. ex 144, add :

ex 145 | Hair of hare (including that of Angora rabbit) and rabbit (boiled or not) | 15.—

8. In No. ex 166, the duty "2", when referring to castor oil, to be replaced by "exempt".

9. In No. 230, § 2 (ground lime) to be replaced by :

Ground lime :	
Unpacked	0.30
Packed :	
Calcined and slaked	0.30
Other	1.—

Note. The conventional duty of 0.30 RM. per metric quintal on calcined and slaked lime, packed, applies only to a quantity of 25,000 metric quintals for the year 1934 and 90,000 metric quintals for each subsequent civil year.

10. After No. ex 234, add :

ex 246 | Anthracene | exempt

11. In § 4 of No. ex 317, delete "uranium nitrate".

12. After item No. ex 317, add :

ex 317 V. | Uranium salts | exempt

13. After No. ex 361, add :

ex 375	Glue of all kinds (except albumen glue), solid or liquid, also gelatine, whether coloured or not :	
	In slabs :	
	Weighing per square metre { from 500 up to 1,700 gr.	30.—
	{ more than 1,700 gr.	12.—

14. Item No. ex 384 to be deleted.

15. In item No. ex 398, the first § to be replaced by :

| Yarn floss silk, single or multiple, twisted or not, not dyed | exempt

16. After item No. ex 398, add :

ex 413 | Hair of hare (including that of Angora rabbit) and rabbit, combed, bleached, dyed, whether curled or milled or not | 15.—

17. No. ex 416 to be replaced by :

ex 416 | Wool or other animal hair, combed (ribbon-combed), with the exception of the ribbon of Angora rabbit hair | 3.50

Note. The conventional duty applies only to a maximum annual quantity equal to the average of the quantities of products under item 416 which, according to the German official import returns, have been imported by the Economic Union of Belgium and Luxemburg into German Customs territory during the civil years 1931 and 1932.

Clearance at the rate of 3.50 RM. may be effected only through two Customs offices appointed by joint agreement between the Contracting Parties.

Number of the German Customs Tariff	Description of Goods	Rate of duty per metric quintal in RM.
--	----------------------	--

18. Replace Nos. ex. 442-425, including the common heading, by the following :

	(Ex 422/5) — Yarn of wool or other animal hair, mixed or not with textile materials or yarns of vegetable origin, except cotton, not coming under Nos. 417-421 of the General Tariff, with the exception of yarn wholly or partly of Angora rabbit hair :	
ex 422	Combed woollen yarn, unbleached :	
	Single	20.—
	Of two or three strands	24.—
ex 423	Combed woollen yarn, bleached, dyed, printed :	
	Single	30.—
	Of two or three strands	34.—

Note to Nos. ex 422 and ex 423. The conventional duties are applicable only to a total maximum annual quantity of yarn, single or of two or three strands, coming under Nos. 422 and 423, amounting to 60 % of the average quantities which, according to the German official import returns, were imported during the civil years 1929 to 1933 from the Economic Union of Belgium and Luxemburg into German Customs territory. For the civil year 1934, the quantity imported, according to the German official import returns, from January 1st, 1934, to September 19th, 1934, is to be deducted.

Clearance at these conventional rates may be effected only through two Customs offices appointed by joint agreement between the Contracting Parties.

ex 424	Carded yarn, unbleached :	
	Single	16.—
	Of two or three strands	20.—
ex 425	Carded yarn, bleached, dyed, printed :	
	Single	26.—
	Of two or three strands	30.—

Note to No. ex 425. "Grisaille" ("Pepper-and-salt") yarn, single, is treated not as dyed but as unbleached.

"Grisaille" yarn containing an admixture of cotton not exceeding 5 % shall be treated as unmixed "Grisaille" yarn.

Note to Nos. ex 424 and ex 425. The conventional duties are applicable only to a maximum annual quantity corresponding to 50 % of the average quantities of yarns, single or of two or three strands, coming under Nos. 424 and 425 which, according to the German official import returns, were imported during the civil years 1925-1929 from the Economic Union of Belgium and Luxemburg into German Customs territory. For the year 1934, the quantity imported, according to German official import returns, from January 1st to September 19th, 1934, is to be deducted.

Clearance at the above rates may be effected only through two Customs offices appointed by joint agreement between the Contracting Parties.

19. Replace No. ex. 432 by :

ex 432	Felt cloths of wool, manufactured continuously (woven or sewn) or in pieces of specified lengths, unbleached :	
	For the manufacture of wood-pulp, cellulose, straw-pulp or paper, weighing per square metre of woven surface :	
	More than 2,000 gr.	100.—
	More than 1,000 gr. and up to 2,000 gr.	140.—
	More than 500 gr. and up to 1,000 gr.	180.—
	500 gr. or less	220.—

Number of the German Customs Tariff	Description of Goods	Rate of duty per metric quintal in RM.
	For other technical purposes, weighing per square metre of woven surface : More than 2,000 gr. 180.— More than 500 gr. and up to 2,000 gr. 200.— 500 gr. or less 240.— <i>Note.</i> Felt cloths, manufactured in pieces of specified length and weighing 1,000 gr. or less per square metre of woven surface, are admissible only at the conventional rates of 180, 220, 200 and 240 RM. under permit and subject to verification of their use. The various conventional duties are applicable only up to a quantity equal to the quantities which, according to the German official import returns, were imported during the years 1932 and 1933 from the Economic Union of Belgium and Luxemburg into German Customs territory. For the civil year 1934, the quantity imported, according to the German official import returns, from January 1st to September 19th, 1934, is to be deducted. Clearance at the conventional rates may be effected only through two Customs offices appointed by joint agreement between the Contracting Parties.	
20.	Delete No. ex 449.	
21.	Replace Nos. ex 453 and ex 456, including the common heading, by :	
ex 457	Tissues not coming under Nos. 445-452 of the General Tariff, with cloth weave, except pocket handkerchiefs, weighing 150 gr. or more but less than 400 gr. per square metre of woven surface, with warp wholly of flax or hemp and weft wholly of cotton : Unbleached, having in warp and weft together, in 2 centimetres square: 100 threads or less 60.— More than 100 and up to 120 threads 80.— Dressed, bleached, having in warp and weft together, in 2 centimetres square : 100 threads or less 85.— More than 100 and up to 120 threads 105.—	
22.	In No. ex 472, appearing in Article 1 (c) of the Third Additional Arrangement of March 24th, 1933, replace " above No. 50 to No. 72, English, 20 " by :	
	Up to No. 8 English 15.— Above No. 8 and up to No. 14 English 17.50 Above No. 14 and up to No. 20 English 18.75 Above No. 20 and up to No. 35 English 25.— Above No. 35 and up to No. 50 English 32.50 <i>Note.</i> The conventional duties are applicable only up to a maximum annual quantity of 55 % of the average quantities of linen yarn, up to No. 75 English which, according to the German official import returns, were imported during the civil years 1925-1929 from the Economic Union of Belgium and Luxemburg into German Customs territory. Clearance of linen yarn at the rates of duty mentioned above may be effected only through two Customs offices appointed by joint agreement between the Contracting Parties. Above No. 50 and up to No. 75 English 20.—	

Number of the German Customs Tariff	Description of Goods	Rate of duty per metric quintal in RM.
23. After No. 481, add :		
ex 483	Linen yarn (yarn of flax or flax tow), mixed with jute or not, but without admixture of other textile materials, of two or more strands (twisted), prepared for retail sale, up to a quantity of 21 metric quintals for the year 1934 and 76 metric quintals for each subsequent civil year . . <i>Note.</i> Clearance at the rate of 100 RM. may be effected only through two Customs offices appointed by joint agreement between the Contracting Parties.	100.—
24. Replace No. ex 489 by :		
ex 489	Pocket handkerchiefs of linen yarn, in pieces of specified lengths or cut to shape, plain or figured, even if containing dyed or undyed cotton thread in the edges or borders, and without regard to the arrangement or number of the threads, bleached, dyed or printed, in dyed yarn, having in warp and weft together, in 2 centimetres square, more than 120 threads See Note to No. ex 489 and ex 520 inserted after No. ex. 520.	460.—
25. In No. ex. 493, delete subdivisions 1 (up to 100 threads 120) and 2 (101 to 120 threads 130).		
26. After No. ex 493, add :		
ex 520	Handkerchiefs <i>Note to Nos. 489 and ex 520.</i> The duties of 460 RM. on handkerchiefs under No. ex 489 and of 640 RM. on handkerchiefs under No. ex 520 apply only up to a total annual quantity of 2.75 metric quintals for the year 1934 and 10 metric quintals for each subsequent civil year. Clearance at the Customs rates of 460 RM. and 640 RM. may be effected only through two Customs offices appointed by joint agreement between the Contracting Parties. <i>Ex Note to Nos. 518-520.</i> The pocket handkerchiefs coming under No. 520 are liable for a surtax of 35 % if trimmed with lace or embroidery, wholly or partly of silk or not.	640.—
27. Delete Nos. ex 628 and ex 629.		
28. After No. ex 664, add :		
ex 670 § 5	Parchment paper in reels of 20 cm. or less in width, intended to be used in printing mills for carded yarn under Customs inspection. .	25.—
ex 671 § 2	Paper, wholly or partly covered with wares of yarns of all kinds or with backing of wares of yarns of all kinds, in rolls 20 cm. or less in width, for use in worsted yarn spinning-mills, under Customs inspection.	120.—
29. No. 730 to be amended as follows :		
1. After " of one colour ", add :		
. except wares of faience or fine stoneware, for sanitary purposes.		
<i>Note.</i> Wares for sanitary purposes include only fixtures intended to be connected with water-pipes or drainage, such as baths, washing-stands, W.C. pans and the like.		
2. This number to be called " ex 730 ".		
30. After No. 869, add :		
ex 912 E.	Electric fuses, with or without primers	125.—

FINAL PROTOCOL.

At the time of signing the Sixth Additional Arrangement, concluded to-day, to the Provisional Commercial Agreement of April 4th, 1925, between the Economic Union of Belgium and Luxemburg and Germany, the following provisions have been agreed upon :

I. *Ad Article A, Annex.**Ad No. ex. 38, § 3 (Rose-trees), Note :*

In order to ensure compliance with the conditions set forth in § 1 (a) – (c) of the Note, it has been agreed as follows :

(1) The Luxemburg Government shall grant attestations and quota certificates — when quota certificates are issued by organisations designated by the said Government — only to consignors who have given an undertaking in writing to comply strictly with the conditions laid down in § 1 (a) – (c) of the Note.

(2) The Mixed Board provided for to deal with Indian azaleas shall also be competent to supervise the application of the above-mentioned conditions relating to rose-trees. For that purpose, experts from rose-growing circles may sit on the board.

Ad No. ex 38, § 4, subdivision 4 (Indian azaleas), Note :

In order to ensure compliance with the conditions set forth in § 1 (a) – (d) of the Note, it is agreed as follows :

(1) The Belgian Government shall grant attestations and quota certificates — when quota certificates are issued by authorities designated by the said Government — only to consignors who have undertaken in writing to comply strictly with the conditions laid down in § 1 (a) – (d) of the Note.

(2) As soon as the present Arrangement is provisionally put into force, the Contracting Parties shall set up a Joint Board whose duty it shall be to see that the above-mentioned conditions are observed and to discuss direct all difficulties arising with regard to the import of Indian azaleas from Belgium and, if necessary, to make proposals to the Governments of the two Parties with a view to remedying them. Experts appointed by both Parties and drawn from producers' circles shall form part of the said Board. The proceedings of the Board, to which each Government shall send a representative as an observer, shall be held alternately in Germany and in Belgium. The Board may, however, make an exception to this rule when fixing the place of meeting.

Ad No. 115 (Sprats known as " Breilinge ") :

It is agreed that in 1933 Belgium imported 33,300 metric quintals of sprats (*Breilinge*) into German Customs territory.

Ad Nos. ex 38, 115, 230 :

When a Customs quota has been established in respect of the products included under these numbers, clearance at the conventional duties may be effected only through two Customs offices, appointed by joint agreement between the Contracting Parties, or without the appointment of specific Customs houses, but in such case on production of quota certificates made out or visaed by a German Customs office. Should clearance be limited to specified Customs offices, the German Government agrees that partial quantities to be fixed by number shall be deducted from the Customs quota and shall be cleared through other German Customs houses to be appointed by joint agreement, the two Governments reserving their right, if necessary, to reach agreement as to any changes to be made in the partial quantities so deducted.

Furthermore, should clearance be limited to specified Customs offices, and should the Belgian and Luxemburg Governments express a desire to that effect, the production of quota certificates shall be required, attesting that the consignments should form part of the quota.

The Belgian and Luxemburg Governments shall notify to the German Government the regulations they have adopted for the categories of the products in question.

The Contracting Parties shall reach agreement with regard to the German Customs offices, the Belgian and Luxemburg organisations which shall issue quota certificates and the procedure to be followed.

Ad No. ex 416 (Note) :

As regards the products of No. ex 416, in respect of which the rate of tax of 3.50 RM. which appears in the General Tariff at present in force is consolidated by convention within the limits of a Customs quota, should the said rate be raised, the maximum quota agreed upon shall be reduced during the civil year for which the increase in the Customs tariff is applied. During that year it shall be reduced by one-twelfth for each complete month that has expired at the time when the increase in Customs duties comes into force.

Ad No. ex 472 (Note) :

As regards the products of No. ex 472, in respect of which the rate of tax of 15 RM., 17.50 RM., 18.75 RM., 25 RM., and 32.50 RM. which appears in the General Tariff at present in force is consolidated by convention within the limits of a Customs quota, should the said rate be raised, the maximum quota agreed upon shall be reduced during the civil year for which the increase in the Customs tariff is applied. During that year it shall be reduced by one-twelfth for each complete month that has expired at the time when the increase in Customs duties comes into force.

II. *Ad Article B.*

Article 6, in Article *B* of the Additional Arrangement, shall not apply to import or export prohibitions or restrictions adopted :

- (a) For reasons of public safety ;
- (b) In order to safeguard public health or to protect useful animals or plants against disease or parasites ;
- (c) For war supplies in extraordinary circumstances ;
- (d) For goods which form the subject of a State monopoly or similar institution.

III. *Horses.*

1. Germany hereby grants Belgium and Luxemburg for the period October 1st, 1934 – March 31st, 1935, a quota for the import of heavy draught horses, under Nos. 100 (c) and 100 (d) of the statistical list of goods, up to 36 % of the average number of horses which, according to the German official import returns, were imported during the calendar years 1925–1929 from Belgium and Luxemburg into German Customs territory.

2. Should the import into Germany, after October 1st, 1934, of horses of the above-mentioned species be subject to other regulations, it has been agreed that the quantity imported under § 1 shall be deducted from the total quantity which, under these other regulations, might be imported during the period October 1st, 1934 – March 31st, 1935.

3. The Contracting Parties shall reach agreement as to the allocation by periods of the quantities resulting from §§ 1 and 2, and as to other modes of application.

IV. *Coal.*

The Belgian Government and the German Government shall continue negotiations with a view to a final settlement regarding the importation of German coal and coke into Belgium.

V. *Government Commissions.*

Each of the Contracting Parties shall set up a Government Commission. The Commissions shall remain in permanent contact with each other, and shall have the duty of dealing with all questions connected with the application of the Commercial Agreement concluded between the Economic Union of Belgium and Luxemburg and Germany. The Contracting Parties shall communicate to each other all useful information concerning the composition of the Government Commissions.

VI. *Belgian Congo.*

The Belgian and German Governments shall as soon as possible institute negotiations for the regulation of goods traffic and payments between Germany and the Belgian Congo.

VII.

The present Final Protocol shall form an integral part of the Sixth Additional Arrangement to the Provisional Commercial Agreement of April 4th, 1925, between the Economic Union of Belgium and Luxemburg and Germany signed to-day and shall remain in force for the same period as the said Additional Arrangement.

Done in duplicate, in French and German, at Berlin, this 5th day of September, 1934.

(Signed) Eg. GRAEFFE.

(Signed) H. FLACH.

N° 3548.

DANEMARK ET POLOGNE

Protocole concernant le régime douanier applicable à certaines marchandises, avec annexes, signé à Copenhague, le 10 janvier 1934, et échange de notes concernant certaines dispositions supplémentaires audit protocole, Varsovie, le 1^{er} mai 1934.

DENMARK AND POLAND

Protocol regarding the Customs Tariff applicable to Certain Goods, with Annexes, signed at Copenhagen, January 10th, 1934, and Exchange of Notes concerning Certain Provisions supplementary to the said Protocol, Warsaw, May 1st, 1934.

N° 3548. — PROTOCOLE ¹ ENTRE LE DANEMARK ET LA POLOGNE
CONCERNANT LE RÉGIME DOUANIER APPLICABLE A CERTAINES
MARCHANDISES. SIGNÉ A COPENHAGUE, LE 10 JANVIER 1934.

Texte officiel français communiqué par le Délégué permanent du Danemark auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de ce protocole a eu lieu le 23 novembre 1934.

LE GOUVERNEMENT DU DANEMARK et LE GOUVERNEMENT DE LA POLOGNE, désireux de favoriser et de développer les relations commerciales entre les deux pays et en se référant au Traité ² de commerce et de navigation, conclu à Varsovie entre le Danemark et la Pologne le 22 mars 1924, sont convenus des dispositions suivantes :

1° Les droits de douane polonais énumérés dans la liste ci-jointe (annexe A) ne dépasseront pas, pendant la durée de six mois à partir du 1^{er} janvier 1934, les chiffres fixés dans cette liste.

2° S'il survient en Danemark, pendant la durée de la période de six mois ci-dessus indiquée, une augmentation des droits de douane énumérés dans la liste ci-jointe (annexe B), ou si, pendant ladite période, on introduit en Danemark des droits de douane pour les marchandises jouissant actuellement de la franchise de douane, énumérées dans la même liste, le Gouvernement polonais aura le droit de demander au Gouvernement danois d'entamer immédiatement des pourparlers.

Si ces pourparlers n'aboutissent pas à un résultat positif dans le délai de trois semaines après la date de la présentation de la demande du Gouvernement polonais, ce gouvernement aura la faculté de retirer en tout ou en partie les concessions tarifaires énumérées dans la liste constituant l'annexe A du présent protocole.

3° Le présent protocole sera ratifié et les instruments de ratification seront échangés à Varsovie aussitôt que possible.

Il entrera en vigueur au jour de l'échange des instruments de ratification et sera valable jusqu'au 30 juin 1934.

Dans le cas où, un mois avant l'expiration de ce terme, aucun des deux gouvernements n'aurait déclaré son désir d'y renoncer ou d'entamer des négociations en vue d'y apporter des modifications, il sera prolongé par voie de tacite reconduction pour une période indéterminée et pourra être dénoncé en tout temps. En cas de dénonciation, il demeurera en vigueur un mois à compter du jour où l'un des deux gouvernements aura notifié à l'autre son intention d'en faire cesser les effets.

Fait à Copenhague, en double exemplaire, le 10 janvier 1934.

(Signé) P. MUNCH.

(Signé) Michel SOKOLNICKI.

¹ Ce protocole a été mis provisoirement en vigueur à partir du 1^{er} février 1934.

² Volume XXXI, page 13, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 3548. — PROTOCOL ² BETWEEN DENMARK AND POLAND
REGARDING THE CUSTOMS TARIFF APPLICABLE TO CERTAIN
GOODS. SIGNED AT COPENHAGEN, JANUARY 10TH, 1934.

French official text communicated by the Permanent Delegate of Denmark accredited to the League of Nations. The registration of this Protocol took place November 23rd, 1934.

THE DANISH GOVERNMENT and THE POLISH GOVERNMENT, being desirous of promoting and extending the commercial relations between the two countries, and referring to the Treaty³ of Commerce and Navigation concluded at Warsaw between Denmark and Poland on March 22nd, 1924, have agreed on the following provisions :

(1) The Polish Customs duties enumerated in the list attached hereto (Annex A) shall not, during a period of six months as from January 1st, 1934, exceed the figures fixed in that list.

(2) If during the aforesaid period of six months the Customs duties enumerated in the list attached hereto (Annex B) are increased in Denmark, or if during the said period Customs duties are introduced in Denmark for the goods now exempt enumerated in that same list, the Polish Government shall have the right to request the Danish Government to open negotiations immediately.

If such negotiations do not produce positive results within three weeks after the date of the request of the Polish Government, the latter shall have the right to withdraw all or part of the tariff concessions enumerated in the list constituting Annex A to the present Protocol.

(3) The present Protocol shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Warsaw as soon as possible.

It shall come into force on the day of the exchange of the instruments of ratification and shall remain in force until June 30th, 1934.

If, one month before the expiry of that time-limit, neither of the two Governments has expressed the desire to renounce it or to institute negotiations with a view to introducing modifications, it shall be extended by tacit consent for an indefinite period and may be denounced at any time. In case of denunciation, it shall remain in force for one month as from the day on which one of the two Governments shall have notified the other of its intention no longer to apply the said instrument.

Done at Copenhagen in duplicate, this 10th day of January, 1934.

(Signed) P. MUNCH.

(Signed) Michel SOKOLNICKI.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² This Protocol was put provisionally into force as from February 1st, 1934.

³ Volume XXXI, page 13, of this Series.

ANNEXE A

Position du tarif douanier polonais	Marchandises	Taux de douane par 100 kg. en zloty
ex 160 p. 2	Cryolithe naturelle, pilée, moulue	2
ex 116	Poissons vivants, poissons morts frais (réfrigérés, congelés) :	
p. 4	Poissons du genre gade et autres poissons de mer, à l'exception de ceux qui sont nommément indiqués	10
ex 221	Oléine, ainsi que tous les acides gras d'origine animale et végétale (graisses contenant plus de 45 % d'acides gras libres, sauf la graisse d'os), à l'exception de ceux qui sont nommément indiqués :	
p. 2	Acides gras végétaux	10
227	Flocons d'avoine et autres produits des céréales non dénommées par ailleurs — en emballage :	
p. 1	De plus de 2 kg.	36
p. 2	De 2 kg. ou moins — y compris l'emballage immédiat	70
ex 417	Argiles, couleurs — broyées à l'eau, à la colle, à l'huile et similaires :	
p. 1	Ne contenant pas de matière colorante organique	200
418	Couleurs préparées pour l'imprimerie, la lithographie et autres usages graphiques, ainsi que pour duplicateurs :	
p. 1	Couleurs noires en paquets :	
	a) De plus de 75 kg.	80
	b) De 75 kg. et moins	160
p. 2	Autres :	
	a) Sans matière colorante organique	200
	b) Contenant de la matière colorante organique	300

ANNEXE B

Position du tarif douanier danois	Marchandises	Taux de douane par 100 kg. en cour. dan.
ex 94	Asphalte artificiel	exempt
ex 147	Charbon	exempt
ex 180	Fils de laine peignés, non teints, pour tissage	16,—
ex 261	Pétrole	exempt
	<i>Note.</i> — Il pourra être mis à l'exemption susmentionnée des droits sur le pétrole la condition que ce produit soit coloré ou additionné d'une autre matière révélatrice permettant de s'assurer que le pétrole exempt de droits ne sera pas utilisé pour le fonctionnement des moteurs d'automobiles. Il est entendu que les dispositions visées ci-dessus s'appliquent, le cas échéant, à tout le pétrole qui sera éventuellement importé en Danemark quel que soit le pays d'origine.	

Je soussigné certifie par la présente la con-
formité du texte français avec le texte original.

Copenhague, le 16 novembre 1934.

H. A. Bernhoft,
Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères.

ANNEX A.

Item of the Polish Customs Tariff	Designation of Goods	Customs Duty per 100 kg. in Zloty
ex 160 p. 2	Cryolite, natural, crushed, ground	2
ex 116	Fish living, fish dead, fresh (frozen, chilled) :	
p. 4	Fish of the genus cod and other sea fish not separately designated. .	10
ex 221	Oleine and all fatty acids of animal or vegetable origin (fat containing more than 45 % of free fatty acids, except marrow) not separately designated :	
p. 2	Fatty vegetable acids	10
227	Oat flakes and other cereal products not separately designated — in packages :	
p. 1	Of more than 2 kg.	36
p. 2	Of 2 kg. or less — including the immediate packing	70
ex 417	Clays, colours — ground with water, glue, oil and the like :	
p. 1	Not containing organic colouring matter	200
418	Colours prepared for printing, lithography and other graphic uses and for duplicators :	
p. 1	Colours, black, in packages :	
	(a) Of more than 75 kg.	80
	(b) Of 75 kg. or less	160
p. 2	Other :	
	(a) Without organic colouring matter	200
	(b) Containing organic colouring matter	300

ANNEX B.

Item of the Danish Customs Tariff	Designation of Goods	Customs Duty per 100 kg. in Danish Crowns
ex 94	Artificial asphalt	exempt
ex 147	Coal	exempt
ex 180	Yarn of wool, combed, not dyed, for weaving	16.—
ex 261	Petroleum	exempt
	<i>Note.</i> — The above-mentioned exemption from duties on petroleum may be made conditional on that product being coloured or containing in addition some other distinguishing matter guaranteeing that the petroleum exempt from duty shall not be used for the running of motor engines. It is understood that the aforesaid provisions shall apply, as occasion arises, to any petroleum that may be imported into Denmark whatever the country of origin.	

ÉCHANGE DE NOTES

CONCERNANT CERTAINES DISPOSITIONS SUPPLÉMENTAIRES AU PROTOCOLE SUSMENTIONNÉ.
VARSOVIE, LE 1^{er} MAI 1934.

I.

RZECZPOSPOLITA POLSKA.

République de Pologne.

MINISTERSTWO SPRAW ZAGRANICZNYCH.

Ministère des Affaires étrangères.

N° P. II. D. 81/12/34.

VARSOVIE, le 1^{er} mai 1934.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En me référant à votre mémorandum du 26 mars 1934, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que les couleurs d'orléan broyées à l'eau ou à l'huile et destinées à colorer le beurre et le fromage sont comprises dans la position 417 ex point 2 du tarif douanier polonais et seront assujetties à un droit de 200 zł. par 100 kg.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(Signé) Joseph BECK.

S. E. Monsieur Peter Schou,
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire de Danemark
à Varsovie.

Pour copie conforme :
Copenhague, le 16 novembre 1934.

H. A. Bernhoft,
Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères.

II.

LÉGATION ROYALE DE DANEMARK.

N° 1305/65. H. I.

VARSOVIE, le 1^{er} mai 1934.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En vous accusant réception de votre Note du 1^{er} mai 1934, qui m'informe que les couleurs d'orléan — broyées à l'eau ou à l'huile et destinées à colorer le beurre et le fromage — sont comprises dans la position 417 ex point 2 du tarif douanier polonais et seront dédouanées assujetties à un droit

EXCHANGE OF NOTES

CONCERNING CERTAIN PROVISIONS SUPPLEMENTARY TO THE ABOVE-MENTIONED PROTOCOL.
WARSAW, MAY 1ST, 1934.

I.

REPUBLIC OF POLAND.

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.

No. P. II. D. 81/12/34.

WARSAW, *May 1st*, 1934.

MONSIEUR LE MINISTRE,

With reference to your memorandum of March 26th, 1934, I have the honour to inform you that Orlean colours ground with water or oil for colouring butter and cheese are included in item 417 ex point 2 of the Polish Customs tariff and will be dutiable at the rate of 200 zł. per 100 kg.

I have the honour to be, etc.

(*Signed*) Joseph BECK.

His Excellency Monsieur Peter Schou,
Envoy Extraordinary and Minister
Plenipotentiary of Denmark,
Warsaw.

II.

ROYAL DANISH LEGATION.

No. 1305/65.H.I.

WARSAW, *May 1st*, 1934.

MONSIEUR LE MINISTRE,

In acknowledging receipt of your note of May 1st, 1934, informing me that Orlean colours — ground with water or oil for colouring butter and cheese — are included in item 417 ex point 2 of the Polish Customs tariff and will be dutiable at the rate of 200 zł. per 100 kg., I have the honour

No. 3548

de 200 zł. pour 100 kg., j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement royal de Danemark renonce à son tour à la réduction de douane prévue dans l'annexe A au Protocole du 10 janvier 1934 en faveur des argiles, couleurs — broyées à l'eau, à la colle, à l'huile et similaires — ne contenant pas de matière colorante organique (N° du tarif douanier ex 417, p. 1).

Je saisis cette occasion pour vous réitérer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma plus haute considération.

(Signé) P. SCHOU.

Son Excellence

Monsieur Joseph Beck,
Ministre des Affaires étrangères,
etc., etc., etc.,
à Varsovie.

Pour copie conforme :

Copenhague, le 16 novembre 1934.

H. A. Bernhoft,
Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères.

to inform you that the Royal Danish Government renounces in its turn the Customs reduction provided for in Annex A to the Protocol of January 10th, 1934, in favour of clays, colours — ground with water, glue, oil and the like — not containing organic colouring matter (Customs tariff No. ex 417, p. 1).

I have the honour to be, etc.

(Signed) P. SCHOU.

His Excellency Monsieur Joseph Beck,
Minister for Foreign Affairs,
etc., etc., etc.,
Warsaw.

N° 3549.

GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ET NORVÈGE

Accord concernant les réclamations
relatives aux dégâts occasionnés à
l'attirail de pêche. Signé à Lon-
dres, le 5 novembre 1934.

GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND NORWAY

Agreement regarding Claims in Re-
spect of Damage to Fishing Gear.
Signed at London, November 5th,
1934.

TEXTE NORVÉGIEN. — NORWEGIAN TEXT.

N^o 3549. — AVTALE MELLEM NORGE OG STORBRITANNIA ANGÅENDE
BEHANDLING AV ERSTATNINGSKRAV FOR SKADE PÅ FI-
SKEREDSKAPER. UNDERTEGNET I LONDON DEN 5. NOVEMBER
1934.

*Textes officiels anglais et norvégien communiqués par le délégué permanent de la Norvège auprès de la
Société des Nations et le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne.
L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 1^{er} décembre 1934.*

DEN NORSKE REGJERING OG REGJERINGEN I DET FORENTE KONGERIKE STORBRITANNIA OG NORD-IRLAND, som ønsker å istandbringe en ordning til behandling av krav fremsatt av det ene lands fiskere mot fiskere fra det annet land i anledning av skade på fiskeredskaper, forårsaket farvann utenfor kystene av Norge og det Forente Kongerike Storbritannia og Nord-Irland, er blitt enig om følgende bestemmelser :

Artikkel 1.

Der skal nedsettes en nevnd i Norge og en nevnd i det Forente Kongerike, hver nevnd bestående av 2 medlemmer, hvorav det ene opnevnes av den norske Regjering og det annet av det Forente Kongerikes Regjering.

Artikkel 2.

Hver nevnd skal bemyndiges til, i overensstemmelse med følgende bestemmelser, å behandle spørsmål om skade som påstås å være tilføiet fiskeredskaper tilhørende fiskere fra det ene av de to land av fiskere fra det annet land i farvann utenfor kysten av det land i hvilket nevnden er nedsatt.

Artikkel 3.

Når sådan skade som omhandlet i artikkel 2 påstås å være forårsaket, kan såvel enhver av partene i saken som vedkommende myndigheter i hvert land forelegge spørsmålet om denne skade for den nevnd det gjelder, gjennom et av nevndens medlemmer. Foreleggelsen for nevnden skal finne sted med minst mulig ophold. Nevnden skal straks underrette den annen part eller de andre parter om at saken er blitt forelagt den og skal uten ophold undersøke forholdet for å bringe på det rene om kravet er berettiget og hvor stor skaden er.

Artikkel 4.

Når undersøkelsen er avsluttet skal nevnden uten ophold sette sig i forbindelse med partene i saken og søke å bistå dem med å bringe istand et forlik.

Hvis et forlik kommer i stand, skal nevnden tilstille begge de kontraherende Regjeringer en rapport om saken.

No. 3549. — AGREEMENT BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT
IN THE UNITED KINGDOM AND THE NORWEGIAN GOVERNMENT
REGARDING CLAIMS IN RESPECT OF DAMAGE TO FISHING
GEAR. SIGNED AT LONDON, NOVEMBER 5TH, 1934.

English and Norwegian official texts communicated by the Permanent Delegate of Norway accredited to the League of Nations and by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Agreement took place December 1st, 1934.

THE GOVERNMENT OF NORWAY and THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND, being desirous of devising machinery for dealing with claims made by fishermen of one of the two countries against fishermen of the other country in respect of damage to fishing gear in waters adjacent to the coasts of Norway or of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

There shall be established a Board in Norway and a Board in the United Kingdom, each Board consisting of two members, one member appointed by the Norwegian Government and the other by the Government of the United Kingdom.

Article 2.

Each Board shall be authorised to deal with questions of damage alleged to have been caused, in waters adjacent to the coast of the country in which it is established, to fishing gear belonging to fishermen of one of the two countries by fishermen of the other country, in accordance with the following provisions :

Article 3.

Whenever damage of the sort mentioned in Article 2 is alleged to have occurred, either of the parties to the dispute, as well as the authorities concerned in either country, may submit the question of such damage to the competent Board through a member thereof. Such submission shall be made with the least possible delay. The Board shall at once inform the other party or parties to the dispute of the submission and shall proceed without delay to an investigation of the matter in order to ascertain whether the claim is well-founded and what is the extent of the damage involved.

Article 4.

When such investigation is terminated, the Board shall without delay approach the parties to the dispute and shall endeavour to assist them in reaching an amicable settlement.

If a settlement is obtained, the Board shall submit a report on the matter to both contracting Governments.

Artikkel 5.

Dersom det har vist sig umulig å bringe istand et forlik, skal nevnden tilstille begge de kontraherende Regjeringer en detaljert rapport som skal inneholde opplysning om hvorvidt efter dens mening skade er påført fiskeredskaper og om de omstendigheter hvorunder skaden er forvoldt. Rapporten skal videre inneholde en begrunnet redegjørelse for hvorvidt der efter nevndens mening foreligger erstatningsplikt og, i så fall, om størrelsen av erstatningbeløpet og hvem som er pliktig til å betale det.

Hvis nevndens to medlemmer på noe punkt i rapporten ikke skulde komme overens, skal uoverensstemmelsen angis i rapporten.

Artikkel 6.

Nevnden skal avslutte sine undersøkelser angående hver enkelt sak uten ophold og de i artiklene 4 og 5 nevnte rapporter skal som regel tilstilles de to Regjeringer ikke senere enn én måned efter den dag da saken blev forelagt for nevnden.

Artikkel 7.

Når en sådan rapport er mottatt av de kontraherende Regjeringer skal disse straks overveie hvorvidt saken foranlediger ytterligere skritt.

Hvis medlemmene av nevnden er enig om at erstatningsplikt foreligger og hvis den part som har fremsatt kravet har erklært sig tilfreds med det foreslåtte erstatningsbeløp, skal Regjeringen i det land som den annen part tilhører, straks overveie hvilke skritt bør tas for å opnå at beløpet blir betalt.

Artikkel 8.

Bestemmelsene i denne avtale berører ikke erstatningssøkerens rett til å forfølge sitt krav ved vanlig rettergang. De to Regjeringer vil imidlertid efter beste evne søke å opnå at fiskerne i deres respektive land forelegger sine krav for nevnden og at de godtar dens anbefalinger.

Artikkel 9.

Denne avtale, som er avsluttet i norsk og engelsk tekst, hvorav begge er autentiske, trer i kraft fra den dag den er undertegnet. Den forblir i kraft inntil én måned fra den dag den måtte bli opsagt av en av de to kontraherende Regjeringer.

Til bekreftelse herav har de undertegnede, som er behørig befullmektiget, underskrevet denne overenskomst og forsynt den med sine segl.

Utferdiget i to eksemplarer i London den 5. november 1934.

(u) Erik COLBAN.

(u) John SIMON.

Pour copie certifiée conforme :
Ministère des Affaires étrangères,
Oslo, le 24 novembre 1934.

R. B. Skylstad,
Chef de Division.

Article 5.

In cases where it has proved impossible to arrive at an amicable settlement, the Board shall submit to both contracting Governments a detailed report, stating whether, in their opinion, damage has been inflicted on fishing gear, together with the circumstances in which such damage was caused. The report shall, further, contain a reasoned statement as to whether, in the opinion of the Board, any compensation is due, and, if so, what the amount should be, and from whom it is due.

If the two members of the Board fail to agree on any point of the report, such disagreement shall be stated in the report.

Article 6.

The Board shall conclude the investigation of each dispute without delay, and the reports mentioned in Article 4 and Article 5 above shall as a rule be submitted to the two Governments not later than one month after the day on which the matter was submitted to the Board.

Article 7.

When such a report is received by the contracting Governments, they shall immediately consider whether the matter calls for further action.

If the members of the Board are unanimously of opinion that compensation is due, and if the claimant has declared himself satisfied with the proposed amount of the compensation, the Government of the country to which the other party belongs shall immediately consider what action should be taken with a view to obtaining payment of the claim.

Article 8.

The provisions of the present Agreement do not prejudice the right of the claimant to prosecute his claim by way of the ordinary legal procedure, but the two Governments will use their best endeavours to ensure that the fishermen of their respective countries will submit their claims to the Board and abide by its recommendations.

Article 9.

The present Agreement, which is concluded in the Norwegian and English languages, both texts being authentic, comes into force as from the date of its signature. It shall remain in force until 1 month from the date on which it shall have been denounced by one of the two contracting Governments.

In witness whereof the undersigned, duly authorised thereto, have signed the present Agreement and have affixed thereto their seals.

Done in duplicate at London, the 5th day of November, 1934.

(s) Erik COLBAN.

(s) John SIMON.

Pour copie certifiée conforme :
Ministère des Affaires étrangères,
Oslo, le 24 novembre 1934.

R. B. Skylstad,
Chef de Division.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N° 3549. — ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT NORVÉGIEN CONCERNANT LES RÉCLAMATIONS RELATIVES AUX DÉGÂTS OCCASIONNÉS A L'ATTIRAIL DE PÊCHE. SIGNÉ A LONDRES, LE 5 NOVEMBRE 1934.

LE GOUVERNEMENT DE LA NORVÈGE et LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD, désireux d'instituer un organisme qui traiterait des réclamations faites par les pêcheurs de l'un des deux pays envers les pêcheurs de l'autre pays au sujet de dégâts occasionnés à l'attirail de pêche dans les eaux adjacentes aux côtes de la Norvège et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Il sera créé un Bureau en Norvège et un Bureau dans le Royaume-Uni, chaque Bureau comprenant deux membres : un nommé par le Gouvernement norvégien, l'autre par le Gouvernement du Royaume-Uni.

Article 2.

Chaque Bureau sera qualifié pour traiter des questions de dégâts qui auraient été occasionnés, dans les eaux adjacentes aux côtes du pays où il est situé, à l'attirail de pêche appartenant à des pêcheurs de l'un des deux pays par des pêcheurs de l'autre pays, conformément aux dispositions qui suivent :

Article 3.

Chaque fois qu'il sera allégué que des dégâts du genre mentionné à l'article 2 se sont produits, l'une ou l'autre des parties au litige, ainsi que les autorités intéressées de l'un ou l'autre pays, pourra soumettre la question desdits dégâts au Bureau compétent, par l'intermédiaire d'un membre de celui-ci. Cette démarche aura lieu dans le plus bref délai possible. Le Bureau en informera sur-le-champ l'autre Partie ou les autres parties au litige et procédera sans retard à une enquête sur l'affaire, afin de s'assurer du bien-fondé de la réclamation et d'établir l'importance des dégâts dont il s'agit.

Article 4.

Une fois cette enquête terminée, le Bureau se mettra sans retard en rapport avec les parties au litige et s'efforcera de les aider à arriver à un règlement amiable.

Si un règlement intervient, le Bureau soumettra aux deux Gouvernements contractants un rapport sur l'affaire.

Article 5.

Dans les cas où il se sera avéré impossible d'arriver à un règlement amiable, le Bureau soumettra aux deux Gouvernements contractants un rapport détaillé indiquant si, à son avis, des dégâts ont

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

été occasionnés à un attirail de pêche et exposant en même temps les circonstances dans lesquelles ces dégâts se sont produits. Le rapport contiendra en outre un exposé dûment motivé sur le point de savoir si, de l'avis du Bureau, il est dû une indemnité et, dans l'affirmative, quel devrait en être le montant et à qui en incombe le paiement.

Si l'accord ne peut se réaliser sur tel ou tel point du rapport entre les deux membres du Bureau, ce désaccord sera exposé dans le rapport.

Article 6.

Le Bureau conclura sans retard l'enquête sur chaque litige, et les rapports mentionnés aux articles 4 et 5 ci-dessus seront, en règle générale, soumis aux deux gouvernements un mois au plus après le jour où l'affaire aura été soumise au Bureau.

Article 7.

Quand les Gouvernements contractants auront reçu un rapport de ce genre, ils examineront immédiatement si l'affaire appelle de nouvelles mesures.

Si les membres du Bureau sont unanimement d'avis qu'il est dû une indemnité et si le demandeur s'est déclaré satisfait du montant de l'indemnité proposée, le gouvernement du pays dont l'autre partie est ressortissant examinera immédiatement quelles mesures il y aurait lieu de prendre en vue d'obtenir le paiement de la somme réclamée.

Article 8.

Les dispositions du présent accord ne préjugent pas le droit qu'a le demandeur de poursuivre sa demande par les voies judiciaires ordinaires, mais les deux gouvernements s'emploieront de leur mieux à faire en sorte que les pêcheurs de leurs pays respectifs soumettent leurs réclamations au Bureau et s'en tiennent à ses recommandations.

Article 9.

Le présent accord, conclu en langue norvégienne et en langue anglaise, les deux textes faisant également foi, entre en vigueur à partir de la date de sa signature. Il restera en vigueur un mois après la date à laquelle il aura été dénoncé par l'un des deux Gouvernements contractants.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent accord et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double exemplaire à Londres, le 5 novembre 1934.

(Signé) Erik COLBAN.

(Signé) John SIMON.

N° 3550.

FINLANDE ET SUÈDE

Arrangement concernant le régime des importations de viande finlandaise en Suède, signé à Helsingfors, le 5 septembre 1934, et échange de notes y relatif, Helsingfors, les 28 et 29 juin 1935.

FINLAND AND SWEDEN

Agreement regarding the Regime applicable to the Importation of Finnish Meat into Sweden, signed at Helsingfors, September 5th, 1934, and Exchange of Notes relating thereto, Helsingfors, June 28th and 29th, 1935.

TEXTE SUÉDOIS. — SWEDISH TEXT.

N^o 3550. — ÖVERENSKOMMELSE MELLAN SVERIGE OCH FINLAND
RÖRANDE INFÖRSEL AV KÖTT FRÅN FINLAND TILL SVERIGE.
UNDERTECKNAD I HELSINGFORS, DEN 5 SEPTEMBER 1934.

*Textes officiels finnois et suédois communiqués par le ministre des Affaires étrangères de Suède.
L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 3 décembre 1934.*

Mellan SVERIGE och FINLAND har följande överenskommelse träffats :

1. Svenska Regeringen medger, att — utöver den införsel av finskt kött, som kan ske enligt de nuvarande kontrollbestämmelserna — under tiden intill utgången av år 1935 må till Sverige från Finland införas färskt kött av nötkreatur till en årlig mängd av 600.000 kg. tillämpning av vare sig bestämmelserna i 12 § i förordningen den 30 september 1921 (nr 581), enligt lydelse den 13 september 1928 (nr 353) och den 4 januari 1929 (nr 2), angående kontroll vid införsel till riket av köttvaror och djurfett eller föreskrifterna i kungörelsen den 13 september 1928 (nr 354) med vissa bestämmelser rörande beredning och saluhållande av vissa köttvaror av utländskt ursprung ; skolande köttet efter godkännande förses med sådan stämpel, som angives i 10 § 2 nom. av kungörelsen den 10 oktober 1913 (nr 240) med särskilda föreskrifter om besiktning och stämpling av kött m. m. enligt lagen angående köttbesiktning och slakthus.

Kött, som skall inräknas i den sålunda medgivna kontingenten, skall åtföljas av å Finlands Regerings vägnar av finsk tullmyndighet utfärdat intyg härom.

2. Svenska Regeringen förbehåller sig eventuellt rätt att anvisa köpare av nämnda kvantitet eller del därav, i vilket fall Regeringen även åtager sig garanti för betalning. Importen skall ske med 200.000 kg. över Stockholm och 400.000 kg. över Haparanda per kalenderår.

3. Finlands Regering förbinder sig att icke före den 30 juni 1935 uppsäga gällande handelsavtal jämte slutprotokoll och deklaration mellan Sverige och Finland.

4. Denna överenskommelse, som icke behöver ratificeras, träder omedelbart i kraft, dock äger införseln av finskt kött att för ininevarande år ske med 100.000 kg. över Stockholm och 200.000 kg. över Haparanda.

Överenskommelsen förbliver gällande intill utgången av år 1935 samt förlänges därefter automatiskt — såväl i avseende å Svenska Regeringens under punkt 1 gjorda medgivande med de under punkt 2 angivna förbehåll som i avseende å Finlands Regerings förbindelse under punkt 3 att ej använda rätten att uppsäga handelsavtalet jämte slutprotokoll och deklaration — för ett år åt gången, därest ej uppsägning av någondera parten sker minst sex månader före giltighetstidens utgång.

Till bekräftelse härav hava undertecknade, därtill behörigen befullmäktigade, underskrivit detta protokoll i två exemplar och försett det med sina sigill.

Som skedde i Helsingfors den 5 september 1934.

(L. S.) Carl VON HEIDENSTAM.

TEXTE FINNOIS. — FINNISH TEXT.

N^o 3550. — SUOMEN JA RUOTSIN VÄLINEN, LIHANTUONTIA SUOMESTA RUOTSIIN KOSKEVA SOPIMUS, ALLEKIRJOITETTU HELSINGISSÄ, SYYSKUUN 5 PÄIVÄNÄ 1934.

Finnish and Swedish official texts communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Agreement took place December 3rd, 1934.

Ruotsin ja Suomen kesken on tehty seuraava sopimus :

1. Ruotsin Hallitus suostuu siihen, että — sen suomalaisen lihan tuonnin lisäksi, joka voi tapahtua nykyisten tarkastusmääräysten mukaisesti — vuoden 1935 loppuun mennessä saadaan Suomesta Ruotsiin tuoda 600.000 kg : n vuotuismäärä tuoretta nautaeläimen lihaa soveltamatta syyskuun 30 päivänä 1921 annetun, lihatavaroita ja eläinrasvaa maahan tuotaessa tapahtuvaa tarkastusta koskevan asetuksen (n:o 581) 12 § : n määräyksiä, sellaisina kuin ne ovat syyskuun 13 päivän 1928 (n:o 353) ja tammikuun 4 päivän 1929 (n:o 2) asetuksissa, ja syyskuun 13 päivänä 1928 annetun, eräitä erinaisten alkuperältään ulkomaisten lihatavaroiden valmistusta ja myyntiä koskevia määräyksiä sisältävän julistuksen (n:o 354) säännöksiä ; ja on liha hyväksyttynä varustettava sellaisella leimalla, joka mainitaan lokakuun 10 päivänä 1913 annetun, erinäisiä säännöksiä lihan tarkastusta ja teurastamoja koskevan lain mukaisesta lihan tarkastamisesta ja leimaamisesta y. m. sisältävän julistuksen (n:o 240) 10 § : n 2 momentissa.

Lihaa, joka on sisällytettävä täten myönnettyyn kiintiöön, tulee seurata Suomen tulliviranomaisen Suomen Hallituksen puolesta antama, tätä koskeva todistus.

2. Ruotsin Hallitus varaa itselleen mahdollisen oikeuden osoittaa ostajan mainitulle määrälle tai sen osalle, missä tapauksessa Hallitus myös sitoutuu ottamaan taatakseen maksusta. Määrästä on Tukholman kautta tuotava 200.000 kg. ja Haaparannan kautta 400.000 kg. kalenterivuodessa.

3. Suomen Hallitus sitoutuu olemaan ennen kesäkuun 30 päivää 1935 irtisanomatta Ruotsin ja Suomen kesken voimassaolevaa kauppasopimusta päätöspöytäkirjoineen ja selityskirjoineen.

4. Tämä sopimus, jota ei tarvitse ratifioida, tulee voimaan heti ; kuitenkin saadaan suomalaista lihaa kuluvan vuoden osalta tuoda Tukholman kautta 100.000 kg. ja Haaparannan kautta 200.000 kg.

Sopimus pysyy voimassa vuoden 1935 loppuun asti ja jatkuu sen jälkeen itsestään — mitä tulee niin Ruotsin Hallituksen 1 kohdassa antamaan suostumukseen 2 kohdan sisältämine varaumineen kuin Suomen Hallituksen 3 kohdassa antamaan sitoumukseen olla käyttämättä oikeutta sanoa irti kauppasopimus päätöspöytäkirjoineen ja selityskirjoineen — vuoden kerrallaan, ellei kumpikaan puoli toimita irtisanomista vähintään kuutta kuukautta ennen voimassaoloajan päättymistä.

Vakuudeksi ovat allekirjoittaneet asianmukaisesti valtuutettuina allekirjoittaneet tämän pöytäkirjan kahtena kappaleena ja varustaneet sen sineteillään.

Tehtiin Helsingissä syyskuun 5 päivänä 1934.

(L. S.) A. HACKZELL.

Certifiée pour copie conforme :

Stockholm,

au Ministère royal des Affaires étrangères,

le 30 novembre 1934.

Le Chef des Archives :

Torsten Gihl.

¹ TRADUCTION.

N° 3550. — ARRANGEMENT ENTRE LA FINLANDE ET LA SUÈDE
CONCERNANT LE RÉGIME DES IMPORTATIONS DE VIANDE
FINLANDAISE EN SUÈDE. SIGNÉ A HELSINGFORS, LE 5 SEP-
TEMBRE 1934.

Entre LA SUÈDE et LA FINLANDE est intervenu l'arrangement suivant :

1. Le Gouvernement suédois autorisera — en sus des importations de viandes finlandaises pouvant avoir lieu en application des règles de contrôle actuelles — l'importation de Finlande en Suède, jusqu'à la fin de l'année 1935, de viande fraîche d'animaux de l'espèce bovine jusqu'à concurrence d'une quantité annuelle de 600.000 kg., sans que soient observées les dispositions de l'article 12 de l'Ordonnance N° 581 du 30 septembre 1921, amendée par les décrets N° 353 du 13 septembre 1928 et N° 2 du 4 janvier 1929, concernant le contrôle des importations de viandes et de graisses animales en Suède, ni les prescriptions du décret N° 354 du 13 septembre 1928 énonçant certaines dispositions relatives à la préparation et à la mise en vente de certaines viandes d'origine étrangère; les viandes en question devront, une fois reconnues propres à la consommation, être munies de l'estampille indiquée à l'article 10, alinéa 2, du décret N° 240 du 10 octobre 1913 fixant des dispositions spéciales sur l'inspection et l'estampillage des viandes, etc., conformément à la loi sur l'inspection des viandes et les abattoirs.

Les viandes à comprendre dans le contingent ainsi accordé devront être accompagnées d'un certificat à cet effet, délivré par l'administration douanière finlandaise au nom du Gouvernement finlandais.

2. Le Gouvernement suédois se réserve le droit éventuel de désigner les acheteurs de tout ou partie de la quantité susvisée, auquel cas il garantira aussi le paiement. L'importation aura lieu à raison de 200.000 kg. par Stockholm et de 400.000 kg. par Haparanda, pour chaque année civile.

3. Le Gouvernement finlandais prend l'engagement de ne pas dénoncer avant le 30 juin 1935 l'accord commercial, le protocole final et la déclaration qui sont en vigueur entre la Suède et la Finlande.

4. Le présent arrangement, dont la ratification ne sera pas nécessaire, entrera immédiatement en vigueur; toutefois, les importations de viandes finlandaises ne devront pas dépasser, pour l'année en cours, 100.000 kg. par Stockholm et 200.000 kg. par Haparanda.

L'arrangement restera en vigueur jusqu'à la fin de 1935 et sera ensuite prorogé par tacite reconduction, pour un an à la fois — aussi bien en ce qui concerne le consentement donné par le Gouvernement suédois (alinéa 1) avec les réserves formulées (alinéa 2) que l'engagement pris par le Gouvernement finlandais (alinéa 3) de ne pas faire usage du droit de dénoncer l'accord commercial, le protocole final et la déclaration —, à moins que cet arrangement n'ait été dénoncé par l'une des Parties au moins six mois avant l'expiration de sa durée de validité.

En foi de quoi les soussignés, dûment munis de pleins pouvoirs à cet effet, ont signé le présent arrangement en double exemplaire, et l'ont revêtu de leurs cachets.

Fait à Helsingfors le 5 septembre 1934.

(L. S.) Carl VON HEIDENSTAM.

(L. S.) A. HACKZELL.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 3550. — AGREEMENT BETWEEN FINLAND AND SWEDEN
REGARDING THE REGIME APPLICABLE TO THE IMPORTA-
TION OF FINNISH MEAT INTO SWEDEN. SIGNED AT HELSING-
FORS, SEPTEMBER 5TH, 1934.

The following Agreement has been concluded between SWEDEN and FINLAND :

1. The Swedish Government will authorise, in addition to the importation of Finnish meat which may take place in accordance with the present rules regarding control, the importation into Sweden from Finland up to the end of 1935 of fresh meat of bovine cattle for an annual amount not exceeding 600,000 kg., notwithstanding the provisions of Article 12 of the Decree of September 30th, 1921 (No. 581), as amended by the Decrees of September 13th, 1928 (No. 353), and January 4th, 1929 (No. 2), regarding control over the import into Sweden of meat and animal fats or of the provisions of the Decree of September 13th, 1928 (No. 354), laying down certain provisions regarding the preparation and sale of certain meat of foreign origin; after the meat has been approved, it shall be marked as provided by Article 10, paragraph 2, of the Decree of October 10th, 1913 (No. 240), containing special provisions for the inspection and marking of meat, etc., in accordance with the law on meat inspection and slaughter-houses.

Meat for inclusion in the quota thus granted shall be accompanied by a certificate for that purpose issued on behalf of the Finnish Government by the Finnish Customs Administration.

2. The Swedish Government reserves the right, if necessary, to designate purchasers of all or part of the above-mentioned quantity, in which case it will also guarantee payment. The import shall take place to the extent of 200,000 kg. via Stockholm and 400,000 kg. via Haparanda each calendar year.

3. The Finnish Government undertakes not to denounce the existing Commercial Agreement together with the Final Protocol and Declaration between Sweden and Finland before June 30th, 1935.

4. The present Agreement, which does not require ratification, shall come into force immediately, but the import of Finnish meat for the present year shall be at the rate of 100,000 kg. via Stockholm and 200,000 kg. via Haparanda.

The Agreement shall remain in force until the end of 1935 and shall for one year at a time thereafter be automatically prolonged, both in respect of the concession granted under paragraph 1 by the Swedish Government and the reservation contained in paragraph 2, and in respect of the Finnish Government's undertaking under paragraph 3 not to avail itself of the right to denounce the Commercial Agreement together with the Final Protocol and Declaration, unless one of the Parties denounces the agreement at least six months before the expiry of the period of validity.

In faith whereof the undersigned, duly authorised for the purpose, have signed the present Agreement in duplicate and have thereto affixed their seals.

Done at Helsingfors, this 5th day of September, 1934.

(L. S.) Carl VON HEIDENSTAM.

(L. S.) A. HACKZELL.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

NOTVÄXLING ¹.

Texte officiel suédois communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Suède. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 15 juillet 1935.

Swedish official text communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place July 15th, 1935.

TEXTE SUÉDOIS. — SWEDISH TEXT.

I.

KUNGL. SVENSKA BESKICKNINGEN.

H ELSINGFORS den 28 juni 1935.

HERR UTRIKESMINISTER,

Med anledning av den av Eder, Herr Utrikesminister, till mig överlämnade framställningen om viss ändring av gällande överenskommelse den 5 september 1934 angående införsel till Sverige från Finland av färskt kött av nötkreatur får jag på svenska regeringens uppdrag följande :

Den svenska regeringen anser sig, i uppriktig önskan att så långt överhuvudtaget är möjligt tillmötesgå den finska framställningen trots de svårigheter, som torde vara att förvänta ifråga om avsättningen av årets inhemska produktion av kött, och under förutsättning av förlängning i övrigt på ytterligare ett år av gällande överenskommelse kunna medgiva, att Finland må under åren 1935 och 1936 över Haparanda utnyttja den del av 1934 års kontingent, som under sistnämnda år förblivit outnyttjad, varvid från finsk sida bör iakttagas, att den finska införselkontingenten till tiden fördelas så, att störningar på den svenska marknaden undvikas.

Mottag, Herr Utrikesminister, försäkran om min utmärkta högaktning.

(Signé) Carl VON HEIDENSTAM.

Herr A. Hackzell,
Minister för Utrikesärendena,
Helsingfors.

Certifié pour copie conforme :

Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 11 juillet 1935.

Le Chef des Archives :
Torsten Gihl.

¹ Entré en vigueur le 29 juin 1935.

¹ Came into force June 29th, 1935.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DE FINLANDE.

Nº 10891.

HELSINGFORS den 29 juni 1935.

HERR MINISTER,

Erkännande mottagandet av Eder skrivelse den 28 juni 1935, vari Ni å svenska regeringens vägnar underrättat mig, att svenska regeringen anser sig i uppriktig önskan att så långt överhuvudtaget är möjligt tillmötesgå den finska framställningen trots de svårigheter, som torde vara att förvänta ifråga om avsättningen av årets svenska produktion av kött, och under förutsättning av förlängning i övrigt på ytterligare ett år av gällande överenskommelse kunna medgiva, att Finland må under åren 1935 och 1936 över Haparanda utnyttja den del av 1934 års kontingent, som under sistnämnda år förblivit outnyttjad, varvid från finsk sida bör iakttagas, att den finska införselkontingenten till tiden fördelas så, att störningar på den svenska marknaden undvikas, har jag äran tillkännagiva, att finska regeringen förbinder sig att icke säga upp mellan Finland och Sverige gällande handelsavtal med slutprotokoll och deklaration före den 1 september 1936.

Mottag, Herr Minister, försäkran om min utmärkta högaktning.

(Signé) A. HACKZELL.

Herr C. von Heidenstam,
Kungl. Svensk Minister,
Helsingfors.

Certifiée pour copie conforme :

Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 11 juillet 1935.

Le Chef des Archives :
Torsten Gihl.

¹TRADUCTION.

ÉCHANGE DE NOTES

I.

LÉGATION DE SUÈDE.

HELSINGFORS, le 28 juin 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Comme suite à la requête que vous m'avez adressée au sujet de certains amendements à

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹TRANSLATION.

EXCHANGE OF NOTES.

I.

SWEDISH LEGATION.

HELSINGFORS, June 28th, 1935.

YOUR EXCELLENCY,

In reply to the request which you sent to me with regard to certain amendments to the

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

l'Arrangement du 5 septembre 1934, actuellement en vigueur, concernant l'importation de Finlande en Suède de viande fraîche de bovidés, j'ai l'honneur, d'ordre du Gouvernement suédois, de porter ce qui suit à votre connaissance :

Animé du désir sincère de donner satisfaction, dans la mesure du possible, à la requête de la Finlande, nonobstant les difficultés à prévoir en ce qui concerne la vente de la production suédoise de viande de cette année, le Gouvernement suédois, à condition que la validité de l'accord actuel soit prolongée d'un an, estime pouvoir consentir à ce que la Finlande utilise, en 1935 et 1936, par la voie de Haparanda, la fraction du contingent annuel de 1934 qui n'a pas été utilisée pendant cette dernière année ; l'administration finlandaise devra toutefois veiller à ce que le contingent d'importation finlandais soit, le moment venu, réparti de manière à ne pas provoquer de perturbations sur le marché suédois.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) Carl VON HEIDENSTAM.

Monsieur A. Hackzell,
Ministre des Affaires étrangères,
Helsingfors.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DE FINLANDE.
N° 10891.

HELSINGFORS, le 29 juin 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par votre note en date du 29 juin 1935, vous avez bien voulu me faire connaître, au nom du Gouvernement suédois, que ce gouvernement, animé du désir sincère de donner satisfaction, dans la mesure du possible, à la requête de la Finlande, nonobstant les difficultés à prévoir en ce qui concerne la vente de la production suédoise de viande de cette année, et à condition que la validité de l'accord actuel soit prolongée d'un an, estimait pouvoir consentir à ce que la Finlande utilise, en 1935 et 1936, par la voie d'Haparanda, la fraction du contingent annuel de 1934 qui n'a pas été utilisée pendant cette dernière

Agreement of September 5th, 1934, at present in force, concerning the importation from Finland into Sweden of fresh beef, I have the honour, acting on the Swedish Government's instructions, to communicate to you the following.

Being sincerely desirous of complying as far as possible with Finland's request, notwithstanding the difficulties to be anticipated as regards the disposal of this year's Swedish meat output, the Swedish Government is prepared, on condition that the validity of the present Agreement is prolonged for one year, to consent to Finland's utilising, in 1935 and 1936, via Haparanda, that portion of the 1934 annual quota which has not been utilised during the latter year ; the Finnish administration will, however, be responsible for seeing that the Finnish import quota is distributed, when the time comes, in such a way as not to disturb the Swedish market.

I have the honour to be, etc.

(Signed) Carl VON HEIDENSTAM.

Monsieur A. Hackzell,
Minister for Foreign Affairs,
Helsingfors.

II.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS
OF FINLAND
No. 10891.

HELSINGFORS, June 29th, 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

By your note dated June 29th, 1935, you were good enough to inform me, on behalf of the Swedish Government, that that Government, being sincerely desirous of complying as far as possible with Finland's request, notwithstanding the difficulties to be anticipated as regards the disposal of this year's Swedish meat output, was prepared, on condition that the validity of the present Agreement was prolonged for one year, to consent to Finland's utilising, in 1935 and 1936, via Haparanda, that portion of the 1934 annual quota which has not been utilised during the latter year ; the Fin-

année, l'administration finlandaise devant toutefois veiller à ce que le contingent d'importation finlandais soit, le moment venu, réparti de manière à ne pas provoquer de perturbations sur le marché suédois. J'ai l'honneur, en réponse, de porter à votre connaissance que le Gouvernement finlandais s'engage à ne pas dénoncer l'accord commercial entre la Finlande et la Suède, avec le protocole final et la déclaration qui s'y rattachent, avant le 1^{er} septembre 1936.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) A. HACKZELL.

Monsieur C. von Heidenstam,
Ministre de Suède,
Helsingfors.

nish administration would, however, be responsible for seeing that the Finnish import quota was distributed, when the time came, in such a way as not to disturb the Swedish market. In reply, I have the honour to inform you that the Finnish Government undertakes not to denounce the Commercial Agreement between Finland and Sweden, with the Final Protocol and Declaration relating thereto, before September 1st, 1936.

I have the honour to be, etc.

(Signed) A. HACKZELL.

Monsieur C. von Heidenstam,
Swedish Minister,
Helsingfors.

N° 3551.

ALLEMAGNE ET SUÈDE

Accord relatif aux paiements résultant des échanges commerciaux entre les deux pays, et protocole. Signés à Berlin, le 28 août 1934.

GERMANY AND SWEDEN

Agreement concerning Payments in connection with Goods Transactions between the Two Countries, and Protocol. Signed at Berlin, August 28th, 1934.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 3551. — ABKOMMEN¹ ZWISCHEN DER DEUTSCHEN UND DER SCHWEDISCHEN REGIERUNG ÜBER DIE ZAHLUNGEN IM DEUTSCH-SCHWEDISCHEN WARENVERKEHR (ZAHLUNGSABKOMMEN). GEZEICHNET IN BERLIN, AM 28. AUGUST 1934.

*Textes officiels allemand et suédois communiqués par le ministre des Affaires étrangères de Suède.
L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 5 décembre 1934.*

DIE DEUTSCHE und DIE KÖNIGLICH SCHWEDISCHE REGIERUNG haben zur Erleichterung der Zahlungen im gegenseitigen Warenverkehr folgendes vereinbart :

I.

Sämtliche Zahlungen im deutsch-schwedischen Warenverkehr erfolgen ausschliesslich durch Vermittlung deutscher-seits der Deutschen Reichsbank, Berlin, und schwedischer-seits der Schwedischen Clearingbehörde, hier „Clearingnämnden“ genannt, Stockholm.

Als Zahlungen im deutsch-schwedischen Warenverkehr im Sinne dieses Abkommens gelten auch Zahlungen für Nebenkosten, insbesondere für Zölle, See- und Bahnfrachten, Transportversicherungen, Provisionen und Lizenzen, sowie auch Bauleitungs- und Montagekosten, die in Verbindung mit dem deutsch-schwedischen Warenverkehr entstehen. In Zweifelsfällen setzen sich die Deutsche Reichsbank und Clearingnämnden ins Einvernehmen darüber, ob bestimmte Zahlungen als Zahlungen im deutsch-schwedischen Warenverkehr anzusehen sind.

II.

Schuldner, die zur Erfüllung von Verpflichtungen aus dem Warenverkehr Reichsmarkzahlungen nach Schweden zu leisten haben, müssen die geschuldeten Beträge bei Fälligkeit an die Deutsche Reichsbank zahlen. Soweit die Schuldverpflichtung auf schwedische Kronen lautet, hat der Schuldner den Gegenwert des geschuldeten Betrages bei Fälligkeit in Reichsmark, umgerechnet zum letztbekannten Mittelkurs der Berliner Börse, an die Deutsche Reichsbank zu zahlen.

Die eingezahlten Reichsmarkbeträge werden von der Deutschen Reichsbank in schwedische Kronen umgerechnet zum letztbekannten Mittelkurs der Berliner Börse und Clearingnämnden mitgeteilt. Die fraglichen Kronenbeträge werden von Clearingnämnden dem schwedischen Gläubiger vergütet werden.

Schuldner, die zur Erfüllung von Verpflichtungen aus dem Warenverkehr Zahlungen in schwedischen Kronen nach Deutschland zu leisten haben, müssen die geschuldeten Beträge bei Fälligkeit an Clearingnämnden zahlen. Soweit die Schuldverpflichtung auf Reichsmark lautet, hat der Schuldner den Gegenwert des geschuldeten Betrages in schwedischen Kronen, umgerechnet zum letztbekannten Mittelkurs der Berliner Börse, an Clearingnämnden zu zahlen. Die Zahlungen erfolgen auf ein Konto, genannt deutsch-schwedisches Clearingkonto, Stockholm.

¹ Entré en vigueur le 1^{er} septembre 1934.

TEXTE SUÉDOIS. — SWEDISH TEXT.

N^o 3551. — OVERENSKOMMELSE¹ MELLAN TYSKA OCH SVENSKA REGERINGARNA ANGÅENDE FULLGÖRANDE AV DE BETALNINGAR, SOM HÄRRÖRA UR DET SVENSK-TYSKA VARUUTBYTET (BETALNINGSÖVERENSKOMMELSE). UNDERTECKNAD I BERLIN, DEN 28 AUGUSTI 1934.

German and Swedish official texts communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Agreement took place December 5th, 1934.

KUNGL. SVENSKA REGERINGEN och TYSKA REGERINGEN hava, i syfte att underlätta de betalningar, som härröra ur det ömsesidiga varuutbytet, överenskommit om följande :

I.

Alla betalningar, som härröra ur det svensk-tyska varuutbytet, skola äga rum uteslutande genom förmedling av, å svensk sida vederbörande svenska clearingmyndighet, här benämnd « clearingnämnden », i Stockholm, och å tysk sida tyska riksbanken i Berlin.

Såsom betalningar härrörande ur det svensk-tyska varuutbytet anses i denna överenskommelse även betalningar för omkostnader, särskilt tullar, sjö- och järnvägsfrakter, transportförsäkringar, provisioner och licensavgifter ävensom entreprenads- och montagekostnader, vilka uppstå i samband med det svensk-tyska varuutbytet. I tveksamma fall skola clearingnämnden och tyska riksbanken överenskomma, huruvida ifrågakommande betalningar skola anses såsom betalningar härrörande ur det svensk-tyska varuutbytet.

II.

Gäldenärer, vilka till fullgörande av förpliktelser härrörande ur varuutbytet hava att verkställa betalningar till Sverige i riksmark, skola till tyska riksbanken erlægga till betalning förfallande belopp. Lyder skuldförpliktelse å svenska kronor, skall gäldenären till tyska riksbanken erlægga motvärdet till det förfallande beloppet i riksmark, omräknat efter börsens i Berlin senast kända medelkurs.

De inbetalta riksmarksbeloppen skola av tyska riksbanken omräknas i svenska kronor efter börsens i Berlin senast kända medelkurs samt meddelas clearingnämnden. Ifrågavarande kronbelopp skola av clearingnämnden gottgöras vederbörande svenska fordringsägare.

Gäldenärer, vilka till fullgörande av förpliktelser härrörande ur varuutbytet hava att verkställa betalningar till Tyskland i svenska kronor, skola till clearingnämnden erlægga till betalning förfallande belopp. Lyder skuldförpliktelse å riksmark, skall gäldenären till clearingnämnden erlægga motvärdet till det förfallande beloppet i svenska kronor, omräknat efter börsens i Berlin senast kända medelkurs. Betalningarna äga rum å ett konto benämt tysk-svenska clearingkontot, Stockholm.

¹ Came into force September 1st, 1934.

Die auf andere als die Landeswährung der vertragsschliessenden Teile lautenden Schuldverpflichtungen sind umzurechnen, und zwar in Deutschland in Reichsmark, in Schweden in Schwedenkronen, zum letztbekannten Mittelkurs der Berliner Börse, beziehungsweise zum letztbekannten, in Stockholm notierten Sichtverkaufskurs.

Die auf beiden Seiten angesammelten Beträge werden nicht verzinst.

Unter „schwedischen“ beziehungsweise „deutschen“ Waren sind solche Waren zu verstehen, die entweder in dem betreffenden Lande erzeugt worden sind oder dort einer wesentlichen Bearbeitung oder Verarbeitung unterlegen haben. Sämtliche übrigen Waren, sowie der reine Transitverkehr, sind von dieser Regelung ausgenommen.

III.

Die Zahlungsverpflichtungen aus der deutschen Ausfuhr werden von der Deutschen Reichsbank erfüllt, während die Zahlungsverpflichtungen aus der schwedischen Ausfuhr durch Clearingnämnden erfüllt werden, und zwar nach Massgabe der jeweils verfügbaren Beträge und in der zeitlichen Reihenfolge, in der die Beträge eingezahlt worden sind.

IV.

Die deutschen Schuldner zahlen mit befreiender Wirkung an die Reichsbank. Die schwedischen Schuldner zahlen mit befreiender Wirkung an Clearingnämnden.

V.

Die beiden vertragsschliessenden Regierungen verpflichten sich, in einer wirksamen Weise zu überwachen, dass die Importeure ihres Landes ihre Zahlungsverpflichtungen gemäss den Bestimmungen dieses Abkommens vollziehen, und dass Verkauf von Waren von dem einen zu dem anderen Lande nicht durch ein drittes Land erfolgt, um die Clearinginzahlungen dadurch zu umgehen.

VI.

Unmittelbare Verrechnungen gegenseitiger Forderungen aus dem deutsch-schwedischen Warenverkehr zwischen den Beteiligten sind nur mit Zustimmung der Deutschen Reichsbank, beziehungsweise von Clearingnämnden zulässig.

VII.

Über die auf das deutsch-schwedische Clearingkonto, Stockholm, eingezahlten Beträge wird in folgender Weise verfügt :

1. Durch Clearingnämnden erfolgen Auszahlungen an schwedische Exporteure gemäss II und III.

2. Ist am 15. und am letzten Tage jedes Monats ein Überschuss auf dem deutsch-schwedischen Clearingkonto vorhanden, nachdem die in Ziffer 1. vorgesehenen Zahlungen erfolgt sind, wird über einen Betrag im Gegenwert von 1.875.000 Reichsmark in der Weise verfügt, dass drei Fünftel zur freien Verfügung der Deutschen Reichsbank bei der schwedischen Reichsbank gestellt werden und zwei Fünftel auf ein bei Clearingnämnden zur Befriedigung schwedischer Gläubiger aus den Dawes-, Young- und Kreugeranleihen nach Massgabe eines besonderen Abkommens einzurichtendes Konto überführt werden.

3. Übersteigt an den oben genannten Tagen der Saldo des Clearingkontos den Gegenwert von 1.875.000 Reichsmark, wird ein weiterer Betrag im Gegenwert bis zu 1.167.000 Reichsmark zur freien Verfügung der Deutschen Reichsbank bei der Schwedischen Reichsbank gestellt.

Skuldförpliktelser, vilka lyda å andra valutor än de fördragsslutande parternas egna valutor, skola omräknas, i Tyskland till riksmark, i Sverige till svenska kronor, efter börsens i Berlin senast kända medelkurs, respektive efter den senast kända avistasäljkurs, som noterats i Stockholm.

Ränta erlägges icke å de å ömse sidor uppkommande beloppen.

Såsom « svenska », respektive « tyska » varor äro sådana varor att betrakta, vilka antingen tillverkats eller frambragts i vederbörande land eller ock där undergått väsentlig beredning eller förarbetning. Samtliga övriga varor ävensom den rena transittrafiken äro undantagna från denna anordning.

III.

Betalningsförpliktelser, som härröra ur den tyska utförseln, skola fullgöras av tyska riksbanken, medan betalningsförpliktelser, som härröra ur den svenska utförseln, skola fullgöras genom clearingnämnden, i den mån medel härför äro tillgängliga och i den tidsföljd, i vilken beloppen inbetalas.

IV.

De tyska gäldenärerna fullgöra sin betalningsskyldighet genom inbetalning till riksbanken. De svenska gäldenärerna fullgöra sin betalningsskyldighet genom inbetalning till clearingnämnden.

V.

De båda fördragsslutande regeringarna förplikta sig att på ett verksamt sätt övervaka, att respektive lands importörer verkställa sina betalningsförpliktelser enligt bestämmelserna i denna överenskommelse och att försäljning av varor från det ena till det andra landet icke sker genom ett tredje land i syfte att clearinginbetalningarna därigenom skola undgås.

VI.

Direkt avräkning av ömsesidiga, ur det svensk-tyska varuutbytet härrörande fordringar mellan de båda parterna kunna endast äga rum efter tillstånd av clearingnämnden, respektive tyska riksbanken.

VII.

Över de å det tysk-svenska clearingkontot i Stockholm inbetalta beloppet förfognas på följande sätt .

1. Utbetalningar till svenska exportörer enligt II och III verkställas genom clearingnämnden.

2. Förefinnes å det tysk-svenska clearingkontot å den 15 och å den sista dagen i varje månad ett överskott, sedan de i första stycket föreskrivna betalningarna ägt rum, skall ett belopp motsvarande 1.875.000 riksmark disponeras sålunda, att $\frac{3}{5}$ hos Sveriges riksbank ställas till tyska riksbankens fria förfogande och $\frac{2}{5}$ överförs till ett konto, som är avsett att öppnas hos clearingnämnden för tillgodoseende i enlighet med en särskild överenskommelse av anspråk från svenska innehavare av fordringar på grund av Dawes-, Young- och Kreugerlånen.

3. Överstiger å ovan nämnda dagar behållningen å clearingkontot motvärde till 1.875.000 riksmark, skall ett ytterligare belopp motsvarande 1.167.000 riksmark ställas till tyska riksbankens fria förfogande hos Sveriges riksbank.

4. Übersteigt an den oben genannten Tagen der Saldo des Clearingkontos den Gegenwert von 3.042.000 Reichsmark, wird ein Betrag im Gegenwert bis zu 625.000 Reichsmark auf ein bei Clearingnämnden einzurichtendes Konto eingezahlt, das für die Befriedigung der Zins- und Erträgnisforderungen schwedischer Gläubiger aus privaten Krediten und sonstigen dem deutschen Transfermoratorium unterliegenden Vermögensanlagen nach Massgabe eines besonderen Abkommens bestimmt ist.

5. Werden bei einer der oben genannten Abrechnungen die für eine der vorstehenden Gruppen erforderlichen Beträge nicht voll erreicht, so ist der Ausfall bei den folgenden Abrechnungen in der entsprechenden Reihenfolge abzudecken, bevor eine nachstehende Gruppe befriedigt wird.

6. Ergibt sich an den oben genannten Tagen auch nach Abdeckung etwaiger Rückstände ein Saldo auf dem Clearingkonto, so ist dieser Betrag auf einen unter der Verwaltung von Clearingnämnden stehenden Fond zu überführen, der zur Deckung der an folgenden Abrechnungstagen eventuell vorhandenen Fehlbeträge bestimmt ist.

7. Bleibt am Ende der Geltungsperiode dieses Abkommens und nachdem alle Fehlbeträge gedeckt worden sind, ein Überschuss auf diesem Fond, so wird dieser Betrag nach Massgabe eines besonderen zwischen der Schwedischen und der Deutschen Regierung zu treffenden Abkommens verwendet werden, das auch den schwedischen Interessen Rechnung tragen soll.

8. Um den Gegenwert der oben genannten Reichsmarkbeträge in Schwedenkronen feststellen zu können, geschieht Umrechnung nach dem am Abrechnungstage in Stockholm notierten Sichtverkaufskurs für Reichsmark.

VIII.

Das Abkommen gilt für alle Zahlungen aus dem beiderseitigen Warenverkehr, die nach dem 31. August 1934 geleistet werden.

IX.

Sind bei Ablauf dieses Abkommens bei der Deutschen Reichsbank eingezahlte Beträge durch Clearingnämnden noch nicht ausgeglichen, so werden die Einzahlungen bei Clearingnämnden bis zur völligen Abwicklung fortgesetzt.

X.

Sollte in Deutschland ein Verrechnungsinstitut geschaffen werden, so kann dieses Institut die gemäss diesem Abkommen der Deutschen Reichsbank anvertrauten Aufgaben übernehmen.

XI.

Dieses Abkommen tritt am 1. September 1934 in Kraft und bleibt bis zum 31. Dezember 1934 in Geltung. Gleichzeitig treten das Protokoll vom 19. September 1932 zur Regelung der Zahlungen der kaufmännischen Verbindlichkeiten zwischen Deutschland und Schweden und das Zusatzprotokoll hierzu vom 16. Juni 1934 ausser Kraft.

Sollte sich das bisherige Verhältnis zwischen der deutschen Ausfuhr nach Schweden und der schwedischen Ausfuhr nach Deutschland entgegen den Voraussetzungen, unter denen dieses Abkommen geschlossen ist, wesentlich ändern, oder sollte das zahlenmässige Ergebnis der unter VII vorgesehenen Staffe lung gegenüber den bei Abschluss des Abkommens von den vertrags-schliessenden Teilen gehegten Erwartungen wesentlich abweichen, oder sollten sonst wesentliche Änderungen in den Verhältnissen eintreten, auf deren Grundlage dieses Abkommen geschlossen

4. Överstiger å ovannämnda dagar behållningen å clearingkontot motvärdet till 3.042.000 riksmark, skall ett belopp motsvarande 625.000 riksmark inbetalas å ett konto, som är avsett att öppnas hos clearingnämnden för tillgodoseende i enlighet med en särskild överenskommelse av anspråk från svenska fordringsägare på räntebetalning å och avkastning av privata krediter och andra under det tyska transfermoratoriet fallande kapitalinvesteringar.

5. Om vid någon av ovannämnda avräkningar de för en av angivna grupper erforderliga beloppen icke till fullo uppnås, skall vid följande avräkningar bristen täckas i motsvarande ordningsföljd, innan en därefter följande grupp tillgodoses.

6. Om å ovannämnda dagar en behållning kvarstår å clearingkontot även sedan eventuellt förekommande brister blivit täckta, skall detta belopp överföras till en under clearingnämndens förvaltning stående fond, avsedd att täcka vid följande avräkningsdagar eventuellt förefintliga brister.

7. Skulle vid utgången av denna överenskommelse, och sedan alla brister blivit täckta, ett överskott föreligga å denna fond, skall detta belopp användas i enlighet med en särskild överenskommelse, som skall träffas mellan svenska och tyska regeringarna och som även skall tillgodose ifrågakommande svenska intressen.

8. För att fastställa motvärdet till ovannämnda riksmarksbelopp skall omräkning ske efter den å avräknings dagen i Stockholm noterade avistasäljkursen för riksmark.

VIII.

Denna överenskommelse gäller för alla ur det svensk-tyska varuutbytet härrörande betalningar, som äga rum efter den 31 augusti 1934.

IX.

On vid utgången av denna överenskommelse hos tyska riksbanken inbetalade belopp ännu icke utjämnats genom clearingnämnden, skola inbetalningarna hos clearingnämnden fortsättas till dess full utjämning ägt rum.

X.

Skulle i Tyskland ett clearinginstitut upprättas, skall detta institut kunna övertaga tyska riksbankens i denna överenskommelse förutsedda uppgifter.

XI.

Denna överenskommelse träder i kraft den 1 september 1934 och gäller till och med den 31 december 1934. Samtidigt med överenskommelsen ikraftträdande upphöra protokollet av den 19 september 1932 angående reglering av kommersiella betalningar mellan Sverige och Tyskland ävensom därtill hörande tilläggsprotokoll av den 16 juni 1934 att gälla.

Skulle det hittillsvarande förhållandet emellan den tyska utförseln till Sverige och den svenska utförseln till Tyskland väsentligt ändras i strid mot de förutsättningar, under vilka denna överenskommelse avslutits, eller skulle det siffermässiga resultatet av den i art. VII förutsedda fördelningen väsentligen avvika från de förväntningar, som de båda fördragsslutande parterna hyst vid avslutandet av överenskommelsen, eller skulle eljest väsentliga förändringar inträda i de förhållanden, vilka varit grundläggande för denna överenskommelse, kanvardera av de fördragsslutande

ist, so kann jeder vertragsschliessende Teil das Abkommen mit einer Frist von 14 Tagen zum Ende eines Kalendermonats kündigen.

Die beiden Regierungen werden spätestens am 1. Dezember 1934 in Verhandlungen eintreten und bis spätestens zum 20. Dezember 1934 sich über die Verlängerung dieses Vertrages oder die an seine Stelle tretende neue Regelung der Zahlungen aus dem Warenverkehr schlüssig werden.

Geschehen in Berlin in doppelter Urschrift in deutscher und schwedischer Sprache den 28. August 1934.

Max WALDECK.

Arvid RICHERT.

Certifiée pour copie conforme :

Stockholm,

au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 29 novembre 1934.

Le Chef des Archives :
Torsten Gihl.

PROTOKOLL.

*Texte officiel allemand communiqué par le ministre
des Affaires étrangères de Suède. L'enregistre-
ment de ce protocole a eu lieu le 5 décembre 1934.*

*German official text communicated by the Swedish
Minister for Foreign Affairs. The registration
of this Protocol took place December 5th, 1934.*

Anlässlich des am heutigen Tage abgeschlossenen Abkommens über die Zahlungen im deutsch-schwedischen Warenverkehr wird jede Regierung einen besonderen Regierungsausschuss einsetzen. Aufgabe dieser Ausschüsse ist es, in ständiger unmittelbarer Fühlungnahme diejenigen Fragen zu behandeln, die mit der Durchführung des heute unterzeichneten Abkommens oder sonst mit dem Zahlungs- und Warenverkehr zwischen den beiden Ländern in Verbindung stehen. Über die Zusammensetzung der Regierungsausschüsse werden sich die beiden Regierungen Mitteilung machen.

BERLIN, den 28. August 1934.

Arvid RICHERT.

Max WALDECK.

Certifiée pour copie conforme :

Stockholm,

au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 29 novembre 1934.

Le Chef des Archives :
Torsten Gihl.

parterna med en frist av 14 dagar uppsäga överenskommelsen att upphöra att gälla vid slutet av en kalendermånad.

De båda regeringarna skola senast den 1 december 1934 träda i förhandling och senast den 20 december 1934 träffa avgörande om förlängning av denna överenskommelse eller om den nya reglering av varubetalningarna, som skall träda i denna överenskommelses ställe.

Som skedde i Berlin i dubbla originalexemplar på svenska och tyska språken den 28 augusti 1934.

Arvid RICHERT.

Max WALDECK.

Certifiée pour copie conforme :

Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 29 novembre 1934.

Le Chef des Archives :
Torsten Gihl.

¹ TRADUCTION.

N° 3551. — ACCORD ENTRE LES GOUVERNEMENTS ALLEMAND ET SUÉDOIS RELATIF AUX PAIEMENTS RÉSULTANT DES ÉCHANGES COMMERCIAUX ENTRE LES DEUX PAYS. SIGNÉ A BERLIN, LE 28 AOÛT 1934.

LE GOUVERNEMENT ALLEMAND et LE GOUVERNEMENT ROYAL SUÉDOIS, afin de faciliter les paiements résultant des échanges commerciaux entre les deux pays, sont convenus de ce qui suit :

I.

Tous les paiements résultant des échanges commerciaux entre l'Allemagne et la Suède s'effectueront exclusivement par l'intermédiaire, du côté allemand, de la Deutsche Reichsbank à Berlin et, du côté suédois, de l'organisme suédois de clearing, dit « Clearingnämnd » (« Commission de clearing »), à Stockholm.

Seront également considérés comme paiements résultant des échanges commerciaux entre l'Allemagne et la Suède, au sens du présent accord, les paiements afférents aux frais accessoires, notamment pour droits de douane, frais de transports maritimes et ferroviaires, assurances de transport, commissions et licences, ainsi que les frais d'administration des travaux et de montage se rapportant à des échanges commerciaux entre l'Allemagne et la Suède. Dans les cas douteux, la Deutsche Reichsbank et le Clearingnämnd décideront, d'un commun accord, si des paiements déterminés doivent être considérés comme des paiements résultant des échanges commerciaux entre l'Allemagne et la Suède.

II.

Les débiteurs qui, pour s'acquitter d'obligations résultant des échanges commerciaux, ont à effectuer en Suède des paiements en reichsmarks seront tenus de verser les sommes dues, à l'échéance, à la Deutsche Reichsbank. Lorsque l'obligation est libellée en couronnes suédoises, le débiteur versera à l'échéance à la Deutsche Reichsbank, en reichsmarks, la contre-valeur du montant dû, calculée au dernier cours moyen connu de la Bourse de Berlin.

Les montants versés en reichsmarks seront convertis par la Deutsche Reichsbank en couronnes suédoises au dernier cours moyen connu de la Bourse de Berlin, et le montant sera indiqué au Clearingnämnd. Le montant correspondant en couronnes sera porté par le Clearingnämnd au crédit du créancier suédois.

Les débiteurs qui, pour s'acquitter d'obligations résultant des échanges commerciaux, ont à effectuer en Allemagne des paiements en couronnes suédoises, seront tenus de verser les sommes dues, à l'échéance, au Clearingnämnd. Lorsque l'obligation est libellée en reichsmarks, le débiteur versera en couronnes suédoises au Clearingnämnd la contre-valeur du montant dû, convertie au dernier cours moyen connu de la Bourse de Berlin. Les versements sont portés à un compte dénommé « Compte de clearing germano-suédois, Stockholm ».

Les obligations libellées dans une monnaie autre que les monnaies nationales des Parties contractantes seront converties, en Allemagne en reichsmarks, au dernier cours moyen connu de la Bourse de Berlin, et en Suède en couronnes suédoises, au dernier cours connu de l'offre à vue, coté à Stockholm.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 3551. — AGREEMENT BETWEEN THE GERMAN AND SWEDISH GOVERNMENTS CONCERNING PAYMENTS IN CONNECTION WITH GOODS TRANSACTIONS BETWEEN THE TWO COUNTRIES. SIGNED AT BERLIN, AUGUST 28TH, 1934.

THE GERMAN GOVERNMENT and THE ROYAL SWEDISH GOVERNMENT, being desirous of facilitating payments in connection with goods transactions between the two countries, have agreed upon the following provisions :

I.

All payments in connection with goods transactions between Germany and Sweden shall be effected exclusively through the intermediary of the Reichsbank, Berlin, in so far as concerns Germany and the Swedish clearing authority, hereinafter called the Clearingnämnd, Stockholm, in so far as concerns Sweden.

For the purposes of the present Agreement, " payments in connection with goods transactions between Germany and Sweden " shall be deemed to include payments for subsidiary charges, such as Customs, shipping and rail freights, transport insurance, commissions and licences, together with costs of administration and assemblage arising in connection with goods transactions between the two countries. In doubtful cases, the Reichsbank and the Clearingnämnd shall come to an agreement as to the treatment of particular payments as " payments in connection with goods transactions between Germany and Sweden ".

II.

Debtors who have payments to make to Sweden in reichsmarks in fulfilment of obligations in connection with goods transactions must make payment of the amounts owing on maturity to the Reichsbank. Where the debt obligation is in Swedish crowns, the debtor must pay to the Reichsbank the reichsmark equivalent of the amount owing on maturity, converted at the latest published middle rate of the Berlin Stock Exchange.

The reichsmark amounts paid in to the Reichsbank shall be converted by the latter into Swedish crowns at the latest published middle rate of the Berlin Stock Exchange and notified to the Clearingnämnd accordingly. The corresponding amounts in crowns shall be credited by the Clearingnämnd to the Swedish creditors.

Debtors who have payments to make to Germany in Swedish crowns in fulfilment of obligations in connection with goods transactions must make payment of the amounts owing on maturity to the Clearingnämnd. Where the debt obligation is in reichsmarks, the debtor must pay to the Clearingnämnd the Swedish crown equivalent of the amount owing, converted at the latest published middle rate of the Berlin Stock Exchange. Payments to be made into an account to be known as the " German-Swedish Clearing Account, Stockholm ".

Debt obligations in currencies other than the national currencies of the Contracting Parties shall be converted, in Germany into reichsmarks at the latest published middle rate of the Berlin Stock Exchange, and in Sweden into Swedish crowns at the latest published sight selling rate quoted in Stockholm.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Les sommes accumulées de part et d'autre ne donneront pas lieu à la perception d'intérêts.

Par « marchandises suédoises » ou « marchandises allemandes », respectivement, il faut entendre les marchandises qui ont été produites dans le pays intéressé ou y ont subi une ouvraison ou une transformation essentielle. Toutes les autres marchandises, ainsi que le pur trafic de transit, sont exclus de la présente réglementation.

III.

Les obligations résultant des exportations allemandes seront remplies par la Deutsche Reichsbank et les obligations résultant des exportations suédoises par le Clearingnämnd, dans la mesure où les sommes disponibles le permettront et dans l'ordre chronologique dans lequel les sommes ont été versées.

IV.

Les débiteurs allemands seront libérés du fait du versement à la Reichsbank. Les débiteurs suédois seront libérés du fait du versement au Clearingnämnd.

V.

Les deux Gouvernements contractants s'engagent à veiller strictement à ce que les importateurs de leur pays s'acquittent de leurs obligations conformément aux dispositions du présent accord et à ce que les ventes de marchandises entre les deux pays ne s'effectuent pas par l'intermédiaire d'un tiers pays, en vue d'éviter le clearing.

VI.

La compensation directe entre les intéressés des créances résultant des échanges commerciaux entre l'Allemagne et la Suède ne pourra avoir lieu qu'avec le consentement de la Deutsche Reichsbank ou du Clearingnämnd respectivement.

VII.

Les montants versés au compte de clearing germano-suédois à Stockholm seront utilisés comme suit :

1^o Le Clearingnämnd effectuera les paiements aux exportateurs suédois, conformément aux articles II et III.

2^o Si le compte de clearing germano-suédois présente le 15 et le dernier jour de chaque mois un excédent, après l'exécution des paiements prévus au N^o 1, il sera disposé comme suit d'un montant équivalant à 1.875.000 reichsmarks : trois cinquièmes seront mis à la libre disposition de la Deutsche Reichsbank auprès de la Riksbank de Suède et deux cinquièmes seront versés à un compte qui sera ouvert auprès du Clearingnämnd pour satisfaire les créanciers suédois porteurs de titres des emprunts Dawes, Young et Kreuger, conformément aux dispositions d'un accord spécial.

3^o Si le solde du compte de clearing aux dates susmentionnées dépasse la contre-valeur de 1.875.000 reichsmarks, un montant supplémentaire correspondant à la contre-valeur de 1.167.000 reichsmarks au maximum sera mis à la libre disposition de la Deutsche Reichsbank auprès de la Riksbank de Suède.

4^o Si le solde du compte de clearing aux dates susmentionnées dépasse la contre-valeur de 3.042.000 reichsmarks, un montant correspondant à la contre-valeur de 625.000 reichsmarks au maximum sera versé à un compte qui sera ouvert auprès du Clearingnämnd et servira à régler, conformément aux dispositions d'un accord spécial, les sommes dues

The sums accumulated in the two countries shall not carry interest.

"Swedish goods" and "German goods" shall be deemed to mean such goods as have either been produced in Germany or Sweden, as the case may be, or have undergone considerable finishing or transforming treatment therein. Other goods of whatever kind, including goods in transit only, shall not come under the above provisions.

III.

Payment obligations in connection with German exports shall be met by the Reichsbank, and payment obligations in connection with Swedish exports shall be met by the Clearingnämnd, as and when the necessary funds become available and in the chronological order in which the amounts have been paid in.

IV.

German debtors discharge their obligations by the payments they make into the Reichsbank; Swedish debtors discharge their obligations by the payments they make into the Clearingnämnd.

V.

The two Contracting Governments undertake to take effective action to ensure that importers in their respective countries comply with the obligations in respect of payments devolving on them under the provisions of the present Agreement, and to prevent the sale of goods by one country to the other through the intermediary of a third country as a means of avoiding payment into the clearing.

VI.

Direct clearing by the parties concerned of claims arising in connection with goods transactions between Germany and Sweden shall be permissible only with the assent of the Reichsbank or Clearingnämnd, as the case may be.

VII.

The sums paid into the German-Swedish Clearing Account, Stockholm, shall be disposed of in the following manner:

(1) Payments to Swedish exporters shall be made through the Clearingnämnd in accordance with Sections II and III.

(2) If on the fifteenth and/or last days of each month, after the payments specified in the foregoing paragraph have been made, the German-Swedish Clearing Account shows a surplus, a sum equivalent to 1,875,000 reichsmarks shall be employed as follows, namely: three-fifths of the said sum shall be placed at the (German) Reichsbank's free disposal at the (Swedish) Riksbank, and the remaining two-fifths shall be transferred to an account, to be opened at the Clearingnämnd in accordance with a special agreement, to meet the claims of Swedish holders of bonds of the Dawes, Young and Kreuger Loans.

(3) If on the aforementioned dates the balance of the Clearing Account should exceed a sum equivalent to 1,875,000 reichsmarks, a further amount equivalent to 1,167,000 reichsmarks shall be placed at the (German) Reichsbank's free disposal at the (Swedish) Riksbank.

(4) If on the aforementioned dates the balance of the Clearing Account exceeds a sum equivalent to 3,042,000 reichsmarks, an amount not exceeding the equivalent of 625,000 reichsmarks shall be paid into an account to be opened with the Clearingnämnd and used, in accordance with a special agreement to be concluded, to meet the claims

à des créanciers suédois au titre des intérêts et produits de crédits privés et d'autres placements de fonds tombant sous le coup du moratoire allemand des transferts.

5° Si, lors de l'un des règlements susmentionnés, le montant nécessaire pour l'une des catégories ci-dessus n'est pas complètement atteint, l'insuffisance sera couverte lors des règlements suivants, dans l'ordre indiqué, avant tout versement à une catégorie ultérieure.

6° Si le compte de clearing, à l'une des dates susmentionnées, accuse un solde créditeur, même après le règlement de tout arriéré, ce montant sera versé à un fonds administré par le Clearingnämnd et destiné à couvrir les insuffisances qui seraient éventuellement constatées lors des règlements ultérieurs.

7° Si ce fonds accuse un excédent à la fin de la période de validité du présent accord et après la couverture de tous les arriérés, l'utilisation de ce montant sera réglée par un accord spécial entre le Gouvernement suédois et le Gouvernement allemand, qui tiendra également compte des intérêts suédois.

8° Pour déterminer la contre-valeur en couronnes suédoises des montants susmentionnés en reichsmarks, la conversion s'effectuera au cours de l'offre à vue du reichsmark coté à Stockholm le jour du règlement.

VIII.

Le présent accord s'applique à tous les paiements qui seront effectués après le 31 août 1934 pour le règlement des échanges commerciaux entre les deux pays.

IX.

Si, lors de l'expiration du présent accord, les montants versés à la Deutsche Reichsbank n'ont pas encore été compensés par le Clearingnämnd, les versements au Clearingnämnd seront poursuivis jusqu'à compensation complète.

X.

Au cas où il serait créé en Allemagne un organisme de compensation (*Verrechnungsinstitut*), ce dernier pourra être chargé des tâches qui, aux termes du présent accord, incombent à la Deutsche Reichsbank.

XI.

Le présent accord entrera en vigueur le 1^{er} septembre 1934 et restera en vigueur jusqu'au 31 décembre 1934. En même temps, le protocole du 19 septembre 1932 concernant le règlement des engagements d'ordre commercial entre l'Allemagne et la Suède et le protocole additionnel du 16 juin 1934 afférent à cet accord cesseront d'être applicables.

Chacune des Parties contractantes pourra dénoncer l'accord pour la fin d'un mois, moyennant un préavis de 14 jours, si le rapport actuel entre les exportations allemandes à destination de la Suède et les exportations suédoises à destination de l'Allemagne, contrairement aux conditions admises lors de la conclusion du présent accord, se modifie sensiblement ou si les résultats numériques de la procédure de répartition prévue à l'article VII s'écartent considérablement de ceux qu'envisageaient les Parties contractantes lors de la conclusion de l'accord, ou encore si la situation sur la base de laquelle le présent accord est conclu se modifie d'une façon essentielle.

of Swedish creditors in respect of the interest and yield of private loans and other investments coming under the provisions of the German Transfer Moratorium.

(5) If in connection with any of the above allocations of funds the full amount that can be allotted to any of the aforementioned categories of beneficiaries is not available, it shall be made good on the occasion of subsequent allocations, priority being given to the arrears due in respect of any category before allocations are made to the categories coming after it in numerical order.

(6) If on the aforementioned dates, after provision has been made for all outstanding arrears, the Clearing Account should show a surplus, the amount of such surplus shall be transferred to a Fund to be administered by the Clearingnämnd and used to make good any deficits found to exist at the time of subsequent allocations.

(7) If on the expiry of the period during which the present Agreement remains in force, all deficits having been made good, the aforesaid Fund should show a surplus, the amount of such surplus shall be used in accordance with a special agreement to be concluded between the Swedish and German Governments with consideration for Swedish as well as German interests.

(8) In the calculation of the Swedish crown equivalent of the above-mentioned amounts in reichsmarks, the sight-selling rate for reichsmarks quoted in Stockholm on the day of the allocation shall be taken as the rate of conversion.

VIII.

The present Agreement shall apply to all payments made after August 31st, 1934, in connection with goods transactions between the two countries.

IX.

If on the expiry of the present Agreement sums paid into the Reichsbank have still to be cleared by the Clearingnämnd, payments into the latter shall continue until such time as the clearing is complete.

X.

In the event of the establishment of a special clearing institution in Germany (*Verrechnungs-institut*), such institution may take over the functions assigned to the Reichsbank under the present Agreement.

XI.

The present Agreement shall come into force on September 1st, 1934, and shall remain in force until December 31st, 1934. The Protocol of September 19th, 1932, for the Regulation of Payments in connection with Trade Liabilities between Germany and Sweden and the Protocol additional thereto of June 16th, 1934, shall lapse with the coming into force of the present Agreement.

If, notwithstanding the presumptions on which the present Agreement has been concluded, the ratio hitherto prevailing between German exports to Sweden and Swedish exports to Germany should undergo any substantial change, or if the results of the operation of the allocations in the graduated form for which Section VII provides should materially differ from the expectations of the Contracting Parties when concluding the present Agreement, or if any other substantial changes should come about in the conditions on the basis of which the present Agreement has been concluded, either Contracting Party shall be entitled to denounce the Agreement as from the end of any calendar month by giving fourteen days' notice.

Les deux gouvernements engageront des négociations au plus tard le 1^{er} décembre 1934 et prendront jusqu'au 20 décembre 1934 au plus tard une décision au sujet de la prolongation du présent accord ou du nouveau régime de paiement des marchandises qui lui sera substitué.

Fait à Berlin, en double original, en langue allemande et en langue suédoise, le 28 août 1934.

Max WALDECK.

Arvid RICHERT.

PROTOCOLE

A l'occasion de la conclusion, ce jour, de l'accord relatif aux paiements résultant des échanges commerciaux entre l'Allemagne et la Suède, chaque gouvernement instituera une commission spéciale de gouvernement. Ces commissions auront pour tâche de maintenir constamment un contact direct pour régler les questions se rattachant à l'exécution de l'accord signé ce jour et toutes autres questions touchant aux paiements et aux échanges commerciaux entre les deux pays. Les deux gouvernements s'adresseront l'un à l'autre une notification au sujet de la composition de ces commissions.

BERLIN, le 28 août 1934.

Arvid RICHERT.

Max WALDECK.

The two Governments shall enter into negotiations not later than December 1st, 1934, and shall agree not later than December 20th, 1934, either to prolong the present Agreement or in lieu thereof to conclude a new arrangement for the regulation of payments in connection with goods transactions.

Done in Berlin, in duplicate, in the German and Swedish languages, this 28th day of August, 1934.

Max WALDECK.

Arvid RICHERT.

PROTOCOL.

In pursuance of the Agreement this day concluded concerning Payments in connection with Goods Transactions between Germany and Sweden, each Government shall set up a special Government Committee. It shall be the duty of the said Committees to deal, in permanent direct consultation with one another, with all questions relating to the application of the Agreement this day signed or otherwise connected with payments or goods transactions between the two countries. The two Governments shall notify one another of the composition of the said Government Committees.

BERLIN, *August 28th*, 1934.

Arvid RICHERT.

Max WALDECK.

N° 3552.

ALLEMAGNE ET SUÈDE

Accord relatif au paiement des intérêts des titres suédois des emprunts Dawes, Young et Kreuger. Signé à Berlin, le 28 août 1934.

GERMANY AND SWEDEN

Agreement concerning the Payment of Interest on Swedish Bonds of the Dawes, Young and Kreuger Loans. Signed at Berlin, August 28th, 1934.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

Nº 3552. — ABKOMMEN¹ ZWISCHEN DER DEUTSCHEN UND DER SCHWEDISCHEN REGIERUNG ÜBER DIE ZAHLUNG DER ZINSEN FÜR SCHWEDISCHE DAWES-, YOUNG- UND KREUGER-ANLEIHE-STÜCKE (REICHSANLEIHEABKOMMEN). GEZEICHNET IN BERLIN, AM 28. AUGUST 1934.

Texte officiel allemand communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Suède. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 5 décembre 1934.

German official text communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Agreement took place December 5th, 1934.

DIE DEUTSCHE UND DIE KÖNIGLICH SCHWEDISCHE REGIERUNG haben in Ergänzung von VII des heute zwischen ihnen geschlossenen Zahlungsabkommens folgendes vereinbart :

I.

1. Für Rechnung der Deutschen Regierung werden im Rahmen der gemäss VII, Ziffer 2, 5 und 6 des Zahlungsabkommens für diese Zwecke bestimmten schwedischen Kronenbeträge dem Schwedischen Clearingnämnd die Beträge in schwedischen Kronen rechtzeitig zur Verfügung gestellt, aus denen alle zwischen dem 1. Juli 1934 und 31. Dezember 1934 fällig werdenden Zinsscheine einerseits der 7 %igen Deutschen Äusseren Anleihe von 1924 (Dawes-Anleihe) und andererseits der 5 ½ %igen Internationalen Anleihe des Deutschen Reichs 1930 (Young-Anleihe) an ihren Fälligkeitstagen oder unmittelbar danach bei der Einreichung von schwedischen Gläubigern gekauft werden sollen.

2. Für Rechnung der Deutschen Regierung werden im Rahmen der gemäss VII, Ziffer 2, 5 und 6 des Zahlungsabkommens für diesen Zweck bestimmten schwedischen Kronenbeträge dem Schwedischen Clearingnämnd ferner die Beträge in schwedischen Kronen zur Verfügung gestellt, aus denen die am 15. Juli 1934 fällig gewordenen Zinsscheine der 6 %igen Äusseren Anleihe des Deutschen Reichs 1930 (Kreuger-Anleihe) von schwedischen Gläubigern gekauft werden sollen. Die für diesen Zweck erforderlichen Beträge werden in zwei gleichen Beträgen am 31. Oktober 1934 und am 31. Dezember 1934 zur Verfügung gestellt werden.

II.

Schwedische Gläubiger im Sinne dieses Abkommens sind schwedische Staatsangehörige mit Einschluss von juristischen Personen, die ihren ständigen Wohnsitz oder Sitz in Schweden haben, ferner natürliche Personen, die nicht schwedische Staatsangehörige sind, aber bereits am 1. Juli 1933 in Schweden ihren ständigen Wohnsitz hatten. Schwedische Gläubiger fallen unter dieses Abkommen jedoch nur, wenn sie am 15. Juni 1934 Eigentümer der zu den Zinsscheinen gehörenden Anleihestücke waren oder wenn sie das Eigentum an Stücken, die am 15. Juni 1934 Eigentum schwedischer Gläubiger waren, erst nach diesem Zeitpunkt von schwedischen Gläubigern erworben

¹ Entré en vigueur le 1^{er} septembre 1934.

¹ Came into force September 1st, 1934.

haben. Als Eigentümer gelten nicht solche Personen, welchen die Anleihestücke oder Zinsscheine nur zur Einziehung oder nur sicherungshalber übereignet worden sind.

III.

Der Kaufpreis der Zinsscheine soll 100 % des Nennbetrages jedes Zinsscheins betragen, bei der Kreuger-Anleihe jedoch nur 75 % des Nennbetrages der Zinsscheine. Soweit Zinsscheine in anderer als schwedischer Währung zahlbar sind, ist die Deutsche Regierung berechtigt, den Gegenwert in schwedischen Kronen zur Verfügung zu stellen. Die auf schwedische Kronen, Pfund Sterling oder Dollars der Vereinigten Staaten von Nordamerika lautenden Zinsscheine werden auf der Basis dieser Währungen und nicht auf Goldbasis gekauft werden. Die Rechte von Stückerhabern, die ihre Zinsscheine nicht zum Verkauf einreichen, bleiben unberührt.

IV.

Soweit die für Rechnung der Deutschen Regierung zur Verfügung gestellten Beträge bis zum 31. Dezember 1934 nicht für die Zwecke dieses Abkommens verwendet worden sind, werden sie der Deutschen Regierung von Clearingnämnden unverzüglich in den gleichen Währungen wieder zur Verfügung gestellt.

V.

Clearingnämnden wird eine strenge Überwachung des Vorliegens der persönlichen und zeitlichen Voraussetzungen für die Anwendung dieses Abkommens durchführen. Die Königlich Schwedische Regierung wird die hierfür erlassenen Bestimmungen der Deutschen Regierung zur Kenntnis bringen. Wenn die Deutsche Regierung der Königlich Schwedischen Regierung von Fällen Mitteilung macht, in denen die Gewissheit oder genügender Verdacht besteht, dass Zinsscheine vorgelegt werden, die nicht den Voraussetzungen dieses Abkommens entsprechen, so wird die Königlich Schwedische Regierung die erforderlichen Untersuchungen einleiten und geeignete Massnahmen treffen, um den Kauf derartiger Zinsscheine zu verhindern oder, soweit wie möglich, rückgängig zu machen.

VI.

Dieses Abkommen tritt am 1. September 1934 in Kraft. Die Bestimmungen von XI, Abs. 2 und 3 des Zahlungsabkommens gelten entsprechend. Im Falle der Kündigung bleibt die Verpflichtung von Clearingnämnden gemäss IV dieses Abkommens bestehen.

Geschehen in Berlin den 28. August 1934.

Arvid RICHERT.

Max WALDECK.

Certifiée pour copie conforme :

Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 29 novembre 1934.

Le Chef des Archives :
Torsten Gihl.

¹ TRADUCTION.

N^o 3552. — ACCORD ENTRE LES GOUVERNEMENTS ALLEMAND ET SUÉDOIS RELATIF AU PAIEMENT DES INTÉRÊTS DES TITRES SUÉDOIS DES EMPRUNTS DAWES, YOUNG ET KREUGER. SIGNÉ A BERLIN, LE 28 AOUT 1934.

LE GOUVERNEMENT ALLEMAND et LE GOUVERNEMENT ROYAL SUÉDOIS, pour compléter l'article VII de l'accord sur les paiements conclu entre eux ce jour, sont convenus des dispositions ci-après :

I.

1. Pour le compte du Gouvernement allemand et jusqu'à concurrence des montants en couronnes suédoises affectés à ces fins aux termes des alinéas 2, 5 et 6 de l'article VII de l'accord sur les paiements, il sera mis à temps, à la disposition du Clearingnämnd (organe de clearing) suédois, les montants en couronnes suédoises au moyen desquels tous les coupons, venant à échéance entre le 1^{er} juillet 1934 et le 31 décembre 1934, de l'emprunt extérieur allemand 7 % de 1924 (emprunt Dawes) ainsi que de l'emprunt international 5 ½ % 1930 du Reich allemand (emprunt Young), doivent être achetés aux créanciers suédois le jour de leur échéance ou immédiatement après, lors de leur présentation.

2. Pour le compte du Gouvernement allemand et jusqu'à concurrence des montants en couronnes suédoises prévus à cette fin aux termes des alinéas 2, 5 et 6 de l'article VII de l'accord sur les paiements, il sera mis, en outre, à la disposition du Clearingnämnd suédois les montants en couronnes suédoises au moyen desquels les coupons de l'emprunt extérieur 6 % 1930 du Reich allemand (emprunt Kreuger) venant à

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 3552. — AGREEMENT BETWEEN THE GERMAN AND SWEDISH GOVERNMENTS CONCERNING THE PAYMENT OF INTEREST ON SWEDISH BONDS OF THE DAWES, YOUNG AND KREUGER LOANS. SIGNED AT BERLIN, AUGUST 28TH, 1934.

THE GERMAN GOVERNMENT and THE ROYAL SWEDISH GOVERNMENT have agreed upon the following provisions supplementing Section VII of the Payments Agreement this day concluded between them.

I.

1. There shall be made available in good time at the disposal of the Swedish Clearingnämnd for account of the German Government, as part of the amounts in Swedish crowns allocated for these purposes in Section VII, paragraphs Nos. 2, 5 and 6, of the Payments Agreement, such sums in Swedish crowns as may be required for the purchase, on presentation by Swedish creditors, at the due dates or immediately thereafter, of all coupons maturing between July 1st, 1934, and December 31st, 1934, of (a) the 7 % German External Loan 1924 (Dawes Loan) and (b) the 5 ½ % International Loan of the German Reich 1930 (Young Loan).

2. Further, there shall be made available at the disposal of the Swedish Clearingnämnd for account of the German Government, as part of the amounts in Swedish crowns allocated for these purposes in Section VII, paragraphs Nos. 2, 5 and 6, of the Payments Agreement, such sums in Swedish crowns as may be required for the purchase from Swedish creditors of the coupons maturing on July 15th, 1934, of the 6 %

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

échéance le 15 juillet 1934, doivent être achetés aux créanciers suédois. Les montants nécessaires à cette fin seront mis à la disposition du Clearingnämnd en deux versements égaux effectués le 31 octobre 1934 et le 31 décembre 1934.

II.

Aux termes du présent accord, on entend par créanciers suédois les ressortissants suédois, y compris les personnes morales, ayant leur domicile ou siège permanent en Suède ainsi que les personnes physiques ne possédant pas la nationalité suédoise mais ayant déjà leur domicile permanent en Suède au 1^{er} juillet 1933. Toutefois, le présent accord ne vise que les créanciers suédois qui étaient, au 15 juin 1934, propriétaires des titres d'emprunt dont lesdits coupons sont détachés ou qui n'ont acheté qu'après cette date, à des créanciers suédois, des titres qui étaient le 15 juin 1934 la propriété de créanciers suédois. La qualité de propriétaire de ces titres n'appartient pas aux personnes auxquelles les titres d'emprunt ou les coupons n'ont été cédés qu'aux fins d'encaissement ou à titre de garantie.

III.

Le prix d'achat des coupons s'élèvera à 100 % du montant nominal de chaque coupon, mais pour l'emprunt Kreuger, à 75 % seulement du montant nominal des coupons. Si les coupons sont payables en monnaie autre que la monnaie suédoise, le Gouvernement allemand pourra fournir la contrepartie en couronnes suédoises. Les coupons libellés en couronnes suédoises, en livres sterling ou en dollars des Etats-Unis de l'Amérique du Nord seront achetés sur la base de ces monnaies et non sur la base de l'or. Les présentes dispositions n'affectent en rien les droits des propriétaires de titres qui ne présentent pas leurs coupons à la vente.

IV.

Les sommes mises à la disposition du Clearingnämnd pour le compte du Gouvernement allemand qui n'auront pas été utilisées au 31 décembre 1934 aux fins prévues par le présent accord, seront immédiatement remises par le Clearingnämnd à la disposition du Gouvernement allemand dans les mêmes monnaies.

External Loan of the German Reich 1930 (Kreuger Loan). The sums required for the purpose shall be made available in two equal moieties on October 31st, 1934, and December 31st, 1934, respectively.

II.

For the purposes of the present Agreement, the term "Swedish creditors" shall be deemed to mean Swedish nationals, including legal persons, who are permanently domiciled in Sweden, together with natural persons who, not being Swedish nationals, were permanently domiciled in Sweden on July 1st, 1933: but only such Swedish creditors shall come under the provisions of this Agreement as were either the owners on June 15th, 1934, of the bonds to which the coupons relate or acquired the ownership thereof after June 15th, 1934, from Swedish creditors in whose ownership they were on June 15th, 1934. The term "owner" shall not be deemed to include persons to whom the bonds or coupons have been made over solely for collection or as collateral.

III.

The purchase price of the coupons shall be 100 % of the nominal amount of each coupon with the exception of the coupons of the Kreuger Loan, the price of which shall be 75 % of the nominal amount. Where coupons are payable in other than Swedish currency, the German Government may make an equivalent payment in Swedish crowns. Coupons denominated in Swedish crowns, pounds sterling or dollars of the United States of North America shall be purchased on a crown, pound or dollar basis as the case may be, and not on a gold basis. The rights of creditors who do not present their coupons for sale remain unaffected.

IV.

Should any part of the amounts made available for account of the German Government for the purposes of the present Agreement remain unused on December 31st, 1934, they shall be replaced by the Clearingnämnd at the disposal of the German Government forthwith in the same currencies in which they were made available.

V.

Le Clearingnämnd s'assurera par un contrôle rigoureux que les conditions de personne et de temps prévues pour l'application du présent accord sont remplies. Le Gouvernement royal suédois portera à la connaissance du Gouvernement allemand les dispositions édictées à cet effet. Si le Gouvernement allemand signale au Gouvernement royal suédois certains cas dans lesquels on est certain ou l'on a de bonnes raisons de soupçonner que l'on présente des coupons ne remplissant pas les conditions fixées par le présent accord, le Gouvernement royal suédois ouvrira l'enquête nécessaire et prendra les mesures appropriées pour empêcher l'achat de ces coupons ou, si possible, l'annuler.

VI.

Le présent accord entrera en vigueur le 1^{er} septembre 1934. Les dispositions des alinéas 2 et 3 de l'article XI de l'accord sur les paiements sont applicables *mutatis mutandis*. En cas de dénonciation, l'obligation incombant au Clearingnämnd en vertu de l'article IV du présent accord subsistera.

Fait à Berlin, le 28 août 1934.

Arvid RICHERT.
Max WALDECK.

V.

The Clearingnämnd shall take steps to ensure strict observance of the conditions in regard to status of applicants and date of applications attaching to the execution of the present Agreement. The Royal Swedish Government shall communicate to the German Government the regulations issued in this connection. Should the German Government notify the Royal Swedish Government of cases where there is certain evidence or reasonable presumption that coupons are being presented under circumstances which are not in accordance with the conditions attaching to the Agreement, the Royal Swedish Government shall make the necessary enquiries and take appropriate steps to prevent the purchase of such coupons or to annul such purchases, wherever possible, if already effected.

VI.

The present Agreement shall come into force on September 1st, 1934. The provisions of Section XI, paragraphs Nos. 2 and 3, of the Payments Agreement shall apply *mutatis mutandis*. In the event of the Agreement ceasing to be in force, the Clearingnämnd's obligation under Section IV of the present Agreement remains unaffected.

Done in Berlin, this 28th day of August, 1934.

Arvid RICHERT.
Max WALDECK.

N° 3553.

ALLEMAGNE ET SUÈDE

Accord concernant l'application du
moratoire allemand des transferts
à l'égard des créanciers suédois.
Signé à Berlin, le 28 août 1934.

GERMANY AND SWEDEN

Agreement concerning the Execu-
tion of the German Transfer
Moratorium in relation to Swe-
dish Creditors. Signed at Berlin,
August 28th, 1934.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 3553. — ABKOMMEN¹ ZWISCHEN DER DEUTSCHEN UND DER SCHWEDISCHEN REGIERUNG ÜBER DIE DURCHFÜHRUNG DES DEUTSCHEN TRANSFORMATORIUMS GEGENÜBER SCHWEDISCHEN GLÄUBIGERN (TRANSFERABKOMMEN). GEZEICHNET IN BERLIN, AM 28. AUGUST 1934.

Texte officiel allemand communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Suède. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 5 décembre 1934.

German official text communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Agreement took place December 5th, 1934.

DIE DEUTSCHE UND DIE KÖNIGLICH SCHWEDISCHE REGIERUNG haben über die Durchführung des deutschen Transformatoriums im Zusammenhang mit dem heute abgeschlossenen Zahlungsabkommen folgendes vereinbart :

I.

Die in der Zeit vom 1. Juli bis 31. Dezember 1934 fällig werdenden, unter das deutsche Transformatorium fallenden Ansprüche schwedischer Gläubiger im Sinne von II dieses Abkommens aus Zinsen, Gewinnanteilen, regelmässigen Tilgungsbeträgen, Miet- und Pachtzinsen und ähnlichen wiederkehrenden Leistungen, für welche Zahlungen an die Konversionskasse für deutsche Auslandsschulden geleistet worden sind, werden nach den Grundsätzen dieses Abkommens befriedigt, soweit dies aus den nach VII, Ziffer 4, 5 und 6 des Zahlungsabkommens für diesen Zweck aufkommenden Beträgen möglich ist. Andererseits verpflichtet sich die Königlich Schwedische Regierung, während der Dauer dieses Abkommens keine Abwehrmassnahmen aus Anlass der Durchführung des deutschen Transformatoriums zu ergreifen.

II.

Schwedische Gläubiger im Sinne dieses Abkommens sind schwedische Staatsangehörige mit Einschluss von juristischen Personen, die ihren ständigen Wohnsitz oder Sitz in Schweden haben, ferner natürliche Personen, die nicht schwedische Staatsangehörige sind, aber bereits am 1. Juli 1933 in Schweden ihren ständigen Wohnsitz hatten. Schwedische Gläubiger fallen unter dieses Abkommen jedoch nur, wenn sie am 15. Juni 1934 Eigentümer der Wertpapiere oder Gläubiger der Forderungen waren, die an diesem Zeitpunkt unter das deutsche Transformatorium fielen, oder wenn sie Wertpapiere oder Forderungen, die am 15. Juni 1934 Eigentum schwedischer Gläubiger waren, erst nach diesem Zeitpunkt von schwedischen Gläubigern erworben haben. Als Eigentümer oder Gläubiger gelten nicht solche Personen, welchen die Zins- und Gewinnanteilscheine und die Zinsforderungen nur zur Einziehung oder die Wertpapiere und Forderungen nur sicherungshalber (pfandweise) übertragen worden sind.

Clearingnämnden wird eine strenge Überwachung des Vorliegens der persönlichen und zeitlichen Voraussetzungen für die Anwendung dieses Abkommens durchführen. Die Königlich Schwedische Regierung wird die hierfür erlassenen Vorschriften der Deutschen Regierung zur Kenntnis bringen.

¹ Entré en vigueur le 1^{er} septembre 1934.

¹ Came into force September 1st, 1934.

Wenn die Deutsche Regierung der Königlich Schwedischen Regierung von Fällen Mitteilung macht, in denen die Gewissheit oder ein genügender Verdacht besteht, dass die Vorteile dieses Abkommens für Wertpapiere oder Forderungen in Anspruch genommen werden, die nicht den Voraussetzungen dieses Abkommens entsprechen, so wird die Königlich Schwedische Regierung die erforderlichen Untersuchungen einleiten und geeignete Massnahmen treffen, um derartige Missbräuche zu verhindern oder, soweit wie möglich, rückgängig zu machen.

III.

Soweit die erforderlichen Mittel aus dem gemäss VII Ziffer 4, 5 und 6 des Zahlungsabkommens bei Clearingnämnden eingerichteten Konto zur Verfügung stehen, werden die einzelnen Ansprüche schwedischer Gläubiger in folgender Höhe befriedigt:

- a) Zinsforderungen aus Krediten, Hypotheken, Anleihe-Obligationen, Pfandbriefen und dergl. in Höhe von $4\frac{1}{2}\%$;
- b) Gewinnanteile aus deutschen Aktien (Dividenden) sowie aus nicht in Wertpapieren verkörpertten Geschäftsbeteiligungen bis zu einem Nettobetrag von $4\frac{1}{2}\%$ voll, bei einem höheren Nettobetrag in Höhe von $4\frac{1}{2}\%$ zuzüglich der Hälfte des diesen Satz übersteigenden Betrages;
- c) Mietzinsen, Pachtzinsen und ähnliche regelmässig wiederkehrende Leistungen aus schwedischen Vermögensanlagen in Deutschland voll.

IV.

Falls bei Ablauf des Abkommens der auf dem in III dieses Abkommens erwähnten Konto vorhandene Saldo für die volle Befriedigung der Gläubiger gemäss den dort erwähnten Sätzen nicht ausreicht, so erhält der Gläubiger, der eine Teilzahlung entgegennimmt und auf sein die dort erwähnten Sätze übersteigendes Recht verzichtet, ein von Clearingnämnden im Namen der Konversionskasse für deutsche Auslandsschulden auszufertigendes Schuldanerkenntnis über den Reichsmarkbetrag, dessen Gegenwert nicht ausgezahlt werden konnte.

Die Konversionskasse wird Clearingnämnden ein Globalschuldanerkenntnis übersenden, dessen Gesamtbetrag der Summe der von Clearingnämnden der einzelnen Gläubigern gemäss vorstehendem Absatz zu erteilenden Einzelschuldanerkenntnisse entspricht.

Nähere Durchführungsbestimmungen, insbesondere der Wortlaut des von der Konversionskasse abzugebenden Globalschuldanerkenntnisses, werden in einem zwischen dem Reichsbankdirektorium, der Konversionskasse für deutsche Auslandsschulden einerseits und Clearingnämnden andererseits abzuschliessenden Durchführungsabkommen zusammengefasst.

V.

Schwedische Gläubiger, die ihre Forderungen diesem Abkommen nicht unterstellen wollen, behalten ihre vollen Ansprüche. Sie werden so behandelt, wie dies allgemein für Fälligkeiten in der Zeit vom 1. Juli 1934 bis 31. Dezember 1934 nach den Mitteilungen der Deutschen Reichsbank vorgesehen ist.

VI.

Die Einzelheiten des Auszahlungsdienstes werden durch besondere Abmachungen zwischen der Konversionskasse für deutsche Auslandsschulden und Clearingnämnden geregelt.

VII.

Dieses Abkommen gilt nicht für die Ansprüche schwedischer Gläubiger aus den Zinsscheinen der Dawes-, Young- und Kreuger-Anleihen.

VIII.

Dieses Abkommen tritt am 1. September in Kraft und bleibt bis zum 31. Dezember 1934 in Geltung. Die Bestimmungen von XI Abs. 2 und 3 des Zahlungsabkommens gelten entsprechend.

Geschehen in Berlin den 28. August 1934.

Arvid RICHERT.

Max WALDECK.

Certifiée pour copie conforme :

Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 29 novembre 1934.

Le Chef des Archives :
Torsten Gihl.

¹ TRADUCTION.

N^o 3553. — ACCORD ENTRE LES GOUVERNEMENTS ALLEMAND ET SUÉDOIS CONCERNANT L'APPLICATION DU MORATOIRE ALLEMAND DES TRANSFERTS A L'ÉGARD DES CRÉANCIERS SUÉDOIS. SIGNÉ A BERLIN, LE 28 AOUT 1934.

LE GOUVERNEMENT ALLEMAND et LE GOUVERNEMENT ROYAL SUÉDOIS sont convenus des dispositions ci-après au sujet de l'application du moratoire allemand des transferts à l'occasion de l'accord sur les paiements, conclu ce jour.

I.

Les créances visées par le moratoire allemand des transferts et venant à échéance du 1^{er} juillet au 31 décembre 1934 de créanciers suédois au sens de l'article II du présent accord pour intérêts, dividendes, amortissements réguliers, loyers, fermages et autres prestations périodiques analogues et pour lesquelles des versements ont été effectués à la caisse de conversion des dettes extérieures allemandes (*Konversionskasse für deutsche Auslandsschulden*), seront réglées conformément aux principes du présent accord, dans la mesure où ce règlement pourra être effectué par prélèvement sur les montants destinés à cette fin et prévus par les alinéas 4, 5 et 6 de l'article VII de l'accord sur les paiements. D'autre part, le Gouvernement royal suédois s'engage à ne prendre, pendant la durée du présent accord, aucune mesure de défense motivée par l'application du moratoire allemand des transferts.

II.

Aux termes du présent accord, on entend par créanciers suédois les ressortissants suédois,

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 3553. — AGREEMENT BETWEEN THE GERMAN AND SWEDISH GOVERNMENTS CONCERNING THE EXECUTION OF THE GERMAN TRANSFER MORATORIUM IN RELATION TO SWEDISH CREDITORS. SIGNED IN BERLIN, AUGUST 28th, 1934.

THE GERMAN GOVERNMENT and THE ROYAL SWEDISH GOVERNMENT have agreed, in connection with the Payments Agreement concluded this day, upon the following provisions in regard to the execution of the German Transfer Moratorium.

I.

Claims of Swedish creditors within the meaning of Section II of the present Agreement, falling due within the period July 1st, 1934, to December 31st, 1934, and coming under the provisions of the German Transfer Moratorium, being claims on account of interest, dividends, regularly recurring amortisation payments, rents, leasehold payments or other similar recurrent claims, in respect of which payments have been made into the Conversion Office for German Foreign Debts (*Konversionskasse für deutsche Auslandsschulden*), shall be discharged in accordance with the rules laid down in the present Agreement, in so far as the funds accruing for this purpose under Section VII, paragraphs Nos. 4, 5 and 6, of the Payments Agreement allow. The Royal Swedish Government for its part undertakes not to resort to counter-measures on the ground of execution of the German Transfer Moratorium for such time as the present Agreement remains in force.

II.

For the purposes of the present Agreement, the term "Swedish creditors" shall be deemed

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

y compris les personnes morales, ayant leur domicile ou siège permanent en Suède ainsi que les personnes physiques ne possédant pas la nationalité suédoise mais ayant déjà leur domicile permanent en Suède à la date du 1^{er} juillet 1933. Toutefois, le présent accord ne vise que les créanciers suédois qui étaient, à la date du 15 juin 1934, propriétaires des valeurs ou des créances visées à ce moment par le moratoire de transfert allemand, ou qui n'ont acquis qu'après cette date, de créanciers suédois, les valeurs ou créances qui appartenaient le 15 juin 1934 à des créanciers suédois. La qualité de propriétaire de ces titres ou de créancier n'appartient pas aux personnes auxquelles les coupons d'intérêts ou de dividende et les créances d'intérêts n'ont été cédés qu'aux fins d'encaissement ou auxquelles les valeurs et créances n'ont été remises qu'à titre de garantie (gage).

Le Clearingnämnd (Organe de clearing) s'assurera par un contrôle rigoureux que les conditions de personne et de temps prévues pour l'application du présent accord sont remplies. Le Gouvernement royal suédois portera à la connaissance du Gouvernement allemand les dispositions édictées à cet effet. Si le Gouvernement allemand signale au Gouvernement royal suédois certains cas dans lesquels on est certain ou l'on a de bonnes raisons de soupçonner que l'on réclame le bénéfice des dispositions du présent accord pour des valeurs ou des créances ne remplissant pas les conditions dudit accord, le Gouvernement royal suédois ouvrira l'enquête nécessaire et prendra les mesures appropriées pour empêcher ces abus ou, si possible, en annuler l'effet.

III.

Si l'on dispose des fonds nécessaires sur le compte ouvert auprès du Clearingnämnd, conformément aux alinéas 4, 5 et 6 de l'article VII de l'accord sur les paiements, les diverses créances des créanciers suédois seront réglées aux taux ci-après :

a) Intérêts des crédits, hypothèques, obligations d'emprunt, lettres de gage (*Pfandbriefe*), etc., au taux de 4 ½ % ;

b) Dividendes d'actions allemandes ainsi que participations aux bénéfices non représentées par des titres, jusqu'à concurrence d'un taux net de 4 ½ %, intégralement,

to mean Swedish nationals, including persons at law, who are permanently domiciled in Sweden, together with natural persons who, not being Swedish nationals, were permanently domiciled in Sweden on July 1st, 1933 : but only such Swedish creditors shall come under the provisions of this Agreement as were either the owners, on June 15th, 1934, of the securities or claims which on that date came under the provisions of the German Transfer Moratorium, or acquired the ownership thereof after June 15th, 1934, from Swedish creditors in whose ownership they were on June 15th, 1934. The expression " owner of securities or claims " shall not be deemed to include persons to whom the interest or dividend coupons or interest claims have been made over solely for collection or to whom the securities or claims have been made over solely as security (collateral).

The Clearingnämnd (clearing authority) shall take steps to ensure strict observance of the conditions in regard to status of applicants and date of applications attaching to the execution of the present Agreement. The Royal Swedish Government shall communicate to the German Government the regulations issued in this connection. Should the German Government notify the Royal Swedish Government of cases in which there is certain evidence or reasonable presumption that the benefits of this Agreement are being claimed for securities or claims under circumstances which are not in accordance with the conditions attaching to the Agreement, the Royal Swedish Government will make the necessary enquiries and take appropriate steps to prevent such abusive transactions or to annul the same, wherever possible, when already effected.

III.

In so far as the necessary funds are available in the account opened by the Clearingnämnd in accordance with Section VII, paragraphs Nos. 4, 5 and 6, of the Payments Agreement, the individual claims of Swedish creditors shall be discharged up to the following amounts :

(a) Interest claims on account of private advances, mortgages, bonds of public loans, negotiable mortgage bonds (*Pfandbriefe*) and the like, to the amount of 4 ½ per cent ;

(b) Dividends on German shares or other participations not in the form of stock up to 4 ½ per cent net, in full, or, where the amount is more than 4 ½ per

et pour un taux net plus élevé, au taux de 4 ½ % plus la moitié du montant dépassant ce taux ;

c) Loyers, fermages et autres prestations périodiques régulières découlant de placements suédois en Allemagne, intégralement.

IV.

Si, à l'expiration de l'accord, le solde du compte mentionné à l'article III dudit accord ne suffit pas pour désintéresser intégralement les créanciers conformément aux taux qui y sont mentionnés, le créancier qui acceptera un remboursement partiel et renoncera à son droit dépassant les taux mentionnés dans l'accord recevra une reconnaissance de dette établie par le Clearingnämnd au nom de la Caisse de conversion des dettes extérieures allemandes, pour le montant en reichsmarks dont la contre-valeur n'aura pu être versée.

La Caisse de conversion remettra au Clearingnämnd une reconnaissance de dette globale dont le montant total correspondra à la somme des divers certificats de reconnaissance de dette délivrés par le Clearingnämnd aux divers créanciers aux termes de l'alinéa ci-dessus.

Les dispositions de détail et notamment le texte de la reconnaissance de dette globale de la Caisse de conversion feront l'objet d'un accord d'application que concluront la direction de la Reichsbank et la Caisse de conversion des dettes extérieures allemandes, d'une part, et le Clearingnämnd, d'autre part.

V.

Les créanciers suédois qui ne veulent pas soumettre leurs créances au régime du présent accord gardent tous leurs droits. Ils seront traités de la manière prévue en général, selon les communications de la Deutsche Reichsbank, pour les dettes venant à échéance pendant la période du 1^{er} juillet 1934 au 31 décembre 1934.

VI.

Les points de détail du service des versements seront réglés par des arrangements spéciaux entre la Caisse de conversion des dettes extérieures allemandes et le Clearingnämnd.

cent net, at the rate of 4 ½ per cent plus one-half the amount in excess of that rate ;

(c) Rents, leasehold payments and other similar regularly recurring payments on account of Swedish capital investments in Germany, in full.

IV.

If on the expiry of the present Agreement the balance of the account to which Section III relates should not suffice to meet the claims of the creditors in full at the rates therein laid down, any creditor accepting part payment and waiving his right to anything in excess of the said rates shall receive a certificate of indebtedness, to be made out by the Clearingnämnd on behalf of the Conversion Office for German Foreign Debts, for the reichsmark equivalent of the unpaid amount.

The Conversion Office shall transmit to the Clearingnämnd a general certificate of indebtedness representing the aggregate amount of the individual certificates of indebtedness issued to individual creditors by the Clearingnämnd in accordance with the provisions of the foregoing paragraph.

Detailed regulations with regard to the execution of the present Agreement in general, and the wording of the general certificate of indebtedness to be issued by the Conversion Office in particular, shall be embodied in an Executory Agreement to be concluded between the Reichsbank Directorate and the Conversion Office of the one part and the Clearingnämnd of the other part.

V.

Swedish creditors who are not prepared to let their claims come under the provisions of the present Agreement retain their rights in full. They shall receive the same treatment as is provided for claims generally which fall due within the period July 1st, 1934, to December 31st, 1934, as notified from time to time by the Reichsbank.

VI.

Details of procedure in the matter of payments shall be regulated by special agreements to be concluded between the Conversion Office for German Foreign Debts and the Clearingnämnd.

VII.

Le présent accord ne vise pas les créances de créanciers suédois au titre des coupons des emprunts Dawes, Young et Kreuger.

VIII.

Le présent accord entrera en vigueur le 1^{er} septembre 1934 et demeurera en vigueur jusqu'au 31 décembre 1934. Les dispositions des alinéas 2 et 3 de l'article XI de l'accord sur les paiements sont applicables *mutatis mutandis*.

Fait à Berlin, le 28 août 1934.

Arvid RICHERT.
Max WALDECK.

VII.

The present Agreement shall not apply to the claims of Swedish creditors in respect of coupons of the Dawes, Young or Kreuger Loans.

VIII.

The present Agreement shall come into force on September 1st, 1934, and shall remain in force until December 31st, 1934. The provisions of Section XI, paragraphs Nos. 2 and 3, of the Payments Agreement shall apply *mutatis mutandis*.

Done in Berlin, this 28th day of August, 1934.

Arvid RICHERT.
Max WALDECK.

N° 3554.

AUTRICHE, HONGRIE,
ITALIE

Protocole N° 1. Signé à Rome, le
17 mars 1934.

AUSTRIA, HUNGARY,
ITALY

Protocol No. 1. Signed at Rome,
March 17th, 1934.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 3554. — PROTOKOLL I¹, ZWISCHEN ÖSTERREICH, UNGARN UND ITALIEN. GEZEICHNET IN ROM, AM 17. MÄRZ 1934.

Textes officiels allemand, hongrois et italien communiqués par le représentant permanent de l'Autriche auprès de la Société des Nations, le chargé d'Affaires a. i. de la délégation hongroise auprès de la Société des Nations et le ministre des Affaires étrangères d'Italie. L'enregistrement de ce protocole a eu lieu le 12 décembre 1934.

DER BUNDESKANZLER DER REPUBLIK ÖSTERREICH,
DER REGIERUNGSCHEF S. M. DES KÖNIGS VON ITALIEN,
DER KÖNIGLICH UNGARISCHE MINISTERPRÄSIDENT,
In dem Bestreben die Erhaltung des Friedens und den wirtschaftlichen Wiederaufbau Europas, auf der Grundlage der Achtung der Selbständigkeit und der Rechte jedes einzelnen Staates, zu fördern,

In der Überzeugung, dass die Zusammenarbeit in diesem Sinne zwischen den drei Regierungen die realen Vorbedingungen einer breiteren Kooperation mit anderen Staaten zu schaffen vermag, Verpflichten sich zwecks Erreichung der oben angegebenen Ziele :

Über jene Fragen, welche sie im besonderen angehen, sowie über die Fragen allgemeinen Charakters zu dem Zwecke das Einvernehmen zu pflegen, um im Sinne der bestehenden Freundschaftsverträge zwischen Italien und Österreich, Italien und Ungarn und Österreich und Ungarn, welche auf der Erkenntnis vom Bestehen zahlreicher gemeinsamer Interessen beruhen, ihre auf die Förderung einer wirklichen Zusammenarbeit zwischen den Staaten Europas und insbesondere zwischen Italien, Österreich und Ungarn gerichtete Politik auf einander abzustimmen.

Zu diesem Behufe werden sich die drei Regierungen, so oft zumindest eine derselben es für zweckmässig erachten sollte, gemeinsam beraten.

Dieses Protokoll ist in drei Exemplaren, in deutscher, italienischer und ungarischer Sprache, verfasst. Im Falle von Meinungsverschiedenheiten ist der italienische Text massgebend.

Zu Urkund dessen haben die Unterfertigten vorliegendes Protokoll unterzeichnet.

ROM, den 17. März 1934.

DOLLFUSS, *m. p.*

MUSSOLINI, *m. p.*

GÖMBÖS, *m. p.*

Pour copie certifiée conforme :
Vienne, le 10 décembre 1934.
Gortan.

Copie certifiée conforme :
Budapest, le 14 septembre 1934.
Pour le chef de la Section des traités :
Jean de Mihákovics,
Conseiller de Section.

¹ Entré en vigueur le 12 juillet 1934.

TEXTE HONGROIS. — HUNGARIAN TEXT.

N^o 3554. — I. JEGYZÖKÖNYV¹. ALÁIRATOTT RÓMÁBAN, 1934. ÉVI MÁRCIUS HÓ 17-ÉN.

German, Hungarian and Italian official texts communicated by the Permanent Representative of Austria accredited to the League of Nations, the Chargé d'Affaires a. i. of the Hungarian Delegation accredited to the League of Nations and the Italian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Protocol took place December 12th, 1934.

A MAGYAR KIRÁLYI MINISZTERELNÖK,
AZ OSZTRÁK KÖZTÁRSASÁG SZÖVETSÉGI KANCELLÁRJA,
Ő FELSÉGE OLASZORSZÁG KIRÁLYÁNAK KORMÁNYFŐJE,

Abban a törekvésben, hogy, minden állam önállóságának és jogainak tiszteletbentartása alapján, a béke fenntartásához és Európa gazdasági ujjaépítéséhez hozzájáruljanak,

Meggyőződve arról, hogy a három kormánynak ily irányu együttműködése meg fogja teremthetni a tárgyi előfeltételeket más államokkal való tágabbkörű együttműködéshez,

A fentebb megjelölt célok elérésére kötelezik magukat arra, hogy :

Mindazon kérdésekben, amelyek őket különösen érdeklik, ugyszintén az általános jellegű kérdésekben tanácskozni fognak abból a célból, hogy a Magyarország és Ausztria, a Magyarország és Olaszország és az Ausztria és Olaszország között fennálló barátsági szerződések szellemében, amely szerződések számos közös érdek fennállásának felismerésén alapulnak, az európai államok, különösképen pedig Magyarország, Ausztria és Olaszország között a valóságos együttműködés előmozdítására irányuló politikájukat összhangba hozzák.

E végből a három kormány, valahányszor közülök legalább egy ezt célszerűnek véli, együttesen tanácskozni fog.

Ennek hiteléül az alulírottak a három eredeti példányban, magyar, német és olasz nyelven készült jelen Jegyzőkönyvet aláírták. Eltérés esetében az olasz szöveg az irányadó.

Kelt RÓMÁBAN, 1934. évi március hó 17-én.

GÖMBÖS, m. p.

DOLLFUSS, m. p.

MUSSOLINI, m. p.

Pour copie certifiée conforme :

Vienne, le 10 décembre 1934.

Gortan.

Copie certifiée conforme :

Budapest, le 14 septembre 1934.

Pour le chef de la Section des traités :

Jean de Mihálikovics,
Conseiller de Section.

¹ Came into force July 12th, 1934.

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

N° 3554. — PROTOCOLLO I FRA L'AUSTRIA, L'UNGHERIA E L'ITALIA. FIRMATO A ROMA, IL 17 MARZO 1934.

IL CAPO DEL GOVERNO DI SUA MAESTÀ IL RE D'ITALIA,
IL CANCELLIERE FEDERALE DELLA REPUBBLICA D'AUSTRIA,
IL PRESIDENTE DEL CONSIGLIO REALE D'UNGHERIA,

Animati dal proposito di concorrere al mantenimento della pace e alla restaurazione economica dell'Europa sulla base del rispetto dell'indipendenza e dei diritti di ogni Stato,

Persuasi che la collaborazione tra i tre Governi in tale senso possa stabilire le premesse reali per una più larga cooperazione con altri Stati,

Si impegnano pel conseguimento degli scopi anzidetti :

Di concertarsi su tutti i problemi che particolarmente li interessano e su quelli di ordine generale, allo scopo di svolgere, nello spirito degli esistenti Trattati di amicizia italo-austriaco, italo-ungherese e austro-ungherese, fondati sul riconoscimento dell'esistenza di numerosi interessi comuni, una politica concorde, diretta a promuovere la collaborazione effettiva fra gli Stati europei e particolarmente fra l'Italia, l'Austria e l'Ungheria.

All'uopo i tre Governi procederanno a consultazioni comuni ogni volta che uno almeno di Essi lo ritenga opportuno.

In fede di che, firmano il presente Protocollo, redatto in tre originali, rispettivamente in lingua italiana, in lingua tedesca e in lingua ungherese. In caso di divergenza farà fede il testo italiano.

Fatto a ROMA, li 17 marzo 1934.

MUSSOLINI.

DOLLFUSS.

GÖMBÖS.

Per copia conforme :

p. Il Ministro degli Affari Esteri :

Suvich.

Pour copie certifiée conforme :

Vienne, le 10 décembre 1934.

Gortan.

Copie certifiée conforme :

Budapest, le 14 septembre 1934.

Pour le chef de la Section des traités :

Jean de Mihákovics,
Conseiller de Section.

¹ TRADUCTION.

N^o 3554. — PROTOCOLE N^o I,
ENTRE L'AUTRICHE, LA HON-
GRIE ET L'ITALIE. SIGNÉ A
ROME, LE 17 MARS 1934.

LE CHANCELIER FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE
D'AUTRICHE,

LE CHEF DU GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ
LE ROI D'ITALIE,

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES
ROYAL DE HONGRIE,

Désireux de favoriser le maintien de la paix
et la restauration économique de l'Europe, sur
la base du respect de l'indépendance et des
droits de chaque Etat,

Convaincus que la collaboration à cet effet
des trois gouvernements est de nature à créer
les conditions effectives d'une coopération plus
large avec d'autres Etats,

S'engagent, en vue d'atteindre les buts indi-
qués ci-dessus :

A se concerter sur tous les problèmes
qui les intéressent particulièrement, ainsi
que sur les problèmes d'ordre général, en
vue de suivre, dans l'esprit des traités
d'amitié en vigueur entre l'Italie et l'Au-
triche, l'Italie et la Hongrie et l'Autriche
et la Hongrie, fondés sur la reconnaissance
de l'existence de nombreux intérêts com-
muns, une politique concordante tendant
à promouvoir une collaboration effective
entre les Etats d'Europe, et particulière-
ment entre l'Italie, l'Autriche et la Hongrie.

A cet effet, les trois gouvernements
procéderont à des consultations communes,
chaque fois que l'un d'entre eux au moins
le jugera opportun.

Le présent protocole est rédigé en trois exem-
plaires, en allemand, en italien et en hongrois.
En cas de divergence, le texte italien fera foi.

En foi de quoi, les soussignés ont signé le
présent protocole.

ROME, le 17 mars 1934.

DOLLFUSS, *m.p.* MUSSOLINI, *m.p.* GÖMBÖS, *m.p.*

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des
Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 3554. — PROTOCOL No. I
BETWEEN AUSTRIA, HUN-
GARY AND ITALY. SIGNED AT
ROME, MARCH 17TH, 1934.

THE FEDERAL CHANCELLOR OF THE REPUBLIC
OF AUSTRIA,

THE HEAD OF THE GOVERNMENT OF HIS
MAJESTY THE KING OF ITALY,

THE PRESIDENT OF THE ROYAL COUNCIL OF
MINISTERS OF HUNGARY,

Being anxious to contribute to the mainte-
nance of peace and to the economic reconstruc-
tion of Europe on the basis of respect for the
independence and rights of every State,

Being convinced that co-operation in this
direction between the three Governments is
likely to create a genuine basis for wider
co-operation with other States,

Undertake, with a view to achieving the
above-mentioned purposes :

To confer together on all problems
which particularly concern them, and on
problems of a general character, with a
view to pursuing, in the spirit of the
existing treaties of friendship between Italy
and Austria, Italy and Hungary and
Austria and Hungary, which are based
on a recognition of the existence of
numerous common interests, a concordant
policy directed towards the promotion of
effective co-operation between the States
of Europe and particularly between Italy,
Austria and Hungary.

To this end, the three Governments
shall proceed to hold joint consultations
whenever at least one of them deems it
desirable.

The present Protocol is drawn up in three
copies, in German, Italian and Hungarian. In
the case of any difference of opinion, the Italian
text shall be taken as authentic.

In faith whereof the undersigned have signed
the present Protocol.

ROME, March 17th, 1934.

DOLLFUSS, *m.p.* MUSSOLINI, *m.p.* GÖMBÖS, *m.p.*

¹ Translated by the Secretariat of the League
of Nations, for information.

N° 3555.

AUTRICHE, HONGRIE,
ITALIE

Protocole N° II, concernant le développement des relations économiques. Signé à Rome, le 17 mars 1934.

AUSTRIA, HUNGARY,
ITALY

Protocol No. II regarding the Development of Economic Relations. Signed at Rome, March 17th, 1934.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 3555. — PROTOKOLL II¹ ZWISCHEN ÖSTERREICH, UNGARN UND ITALIEN ZUR ENTWICKLUNG DER WIRTSCHAFTLICHEN BEZIEHUNGEN. GEZEICHNET IN ROM, AM 17. MÄRZ 1934.

Textes officiels allemand, hongrois et italien communiqués par le représentant permanent de l'Autriche auprès de la Société des Nations, le chargé d'Affaires a. i. de la délégation hongroise auprès de la Société des Nations et le ministre des Affaires étrangères d'Italie. L'enregistrement de ce protocole a eu lieu le 12 décembre 1934.

DIE REGIERUNGEN VON ÖSTERREICH, ITALIEN UND UNGARN, in dem Bestreben, die wirtschaftlichen Beziehungen zwischen Italien und Österreich, zwischen Italien und Ungarn und zwischen Österreich und Ungarn dadurch zu entwickeln, dass dem Warenaustausch zur Überwindung ungesunder Autarkiebestrebungen ein neuer Antrieb gegeben werde und so durch konkrete Massregeln das Werk des wirtschaftlichen Wiederaufbaues der Donaustaaten gefördert werde, in Übereinstimmung mit dem Geiste der Beschlüsse der Konferenz von Stresa und mit den Grundsätzen, die im Donau-Memorandum enthalten sind, welches von Italien mitgeteilt wurde und das Datum vom 29. September 1933 trägt,

haben sich über Folgendes geeinigt :

Artikel 1.

Die Regierungen von Österreich, Italien und Ungarn verpflichten sich die in Kraft stehenden Übereinkommen zu erweitern, den gegenseitigen Export zu erleichtern und so stufenweise die wechselseitige Ergänzung ihrer nationalen Wirtschaften zu steigern. Zu diesem Zwecke werden neue zweiseitige Übereinkommen vor dem 15. Mai 1934 abgeschlossen werden.

Artikel 2.

Die Regierungen Österreichs, Italiens und Ungarns beschliessen, die notwendigen Massnahmen zu ergreifen, um den Schwierigkeiten, die sich für Ungarn aus dem Sturz der Getreidepreise ergeben, zu begegnen.

Die hierauf bezüglichen Übereinkommen werden so rasch als möglich und jedenfalls vor dem 15. Mai 1934 abgeschlossen werden.

Artikel 3.

Die drei Regierungen verpflichten sich den Transitverkehr über die adriatischen Häfen möglichst zu erleichtern und zu entwickeln. Zu diesem Zwecke werden zweiseitige Übereinkommen so rasch als möglich getroffen werden.

¹ Entré en vigueur le 12 juillet 1934.

TEXTE HONGROIS. — HUNGARIAN TEXT.

N^o 3555. — II. JEGYZÖKÖNYV¹ MAGYARORSZÁG, AUSZTRIA ÉS OLASZORSZÁG KÖZÖTT A GAZDASÁGI VISZONYOK FEJLESZTÉSE ÉRDEKÉBEN. ALÁÍRATOTT RÓMÁBAN 1934. ÉVI MÁRCIUS HO 17-ÉN.

German, Hungarian and Italian official texts communicated by the Permanent Representative of Austria accredited to the League of Nations, the Chargé d'Affaires a. i. of the Hungarian Delegation accredited to the League of Nations and the Italian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Protocol took place December 12th, 1934.

MAGYARORSZÁG, AUSZTRIA ÉS OLASZORSZÁG KORMÁNYAI áthatva attól a kívánságtól, hogy a Magyarország és Ausztria, Magyarország és Olaszország, valamint Ausztria és Olaszország között a gazdasági kapcsolatokat, az árucserének további ösztönzést adva s ilyenképen a gazdasági önellátás egészségtelen irányzatával szembeszállva, fejlesszék s hogy konkrét rendszabályokkal előmozdítsák a dunai államok gazdasági helyreállításának munkáját, összhangban a stresai konferencia határozatainak szellemével és az Olaszország részéről 1933. szeptember 29-i kelettel előterjesztett Dunai Emlékiratban foglalt alapelvekkel,

a következőkben állapodtak meg :

1. cikk.

Magyarország, Ausztria és Olaszország kormányai kötelezik magukat arra, hogy az érvényben lévő megállapodások terjedelmét bővítik a kölcsönös kivitelnek adott könnyítéseket fokozva és ezáltal nemzetgazdaságuk kölcsönös kiegészüléséből mindinkább növekvő hasznot huzva. Ebből a célból új kétoldalu megállapodásokat fognak kötni 1934. május 15. előtt.

2. cikk.

Magyarország, Ausztria és Olaszország kormányai elhatározzák, hogy megteszik a szükséges intézkedéseket, hogy a buzaár eséséből Magyarországra származó nehézségek legyőzessenek.

Az erre vonatkozó megállapodásokat a lehető leggyorsabban, mindenesetre azonban 1934. május 15. előtt meg fogják kötni.

3. cikk.

A három kormány kötelezi magát arra, hogy az adriai kikötőkön átmenő forgalmat, amennyire csak lehet, megkönnyíti és előmozdítja. Ebből a célból, amint lehet, kétoldalu megállapodásokat fognak kötni.

¹ Came into force July 12th, 1934.

Artikel 4.

Die drei Regierungen werden eine ständige Dreier-Kommission von Fachleuten einsetzen, die die Entwicklung des wechselseitigen Wirtschaftsverkehrs zu verfolgen und im Sinne dieses Protokolles konkrete Vorschläge zur Entwicklung ihres gegenseitigen Verkehrs zu machen haben.

Dieses Protokoll ist in drei Exemplaren, in italienischer, deutscher und ungarischer Sprache verfasst. Im Falle von Meinungsverschiedenheiten ist der italienische Text massgebend.

Zu Urkund dessen haben die Unterfertigten vorliegendes Übereinkommen unterzeichnet.

ROM, den 17. März 1934.

MUSSOLINI, *m. p.*

DOLLFUSS, *m. p.*

GÖMBÖS, *m. p.*

Pour copie certifiée conforme :

Vienne, le 10 décembre 1934.

Gortan.

Copie certifiée conforme :

Budapest, le 14 septembre 1934.

Pour le chef de la Section des traités :

Jean de Mihálovics.

Conseiller de Section.

4. cikk.

A három kormány Allandó Bizottságot fog alakítani három szakértőből, akiknek feladata lesz a három állam közötti gazdasági forgalom menetét figyelemmel kísérni és a jelen Jegyzőkönyv szellemének megfelelően e forgalom további fejlesztésének elérésére alkalmas konkrét javaslatokat készíteni.

A jelen Jegyzőkönyv három példányban, magyar, német és olasz nyelven készült.
Eltérés esetében az olasz szöveg az irányadó.

Ennek hiteléül a magyar, osztrák és olasz kormányok fejei jelen megegyezést aláírták.

Kelt Rómában, 1934. évi március hó 17-én.

GÖMBÖS, *m. p.*

DOLLFUSS, *m. p.*

MUSSOLINI, *m. p.*

Copie certifiée conforme :

Budapest, le 14 septembre 1934.

Pour copie certifiée conforme :

Vienne, le 10 décembre 1934.

Pour le chef de la Section des traités :

Gortan.

Jean de Mihálovics,

Conseiller de Section.

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

N° 3555. — PROTOCOLLO II FRA L'AUSTRIA, L'UNGHERIA E L'ITALIA,
PER LO SVILUPPO DEI RAPPORTI ECONOMICI. FIRMATO A
ROMA, IL 17 MARZO, 1934.

I GOVERNI D'ITALIA, D'AUSTRIA E D'UNGHERIA, animati dal desiderio di sviluppare i rapporti economici tra l'Italia e l'Austria, tra l'Italia e l'Ungheria e tra l'Austria e l'Ungheria, col dare nuovo impulso allo scambio dei loro prodotti, opponendosi in tal modo alle tendenze malsane di autarchia economica, e di favorire, con provvedimenti concreti, l'opera della ricostruzione economica degli Stati Danubiani, in armonia con lo spirito delle decisioni della Conferenza di Stresa e coi principi contenuti nel Memoriale Danubiano, presentato dall'Italia e che porta la data del 29 settembre 1933,

si sono trovati d'accordo su quanto segue :

Articolo 1.

I Governi d'Italia, d'Austria e d'Ungheria si impegnano ad estendere la portata degli accordi ora in vigore, accrescendo le agevolazioni per le esportazioni reciproche e traendo, in tal guisa, sempre maggiore profitto dalla complementarietà delle rispettive economie nazionali. A questo fine nuovi accordi bilaterali saranno conclusi prima del 15 maggio 1934.

Articolo 2.

I Governi d'Italia, d'Austria e d'Ungheria stabiliscono di adottare i provvedimenti necessari per superare le difficoltà derivanti all'Ungheria dal ribasso dei prezzi del grano.

Gli accordi relativi saranno conclusi al più presto possibile e in ogni caso prima del 15 maggio 1934.

Articolo 3.

I tre Governi si obbligano a facilitare e a sviluppare quanto più possibile il movimento di transito nei porti dell'Adriatico. A questo scopo saranno conclusi quanto prima possibile accordi bilaterali.

Articolo 4.

I tre Governi costituiranno una Commissione Permanente di tre Esperti incaricati di seguire l'andamento dei rapporti economici fra i tre Paesi e di formulare proposte concrete atte a far raggiungere un maggiore sviluppo di tali rapporti, secondo lo spirito di questo Protocollo.

Il presente Protocollo è redatto in tre esemplari, rispettivamente in lingua italiana, in lingua tedesca e in lingua ungherese.

In caso di divergenza farà fede il testo in italiano.

In fede di che, i Capi dei Governi d'Italia, di Austria e di Ungheria firmano il presente Accordo.

Fatto in Roma, li 17 marzo 1934.

MUSSOLINI.

DOLLFUSS.

GÓMBÓS.

Per copia conforme :

p. Il *Ministro degli Affari Esteri* :

Suvich.

Copie certifiée conforme :

Budapest, le 14 septembre 1934.

Pour le chef de la Section des traités :

Jean de Miháلكovics,

Conseiller de Section.

Pour copie certifiée conforme :

Vienne, le 10 décembre 1934.

Gortan.

¹ TRADUCTION.N^o 3555. — PROTOCOLE N^o II ENTRE L'AUTRICHE, LA HONGRIE ET L'ITALIE, CONCERNANT LE DÉVELOPPEMENT DES RELATIONS ÉCONOMIQUES. SIGNÉ A ROME, LE 17 MARS 1934.

LES GOUVERNEMENTS AUTRICHIEN, ITALIEN ET HONGROIS, désireux de développer les rapports économiques entre l'Italie et l'Autriche, entre l'Italie et la Hongrie et entre l'Autriche et la Hongrie, en donnant une nouvelle impulsion aux échanges de marchandises en vue de triompher des tendances malsaines à l'autarchie et de favoriser ainsi, par des mesures concrètes, l'œuvre de restauration économique des Etats danubiens, conformément à l'esprit des décisions de la Conférence de Stresa et aux principes énoncés dans le mémorandum danubien présenté par l'Italie et portant la date du 29 septembre 1933,

Sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Les Gouvernements autrichien, italien et hongrois s'engagent à étendre les accords en vigueur, à faciliter les exportations réciproques et à se rapprocher ainsi graduellement d'un état où leurs économies nationales se compléteront mutuellement. A cet effet, de nouveaux accords bilatéraux seront conclus avant le 15 mai 1934.

Article 2.

Les Gouvernements autrichien, italien et hongrois décident de prendre les mesures nécessaires pour remédier aux difficultés qui résultent pour la Hongrie de la baisse des prix du blé.

Les accords sur ce point seront conclus aussitôt que possible et, en tout cas, avant le 15 mai 1934.

Article 3.

Les trois gouvernements s'engagent à faciliter et à développer autant que possible le transit à travers les ports de l'Adriatique. A cet effet, des accords bilatéraux seront conclus aussi promptement que possible.

Article 4.

Les trois gouvernements constitueront une commission permanente de trois experts, qui seront chargés de suivre le développement des rapports économiques réciproques et de présenter, dans l'esprit du présent protocole, des propositions concrètes en vue du développement de leurs relations réciproques.

Le présent protocole est rédigé en trois exemplaires, en italien, en allemand et en hongrois. En cas de divergence, le texte italien fera foi.

En foi de quoi, les soussignés ont signé le présent accord.

ROME, le 17 mars 1934.

MUSSOLINI, *m. p.*

DOLLFUSS, *m. p.*

GÖMBÖS, *m. p.*

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 3555. — PROTOCOL No. II BETWEEN AUSTRIA, HUNGARY AND ITALY REGARDING THE DEVELOPMENT OF ECONOMIC RELATIONS. SIGNED AT ROME, MARCH 17TH, 1934.

THE AUSTRIAN, ITALIAN AND HUNGARIAN GOVERNMENTS, being anxious to develop economic relations between Italy and Austria, Italy and Hungary, and Austria and Hungary by giving a fresh impetus to the exchange of goods with a view to overcoming unsound tendencies towards autarchy and so to promoting by concrete measures the work of economic reconstruction of the Danubian States, in accordance with the spirit of the decisions of the Stresa Conference and with the principles laid down in the Danubian Memorandum submitted by Italy and dated September 29th, 1933,

Have agreed as follows :

Article 1.

The Austrian, Italian and Hungarian Governments undertake to extend the agreements at present in force, to facilitate reciprocal exports and thus by degrees to make their national economic systems mutually supplement one another. For this purpose, new bilateral agreements shall be concluded by May 15th, 1934.

Article 2.

The Austrian, Italian and Hungarian Governments decide to take the necessary steps to remedy the difficulties encountered by Hungary as a result of the fall in the price of wheat.

The agreements on this point shall be concluded as rapidly as possible and in any case by May 15th, 1934.

Article 3.

The three Governments undertake to facilitate and develop as much as possible the transit trade through the Adriatic ports. Bilateral agreements for this purpose shall be concluded as rapidly as possible.

Article 4.

The three Governments shall set up a permanent commission of three experts, who shall follow the development of mutual economic relations and shall make concrete proposals in the spirit of the present Protocol for the development of their mutual trade.

The present Protocol is drawn up in three copies, in Italian, German and Hungarian. In the case of any difference of opinion, the Italian text shall be taken as authentic.

In faith whereof the undersigned have signed the present agreement.

ROME, *March 17th*, 1934.

MUSSOLINI, *m. p.*

DOLLFUSS, *m. p.*

GÖMBÖS, *m. p.*

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

N° 3556.

AUTRICHE ET ITALIE

Protocole N° III, complémentaire au Protocole entre l'Autriche, la Hongrie et l'Italie, signé à Rome le 17 mars 1934, concernant le développement des relations économiques. Signé à Rome, le 17 mars 1934.

AUSTRIA AND ITALY

Protocol No. III complementary to the Protocol between Austria, Hungary and Italy, signed at Rome, March 17th, 1934, regarding the Development of Economic Relations. Signed at Rome, March 17th, 1934.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 3556. — PROTOKOLL III¹ ZWISCHEN ÖSTERREICH UND ITALIEN, ERGÄNZUNG DES PROTOKOLLES ZUR ENTWICKLUNG DER WIRTSCHAFTLICHEN BEZIEHUNGEN ZWISCHEN ITALIEN, ÖSTERREICH UND UNGARN, WELCHES AM 17. MÄRZ 1934 IN ROM UNTERZEICHNET WURDE. GEZEICHNET IN ROM, AM 17. MÄRZ 1934.

Textes officiels allemands et italien communiqués par le représentant permanent de l'Autriche auprès de la Société des Nations et le ministre des Affaires étrangères d'Italie. L'enregistrement de ce protocole a eu lieu le 12 décembre 1934.

DIE KÖNIGLICH ITALIENISCHE REGIERUNG
und

DIE ÖSTERREICHISCHE BUNDESREGIERUNG

haben auf Grund der bisher gemachten Erfahrungen, die gezeigt haben, dass die beiderseitigen Volkswirtschaften sich in weitgehendem Masse ergänzen, beschlossen, einen Schritt nach vorwärts zu tun, um die wirtschaftlichen Beziehungen zwischen den beiden Ländern weiter zu entwickeln und zu vertiefen.

Zu diesem Zwecke sind sie über die folgenden Massnahmen übereingekommen :

Artikel 1.

Zwischen den beiden Regierungen werden am 5. April 1934 Verhandlungen über den Abschluss eines neuen Übereinkommens eingeleitet werden, um die bereits zwischen den beiden Ländern bestehenden Wirtschaftsabkommen zu erweitern und den gegenwärtigen Verhältnissen anzupassen.

Das neue Übereinkommen wird binnen kürzester Frist und jedenfalls vor dem 15. Mai 1934 abgeschlossen werden.

Artikel 2.

Für das im vorstehenden Artikel genannte Übereinkommen ist Folgendes festgesetzt worden :

Die Einräumung eines Präferenzregimes zugunsten einer möglichst grossen Anzahl von zur Einfuhr nach Italien bestimmten, in Österreich erzeugten und aus Österreich stammenden Produkten ;

Was die vorstehende Bestimmung betrifft, werden gemäss dem im Artikel 11, Pkt c) des Donau-Memorandums, welches von Italien mitgeteilt wurde und das Datum vom 29. September 1933 trägt, niedergelegten Grundsätze die beiden vertragschliessenden Teile der Notwendigkeit Rechnung tragen, die Begünstigungen in entsprechenden Grenzen zu halten ;

¹ Entré en vigueur le 12 juillet 1934.

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

N° 3556. — PROTOCOLLO III¹ FRA L'ITALIA E L'AUSTRIA, COMPLEMENTARE AL PROTOCOLLO FRA L'ITALIA, L'AUSTRIA E L'UNGHERIA FIRMATO A ROMA IL 17 MARZO 1934 PER LO SVILUPPO DEI RAPPORTI ECONOMICI. FIRMATO A ROMA, IL 17 MARZO 1934.

German and Italian official texts communicated by the Permanent Representative of Austria accredited to the League of Nations and by the Italian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Protocol took place December 12th, 1934.

IL REGIO GOVERNO D'ITALIA

e

IL GOVERNO DELLA REPUBBLICA FEDERALE D'AUSTRIA,
basandosi sulle esperienze fatte finora, che hanno dimostrato che le loro economie nazionali sono in larga misura complementari, hanno deciso di fare un passo avanti per sviluppare ed intensificare maggiormente i rapporti economici tra i due Paesi.

A questo scopo hanno convenuto quanto segue :

Articolo 1.

Negoziati saranno iniziati il 5 aprile 1934 fra i due Governi per la conclusione di un nuovo accordo diretto ad allargare e adattare alle circostanze attuali gli accordi economici esistenti fra i due Paesi.

Il nuovo accordo sarà concluso nel più breve termine e in ogni caso prima del 15 maggio 1934.

Articolo 2.

Per l'accordo di cui all'articolo precedente è stabilito quanto appresso :

La concessione d'un regime preferenziale a favore di un numero per quanto possibile grande di prodotti originari e provenienti dall'Austria all'importazione in Italia ;

Ai riguardi della clausola che precede, le due Parti contraenti terranno conto della necessità di mantenere le concessioni entro limiti ragionevoli, secondo il principio stabilito alla lettera c) dell'articolo 11 del Memoriale Danubiano, presentato dall'Italia e che porta la data del 29 settembre 1933 ;

¹ Came into force July 12th, 1934.

Vor dem 15. Mai 1934 werden zwei Listen abgefasst werden, von denen die eine jene Produkte enthalten wird, für welche die Einräumung von Zollbegünstigungen durch vorherigen Abschluss von Vereinbarungen zwischen den in Betracht kommenden Produzenten der beiden Länder erleichtert werden kann ; in der anderen werden jene Produkte verzeichnet sein, für welche Erleichterungen unabhängig von irgend einer vorherigen Vereinbarung zwischen den Produzenten anwendbar befunden werden ;

Hinsichtlich der in der ersten Liste enthaltenen Produkte verpflichten sich die beiden Regierungen die notwendigen Massnahmen zu ergreifen, um den Abschluss von industriellen Übereinkommen zu beschleunigen und zu erleichtern.

Das vorliegende Protokoll ist in zwei Exemplaren in italienischer und in deutscher Sprache verfasst. Im Falle von Meinungsverschiedenheiten ist der italienische Text massgebend.

Zu Urkund dessen haben die Unterfertigten das vorliegende Protokoll unterzeichnet.

Geschehen zu Rom, am 17. März 1934.

MUSSOLINI.

DOLLFUSS.

Vu à la Chancellerie fédérale,
Département des Affaires étrangères,
pour traduction conforme.

Vienne, le 10 décembre 1934.

Gortan.

Si procederà prima del 15 maggio 1934 alla redazione di due liste, di cui l'una indicherà i prodotti per i quali la concessione di favori doganali potrà essere facilitata mediante preventiva conclusione di intese fra i produttori interessati dei due Paesi e l'altra comprenderà i prodotti per i quali concessioni saranno ritenute applicabili indipendentemente da qualsiasi intesa fra i produttori stessi ;

Per quanto concerne i prodotti che saranno compresi nella prima lista, i due Governi si impegnano a prendere le misure necessarie per affrettare e facilitare la conclusione di accordi industriali.

Il presente Protocollo è redatto in due esemplari, rispettivamente in lingua italiana e in lingua tedesca. In caso di divergenza farà fede il testo in italiano.

In fede di che, i Capi dei due Governi hanno firmato il presente Protocollo.

Fatto a Roma, il 17 marzo 1934.

MUSSOLINI.

DOLLFUSS.

Per copia conforme :

p. *Il Ministro degli Affari Esteri,*
Suvich.

Pour copie certifiée conforme :

Vienne, le 10 décembre 1934.
Gortan.

¹ TRADUCTION.

N° 3556. — PROTOCOLE N° III ENTRE L'AUTRICHE ET L'ITALIE, COMPLÉMENTAIRE AU PROTOCOLE ENTRE L'AUTRICHE, LA HONGRIE ET L'ITALIE, SIGNÉ A ROME, LE 17 MARS 1934, CONCERNANT LE DÉVELOPPEMENT DES RELATIONS ÉCONOMIQUES. SIGNÉ A ROME, LE 17 MARS 1934.

LE GOUVERNEMENT ROYAL ITALIEN et LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL AUTRICHIEN,

Se fondant sur l'expérience acquise jusqu'à présent, qui a montré que les économies des deux pays se complètent dans une large mesure, ont décidé de faire un pas en avant pour développer et intensifier encore plus les rapports économiques entre les deux pays.

A cet effet, ils sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Des négociations s'engageront le 5 avril 1934 entre les deux gouvernements en vue de la conclusion d'un nouvel accord destiné à élargir les accords économiques en vigueur entre les deux pays et à les adapter aux circonstances actuelles.

Le nouvel accord sera conclu dans le plus bref délai et, en tout cas, avant le 15 mai 1934.

Article 2.

Les principes suivants sont adoptés en vue de l'accord visé à l'article précédent :

L'octroi d'un régime préférentiel à l'importation en Italie d'un nombre aussi grand que possible de produits d'origine et de provenance autrichiennes ;

En ce qui concerne le clause ci-dessus, les deux Parties contractantes tiendront compte de la nécessité de maintenir les concessions dans des limites raisonnables selon le principe énoncé à l'article II, *littéra c*), du Mémoire danubien présenté par l'Italie et qui porte la date du 29 septembre 1933 ;

On procédera, avant le 15 mai 1934, à l'établissement de deux listes dont l'une indiquera les produits pour lesquels l'octroi d'avantages douaniers pourra être facilité par la conclusion préalable d'ententes entre les producteurs intéressés des deux pays et dont l'autre comprendra les produits pour lesquels l'octroi de ces concessions pourra se faire indépendamment de la conclusion d'aucune entente entre producteurs ;

En ce qui concerne les produits qui figureront dans la première liste, les deux gouvernements s'engagent à prendre les mesures nécessaires pour accélérer et faciliter la conclusion d'accords industriels.

Le présent protocole est rédigé en double expédition, respectivement en italien et en allemand. En cas de divergence, le texte italien fera foi.

En foi de quoi les chefs des deux gouvernements ont signé le présent protocole.

Fait à Rome, le 17 mars 1934.

MUSSOLINI.

DOLLFUSS.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 3556. — PROTOCOL No. III BETWEEN AUSTRIA AND ITALY COMPLEMENTARY TO THE PROTOCOL BETWEEN AUSTRIA, HUNGARY AND ITALY, SIGNED AT ROME, MARCH 17TH, 1934, REGARDING THE DEVELOPMENT OF ECONOMIC RELATIONS. SIGNED AT ROME, MARCH 17TH, 1934.

THE ROYAL ITALIAN GOVERNMENT and THE AUSTRIAN FEDERAL GOVERNMENT,

On the basis of the experience hitherto acquired, which has shown that the economic systems of the two countries are to a large extent complementary, have decided to take a step forward in order to develop and extend economic relations between the two countries.

To this end, they have agreed on the following provisions :

Article 1.

Negotiations shall be initiated between the two Governments on April 5th, 1934, with a view to the conclusion of a new agreement directed towards the extension of the economic agreements already in force between the two countries and their adaptation to present circumstances.

The new agreement shall be concluded as soon as possible and in any case by May 15th, 1934.

Article 2.

The following principles shall be adopted with regard to the agreement mentioned in the previous Article :

The granting of preferential treatment to as many products as possible of Austrian origin and provenance imported into Italy ;

As regards the foregoing provision, the two Contracting Parties shall take into account the necessity of maintaining such privileges within reasonable limits in accordance with the principles laid down in Article 11 (c) of the Danubian Memorandum submitted by Italy and dated September 29th, 1933 ;

Before May 15th, 1934, two lists shall be drawn up, one of which shall indicate the products in respect of which the granting of Customs privileges may be facilitated by the previous conclusion of agreements between the producers concerned in the two countries, and the other of which shall indicate the products in respect of which such privileges may be granted independently of the conclusion of any previous agreement between producers ;

As regards the products appearing in the former list, the two Governments agree to take the necessary steps to expedite and facilitate the conclusion of industrial agreements.

The present Protocol is drafted in duplicate Italian and German texts. In the case of any difference of opinion, the Italian text shall be taken as authentic.

In faith whereof the heads of the two Governments have signed the present Protocol.

Done at Rome, this 17th day of March, 1934.

MUSSOLINI.

DOLLFUSS.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

N° 3557.

GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ET PAYS-BAS

Echange de notes comportant un
modus vivendi temporaire relatif
aux relations commerciales entre
les deux pays. Londres, les 20 et
30 juillet 1934.

GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND THE NETHERLANDS

Exchange of Notes constituting a
Temporary *modus vivendi* regarding
Commercial Relations between the
Two Countries. London, July 20th
and 30th, 1934.

No. 3557. — EXCHANGE OF NOTES¹ BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE NETHERLANDS GOVERNMENT CONSTITUTING A TEMPORARY *MODUS VIVENDI* REGARDING COMMERCIAL RELATIONS BETWEEN THE TWO COUNTRIES. LONDON, JULY 20TH AND 30TH, 1934.

English official text communicated by the Netherlands Minister for Foreign Affairs and by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Exchange of Notes took place December 14th, 1934.

I.

FOREIGN OFFICE, S. W. I.

No. W. 6810/257/29.

July 20th, 1934.

SIR,

I have the honour to refer to the recent discussions which have taken place between representatives of His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and representatives of the Government of the Netherlands in regard to trade relations between the two countries. As it has not been found possible at present to conclude a full Commercial Agreement between the two Governments, it is now agreed that the following arrangements should be made for the purpose of establishing a temporary *modus vivendi* between the two Governments in regard to certain matters which have been the subject of discussion :

(1) In connection with quantitative restrictions on imports into the Netherlands, the Netherlands Government guarantees that there shall be granted to the United Kingdom as from the 1st August, 1934, the full share of all quotas, as now established or hereafter varied or established, in regard to any class of goods, which is mathematically attributable to the United Kingdom in accordance with the proportion of the total foreign importations in the basic period into the Netherlands of the goods in question, which was represented by United Kingdom goods.

(2) For its part, the Government of the United Kingdom, in connexion with quantitative restrictions on imports into the United Kingdom from the Netherlands, guarantees that there shall be granted to the Netherlands as from the 1st August, 1934, the full share of all quotas as now established or hereafter varied or established, in regard

¹ Came into force August 1st, 1934.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 3557. — ÉCHANGE DE NOTES ² ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT NÉERLANDAIS COMPORTANT UN *MODUS VIVENDI* TEMPORAIRE RELATIF AUX RELATIONS COMMERCIALES ENTRE LES DEUX PAYS. LONDRES, LES 20 ET 30 JUILLET 1934.

Texte officiel anglais communiqué par le ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas et le secrétaire d'État aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 14 décembre 1934.

I.

FOREIGN OFFICE, S. W. I.

N^o W. 6810/257/29.

Le 20 juillet 1934.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de me référer aux récents pourparlers qui ont eu lieu entre des représentants du Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord et des représentants du Gouvernement néerlandais au sujet des relations commerciales entre les deux pays. Comme il n'a pas été jugé possible de conclure, à l'heure actuelle, une convention commerciale complète entre les deux gouvernements, il est convenu maintenant que les arrangements ci-après seront adoptés en vue de l'établissement d'un *modus vivendi* temporaire entre les deux gouvernements relativement à certaines questions qui ont fait l'objet des pourparlers :

1^o Pour ce qui est des restrictions quantitatives des importations aux Pays-Bas, le Gouvernement néerlandais garantit qu'à dater du 1^{er} août 1934, il sera accordé au Royaume-Uni, en ce qui concerne tous les contingents qui sont actuellement établis ou qui pourront ultérieurement être modifiés ou établis pour une catégorie quelconque de marchandises, la part entière qui, mathématiquement, revient au Royaume-Uni d'après la proportion entre le total des importations étrangères de marchandises en question aux Pays-Bas pendant la période de base et les importations de ces marchandises provenant du Royaume-Uni.

2^o De son côté, le Gouvernement du Royaume-Uni, pour ce qui est des restrictions quantitatives des importations en provenance des Pays-Bas dans le Royaume-Uni, garantit qu'à dater du 1^{er} août 1934, il sera accordé aux Pays-Bas, en ce qui concerne tous les contingents qui sont actuellement établis ou qui pourront ultérieurement être

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

² Entré en vigueur le 1^{er} août 1934.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

to any class of goods, which is mathematically attributable to the Netherlands in accordance with the proportion of the total foreign importations in the basic period into the United Kingdom of the goods in question, which was represented by Netherlands goods.

(3) In the event of any third foreign country renouncing or forfeiting in whole or in part its quota allocation in the Netherlands or in the United Kingdom, and if, nevertheless, the global quota is maintained at the original figure, then the United Kingdom or the Netherlands, as the case may be, shall be entitled to a proportion of the unused quota calculated in accordance with paragraphs 1 and 2 respectively. The Government of the United Kingdom and the Government of the Netherlands undertake to inform each other of the amount of any global quota affecting the importation into the United Kingdom of goods from the Netherlands and the importation into the Netherlands of goods from the United Kingdom respectively, and at the same time of the share of such quota which is allotted to the other country.

It is understood that the expression "global quota" signifies the total amount of goods of any class or group subject to a quota which would theoretically be admitted from all foreign countries if all such countries, in the aggregate, were allowed to import their full mathematical shares.

(4) The complete utilisation within the quota period of the quotas allotted will be facilitated as much as possible.

(5) Without prejudice to any other relevant agreements respecting particular commodities which have been or may be reached between the two Governments, any portions of quotas allotted to the United Kingdom or to the Netherlands respectively which remain unutilised at the end of any given quota period shall be carried over to the next quota period, but the carry-over shall not be available for longer than yearly periods.

Each Government undertakes to inform the other without delay at the end of each quota period of the amount of any portions of quotas allotted to the country of the latter which thus remain unutilised.

(6) Each of the two Governments will have due regard to the seasonal variation of imports of certain classes of goods, wherever this question may arise in connection with the periodical allocation of quotas or the grant of import licences.

(7) In respect of administration of quotas, each country shall, if in any case a request to this effect is made to the Government of the other country, be granted, under the same conditions and reservations, the most favourable treatment accorded to any other country in respect of like products.

(8) Import licences shall, where necessary, be placed at the disposal of traders who did not import during the basic period. However, to assure as far as possible the maintenance of existing channels of trade, preference will in principle be given to those traders who imported during the basic period, and undertake to continue such importation.

(9) The Netherlands Government are prepared to make such regulations as will enable Netherlands importers to transfer import licences to agents established in the Netherlands.

(10) As from the 1st August, 1934, each Government resumes its liberty of action as regards Customs duties on imported goods, without prejudice, however, to the provisions of the treaties and agreements already in force between the two countries.

(11) The delegations which have conducted the recent discussions will remain in being for the purpose of further discussions on matters of interest to either Government.

modifiés ou établis pour une catégorie quelconque de marchandises, la part entière qui, mathématiquement, revient aux Pays-Bas d'après la proportion entre le total des importations étrangères de marchandises en question dans le Royaume-Uni pendant la période de base et les importations de ces marchandises provenant des Pays-Bas.

3° Au cas où un tiers pays étranger quelconque renoncerait à la totalité ou à une partie du contingent qui lui est alloué aux Pays-Bas ou dans le Royaume-Uni, ou perdrait le bénéfice de ce contingent, et si le contingent global est néanmoins maintenu au chiffre primitif, le Royaume-Uni ou les Pays-Bas, selon le cas, auront droit à une fraction du contingent non utilisé qui sera calculée conformément aux alinéas 1 et 2 respectivement. Le Gouvernement du Royaume-Uni et le Gouvernement néerlandais s'engagent à se faire connaître mutuellement le chiffre de tout contingent global intéressant les importations dans le Royaume-Uni de marchandises des Pays-Bas et les importations aux Pays-Bas de marchandises du Royaume-Uni, respectivement, ainsi que la fraction de ce contingent qui est allouée à l'autre pays.

Il est entendu que l'expression « contingent global » vise la quantité totale des marchandises de toute catégorie ou de tout groupe contingenté qui, théoriquement, pourraient être importées en provenance de tous les pays étrangers si tous ces pays, réunis, étaient autorisés à importer intégralement les quantités correspondant à leurs parts.

4° L'utilisation complète, pendant la période du contingentement, des contingents alloués, sera facilitée autant que possible.

5° Sans préjudice de tous autres arrangements qui sont intervenus ou pourront intervenir entre les deux gouvernements au sujet de marchandises déterminées, toutes fractions des contingents alloués au Royaume-Uni ou aux Pays-Bas, respectivement, qui n'auront pas été utilisées à la fin de toute période de contingentement donnée seront reportées à la période de contingentement suivante ; toutefois, ces reports ne seront valables que pour des périodes d'un an au maximum.

Chaque gouvernement s'engage à faire connaître à l'autre sans délai, à la fin de chaque période de contingentement, les fractions non utilisées des contingents alloués au pays de ce dernier.

6° Chacun des deux gouvernements tiendra dûment compte des variations saisonnières des importations de certaines catégories de marchandises, toutes les fois que cette question pourra se poser à l'occasion de l'allocation périodique de contingents ou de l'octroi de licences d'importation.

7° En ce qui concerne l'application des contingents, chaque pays, lorsqu'une demande à cet effet sera adressée au gouvernement de l'autre pays, bénéficiera, sous les mêmes conditions et réserves, du traitement le plus favorable qui aura été accordé à tout autre pays pour des produits similaires.

8° Des licences d'importation seront mises, en cas de besoin, à la disposition des commerçants qui n'avaient pas effectué d'importations au cours de la période de base. Toutefois, afin de maintenir autant que possible les courants commerciaux existants, une préférence sera accordée en principe aux commerçants qui avaient effectué des importations pendant la période de base et qui s'engagent à les poursuivre.

9° Le Gouvernement néerlandais est prêt à établir une réglementation permettant aux importateurs néerlandais de transférer leurs licences d'importation à des agents établis aux Pays-Bas.

10° A dater du 1^{er} août 1934, chaque gouvernement reprend sa liberté d'action en ce qui concerne les droits de douane sur les marchandises importées, sans préjudice toutefois des dispositions des traités et conventions qui sont déjà en vigueur entre les deux pays.

11° Les délégations qui ont mené les récents pourparlers seront maintenues en vue des pourparlers ultérieurs sur les points intéressant l'un ou l'autre gouvernement.

(12) The present arrangement shall remain in force until the expiration of three months from the date on which notice to terminate it is given by either Government.

I have the honour to suggest that the present note and your reply thereto shall be regarded as placing on record the agreement in this matter between the two Governments, which shall come into force as from the 1st August, 1934.

I have the honour to be, with the highest consideration, Sir, Your obedient Servant.

For the Secretary of State :
Robert VANSITTART.

Jonkheer R. de Marees van Swinderen,
G.C.V.O., etc., etc., etc.

II.

GEZANTSCHAP DER NEDERLANDEN.

(*Legation of the Netherlands.*)

No. 1008.

LONDON, *July 20th*, 1934.

SIR,

I have the honour to acknowledge the receipt of your Excellency's note of to-day's date, which reads as follows :

“ Sir,

I have the honour to refer to the recent discussions which have taken place between representatives of His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and representatives of the Government of the Netherlands in regard to trade relations between the two countries. As it has not been found possible at present to conclude a full Commercial Agreement between the two Governments, it is now agreed that the following arrangements should be made for the purpose of establishing a temporary *modus vivendi* between the two Governments in regard to certain matters which have been the subject of discussion :

(1) In connection with quantitative restrictions on imports into the Netherlands, the Netherlands Government guarantees that there shall be granted to the United Kingdom, as from 1st August, 1934, the full share of all quotas, as now established or hereafter varied or established, in regard to any class of goods, which is mathematically attributable to the United Kingdom in accordance with the proportion of the total foreign importations in the basic period into the Netherlands of the goods in question which was represented by United Kingdom goods.

(2) For its part the Government of the United Kingdom, in connection with quantitative restrictions on imports into the United Kingdom from the Netherlands, guarantees that there shall be granted to the Netherlands as from the 1st August, 1934, the full share of all quotas, as now established or hereafter varied or established, in regard to any class of goods, which is mathematically attributable to the Netherlands in accordance with the proportion of the total foreign importations in the basic period into the United Kingdom of the goods in question which was represented by Netherlands goods.

12° Le présent arrangement restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de trois mois à compter de la date à laquelle l'un ou l'autre gouvernement aura par une notification fait connaître son intention d'y mettre fin.

J'ai l'honneur de suggérer que la présente note et votre réponse à cette dernière soient considérées comme constituant l'accord en cette matière entre les deux gouvernements, qui entrera en vigueur à dater du 1^{er} août 1934.

Veuillez agréer, etc.

Pour le Secrétaire d'Etat :

Robert VANSITTART.

Jonkheer R. de Marees van Swinderen,
G.C.V.O., etc., etc., etc.

II.

LÉGATION DES PAYS-BAS.

N° 1008.

LONDRES, le 20 juillet 1934.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note de Votre Excellence en date de ce jour, libellée comme suit :

« MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de me référer aux récents pourparlers qui ont eu lieu entre des représentants du Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et des représentants du Gouvernement néerlandais au sujet des relations commerciales entre les deux pays. Comme il n'a pas été jugé possible de conclure, à l'heure actuelle, une convention commerciale complète entre les deux gouvernements, il est convenu maintenant que les arrangements ci-après seront adoptés en vue de l'établissement d'un *modus vivendi* temporaire entre les deux gouvernements relativement à certaines questions qui ont fait l'objet des pourparlers :

1° Pour ce qui est des restrictions quantitatives des importations aux Pays-Bas, le Gouvernement néerlandais garantit qu'à dater du 1^{er} août 1934, il sera accordé au Royaume-Uni, en ce qui concerne tous les contingents qui sont actuellement établis ou qui pourront ultérieurement être modifiés ou établis pour une catégorie quelconque de marchandises, la part entière qui, mathématiquement, revient au Royaume-Uni d'après la proportion entre le total des importations étrangères de marchandises en question aux Pays-Bas pendant la période de base et les importations de ces marchandises provenant du Royaume-Uni.

2° De son côté, le Gouvernement du Royaume-Uni, pour ce qui est des restrictions quantitatives des importations en provenance des Pays-Bas dans le Royaume-Uni, garantit qu'à dater du 1^{er} août 1934, il sera accordé aux Pays-Bas, en ce qui concerne tous les contingents qui sont actuellement établis ou qui pourront ultérieurement être modifiés ou établis pour une catégorie quelconque de marchandises, la part entière qui, mathématiquement, revient aux Pays-Bas d'après la proportion entre le total des importations étrangères de marchandises en question dans le Royaume-Uni pendant la période de base et les importations de ces marchandises provenant des Pays-Bas.

(3) In the event of any third foreign country renouncing or forfeiting in whole or in part its quota allocation in the Netherlands or the United Kingdom, and if, nevertheless, the global quota is maintained at the original figure, then the United Kingdom or the Netherlands, as the case may be, shall be entitled to a proportion of the unused quota calculated in accordance with paragraphs 1 and 2 respectively. The Government of the United Kingdom and the Government of the Netherlands undertake to inform each other of the amount of any global quota affecting the importation into the United Kingdom of goods from the Netherlands and the importation into the Netherlands of goods from the United Kingdom respectively, and at the same time of the share of such quota which is allotted to the other country. It is understood that the expression "global quota" signifies the total amount of goods of any class or group subject to a quota which would theoretically be admitted from all foreign countries if all such countries in the aggregate were allowed to import their full mathematical shares.

(4) The complete utilisation within the quota period of the quotas allotted will be facilitated as much as possible.

(5) Without prejudice to any other relevant agreements respecting particular commodities which have been or may be reached between the two Governments, any portions of quotas allotted to the United Kingdom or to the Netherlands, respectively, which remain unutilised at the end of any given quota period shall be carried over to the next quota period, but the carry-over shall not be available for longer than yearly periods.

Each Government undertakes to inform the other without delay at the end of each quota period of the amount of any portions of quotas allotted to the country of the latter which thus remain unutilised.

(6) Each of the two Governments will have due regard to the seasonal variation of imports of certain classes of goods, wherever this question may arise in connection with the periodical allocation of quotas or the grant of import licences.

(7) In respect of administration of quotas each country shall, if in any case a request to this effect is made to the Government of the other country, be granted, under the same conditions and reservations, the most favourable treatment accorded to any other country in respect of like products.

(8) Import licences shall, where necessary, be placed at the disposal of traders who did not import during the basic period. However, to assure as far as possible the maintenance of existing channels of trade, preference will in principle be given to those traders who imported during the basic period, and undertake to continue such importation.

(9) The Netherlands Government is prepared to make such regulations as will enable Netherlands importers to transfer their import licences to agents established in the Netherlands.

(10) As from the 1st August, 1934, each Government resumes its liberty of action as regards Customs duties on imported goods, without prejudice, however, to the provisions of the treaties and agreements already in force between the two countries.

(11) The delegations which have conducted the recent discussions will remain in being for the purpose of further discussions on matters of interest to either Government.

(12) The present arrangement shall remain in force until the expiration of three months from the date on which notice to terminate it is given by either Government.

3^o Au cas où un tiers pays étranger quelconque renoncerait à la totalité ou à une partie du contingent qui lui est alloué aux Pays-Bas ou dans le Royaume-Uni, ou perdrait le bénéfice de ce contingent, et si le contingent global est néanmoins maintenu au chiffre primitif, le Royaume-Uni ou les Pays-Bas, selon le cas, auront droit à une fraction du contingent non utilisé qui sera calculée conformément aux alinéas 1 et 2 respectivement. Le Gouvernement du Royaume-Uni et le Gouvernement néerlandais s'engagent à se faire connaître mutuellement le chiffre de tout contingent global intéressant les importations dans le Royaume-Uni de marchandises des Pays-Bas et les importations aux Pays-Bas de marchandises du Royaume-Uni, respectivement, ainsi que la fraction de ce contingent qui est allouée à l'autre pays. Il est entendu que l'expression « contingent global » vise la quantité totale des marchandises de toute catégorie ou de tout groupe contingenté qui, théoriquement, pourraient être importées en provenance de tous les pays étrangers si tous ces pays, réunis, étaient autorisés à importer intégralement les quantités correspondant à leurs parts.

4^o L'utilisation complète, pendant la période du contingentement, des contingents alloués sera facilitée autant que possible.

5^o Sans préjudice de tous autres arrangements qui sont intervenus ou pourront intervenir entre les deux gouvernements au sujet de marchandises déterminées, toutes fractions des contingents alloués au Royaume-Uni ou aux Pays-Bas, respectivement, qui n'auront pas été utilisées à la fin de toute période de contingentement donnée seront reportées à la période de contingentement suivante ; toutefois, ces reports ne seront valables que pour des périodes d'un an au maximum.

Chaque gouvernement s'engage à faire connaître à l'autre sans délai, à la fin de chaque période de contingentement, les fractions non utilisées des contingents alloués au pays de ce dernier.

6^o Chacun des deux gouvernements tiendra dûment compte des variations saisonnières des importations de certaines catégories de marchandises, toutes les fois que cette question pourra se poser à l'occasion de l'allocation périodique de contingents ou de l'octroi de licences d'importation.

7^o En ce qui concerne l'application des contingents, chaque pays, lorsqu'une demande à cet effet sera adressée au gouvernement de l'autre pays, bénéficiera, sous les mêmes conditions et réserves, du traitement le plus favorable qui aura été accordé à tout autre pays pour des produits similaires.

8^o Des licences d'importation seront mises, au besoin, à la disposition des commerçants qui n'avaient pas effectué d'importations au cours de la période de base. Toutefois, afin de maintenir autant que possible les courants commerciaux existants, une préférence sera accordée en principe aux commerçants qui avaient effectué des importations pendant la période de base et s'engagent à les poursuivre.

9^o Le Gouvernement néerlandais est prêt à établir une réglementation permettant aux importateurs néerlandais de transférer leurs licences d'importation à des agents établis aux Pays-Bas.

10^o A dater du 1^{er} août 1934, chaque gouvernement reprend sa liberté d'action en ce qui concerne les droits de douane sur les marchandises importées, sans préjudice toutefois des dispositions des traités et conventions qui sont déjà en vigueur entre les deux pays.

11^o Les délégations qui ont mené les récents pourparlers seront maintenues en vue des pourparlers ultérieurs sur les points intéressants l'un ou l'autre gouvernement.

12^o Le présent arrangement restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de trois mois à compter de la date à laquelle l'un ou l'autre gouvernement aura par une notification fait connaître son intention d'y mettre fin.

I have the honour to suggest that the present note and your reply thereto shall be regarded as placing on record the agreement between the two Governments in this matter, which shall come into force as from the first August, 1934. "

I have the honour to inform your Excellency that the Netherlands Government concurs in the agreement recorded above.

I have the honour to remain, with the highest consideration, Sir, Your obedient Servant,

R. DE MAREES VAN SWINDEREN.

The Right Honourable
Sir John Simon, G.C.S.I., K.C.V.O., M.P.,
etc., etc., etc.

III.

FOREIGN OFFICE, S. W. I.

No. W. 6810/257/29.

July 30th, 1934.

SIR,

With reference to the notes of July 20th which constitute an arrangement in regard to trade relations between His Majesty's Government in the United Kingdom and the Government of the Netherlands, I have the honour to add that it is understood that the term " foreign country " when used therein in relation to the United Kingdom means a country not being a territory under the sovereignty of His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, or under His Majesty's suzerainty, protection or mandate ; and that the term " foreign importation " means imports from foreign countries as so defined ; and that when used in relation to the Netherlands the term " foreign country " means a country not being a territory under the sovereignty, suzerainty or protection of Her Majesty the Queen of the Netherlands, and that the term " foreign importation " means imports from foreign countries as so defined.

2. It is also understood that in paragraph 7 of the above-mentioned notes the term " any other country " means " any other foreign country " as defined above.

I have the honour to be, with the highest consideration, Sir, Your obedient Servant.

John SIMON.

Jonkheer R. de Marees van Swinderen, G.C.V.O.,
etc., etc., etc.

IV.

GEZANTSCHAP DER NEDERLANDEN.

(*Legation of the Netherlands.*)

No. 1077.

LONDON, July 30th, 1934.

SIR,

I have the honour to acknowledge the receipt of your note of to-day's date, which runs as follows :

" With reference to the notes of July 20th, which constitute an arrangement in regard to trade relations between His Majesty's Government in the United Kingdom

J'ai l'honneur de suggérer que la présente note et votre réponse à cette dernière soient considérées comme constituant l'accord en cette matière entre les deux gouvernements, qui entrera en vigueur à dater du 1^{er} août 1934. »

J'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que le Gouvernement néerlandais approuve l'accord ci-dessus.

Veuillez agréer, etc.

R. DE MAREES VAN SWINDEREN.

Le très honorable

Sir John Simon, G.C.S.I., K.C.V.O., M.P.,
etc., etc., etc.

III.

FOREIGN OFFICE, S. W. I.

N^o W. 6810/257/29.

Le 30 juillet 1934.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En me référant aux notes du 20 juillet qui constituent un accord concernant les relations commerciales entre le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni et le Gouvernement néerlandais, j'ai l'honneur d'ajouter qu'il est entendu que l'expression « pays étranger », lorsqu'elle est employée dans cet accord relativement au Royaume-Uni, vise tout pays qui ne constitue pas un territoire placé sous la souveraineté de Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Dominions britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, ou sous la suzeraineté, la protection ou le mandat de Sa Majesté, et que l'expression « importations étrangères » vise les importations en provenance des pays étrangers ainsi définis ; l'expression « pays étranger », lorsqu'elle est employée relativement aux Pays-Bas, vise tout pays qui ne constitue pas un territoire placé sous la souveraineté, la suzeraineté ou la protection de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, et le terme « importations étrangères » vise les importations en provenance des pays étrangers ainsi définis.

2. Il est également entendu qu'à l'alinéa 7 des notes susmentionnées, l'expression « tout autre pays » vise « tout autre pays étranger » défini comme il est dit ci-dessus.

Veuillez agréer, etc.

John SIMON.

Jonkheer R. de Marees van Swinderen, G.C.V.O.,
etc., etc., etc.

IV.

LÉGATION DES PAYS-BAS.

N^o 1077.

LONDRES, le 30 juillet 1934.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note en date de ce jour libellée comme suit :

« MONSIEUR LE MINISTRE,

En me référant aux notes du 20 juillet qui constituent un accord concernant les relations commerciales entre le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni et le

and the Government of the Netherlands, I have the honour to add that it is understood that the term "foreign country" when used therein in relation to the United Kingdom means a country not being a territory under the sovereignty of His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, or under His Majesty's suzerainty, protection or mandate; and that the term "foreign importation" means imports from foreign countries as so defined; and that when used in relation to the Netherlands the term "foreign country" means a country not being a territory under the sovereignty, suzerainty or protection of Her Majesty the Queen of the Netherlands, and that the term "foreign importation" means imports from foreign countries as so defined.

2. It is also understood that in paragraph 7 of the above-mentioned notes the term "any other country" means "any other foreign country" as defined above."

I have the honour to inform you that the above represents the understanding of the Netherlands Government in this matter.

I have the honour to remain, with the highest consideration, Sir, Your obedient Servant.

R. DE MAREES VAN SWINDEREN.

The Right Honourable
Sir John Simon, G.C.S.I., K.C.V.O., M.P.,
etc., etc., etc.

Certifié pour copie conforme :

Le Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères
des Pays-Bas,
A. M. Snouck Hurgronje.

Gouvernement néerlandais, j'ai l'honneur d'ajouter qu'il est entendu que l'expression « pays étranger », lorsqu'elle est employée dans cet accord relativement au Royaume-Uni, vise tout pays qui ne constitue pas un territoire placé sous la souveraineté de Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Dominions britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, ou sous la suzeraineté, la protection ou le mandat de Sa Majesté, et que l'expression « importations étrangères » vise les importations en provenance des pays étrangers ainsi définis ; l'expression « pays étranger », lorsqu'elle est employée relativement aux Pays-Bas, vise tout pays qui ne constitue pas un territoire placé sous la souveraineté, la suzeraineté ou la protection de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, et le terme « importations étrangères » vise les importations en provenance des pays étrangers ainsi définis.

2° Il est également entendu qu'à l'alinéa 7 des notes susmentionnées, l'expression « tout autre pays » vise « tout autre pays étranger » défini comme il est dit ci-dessus. »

J'ai l'honneur de vous informer que telle est l'interprétation du Gouvernement des Pays-Bas sur ces points.

Veuillez agréer, etc.

R. DE MAREES VAN SWINDEREN.

Le très honorable

Sir John Simon, G.C.S.I., K.C.V.O., M.P.,
etc., etc., etc.

N° 3558.

ESTONIE ET SUÈDE

Echange de notes comportant un arrangement relatif au régime des importations de viande estonienne en Suède. Stockholm, le 7 décembre 1934.

ESTONIA AND SWEDEN

Exchange of Notes constituting an Arrangement regarding the Regime applicable to the Importation of Estonian Meat into Sweden. Stockholm, December 7th, 1934.

N° 3558. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS
ESTONIEN ET SUÉDOIS COMPORTANT UN ARRANGEMENT RELATIF
AU RÉGIME DES IMPORTATIONS DE VIANDE ESTONIENNE
EN SUÈDE. STOCKHOLM, LE 7 DÉCEMBRE 1934.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Suède. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 14 décembre 1934.

I.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

STOCKHOLM, le 7 décembre 1934.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai l'honneur de vous faire savoir par la présente que le Gouvernement du Roi, animé du désir de développer les échanges commerciaux entre nos deux pays, est disposé à appliquer l'arrangement suivant :

Le Gouvernement du Roi autorisera l'importation d'Estonie en Suède via Stockholm — en sus de celle qui pourra avoir lieu en vertu des dispositions en vigueur — pendant l'année courante de 15.000 kilos et pendant l'année 1935 de 85.000 kilos de viande fraîche des animaux de l'espèce bovine sans que soient observées les dispositions de l'article 12 de l'ordonnance du 30 septembre 1921 (N° 581), relative au contrôle de l'importation dans le Royaume des viandes et des graisses animales, dans la teneur donnée à cet article par le décret du 13 septembre 1928 (N° 353) et le décret du 4 janvier 1929 (N° 2). La viande devra toutefois, après avoir été approuvée, être munie de l'estampille visée à l'article 10, alinéa 2, du décret du 10 octobre 1913 (N° 240) portant des dispositions spéciales sur l'inspection et l'estampillage des viandes, etc., conformément à la loi sur l'inspection de la viande de boucherie et les abattoirs. Les dispositions du décret du 13 septembre 1928 (N° 354), énonçant certaines dispositions relatives à la préparation et la mise en vente de certains articles en viande de provenance étrangère ne seront pas davantage applicables à la viande ici visée.

La viande à comprendre dans le contingent ainsi accordé, devra être accompagnée d'un certificat à cet effet délivré au nom du Gouvernement d'Estonie par une autorité douanière estonienne.

Le Gouvernement du Roi se réserve de désigner les acheteurs de tout ou partie de la quantité susvisée auquel cas il garantira aussi le paiement.

D'autre part, le Gouvernement d'Estonie s'engage à veiller à ce que les sommes versées en paiement de la viande ici considérée soient affectées à l'achat de marchandises suédoises à importer en Estonie, en premier lieu de produits agricoles, notamment d'animaux reproducteurs et de semences.

¹ Entré en vigueur le 7 décembre 1934.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3558. — EXCHANGE OF NOTES ² BETWEEN THE ESTONIAN AND SWEDISH GOVERNMENTS CONSTITUTING AN ARRANGEMENT REGARDING THE REGIME APPLICABLE TO THE IMPORTATION OF ESTONIAN MEAT INTO SWEDEN. STOCKHOLM, DECEMBER 7TH, 1934.

French official text communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place December 14th, 1934.

I.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

STOCKHOLM, December 7th, 1934.

SIR,

I have the honour to inform you that His Majesty's Government, being desirous of developing trade between our two countries, is prepared to put into force the following Arrangement :

His Majesty's Government will authorise the importation from Estonia into Sweden via Stockholm — in addition to any importation which may take place under the provisions in force — of 15,000 kilogrammes during the current year and 85,000 kilogrammes during 1935 of fresh meat of bovine cattle, notwithstanding the provisions of Article 12 of the Order of September 30th, 1921 (No. 581), relating to control over the importation into the Kingdom of meat and animal fats, as interpreted by the Decree of September 13th, 1928 (No. 353), and the Decree of January 4th, 1929 (No. 2). After being passed, however, the meat shall be marked as provided by Article 10, paragraph 2, of the Decree of October 10th, 1913 (No. 240), containing special provisions for the inspection and marking of meat, etc., in accordance with the law on the inspection of butcher's meat and slaughter-houses. The provisions of the Decree of September 13th, 1928 (No. 354), laying down certain rules with regard to the preparation and sale of certain meat articles of foreign origin shall also not apply to the above meat.

Meat for inclusion in the quota thus granted shall be accompanied by a certificate for that purpose issued on behalf of the Estonian Government by an Estonian Customs authority.

His Majesty's Government reserves the right to designate purchasers of all or part of the above-mentioned quantity, in which case it will also guarantee payment.

Furthermore, the Government of Estonia undertakes to see that the sums paid for the meat in question are used for the purchase of Swedish goods to be imported into Estonia, primarily agricultural products, including livestock for breeding and seeds.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Came into force December 7th, 1934.

Si le Gouvernement d'Estonie approuve cet arrangement, je me permets de proposer qu'il sera considéré comme conclu par la présente lettre et la réponse que vous voudriez bien me faire parvenir.

Veuillez agréer, Monsieur le Chargé d'Affaires, les assurances de ma considération la plus distinguée.

(Signé) Rickard SANDLER.

Monsieur O. A. Grant,
Chargé d'Affaires p. i. d'Estonie,
etc., etc.

Certifiée pour copie conforme :
Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 10 décembre 1934.

Le Chef des Archives :
Torsten Gihl.

II.

LÉGATION D'ESTONIE
À STOCKHOLM.

STOCKHOLM, le 7 décembre 1934.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre, en date de ce jour, par laquelle Votre Excellence a bien voulu me faire savoir, que le Gouvernement suédois est disposé à appliquer l'arrangement suivant pour le développement des échanges commerciaux entre nos deux pays :

Le Gouvernement du Roi
. et de semences.

J'ai l'honneur de communiquer à Votre Excellence que le Gouvernement estonien est d'accord avec le Gouvernement suédois sur cet arrangement et que, conformément à votre proposition, il sera considéré comme conclu par la lettre de Votre Excellence et la présente lettre.

Je profite de cette occasion, Monsieur le Ministre, pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma plus haute considération.

(L. S.). (Signé) O. A. GRANT.

Son Excellence
Monsieur R. Sandler,
Ministre des Affaires étrangères,
etc., etc., etc.,
Stockholm.

Certifiée pour copie conforme :
Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 10 décembre 1934.

Le Chef des Archives :
Torsten Gihl.

If the Estonian Government approves this Arrangement, I would venture to suggest that it be deemed to be concluded by the present letter and the reply which I trust you will be good enough to send me.

I have the honour, etc.

(Signed) Rickard SANDLER.

Monsieur O. A. Grant,
Chargé d'Affaires *ad interim* of Estonia,
etc., etc., etc.

II.

LEGATION OF ESTONIA
AT STOCKHOLM.

STOCKHOLM, *December 7th*, 1934.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to acknowledge receipt of your letter of to-day's date informing me that the Swedish Government is prepared to put into force the following Arrangement for the development of trade between our two countries :

His Majesty's Government
. . . . and seeds.

I have the honour to inform Your Excellency that the Estonian Government is in agreement with the Swedish Government as to this Arrangement and that, in accordance with your proposal, it will be deemed to be concluded by Your Excellency's letter and the present letter.

I have the honour, etc.

(L. S.) (Signed) O. A. GRANT.

His Excellency
Monsieur R. Sandler,
Minister for Foreign Affairs,
etc., etc., etc.,
Stockholm.

N° 3559.

CHILI ET PAYS-BAS

Convention pour le règlement au moyen d'un système de clearing des créances commerciales entre les deux pays, signée à Santiago-du-Chili le 1^{er} juin 1934, et échange de notes y relatif, Santiago-du-Chili, le 6 juillet 1934.

CHILE AND THE NETHERLANDS

Convention for the Settlement by means of a Clearing System of Commercial Debts between the Two Countries, signed at Santiago-de-Chile, June 1st, 1934, and Exchange of Notes relating thereto, Santiago-de-Chile, July 6th, 1934.

TEXTE NÉERLANDAIS. — DUTCH TEXT.

N^o 3559. — VERDRAG¹ TUSSCHEN CHILI EN NEDERLAND TOT REGELING DOOR MIDDEL VAN CLEARING VAN DE CREDIETEN VOORTVLOEIENDE UIT HET HANDELSVERKEER TUSSCHEN BEIDE LANDEN, GESLOTEN TE SANTIAGO DE CHILE OP 1 JUNI 1934.

*Textes officiels espagnol et néerlandais communiqués par le ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas.
L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 20 décembre 1934.*

HARE MAJESTEIT DE KONINGIN DER NEDERLANDEN en ZIJNE EXCELLENTIE DE PRESIDENT VAN DE CHILEENSCH REPUBLIEK, bezielde met den wensch de regeling, door middel van clearing, van de credieten voortvloeiende uit het handelsverkeer tusschen Chili en Nederland te vergemakkelijken, hebben besloten te dien einde een verdrag te sluiten en hebben Hunne wederzijdsche Gevolmachtigden benoemd, te weten :

HARE MAJESTEIT DE KONINGIN DER NEDERLANDEN :

Den Heere Gideon Walrave BOISSEVAIN, Haren Tijdelijk Zaakgelastigde te Santiago, en

ZIJNE EXCELLENTIE DE PRESIDENT VAN DE CHILEENSCH REPUBLIEK :

Den Heere Miguel CRUCHAGA, Zijn Minister van Buitenlandsche Betrekkingen ;

Die, na elkander mededeeling te hebben gedaan van hunne volmachten, welke in goeden en behoorlijken vorm werden bevonden, over de volgende artikelen tot overeenstemming zijn gekomen :

Artikel 1.

Het clearingsysteem zal worden toegepast op de vereffening van vorderingen uitsluitend voortvloeiende uit het handelsverkeer tusschen het Koninkrijk der Nederlanden en de Republiek Chili, overeenkomstig de volgende bepalingen.

Artikel 2.

De vereffening van vorderingen, voortvloeiende uit den aankoop van in Nederland ingevoerde goederen van Chileensch herkomst, zal geschieden door storting van den koopprijs in Nederlandsche guldens bij de Nederlandsche Bank voor rekening van het Nederlandsch Clearinginstituut. Laatstgenoemde instelling zal de aldus ontvangen bedragen brengen in het credit van de rentevrije rekeningen A en B, die zij in haar boeken zal openen ten gunste van de « Banco Central de Chile ».

De vereffening van vorderingen, voortvloeiende uit den aankoop van in Chili ingevoerde goederen van Nederlandsche herkomst zal geschieden door storting van den koopprijs in Chileensch pesos bij de « Banco Central de Chile ». Laatstgenoemde instelling zal de aldus ontvangen bedragen brengen in het credit van de rentevrije rekeningen A en B, die zij in haar boeken zal openen, ten gunste van het Nederlandsch Clearinginstituut.

¹ Entré en vigueur le 16 juin 1934.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

Nº 3559. — CONVENIO¹ ENTRE CHILE Y LOS PAISES BAJOS PARA LIQUIDAR, POR MEDIO DE UN SISTEMA DE COMPENSACION (*CLEARING*) LOS CREDITOS COMERCIALES ENTRE AMBOS PAISES. FIRMADO EN SANTIAGO DE CHILE, EL 1º DE JUNIO DE 1934.

*Spanish and Dutch official texts communicated by the Netherlands Minister for Foreign Affairs.
The registration of this Convention took place December 20th, 1934.*

SU EXCELENCIA EL PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA DE CHILE y SU MAJESTAD LA REINA DE LOS PAÍSES BAJOS, animados del deseo de facilitar el ajuste, por vía de compensación, de los créditos provenientes del intercambio de mercaderías entre Chile y los Países Bajos, han resuelto celebrar una Convención al efecto y designado sus Plenipotenciarios, a saber :

SU EXCELENCIA EL PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA DE CHILE :

Al señor Miguel CRUCHAGA, su Ministro de Relaciones Exteriores ;

SU MAJESTAD LA REINA DE LOS PAÍSES BAJOS :

Al señor Gideon Walrave BOISSEVAIN, su Encargado de Negocios ad interim en Santiago ;

Los cuales después de haberse comunicado sus Plenos Poderes respectivos, que se encontraron en buena y debida forma, han convenido en las disposiciones siguientes :

Artículo 1.

El sistema de « clearing » se aplicará a la liquidación de los créditos provenientes exclusivamente del intercambio comercial entre la República de Chile y el Reino de los Países Bajos, según las disposiciones siguientes.

Artículo 2.

La liquidación de los créditos resultantes de la compra de mercaderías de proveniencia chilena importadas en los Países Bajos, se efectuará mediante el depósito del precio de compra en florines holandeses en el « Nederlandsche Bank », por cuenta del « Nederlandsch Clearinginstituut ». Esta institución abonará las sumas así recibidas al haber de las cuentas A y B, que abrirá en sus libros a la orden del Banco Central de Chile, y que no producirán intereses.

La liquidación de los créditos resultantes de la compra de mercaderías de proveniencia holandesa importadas en Chile, se efectuará mediante el depósito del precio de compra en pesos chilenos en el Banco Central de Chile. Esta institución abonará las sumas así recibidas al haber de las cuentas A y B, que abrirá en sus libros a la orden del « Nederlandsch Clearinginstituut », y que no producirán intereses.

¹ Came into force June 16th, 1934.

Artikel 3.

De achterstallige Nederlandsche vorderingen, bestaande op den datum van inwerkingtreding dezer overeenkomst, zullen geleidelijk worden afgelost op de wijze als in de hiernavolgende artikelen 4 en 8 voorzien.

Als achterstallige vorderingen zullen worden beschouwd :

a. de vorderingen vertegenwoordigende den koopprijs van de in Chili ingevoerde goederen van Nederlandsche herkomst, waarvan de tegenwaarde in Chili is gestort in het tijdvak van 20 Juli 1931 tot den datum van inwerkingtreding dezer overeenkomst ;

b. de vorderingen, die in dezelfde omstandigheden verkeerden als die onder *a* genoemd, maar waarvan de tegenwaarde door de Chileensche schuldenaars op den datum van inwerkingtreding dezer overeenkomst niet gestort is ;

c. de vorderingen, vervallen vóór 20 Juli 1931, maar die de Chileensche schuldenaars op dien datum niet bij machte waren te voldoen, zooals geprolongeerde wissels, gelden, toegewezen op grond van rechterlijke uitspraken of faillissementen, regelmatig over een zekeren tijd verdeelde betalingen, en andere soortgelijke gevallen, met dien verstande, dat in gevallen van twijfel over den aard van de vorderingen, vermeld onder *c*, de « Banco Central de Chile » en het Nederlandsche Clearinginstituut dienaangaande in gemeen overleg zullen beslissen.

Mochten stortingen, als vermeld onder *a*, ten gunste van Nederlandsche verkoopers zijn geschied, hetzij op een geblokkeerde rekening ten name van den verkooper, hetzij in handen van derden, ten deze optredend als lasthebbers (banken, notarissen, advocaten, consulaire ambtenaren, enz.) zoo zal de « Banco Central de Chile », op vertoon van bewijsstukken, de benodigde toestemming verleen voor de overbrenging van die tegoeden op de gemeenschappelijke rekening B.

Tot de categorie der achterstallige vorderingen, vermeld onder *a*, *b* en *c*, zullen slechts die vorderingen worden toegelaten, die binnen een termijn van twee maanden, te rekenen vanaf de inwerkingtreding dezer overeenkomst, onder overlegging van bewijsstukken zullen zijn aangegeven, hetzij door den schuldenaar of den vertegenwoordiger van den schuldeischer in Chili bij de « Banco Central de Chile », hetzij door den schuldeischer of den rechthebbende in Nederland bij het Nederlandsch Clearinginstituut. De beide instellingen zullen elkander van bovenvermelde aangiften mededeeling doen door toezending van een afschrift. Alle geschilpunten zullen in gemeenschappelijk overleg tusschen de « Banco Central de Chile » en het Nederlandsch Clearinginstituut geregeld worden.

Artikel 4.

De achterstallige vorderingen zullen slechts in de clearing worden opgenomen voorzover de storting van de tegenwaarde in Chileensche pesos door den schuldenaar of zijn lasthebber bij de « Banco Central de Chile » behoorlijk is geschied, teneinde te worden gebracht in het credit van de gemeenschappelijke rekening B.

De storting zal plaats hebben in Chileensche pesos. De vorderingen, luidende hetzij in Nederlandsche guldens, hetzij in Chileensche pesos, zullen worden verrekend op basis van 1 Chileensche peso = 0,15 Nederlandsche gulden.

De vorderingen, luidende in andere muntsoorten dan den Chileenschen peso of den Nederlandschen gulden, zullen in de nationale muntsoort worden omgezet, namelijk in pesos (à f. 0,15) in Chili door tusschenkomst van de « Banco Central de Chile » en in guldens in Nederland door tusschenkomst van het Nederlandsch Clearinginstituut, op basis van de officiële koersnoteeringen op den dag van storting onderscheidenlijk te Santiago en te Amsterdam.

Vanaf de inwerkingtreding van deze overeenkomst zullen de Chileensche schuldenaars voor al deze schulden de storting van de overeenkomstige tegenwaarde in pesos moeten doen geschieden.

Artikel 5.

De « Banco Central de Chile » zal aan het Nederlandsch Clearinginstituut bericht zenden betreffende de overeenkomstig het voorgaande artikel gedane stortingen, in de volgorde van het

Artículo 3.

Los créditos holandeses atrasados que existan en la fecha de la entrada en vigencia de la presente Convención, serán amortizados progresivamente según el método previsto en los artículos 4 y 8.

Se considerarán créditos atrasados :

a. los créditos que representen el precio de compra de mercaderías de proveniencia holandesa, importadas en Chile, cuyo contra-valor haya sido depositado en Chile en cualquier tiempo entre el 20 de Julio de 1931 y la fecha de la entrada en vigencia del presente Acuerdo ;

b. los créditos que se encuentren en las mismas condiciones que los mencionados en el párrafo *a*, pero cuyo contra-valor no haya sido depositado por los deudores en Chile en la fecha de entrada en vigencia del presente Acuerdo ;

c. los créditos vencidos antes del 20 de Julio de 1931 pero que, en esa fecha no se encontraban en estado de ser pagados por los deudores en Chile, tales como las letras prorrogadas, las asignaciones de fondos a consecuencia de liquidaciones judiciales o de quiebras, los pagos escalonados y otros casos semejantes, quedando entendido que en caso de duda sobre la naturaleza de los créditos a que se refiere el presente párrafo *c*, el Banco Central de Chile y el « Nederlandsch Clearinginstituut » decidirán a este respecto de común acuerdo.

En el caso en que se hubieren efectuado depósitos de los previstos en el párrafo *a* en favor de vendedores holandeses, sea en una cuenta bloqueada a nombre del vendedor o en manos de terceros, considerados como mandatarios (bancos, notarios, abogados, cónsules, etc.), el Banco Central de Chile previa presentación de documentos justificativos, acordará todas las autorizaciones necesarias para el traspaso de estos créditos a la cuenta común B.

No se admitirán en la categoría de los créditos atrasados previstos en las letras *a*, *b* y *c* sino los créditos que en un plazo de dos meses contado desde la entrada en vigencia del presente Acuerdo fueren declarados, previa presentación de documentos justificativos, sea por el deudor o el representante del acreedor en Chile en el Banco Central de Chile, sea por el acreedor o el beneficiario en los Países Bajos en el « Nederlandsch Clearinginstituut ». Ambas instituciones se comunicarán las declaraciones antes mencionadas enviándose copias de ellas. El Banco Central de Chile y el « Nederlandsch Clearinginstituut » resolverán de común acuerdo los casos litigiosos.

Artículo 4.

Los créditos atrasados no se admitirán en « clearing » sino a condición de que se efectúe debidamente el depósito de su contra-valor en pesos chilenos por el deudor o su mandatario en el Banco Central de Chile, para ser abonado al haber de la cuenta común B.

Este depósito se efectuará en pesos chilenos. Los créditos formulados sea en florines holandeses sea en pesos chilenos serán calculados sobre la base de 1 peso chileno = 0,15 florín holandés.

Los créditos formulados en otras monedas distintas del peso chileno o del florín holandés serán convertidos en moneda nacional, es decir, en pesos (a 0,15 fl. holand.) en Chile por intermedio del Banco Central de Chile, y en florines en los Países Bajos por intermedio del « Nederlandsch Clearing-instituut », sobre la base de las cotizaciones oficiales de cambio en el día del depósito en Santiago y en Amsterdam, respectivamente.

Desde el momento de la entrada en vigencia del presente Acuerdo, los deudores en Chile deberán efectuar para todos estos créditos el depósito del correspondiente contra-valor en pesos.

Artículo 5.

El Banco Central de Chile dará aviso al « Nederlandsch Clearinginstituut », de los depósitos efectuados conforme al artículo precedente, en el orden del depósito y de la inscripción al haber

tijdstip van storting en boeking in het credit van de gemeenschappelijke rekening B, waarbij tegelijkertijd machtiging wordt verleend tot uitbetaling aan de verkoopers.

De teboekstelling zal in guldens geschieden tegen den koers, in artikel 4 vastgelegd.

De stortingsberichten zullen vermelden den naam van den schuldenaar in Chili; de vordering waarop de storting betrekking heeft, den naam van den Nederlandschen schuldeischer en eventueel dien van den rechthebbende, het bedrag in Chileensche pesos en het bedrag in Nederlandsche guldens, berekend tegen den koers in artikel 4 vastgelegd.

Artikel 6.

a. Vijftien procent van iedere vordering, voortvloeiende uit aankopen van in Nederland ingevoerde Chilisalpeter en bijproducten daarvan, onder aftrek van een vastgesteld bedrag van f 1,— per 100 Kilo salpeter ter dekking van de transportkosten en alle andere bijkomende kosten, zal in guldens worden gestort bij de Nederlandsche Bank voor rekening van het Nederlandsch Clearinginstituut, hetwelk deze bedragen zal boeken in het credit van de gemeenschappelijke rekening B, ten einde uitsluitend te dienen voor de aflossing van de achterstallige vorderingen, onder voorbehoud van het in het hiernavolgende artikel 7 bepaalde.

b. Vijf en twintig procent van iedere vordering, voortvloeiende uit aankopen van in Nederland ingevoerde Chilisalpeter en bijproducten daarvan, onder aftrek van het hierboven vermelde bedrag, zal in guldens worden gestort bij de Nederlandsche Bank voor rekening van het Nederlandsch Clearinginstituut, hetwelk de overeenkomstige bedragen zal boeken in het credit van de gemeenschappelijke rekening A, ten einde uitsluitend te dienen voor de aflossing van de vorderingen, voortvloeiende uit aankopen van vanaf den datum van inwerkingtreding dezer overeenkomst in Chili ingevoerde goederen van Nederlandsche herkomst.

Artikel 7.

Wanneer het op een zeker oogenblik mocht blijken, dat de vorderingen, waarvoor in Chili nog geen stortingen hebben plaats gehad, na gemeen overleg tusschen de « Banco Central de Chile » en het Nederlandsch Clearinginstituut, de belanghebbenden behoorlijk gehoord zijnde, als oninvorderbaar moeten worden beschouwd, zullen de stortingen, genoemd onder *a* van artikel 6, voortlooping worden gestaakt. Dit laatste zal in ieder geval definitief geschieden, zoodra het totaal der bedragen, geboekt in het credit van bovenbedoelde gemeenschappelijke rekening B, het bedrag der vorderingen, aangegeven krachtens de alinea's *a*, *b* en *c* van artikel 3, zal hebben bereikt.

De stortingen, bedoeld onder *b* van artikel 6, zullen vanaf dat oogenblik verhoogd worden tot 30 procent.

Artikel 8.

Het Nederlandsch Clearinginstituut zal aan de « Banco Central de Chile » bericht zenden van de overeenkomstig de alinea's *a* en *b* van artikel 6 gedane stortingen in de volgorde van het tijdstip van storting en boeking.

De « Banco Central de Chile » zal zich belasten met de uitbetaling van de tegenwaarde van de stortingen, bedoeld onder *a* van artikel 6, aan de verkoopers in Chili van salpeter en de bijproducten daarvan tegen den koers, vermeld in artikel 4 bovengenoemd.

De Chileensche koopers van Nederlandsche goederen, bedoeld onder *b* van artikel 6, zullen de tegenwaarde daarvan in pesos tegen den dagkoers van exportwissels storten bij de « Banco Central de Chile », die zich zal belasten met de uitbetaling van die bedragen aan de verkoopers in Chili van salpeter en de bijproducten daarvan. Deze koers zal door de Chileensche Regeering worden vastgesteld in overeenstemming met de bestaande marktverhoudingen. Dezelfde koers zal aangewend worden ten aanzien van de stortingen, bedoeld in de laatste zinsnede van artikel 7.

Artikel 9.

Uitdrukkelijk wordt overeengekomen dat, voor het geval deze overeenkomst mocht worden opgezegd vóór de afgeheele aflossing van de achterstallige vorderingen, de in guldens luidende

de la cuenta común B, autorizando, al mismo tiempo, el pago a los vendedores. Esta inscripción se hará en florines al cambio fijado en el artículo 4.

Dichos avisos indicarán el nombre del deudor en Chile, el crédito a que se refiere el depósito, el nombre del acreedor holandés y, si se presenta el caso, el del beneficiario; el monto en pesos chilenos y el monto en florines holandeses calculado al cambio que se fija en el artículo 4.

Artículo 6.

a. Un quince por ciento de todo crédito resultante de compras de salitre de Chile y sus derivados importado en los Países Bajos, deducción hecha de una suma alzada de un florín por cien kilos de salitre para cubrir los gastos de transporte y todos los demás gastos accesorios, será depositado en florines en el « Nederlandsche Bank », por cuenta del « Nederlandsch Clearinginstituut », quién inscribirá dichas sumas al haber de la cuenta común B con el exclusivo objeto de amortizar los créditos atrasados, bajo la reserva del artículo 7 siguiente.

b. Un veinticinco por ciento de todo crédito resultante de compras de salitre de Chile y sus derivados importado en los Países Bajos, con la misma deducción que precede, será depositado en florines en el « Nederlandsche Bank » por cuenta del « Nederlandsch Clearinginstituut », quién inscribirá las sumas correspondientes al haber de la cuenta común A, con el exclusivo objeto de amortizar los créditos resultantes de compras de mercaderías de proveniencia holandesa importadas en Chile, a partir de la fecha en que entre en vigencia el presente Acuerdo.

Artículo 7.

Si, en cualquier momento, apareciere que los créditos cuyos correspondientes depósitos no hubieren sido aún efectuados en Chile deban ser considerados como irrecuperables, según la común opinión del Banco Central de Chile y del « Nederlandsch Clearinginstituut » y, después de oír a los interesados, los depósitos previstos en el inciso *a* del artículo 6, se suspenderán provisionalmente. En todo caso se suspenderán en definitiva tan luego como el total de las cantidades inscritas al haber de la cuenta B antes mencionada, alcance al monto de los créditos declarados en virtud de los incisos *a*, *b* y *c* del artículo 3.

Los depósitos mencionados en el párrafo *b* del artículo 6, serán desde este momento aumentados al 30 por ciento.

Artículo 8.

El « Nederlandsch Clearinginstituut » dará aviso al Banco Central de Chile de los depósitos efectuados en conformidad a los párrafos *a* y *b* del artículo 6, indicando su valor en florines y en el orden de su abono y de su inscripción.

El Banco Central de Chile, se encargará de entregar el contra-valor de los depósitos indicados en el inciso *a* del artículo 6, a los vendedores de salitre y sus derivados en Chile, al cambio indicado en el artículo 4 que precede.

Los compradores chilenos de las mercaderías holandesas en el inciso *b* del artículo 6, depositarán el contra-valor en pesos de dichas mercaderías al cambio de exportación del día en el Banco Central de Chile, quien se encargará de entregar dichas sumas a los vendedores de salitre o sus derivados en Chile. Este cambio será fijado por el Gobierno chileno de acuerdo con la situación del mercado. El mismo tipo de cambio se aplicará a los depósitos previstos en el último inciso del artículo 7.

Artículo 9.

Se entenderá expresamente que en caso de que el presente Acuerdo fuere denunciado antes de amortizarse íntegramente los créditos atrasados, los depósitos especificados en el artículo 6, inciso *a*,

stortingen, bedoeld in artikel 6, alinea *a*, bij de Nederlandsche Bank voor rekening van het Nederlandsch Clearinginstituut zullen worden voortgezet tot het oogenblik, waarop die aflossing zal zijn beëindigd.

Artikel 10.

Iedere vordering, voortvloeiende uit aankopen van andere in Nederland ingevoerde Chileensche goederen dan salpeter en de bijproducten daarvan, moet worden voldaan door storting van den koopprijs in Nederlandsche guldens bij de Nederlandsche Bank voor rekening van het Nederlandsch Clearinginstituut in het credit van de gemeenschappelijke rekening A, ten einde overeenkomstig het bepaalde in artikel 12 te dienen ter vereffening van aan Nederlandsche exporteurs verschuldigde vorderingen, die vervallen na de inwerkingtreding dezer overeenkomst. Dit voorschrift heeft geen betrekking op aankopen van koper, welk artikel buiten de bij deze overeenkomst getroffen regeling blijft.

Iedere vordering, voortvloeiende uit aankopen van in Chili ingevoerde goederen van Nederlandsche herkomst, zal moeten worden voldaan door een storting in Chileensche pesos bij de « Banco Central de Chile » tegen den dagkoers van exportwissels, zooals deze is omschreven in artikel 8. Genoemde instelling zal het bedrag in guldens, overeenkomend met de vermelde stortingen in pesos, boeken in het credit van de rekening A.

De beide instellingen zullen in gemeen overleg de wijze van toepassing van dit artikel vaststellen, met name wat betreft de dekking van de transportkosten en andere bijkomende kosten ten gunste van den Chileenschen verkoop.

Artikel 11.

De « Banco Central de Chile » en het Nederlandsch Clearinginstituut zullen elkander wederzijds bericht zenden van de gedane stortingen. Het stortingsbericht zal vermelden voor alle in Chili gedane stortingen het bedrag in guldens en het overeenkomstig bedrag in pesos ; voor wat betreft de in Nederland gedane stortingen het bedrag in guldens.

Artikel 12.

De uitbetalingen aan de verkoopters in Chili door de « Banco Central de Chile » en in Nederland door het Nederlandsch Clearinginstituut zullen geschieden naar chronologische volgorde van de stortingen, voorzien in de artikelen 10 en 11, binnen de grenzen van hetgeen beschikbaar is op de bovenbedoelde gemeenschappelijke rekeningen A.

De beide instellingen zullen in gemeen overleg de wijze van toepassing van dit artikel vaststellen.

Artikel 13.

De vorderingen, voortvloeiende uit den verkoop van goederen van Nederlandsche herkomst, in consignatie in Chili op het oogenblik van inwerkingtreding dezer overeenkomst en binnen een termijn van drie maanden vanaf dien datum, behoorlijk aangegeven bij de « Banco Central de Chile », zullen worden vereffend overeenkomstig het bepaalde in de drie voorgaande artikelen.

Artikel 14.

Het particuliere compensatieverkeer van Chileensche producten tegen Nederlandsche producten zal zooveel mogelijk worden bevorderd door de beide instellingen, wier toestemming tot uitvoering voor ieder afzonderlijk geval moet worden gevraagd.

Artikel 15.

Alle moeilijkheden, die bij de toepassing van de bepalingen van deze overeenkomst mochten rijzen, zullen in gemeenschappelijk overleg door de beide bovengenoemde instellingen worden geregeld, behoudens tusschenkomst zoo noodig van de Contracteerende Regeeringen.

se continuarán efectuando en florines en el « Nederlandsche Bank » por cuenta del « Nederlandsch Clearinginstituut », hasta el momento en que termine dicha amortización.

Artículo 10.

Todo crédito resultante de compras de mercaderías chilenas, distintas del salitre y sus derivados, importadas en los Países Bajos deberá ser liquidado mediante el depósito del precio de compra en florines holandeses en el « Nederlandsche Bank » por cuenta del « Nederlandsch Clearinginstituut », al haber de una cuenta común A, con el objeto de liquidar los créditos adeudados a los exportadores holandeses, que hayan vencido después de la entrada en vigencia del presente Acuerdo conforme a las disposiciones del artículo 12. Esta obligación no se aplica a las transacciones concernientes al cobre, producto que queda exento del régimen establecido por el presente Acuerdo.

Todo crédito resultante de compras de mercaderías de proveniencia holandesa importadas en Chile deberá ser liquidado por un depósito en pesos chilenos en el Banco Central de Chile, al tipo de cambio de exportación del mismo día, como se ha definido en el artículo 8. Dicho Banco abonará al haber de la cuenta A las sumas en florines correspondientes a los mencionados depósitos en pesos.

Ambas instituciones fijarán, de común acuerdo, las modalidades de aplicación del presente artículo especialmente en lo que concierne a cubrir al vendedor chileno los gastos de transporte y otros gastos accesorios.

Artículo 11.

El Banco Central de Chile y el « Nederlandsch Clearinginstituut » se darán recíprocamente avisos de los depósitos efectuados. El aviso de depósito indicará la suma en florines y la suma correspondiente en pesos para todas las operaciones efectuadas en Chile y la suma en florines para los depósitos hechos en los Países Bajos.

Artículo 12.

Los pagos a los vendedores en Chile, por el Banco Central de Chile, y en los Países Bajos, por el « Nederlandsch Clearinginstituut », serán efectuados según el orden cronológico de los depósitos previstos en los artículos 10 y 11, dentro de los límites de las disponibilidades de las cuentas comunes A precisadas.

Ambas instituciones fijarán, de común acuerdo las modalidades de aplicación del presente artículo.

Artículo 13.

Los créditos resultantes de la venta de mercaderías de proveniencia holandesa que se encuentren en consignación en Chile al entrar en vigencia el presente Acuerdo, que sean debidamente declarados al Banco Central de Chile, en un plazo de tres meses contado de esta fecha, serán liquidados conforme a las disposiciones de los tres artículos precedentes.

Artículo 14.

Las operaciones de compensación privada de productos chilenos contra productos holandeses serán favorecidas por todos los medios posibles por ambas instituciones, quienes deberán, en cada caso, autorizar su ejecución.

Artículo 15.

Todas las dificultades que puedan suscitarse en la aplicación de las disposiciones del presente Acuerdo serán resueltas por común acuerdo de las dos instituciones antes mencionadas, salvo intervención de los Gobiernos Contractantes en caso de necesidad.

Artikel 16.

Deze overeenkomst zal in werking treden vijftien dagen na den datum van onderteekening en zal van kracht blijven gedurende een jaar.

Zij zal evenwel stilzwijgend worden verlengd, waarbij de beide contracteerende partijen zich de bevoegdheid voorbehouden haar ieder oogenblik met inachtneming van een opzeggingstermijn van drie maanden te beëindigen.

Ter oorkonde waarvan de wederzijdsche Gevolmachtigden dit verdrag hebben onderteekend, in de Nederlandsche en Spaansche talen en van hun zegels hebben voorzien.

Gedaan te Santiago de Chile, den 1sten Juni 1934.

(L. S.) G. W. BOISSEVAIN.

(L. S.) Miguel CRUCHAGA.

Certifié pour copie conforme :

Le Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas :

A. M. Snouck Hurgronje.

Artículo 16.

El presente Acuerdo entrará en vigencia quince días después de firmado y surtirá efectos durante un año.

Sin embargo, se prorrogará por tácita reconducción y las Partes Contractantes se reservan la facultad de denunciarlo en cualquier momento mediante un aviso previo de tres meses.

En fé de lo cual, los Plenipotenciarios respectivos, firman y sellan la presente Convención en los idiomas español y holandés.

Hecha en Santiago, el día primero del mes de Junio del año mil novecientos treinta y cuatro.

(L. S.) Miguel CRUCHAGA.

(L. S.) G. W. BOISSEVAIN.

Certifié pour copie conforme :

Le Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas :

A. M. Snouck Hurgronje.

¹ TRADUCTION.

N^o 3559. — CONVENTION ENTRE LE CHILI ET LES PAYS-BAS POUR
LE RÈGLEMENT AU MOYEN D'UN SYSTÈME DE CLEARING DES
CRÉANCES COMMERCIALES ENTRE LES DEUX PAYS. SIGNÉE
A SANTIAGO-DU-CHILI, LE 1^{er} JUIN 1934.

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS et SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU CHILI, animés du désir de faciliter le règlement, par voie de compensation, des créances résultant de l'échange de marchandises entre le Chili et les Pays-Bas, ont décidé de conclure à cet effet une convention et ont nommé pour leurs plénipotentiaires respectifs :

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS :

M. Gideon Walrave BOISSEVAIN, son chargé d'Affaires par intérim à Santiago ;

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU CHILI :

M. Miguel CRUCHAGA, son ministre des Relations extérieures ;

Qui, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Le système de clearing s'appliquera au règlement des créances résultant exclusivement des échanges de marchandises entre le Royaume des Pays-Bas et la République du Chili, conformément aux dispositions ci-après.

Article 2.

Le règlement des créances résultant de l'achat de marchandises de provenance chilienne, importées aux Pays-Bas, s'effectuera par le versement du prix d'achat en florins hollandais à la « Nederlandsche Bank », pour le compte du « Nederlandsch Clearinginstituut ». Cette dernière institution portera les montants ainsi reçus au crédit des comptes A et B, non productifs d'intérêts, qu'elle ouvrira sur ses livres au « Banco Central de Chile ».

Le règlement des créances résultant de l'achat de marchandises de provenance néerlandaise, importées au Chili, s'effectuera par le versement du prix d'achat en pesos chiliens au « Banco Central de Chile ». Cette dernière institution portera les montants ainsi reçus au crédit des comptes A et B, non productifs d'intérêts, qu'elle ouvrira sur ses livres au « Nederlandsch Clearinginstituut ».

Article 3.

L'arriéré des créances néerlandaises existant à la date de l'entrée en vigueur de la présente convention sera également remboursé progressivement de la manière prévue aux articles 4 et 8 ci-après.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 3559. — AGREEMENT BETWEEN CHILE AND THE NETHERLANDS
FOR THE SETTLEMENT BY MEANS OF A CLEARING SYSTEM
OF COMMERCIAL DEBTS BETWEEN THE TWO COUNTRIES.
SIGNED AT SANTIAGO-DE-CHILE, JUNE 1ST, 1934.

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS and HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF CHILE, being desirous of facilitating the settlement by clearing of claims in connection with goods transactions between Chile and the Netherlands, have decided to conclude an Agreement to that end, and have appointed as their respective Plenipotentiaries :

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS :

M. Gideon Walrave BOISSEVAIN, Her Majesty's Acting Chargé d'Affaires at Santiago ;

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF CHILE :

M. Miguel CRUCHAGA, Minister for Foreign Affairs ;

Who, having exchanged their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Article 1.

The clearing shall apply to the settlement of claims arising solely in connection with goods transactions between the Kingdom of the Netherlands and the Republic of Chile, in accordance with the provisions set out hereinafter.

Article 2.

Claims arising in connection with the purchase of goods of Chilean provenance imported into the Netherlands shall be settled by payment of the purchase price in Netherlands guilders to the Nederlandsche Bank for account of the Nederlandsch Clearinginstituut. The Nederlandsch Clearing-instituut shall credit the sums received to one or other of two non-interest-bearing Accounts " A " and " B ", to be opened in its books in favour of the Banco Central de Chile.

Claims arising in connection with the purchase of goods of Netherlands provenance imported into Chile shall be settled by payment of the purchase price in Chilean pesos to the Banco Central de Chile. The Banco Central de Chile shall credit the sums received to one or other of two non-interest-bearing Accounts " A " and " B ", to be opened in its books in favour of the Nederlandsch Clearinginstituut.

Article 3.

Claims of Netherlands creditors which are in arrear at the date of entry into force of the present Agreement shall be settled progressively in the manner provided in Articles 4 to 8.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Seront considérées comme créances arriérées :

a) Les créances représentant le prix d'achat des marchandises de provenance néerlandaise, importées au Chili, dont la contre-valeur a été versée au Chili pendant la période comprise entre le 20 juillet 1931 et la date de l'entrée en vigueur de la présente convention ;

b) Les créances qui se trouvent dans les mêmes conditions que celles qui sont mentionnées sous a), mais dont la contre-valeur n'a pas été versée par les débiteurs chiliens à la date de l'entrée en vigueur de la présente convention ;

c) Les créances échues avant le 20 juillet 1931, mais dont les débiteurs chiliens n'ont pas été en mesure de s'acquitter à cette date, telles que les lettres de change prorogées, les sommes attribuées en vertu de liquidations judiciaires ou de faillites, les sommes payables par versements échelonnés réguliers pendant une période déterminée et les autres créances analogues, étant entendu qu'en cas de doute au sujet de la nature des créances visées sous c), le « Banco Central de Chile » et le « Nederlandsch Clearinginstituut » décideront d'un commun accord.

Si des versements prévus sous a) ont été effectués en faveur de vendeurs néerlandais, soit en compte bloqué au nom du vendeur, soit entre les mains de tiers agissant comme mandataires (banques, notaires, avocats, consuls, etc.), le « Banco Central de Chile », moyennant la production de pièces justificatives, accordera les autorisations nécessaires pour le transfert de ces crédits au compte commun B.

Ne seront classées dans la catégorie des créances arriérées visées sous a), b) et c) que les créances qui, dans un délai de deux mois à dater de l'entrée en vigueur de la présente convention, seront déclarées, avec pièces justificatives à l'appui, soit au Chili par le débiteur ou le représentant du créancier au « Banco Central de Chile », soit aux Pays-Bas par le créancier ou le bénéficiaire au « Nederlandsch Clearinginstituut ». Les deux institutions se communiqueront mutuellement copie des déclarations susmentionnées. Tous les points litigieux seront réglés d'un commun accord par le « Banco Central de Chile » et le « Nederlandsch Clearinginstituut ».

Article 4.

Les créances arriérées ne seront admises au clearing qu'à condition que la contre-valeur en pesos chiliens ait été dûment versée par le débiteur ou son mandataire au « Banco Central de Chile », pour être portée au crédit du compte commun B.

Le versement s'effectuera en pesos chiliens. Les créances libellées soit en florins hollandais, soit en pesos chiliens seront réglées sur la base de 1 peso chilien = 0,15 florin hollandais.

Les créances libellées dans des monnaies autres que le peso chilien ou le florin hollandais seront converties dans la monnaie nationale, c'est-à-dire en pesos (à 0,15 florin hollandais) au Chili, par les soins du « Banco Central de Chile », et en florins aux Pays-Bas, par les soins du « Nederlandsch Clearinginstituut », sur la base du cours officiel coté à la date du versement à Santiago et à Amsterdam, respectivement.

A dater de l'entrée en vigueur de la présente convention, les débiteurs chiliens devront, pour toutes ces dettes, effectuer le versement de la contre-valeur correspondante en pesos.

Article 5.

Le « Banco Central de Chile » avisera le « Nederlandsch Clearinginstituut » des versements effectués conformément à l'article précédent, dans l'ordre des versements et de l'inscription au crédit du compte commun B ; en même temps, il autorisera le paiement aux vendeurs.

L'inscription au compte s'effectuera en florins au cours fixé à l'article 4.

Les avis de versement indiqueront le nom du débiteur au Chili, la créance à laquelle se rapporte le versement, le nom du créancier néerlandais et, le cas échéant, celui du bénéficiaire, le montant en pesos chiliens et le montant en florins hollandais calculé au cours fixé à l'article 4.

The following shall be deemed to be " arrear claims " :

(a) Claims for the purchase price of goods of Netherlands provenance imported into Chile, the peso equivalent of which has been paid in by the Chilean debtors in Chile at some time between July 20th, 1931, and the date of entry into force of the present Agreement ;

(b) Claims for the purchase price of goods of Netherlands provenance imported into Chile, the peso equivalent of which has not been paid in by the Chilean debtors in Chile by the date of entry into force of the present Agreement ;

(c) Claims maturing before July 20th, 1931, which the Chilean debtors were not in a position to meet at that date, such as bills of exchange prolonged, awards in execution of judicial liquidations or bankruptcies, payments spread over given periods or other similar payments. Doubtful cases, that is to say, cases where there is doubt as to whether a claim is of such a nature as to come within the provisions of the present paragraph (c), shall be settled by the Banco Central de Chile and the Nederlandsch Clearinginstituut by common agreement.

Where payments have been made as provided in paragraph (a) above in favour of Netherlands vendors, whether to a blocked account in the vendor's name or to third parties acting for the vendor (banks, notaries, lawyers, Consuls or the like), the Banco Central de Chile shall give the requisite authority for the crediting of the same to Joint Account B, on production of documentary proof.

Arrear claims within the meaning of paragraphs (a), (b) and (c) above shall not include claims which have not been declared within two months from the entry into force of the present Agreement, with documentary proof in support, to the Banco Central de Chile or the Nederlandsch Clearing-instituut respectively, by the debtor or by the representative of the creditor in the case of Chile, and by the creditor or by the beneficiary in the case of the Netherlands. The Banco Central de Chile and the Nederlandsch Clearinginstituut shall communicate to one another copies of the declarations in question. Disputed cases shall be settled by them by common agreement.

Article 4.

Arrear claims shall not be admitted to the clearing unless the peso equivalent has been duly paid in to the Banco Central de Chile by the debtor or by the party acting for him to be credited to Joint Account B.

Payments in such case shall be made in Chilean pesos. Claims denominated alternatively in Netherlands guilders or Chilean pesos shall be settled on the basis of 1 peso = 0.15 guilder.

Claims denominated in currencies other than Chilean pesos or Netherlands guilders shall be converted into the national currency by the Banco Central de Chile and the Nederlandsch Clearing-instituut respectively, that is to say, into pesos in Chile at the rate of 0.15 guilder = 1 peso, and into guilders in the Netherlands, on the basis of the official quotations on the date of payment in Santiago and Amsterdam respectively.

Chilean debtors shall be under obligation to make payment of the peso equivalent of all these debts as from the date of entry into force of the present Agreement.

Article 5.

The Banco Central de Chile shall advise the Nederlandsch Clearinginstituut of all payments made in accordance with the preceding Article, in the order of payment and crediting to Joint Account B, at the same time authorising payment to the vendors.

The sums so credited to Joint Account B shall be credited in guilders at the rate provided in Article 4.

Payment advices shall indicate the name of the debtor in Chile, the claim to which the payment relates, the name of the Netherlands creditor and/or beneficiary, and the amount in Chilean pesos and in Netherlands guilders as calculated at the rate provided in Article 4.

Article 6.

a) Quinze pour cent de chaque créance résultant de l'achat de nitrate chilien et de ses dérivés, importés aux Pays-Bas — déduction faite d'un montant fixe de 1 florin par 100 kg. de nitrate destiné à couvrir les frais de transport et tous les autres frais accessoires —, seront versés en florins à la « Nederlandsche Bank » pour le compte du « Nederlandsch Clearinginstituut », qui portera ces montants au crédit du compte commun B ; ils serviront exclusivement au remboursement des créances arriérées sous réserve de ce qui est dit à l'article 7 ci-après.

b) Vingt-cinq pour cent de chaque créance résultant de l'achat de nitrate chilien et de ses dérivés, importés aux Pays-Bas — sous déduction du montant indiqué ci-dessus —, seront versés en florins à la « Nederlandsche Bank » pour le compte du « Nederlandsch Clearinginstituut », qui inscrira les montants correspondants au crédit du compte commun A ; ils serviront exclusivement au remboursement des créances résultant de l'achat de marchandises d'origine néerlandaise importées au Chili à partir de la date de l'entrée en vigueur de la présente convention.

Article 7.

Si, à un moment quelconque, il apparaît que les créances pour lesquelles il n'aurait pas encore été effectué de versements au Chili, doivent être considérées comme irrécouvrables de l'avis commun du « Banco Central de Chile » et du « Nederlandsch Clearinginstituut », les intéressés dûment entendus, les versements prévus à l'alinéa a) de l'article 6 seront provisoirement suspendus. Ils le seront en tout cas définitivement dès que le total des sommes inscrites au crédit du compte commun B susvisé atteindra le montant des créances déclarées en vertu des alinéas a), b) et c) de l'article 3.

A partir de ce moment, les versements visés à l'alinéa b) de l'article 6 seront portés à 30 %.

Article 8.

Le « Nederlandsch Clearinginstituut » enverra au « Banco Central de Chile » des avis relatifs aux versements effectués au titre des alinéas a) et b) de l'article 6, dans l'ordre du versement et de l'inscription, en indiquant leur montant en florins.

Le « Banco Central de Chile » se chargera de remettre aux vendeurs chiliens de nitrate et de ses dérivés la contre-valeur des versements visés à l'alinéa a) de l'article 6 au cours indiqué à l'article 4 ci-dessus.

Les acheteurs chiliens de marchandises néerlandaises visées à l'alinéa b) de l'article 6 verseront leur contre-valeur au « Banco Central de Chile » en pesos, au cours du jour des traites d'exportation ; cette banque se chargera de remettre ces sommes aux vendeurs chiliens de nitrate et de ses dérivés. Le cours en question sera fixé par le Gouvernement chilien selon la situation du marché. Le même cours sera appliqué aux versements visés à la dernière phrase de l'article 7.

Article 9.

Il est expressément entendu qu'en cas de dénonciation de la présente convention avant le remboursement complet des créances arriérées, les versements en florins visés à l'alinéa a) de l'article 6 continueront à être effectués à la « Nederlandsche Bank » pour le compte du « Nederlandsch Clearinginstituut », jusqu'au moment où le remboursement sera achevé.

Article 10.

Toute créance résultant de l'achat, en vue de l'importation aux Pays-Bas, de marchandises chiliennes autres que le nitrate et ses dérivés, sera réglée par le versement du prix d'achat, en florins hollandais, à la « Nederlandsche Bank » pour le compte du « Nederlandsch Clearinginstituut » ; ces versements seront portés au crédit du compte commun A et seront affectés, conformément aux dispositions de l'article 12, au règlement des sommes dues à des exportateurs néerlandais et venant

Article 6.

(a) Fifteen per cent of all claims arising in connection with the purchase of Chilean saltpetre and its derivatives imported into the Netherlands, less a fixed charge of one guilder per 100 kilograms of saltpetre to cover cost of transport and any and every other accessory costs, shall be paid in guilders into the Nederlandsche Bank for account of the Nederlandsch Clearinginstituut, to be credited to Joint Account B. The sums so credited shall be used solely for the settlement of arrear claims, save in so far as otherwise provided in Article 7 below.

(b) Twenty-five per cent of all claims arising in connection with the purchase of Chilean saltpetre and its derivatives imported into the Netherlands, less a fixed charge of one guilder per 100 kilograms of saltpetre to cover cost of transport and any and every other accessory costs, shall be paid in guilders into the Nederlandsche Bank for account of the Nederlandsch Clearinginstituut, to be credited to Joint Account A. The sums so credited shall be used solely for the settlement of claims arising in connection with the purchase of goods of Netherlands provenance imported into Chile after the date of entry into force of the present Agreement.

Article 7.

If at any moment it should appear both to the Banco Central de Chile and to the Nederlandsch Clearinginstituut, after hearing the parties concerned, that the claims in respect of which no equivalent payments have been made in Chile are irrecoverable, the payments for which provision is made in Article 6, paragraph (a), shall be provisionally suspended. The said payments shall in any case be suspended definitively, so soon as the total of the sums credited to Joint Account B shall have reached the amount of the claims declared under paragraphs (a), (b) and (c) of Article 3.

The payments for which provision is made in Article 6, paragraph (b), shall be increased to 30 per cent as from the date of suspension of the payments for which provision is made in Article 6, paragraph (a).

Article 8.

The Nederlandsch Clearinginstituut shall advise the Banco Central de Chile of all payments made in execution of paragraphs (a) and (b) of Article 6 in the order of payment and crediting thereof, with indication of their value in guilders.

The Banco Central de Chile shall undertake to remit the equivalent of the payments made in execution of Article 6, paragraph (a), to the vendors of Chilean saltpetre and its derivatives at the rate provided in Article 4 above.

Chilean purchasers of the Netherlands goods to which Article 6, paragraph (b), relates shall pay the peso equivalent of the purchase price of the said goods, at the day's current rate for export bills, to the Banco Central de Chile. The Banco Central de Chile shall undertake to remit the said sums to the vendors of saltpetre and its derivatives in Chile. The rate shall be fixed by the Chile Government in accordance with the market position. The same rate shall be applicable to the payments for which provision is made in the last paragraph of Article 7.

Article 9.

It is explicitly understood that, in the event of denunciation of the present Agreement before the final settlement of the arrear claims, the payments for which provision is made in Article 6, paragraph (a), shall continue to be made in guilders to the Nederlandsche Bank for account of the Nederlandsch Clearinginstituut until such time as the settlement of the arrear claims is complete.

Article 10.

All claims arising in connection with the purchase of Chilean goods other than saltpetre and its derivatives imported into the Netherlands shall be settled by payment of the purchase price in Netherlands guilders to the Nederlandsche Bank for account of the Nederlandsch Clearinginstituut, to be credited to Joint Account A. The sums so credited shall be used, in accordance with the provisions of Article 12, for settlement of the claims of Netherlands exporters maturing after the date

à échéance après l'entrée en vigueur de la présente convention. La présente prescription ne s'applique pas aux achats de cuivre, qui restent en dehors du régime établi par cette convention.

Toute créance résultant de l'achat de marchandises de provenance néerlandaise, importées au Chili, sera réglée par un versement au « Banco Central de Chile », en pesos chiliens, au cours du jour des traites d'exportation tel qu'il est défini à l'article 8. L'institution en question portera au crédit du compte A le montant en florins correspondant à ces versements en pesos.

Les deux institutions fixeront d'un commun accord les modalités d'application du présent article, notamment en ce qui concerne la couverture des frais de transport et des autres frais accessoires supportés par le vendeur chilien.

Article 11.

Le « Banco Central de Chile » et le « Nederlandsch Clearinginstituut » se communiqueront réciproquement des avis relatifs aux versements effectués. L'avis de versement indiquera, pour tous les versements effectués au Chili, le montant en florins et le montant correspondant en pesos ; en ce qui concerne les versements effectués aux Pays-Bas, il mentionnera le montant en florins.

Article 12.

Les paiements à effectuer aux vendeurs au Chili par le « Banco Central de Chile » et les paiements à effectuer aux Pays-Bas par le « Nederlandsch Clearinginstituut » auront lieu dans l'ordre chronologique des versements prévus aux articles 10 et 11, dans la limite des disponibilités du compte commun A susmentionné.

Les deux institutions fixeront d'un commun accord les modalités d'application du présent article.

Article 13.

Les créances résultant de la vente de marchandises de provenance néerlandaise, en consignation au Chili au moment de la mise en vigueur de la présente convention et dûment déclarées au « Banco Central de Chile » dans un délai de trois mois à dater de cette mise en vigueur, seront réglées conformément aux dispositions des trois articles précédents.

Article 14.

Les opérations de compensation privée de produits chiliens contre des produits néerlandais seront favorisées, autant que possible, par les deux institutions, dont l'autorisation sera demandée avant l'exécution, dans chaque cas particulier.

Article 15.

Toutes les difficultés qui pourront surgir lors de l'application des dispositions de la présente convention seront réglées d'un commun accord par les deux institutions susmentionnées, sous réserve de l'intervention des gouvernements contractants en cas de nécessité.

Article 16.

La présente convention entrera en vigueur quinze jours après la date de sa signature et restera en vigueur pendant un an.

Elle sera prorogée par tacite reconduction, les deux Parties contractantes se réservant toutefois le droit de la dénoncer à n'importe quel moment, moyennant un préavis de trois mois.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention, faite en langue néerlandaise et en langue espagnole, et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Santiago-du-Chili, le premier juin mil neuf cent trente-quatre.

(L. S.) G. W. BOISSEVAIN.

(L. S.) Miguel CRUCHAGA.

of entry into force of the present Agreement. This provision shall not apply to transactions in copper, which shall remain excluded from the application of the present Agreement.

All claims arising in connection with the purchase of goods of Netherlands provenance imported into Chile shall be settled by payments in Chilean pesos to the Banco Central de Chile, at the day's current rate for export bills as defined in Article 8. The Banco Central de Chile shall credit Account A with the guilder equivalent of the payments in pesos.

The Banco Central de Chile and the Nederlandsch Clearinginstituut shall determine by common agreement the manner of execution of the present Article, and in particular the manner of defraying the cost of transport and other accessory costs of the Chilean vendors.

Article 11.

The Banco Central de Chile and the Nederlandsch Clearinginstituut shall advise one another of all payments made. Payment advices shall indicate the amount in guilders and the equivalent amount in pesos in the case of all payments made in Chile, and the amount in guilders in the case of payments made in the Netherlands.

Article 12.

Payments to vendors in Chile through the intermediary of the Banco Central de Chile, and payments to vendors in the Netherlands through the intermediary of the Nederlandsch Clearinginstituut, shall be made in the chronological order of the payments to which Articles 10 and 11 relate, within the limits of the resources available in Joint Account A.

The Banco Central de Chile and the Nederlandsch Clearinginstituut shall determine by common agreement the manner of execution of the present Article.

Article 13.

Claims arising in connection with the sale of goods of Netherlands provenance, which are in process of consignment to Chile at the date of entry into force of the present Agreement, being duly declared to the Banco Central de Chile within three months of the entry into force of the present Agreement, shall be settled in accordance with the provisions of the three preceding Articles.

Article 14.

Private compensation transactions as between Chilean goods and Netherlands goods shall receive favourable consideration at the hands of the Banco Central de Chile and the Nederlandsch Clearinginstituut, wherever possible, but shall require their approval in each case.

Article 15.

Difficulties which may arise in connection with the execution of the provisions of the present Agreement shall be settled by the Banco Central de Chile and the Nederlandsch Clearinginstituut by common agreement, subject to intervention by the Contracting Governments as and when required.

Article 16.

The present Agreement shall come into force fifteen days from the signature thereof and shall remain in force for the space of one year.

It shall be prolonged by tacit consent, subject to denunciation by the Contracting Parties at three months' notice at any time.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Agreement, done in Dutch and Spanish, and have affixed their seals thereto.

Done at Santiago-de-Chile, on the first day of June, in the year nineteen hundred and thirty-four.

(L. S.) G. W. BOISSEVAIN.

(L. S.) Miguel CRUCHAGA.

ÉCHANGE DE NOTES

*Textes officiels français et espagnol communiqués par le ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas.
L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 20 décembre 1934.*

LÉGATION DES PAYS-BAS.

I.

N° 739.

SANTIAGO, le 6 juillet 1934.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En relation avec la Convention de clearing que nous avons signée le premier juin, nos gouvernements sont convenus des dispositions suivantes :

Le Gouvernement des Pays-Bas s'engage à autoriser le « Nederlandsch Clearing-Instituut » d'accorder en cas particuliers exemption de l'obligation de paiement par voie de clearing en ce qui concerne les créances résultant de l'achat de marchandises de provenance chilienne importées aux Pays-Bas, pour autant que les contrats de vente aient été conclus avant le 16 juin 1934.

L'exemption susvisée ne sera accordée qu'en cas individuels où le règlement par voie de clearing soulèverait des difficultés sérieuses.

Le « Nederlandsch Clearing-Instituut » examinera les cas qui lui seront présentés et notifiera au « Banco Central du Chili » chaque exemption accordée par lui.

Il est stipulé que la somme en devises dont le compte de clearing auprès de la « Nederlandsche Bank » ne bénéficiera pas, en conséquence des exemptions accordées, sera récupérée sur le prix d'achat des importations aux Pays-Bas de nitrate chilien et ses dérivés, à condition que ces récupérations ne surpassent pour aucune transaction le dix pour cent du prix d'achat.

En ce qui concerne les marchandises de provenance chilienne importées aux Pays-Bas par l'intermédiaire d'une maison belge et dont le paiement a déjà été réglé ou doit être réglé conformément à la Convention de clearing entre l'Union belgo-luxembourgeoise et le Chili, le Gouvernement néerlandais s'efforcera d'arriver à un arrangement suivant lequel le paiement par le débiteur pourra s'effectuer dans le cadre du clearing néerlandochilien par transfert du clearing belgo-chilien.

Le Gouvernement néerlandais est d'accord que pour toute la durée de la Convention de clearing les laines chiliennes vendues aux enchères à Londres et importées aux Pays-Bas seront exemptes de l'obligation de règlement par voie de clearing.

Les expressions « marchandise de provenance chilienne » respectivement « néerlandaise » (article 2 de l'accord) sont à interpréter comme suit : « marchandises produites, ouvragées ou transformées au Chili », respectivement « aux Pays-Bas ». Il est bien entendu que l'élaboration, respectivement la transformation, doivent être suffisamment intensives pour donner aux produits en question un caractère nettement national.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Ministre, pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma plus haute considération.

G. W. BOISSEVAIN.

Son Excellence Monsieur Miguel Cruchaga,
Ministre des Relations extérieures,
Santiago.

Certifié pour copie conforme :

Le Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas :
A. M. Snouck Hurgronje.

EXCHANGE OF NOTES.

*French and Spanish official texts communicated by the Netherlands Minister for Foreign Affairs.
The registration of this Exchange of Notes took place December 20th, 1934.*

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

NETHERLANDS LEGATION.

I.

No. 739.

SANTIAGO, July 6th, 1934.

MONSIEUR LE MINISTRE,

In connection with the Clearing Agreement signed by us on June 1st last, our Governments are agreed as follows :

The Netherlands Government undertakes to authorise the Nederlandsch Clearing-instituut to grant exemption in individual cases from the obligation to make payment through the clearing in respect of claims arising in connection with the purchase of goods of Chilean provenance imported into the Netherlands, provided the contracts for the sale of the same were concluded prior to June 16th, 1934.

The aforesaid exemption shall be granted only in individual cases in which settlement through the clearing might give rise to serious difficulties.

The Nederlandsch Clearinginstituut shall decide in regard to the cases submitted to it and shall advise the Banco Central de Chile of all exemptions granted.

It is hereby stipulated that the amount of foreign exchange which would be payable into clearing account at the Nederlandsche Bank, but for the exemptions granted, shall be recovered by a charge on the purchase price of imports into the Netherlands of Chilean saltpetre and its derivatives not exceeding 10 per cent of the purchase price in each transaction.

In the case of goods of Chilean provenance imported into the Netherlands through the intermediary of a Belgian firm, payment for which has been, or is to be, made in accordance with the provisions of the Clearing Agreement concluded between the Union of Belgium and Luxemburg and Chile, the Netherlands Government shall endeavour to arrange for the payment to be made by the debtor through the Netherlands-Chile clearing by transfer from the Belgium-Chile clearing.

The Netherlands Government is agreed that, for such time as the Clearing Agreement remains in force, Chilean wools sold by auction in London and imported into the Netherlands shall be exempt from the obligation to make payment through the clearing.

The expressions " goods of Chilean provenance " and " goods of Netherlands provenance " (Article 2 of the Agreement) shall be deemed to mean " goods produced, processed or transformed " in Chile or the Netherlands respectively, it being understood that the processing or transforming must be sufficiently extensive to confer upon the goods in question a specifically national character.

I have, etc.

G. W. BOISSEVAIN.

His Excellency
Monsieur Miguel Cruchaga,
Minister for Foreign Affairs,
Santiago.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

II.

REPÚBLICA DE CHILE.
MINISTERIO
DE RELACIONES EXTERIORES.
DEPARTAMENTO DIPLOMÁTICO.
Nº 03938.

SANTIAGO, 6 de Julio de 1934.

SEÑOR ENCARGADO DE NEGOCIOS,

En relación con el Acuerdo de Clearing que hemos firmado el 1º de Junio ppdo., nuestros Gobiernos han convenido en las siguientes disposiciones :

El Gobierno de Holanda se compromete a autorizar al « Nederlandsch Clearing-Instituut » para que acuerde, en casos particulares la exención del pago por vía de compensación para los créditos resultantes de la compra de mercaderías de proveniencia chilena importadas en los Países Bajos, siempre que los contratos de venta hayan sido celebrados antes del 16 de Junio de 1934.

La exención antedicha será acordada sólo en casos individuales cuando la liquidación por vía de compensación pudiera ser motivo de serias dificultades.

El « Nederlandsch Clearing-Instituut » calificará los casos que le sean presentados y avisará al Banco Central de Chile cada exención que acuerde.

Queda estipulado que la cantidad en divisas que deja de percibir la cuenta de compensación del « Nederlandsche Bank », a consecuencia de las exenciones que se acuerden, será recuperada sobre el precio de compra de las importaciones de salitre chileno y sus derivados en Holanda, no pudiendo sobrepasar este descuento por ninguna transacción del 10 % del precio de compra.

Por lo que se refiere a las mercaderías de proveniencia chilena importadas en los Países Bajos por intermedio de una casa belga, y cuyo pago haya sido o debe ser liquidado de acuerdo con la Convención de Compensaciones entre la Unión Belgo-Luxemburguesa y Chile, el Gobierno de Holanda se esforzará por llegar a un arreglo, según el cual el pago por el deudor podrá efectuarse dentro del clearing chileno-holandés por transferencia del clearing chileno-belga.

El Gobierno holandés está de acuerdo en que, durante la vigencia total de la Convención de « Clearing », quedarán excluidas de la obligación de pago por vía de compensación las lanas chilenas vendidas en remate en Londres e importadas a Holanda.

Las expresiones « mercaderías de proveniencia chilena » y « mercaderías de proveniencia holandesa » (artículo 2 del Acuerdo), debe interpretarse como sigue : « mercaderías producidas, elaboradas o transformadas en Chile o en Holanda, respectivamente ». Se entiende que la elaboración o transformación tienen que ser suficientemente avanzada para dar a los productos en cuestión el carácter de netamente nacional.

Aprovecho la oportunidad para renovar a Vuestra Señoría, los sentimientos de mi más distinguida consideración.

Miguel CRUCHAGA.

Al Honorable Señor G. W. Boissevain,
Encargado de Negocios de Holanda en Chile.

Certifié pour copie conforme :

Le Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas :
A. M. Snouck Hurgronje.

¹ TRADUCTION.

II.

RÉPUBLIQUE DU CHILI.
MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
DÉPARTEMENT DIPLOMATIQUE.
N° 03938.

SANTIAGO, le 6 juillet 1934.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

En relation avec la Convention de clearing que nous avons signée le premier de juin, nos gouvernements sont convenus des dispositions suivantes :

Le Gouvernement des Pays-Bas s'engage à autoriser le « Nederlandsch Clearing-Instituut » à accorder en cas particuliers exemption de l'obligation de paiement par voie de clearing en ce qui concerne les créances résultant de l'achat de marchandises de provenance chilienne importées aux Pays-Bas, pour autant que les contrats de vente aient été conclus avant le 16 juin 1934.

L'exemption susvisée ne sera accordée qu'en cas individuels où le règlement par voie de clearing soulèverait des difficultés sérieuses.

Le « Nederlandsch Clearing-Instituut » examinera les cas qui lui seront présentés et notifiera au « Banco Central du Chili » chaque exemption accordée par lui.

Il est stipulé que la somme en devises dont le compte de clearing auprès de la « Nederlandsche Bank » ne bénéficiera pas, en conséquence des exemptions accordées, sera récupérée sur le prix d'achat des importations aux Pays-Bas de nitrate chilien et ses dérivés, à condition que ces récupérations ne surpassent pour aucune transaction le dix pour cent du prix d'achat.

En ce qui concerne les marchandises de provenance chilienne importées aux Pays-Bas par l'intermédiaire d'une maison belge et dont le paiement a déjà été réglé ou doit

¹ TRANSLATION.

II.

REPUBLIC OF CHILE.
MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
DIPLOMATIC DEPARTMENT.
No. 03938.

SANTIAGO, July 6th, 1934.

SIR,

In connection with the Clearing Agreement signed by us on June 1st last, our Governments are agreed as follows.

The Netherlands Government undertakes to authorise the Nederlandsch Clearing-instituut to grant exemption in individual cases from the obligation to make payment through the clearing in respect of claims arising in connection with the purchase of goods of Chilean provenance imported into the Netherlands, provided the contracts for the sale of the same were concluded prior to June 16th, 1934.

The aforesaid exemption shall be granted only in individual cases in which settlement through the clearing might give rise to serious difficulties.

The Nederlandsch Clearing-instituut shall decide in regard to the cases submitted to it and shall advise the Banco Central de Chile of all exemptions granted.

It is hereby stipulated that the amount of foreign exchange which would be payable into clearing account at the Nederlandsche Bank, but for the exemptions granted, shall be recovered by a charge on the purchase price of imports into the Netherlands of Chilean saltpetre and its derivatives not exceeding 10 per cent of the purchase price in each transaction.

In the case of goods of Chilean provenance imported into the Netherlands through the intermediary of a Belgian firm, payment for which has been, or is to be,

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

être réglé conformément à la Convention de clearing entre l'Union belgo-luxembourgeoise et le Chili, le Gouvernement néerlandais s'efforcera d'arriver à un arrangement suivant lequel le paiement par le débiteur pourra s'effectuer dans le cadre du clearing néerlandais-chilien par transfert du clearing belgo-chilien.

Le Gouvernement néerlandais est d'accord que pour toute la durée de la Convention de clearing les laines chiliennes vendues aux enchères à Londres et importées aux Pays-Bas seront exemptes de l'obligation de règlement par voie de clearing.

Les expressions « marchandise de provenance chilienne » respectivement « néerlandaise » (article 2 de l'accord) sont à interpréter comme suit : « marchandises produites, ouvragées ou transformées au Chili », respectivement « aux Pays-Bas ». Il est bien entendu que l'élaboration, respectivement la transformation, doivent être suffisamment intensives pour donner aux produits en question un caractère nettement national.

Je saisis cette occasion pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma plus haute considération.

Miguel CRUCHAGA.

A l'honorable Monsieur G. W. Boissevain,
Chargé d'Affaires des Pays-Bas
au Chili.

made in accordance with the provisions of the Clearing Agreement concluded between the Union of Belgium and Luxemburg and Chile, the Netherlands Government shall endeavour to arrange for the payment to be made by the debtor through the Netherlands-Chile clearing by transfer from the Belgium-Chile clearing.

The Netherlands Government is agreed that, for such time as the Clearing Agreement remains in force, Chilean wools sold by auction in London and imported into the Netherlands shall be exempt from the obligation to make payment through the clearing.

The expressions " goods of Chilean provenance " and " goods of Netherlands provenance " (Article 2 of the Agreement) shall be deemed to mean " goods produced, processed or transformed " in Chile or the Netherlands respectively, it being understood that the processing or transforming must be sufficiently extensive to confer upon the goods in question a specifically national character.

I have, etc.

(Signed) Miguel CRUCHAGA.

Monsieur G. W. Boissevain,
Netherlands Chargé d'Affaires,
Chile.

N° 356o.

**AFGHANISTAN,
GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ET INDE**

Echange de notes relatif à la frontière entre l'Afghanistan et l'Inde aux environs d'Arnawai et de Dokalim (avec carte). Kaboul, le 3 février 1934.

**AFGHANISTAN,
GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND INDIA**

Exchange of Notes in regard to the Boundary between Afghanistan and India in the Neighbourhood of Arnawai and Dokalim (with a Map). Kabul, February 3rd, 1934.

No. 3560. — EXCHANGE OF NOTES¹ BETWEEN THE GOVERNMENT OF AFGHANISTAN AND HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE GOVERNMENT OF INDIA IN REGARD TO THE BOUNDARY BETWEEN AFGHANISTAN AND INDIA IN THE NEIGHBOURHOOD OF ARNAWAI AND DOKALIM. KABUL, FEBRUARY 3RD, 1934.

Textes officiels anglais et persan communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 20 décembre 1934.

English and Persian official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Exchange of Notes took place December 20th, 1934.

I.

SIR R. MACONACHIE TO SARDAR FAIZ MUHAMMAD KHAN.

BRITISH LEGATION.

KABUL, *February 3rd, 1934.*

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour, under instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, to inform you that the Agreement arrived at between Captain W. R. Hay, the representative of His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Government of India, and Aliqadr Sadaqatmaab Habibullah Khan Tarzi, the representative of the Government of His late Majesty King Muhammad Nadir Shah, by the signature on the 11th July, 1932, of a map showing the location of the Indo-Afghan frontier in the neighbourhood of Arnawai and Dokalim has been approved by His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Government of India. His Majesty's Government in the United Kingdom and the Government of India accordingly confirm the boundary line demarcated by the said representatives as shown in the facsimile copy of the original signed map and the accompanying description of the boundary pillars hereunto annexed.

2. Further, I have the honour to inform your Excellency that His Majesty's Government in the United Kingdom and the Government of India approve and confirm the subsidiary proposals which are set out in Captain W. R. Hay's letter of the 10th July, 1932, addressed to Aliqadr Sadaqatmaab Habibullah Khan Tarzi in the following terms :

(a) That the people of Dokalim shall be allowed to take water required for the irrigation of their lands in Dokalim from the Arnawai Khwar above the boundary fixed ; and

(b) That the people of Arnawai may be allowed to float wood required for local use down that portion of the Arnawai Khwar which forms the international boundary.

¹ Entré en vigueur le 3 février 1934.

¹ Came into force February 3rd, 1934.

3. In regard, however, to the decision mentioned in paragraph 2 (a) above, it will, of course, be understood that without the consent of the local British authorities no new water channel shall be constructed above the boundary fixed.

4. If the boundary line as shown in the annexes to the present note and the above-mentioned subsidiary proposals are acceptable to the Government of His Majesty King Muhammad Zahir Shah, I suggest that the present note and your Excellency's reply in similar terms be regarded as constituting, as from to-day's date, a definitive Agreement on this matter between the Royal Afghan Government on the one hand and His Majesty's Government in the United Kingdom and the Government of India on the other.

I have, etc.

R. R. MACONACHIE.

Sheet No. 1.

PILLARS ERECTED ON THE INDO-AFGHAN BOUNDARY
IN THE VICINITY OF ARNAWAI IN JULY, 1932.

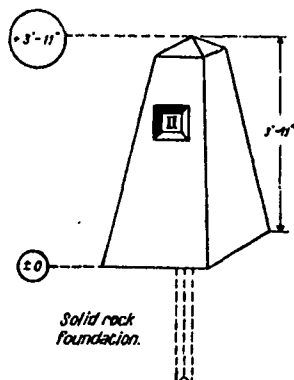
Number	Type		Marks of recognition
No. I PILLAR	TYPE A		Inscribed on rock-base alongside.
No. II PILLAR	TYPE A		" " " "
No. III PILLAR	TYPE A		" " " "
No. IV PILLAR	TYPE A		" " " "
No. V PILLAR	TYPE B		Inscribed on large rock 70+ distant on a True Bearing of 108°-15. (The arrow points to the pillar.)
No. VI PILLAR	TYPE B	}	No suitable rock available within 100+ of either pillar. The pillar foundation is a sufficiently permanent mark.
No. VII PILLAR	TYPE C		

Sheet No. 2.

PILLARS ERECTED ON THE INDO-AFGHAN BOUNDARY
IN THE VICINITY OF ARNAWAI IN JULY, 1932.

Boundary Pillars, Types.

1. TYPE A



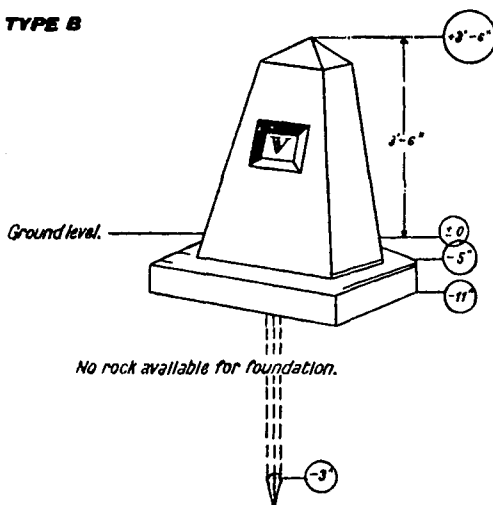
Construction :

Reinforced cement concrete with central core of $1\frac{1}{2}$ inch $\times$ $1\frac{1}{2}$ inch $\times$ $\frac{1}{4}$ inch angle iron, grouted at the base into a 1 foot deep jumper hole in solid rock, dimensions 1 foot 6 inches square at the base, and 1 foot square at the top.

Foundations on solid rock.

The pillar number inscribed on a 6 inches $\times$ 4 inches sunk panel as shown in the diagram.

2. TYPE B



Construction :

Reinforced cement concrete with central core of $1\frac{1}{2}$ inch $\times$ $1\frac{1}{2}$ inch $\times$ $\frac{1}{4}$ inch angle iron driven 3 feet into the ground 1 foot 6 inches square at the base, and 1 foot square at the top.

Foundations 6 inches $\times$ 2 feet 4 inches square cement concrete.

Numbering as for type A.

3. TYPE C

Exactly similar to Type B, but with the central angle iron core grouted at the base into a 2 feet 6 inches deep jumper hole in slightly fissured rock.

نمبر ۵۳۹۶

II.

TEXTE PERSAN.

PERSIAN TEXT.



وزارت خارجیه

آقای وزیر مختار .

اول: احتراماً وصول مکتوب نمبر ۱۳۹ مورخه ۱۹۳۳ دربارۀ کتاب شمار تصدیق مناجیم که در آن جناب عالی بدو ستاد اطلاع داده اید که موافقتی ندارد با یقین در صد لغت کتاب صیب اند خان طرزی و آقای کپطان دیو آری نمایندۀ حکومت پادشاه سلطنت متحدۀ بریطانیای عظمی و آیرلند شمالی و حکومت هندوستان بواسطه امضای نقشه که سرحد افغانستان و هندوستان را در نواحی ارنوای و دوکلان توضیح میکند در ۱۹ جولائی ۱۹۳۲ امضاء شد از طرف حکومت پادشاه سلطنت متحدۀ بریطانیای عظمی و حکومت هندوستان تصویب شده است و بنابر آن از طرف حکومت پادشاه سلطنت متحدۀ بریطانیای عظمی و آیرلند شمالی و حکومت هندوستان خط سرحدیکه از طرف نمایندگان مذکور تعیین شده و طوریکه در سوابق نقشه اصلی تفصیلات منضمه پلاکار که با مکتوب جلالآباد شامسلک است توضیح یافته تصدیق گردیده است .

۲: در فقره ۴ مآخسته شده است که حکومت پادشاه سلطنت متحدۀ بریطانیای عظمی و حکومت هندوستان تجاویز اضافی که از طرف کپطان دیو آری در مکتوب تاریخی ۱۰ جولائی ۱۹۳۲ بنام یقین در صد لغت کتاب صیب طرزی پیشینهاد شده است نیز قبول و تصدیق نموده اند و آن تجاویز حسب ذیل است :

الف: مردم دوکلان را اجازه داده خواهد شد که آیکه برای بیاری زمینهای خودشان در دوکلان لازم داشته باشند از خورار نوای از بالای سرحد معینه بگیرند .

ب: مردم ارنوای را اجازه داده خواهد شد که چوپانهای ضروریات محلی لازم داشته باشند در حوض خورار نوای که در میان المللی را تعیین میکند بواسطه آب دریا برده خواهند .

۳: نسبت به فقره الف مذکور بالا البته فهمیده میشود که هیچ جوی آب جدید بالاتر از سرحد معینه ساخته نخواهد شد تا از نامورین مکتبی برطانوی اجازه حاصل نشود .

۴: مطابق بدایاتیکه از طرف حکومت پادشاه حاصل نموده ام در جواب مکتوب فوق الذکر شما احتراماً



قرارداد صلح

استحضار میرسانم که حکومت پادشاهی افغانستان در سلطنت اعلی حضرت اقدس محمد ظاهر شاه خطمه جدید را که از طرف نمایندگان فوق الذکر تعیین شده است و بطوریکه در سواد نقشه اصلی و تفصیلات منضمه پلاکارا که بکتابخانه پادشاهی است تصدیق می نماید و نیز تجاویز اضافی مذکوره فوق را قبول می نماید. بنابراین حکومت اعلی حضرت قدس محمد ظاهر شاه موافقت می نماید که مکتوب پادشاه مکتوب جلالتاب شما از تاریخ امروز در میان حکومت پادشاهی افغانستان از یک طرف و حکومت اعلی حضرت در سلطنت متحد بریتانیای عظمی و حکومت هندوستان از دیگر طرف موافقه قطعی شناخته خواهد شد. در نامه اضافات فایده ام را تجدید می کنم. عجس کمد وزیر ارجمند

مالیقه جلالتاب سرپرست و یکایک وزیر مختار دولت بهیبه بریتانیا.
بر پادشاهی کابل

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

SARDAR FAIZ MUHAMMAD KHAN TO SIR R. MACONACHIE.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.KABUL, *dated Dalv 14th, 1312*
(February 3rd, 1934).

M. LE MINISTRE,

I have the honour to acknowledge the receipt of your Excellency's note of the 3rd February, 1934, in which you informed me that the Agreement arrived at between Aliqadr Sadaqatmaab Habibullah Khan Tarzi, and Captain W. R. Hay, the representative of His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Government of India, by the signature of a map which shows the location of the frontier of Afghanistan and India in the neighbourhood of Arnawai and Dokalim, and was signed on the 11th July, 1932, has been approved by His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and the Government of India, and that accordingly the boundary line as demarcated by the said representatives and as shown in the facsimile copy of the original signed map and the accompanying descriptions of the boundary pillars annexed to your Excellency's note, has been confirmed by His Majesty's Government in the United Kingdom and Northern Ireland and the Government of India.

2. In paragraph 2 it was stated that His Majesty's Government in the United Kingdom and the Government of India also approve and confirm the subsidiary proposals which are set out in Captain W. R. Hay's letter of the 10th July, 1932, addressed to Aliqadr Sadaqatmaab Habibullah Khan Tarzi, which proposals are as follows :

(a) That the people of Dokalim shall be allowed to take water required for the irrigation of their lands in Dokalim from the Arnawai Khwar above the boundary fixed ;

(b) That the people of Arnawai shall be allowed to float wood required for local use down the portion of the Arnawai stream which forms the international boundary.

3. In regard to (a) above, it will of course be understood that no new water channel shall be constructed above the boundary fixed unless the consent of the local British authorities has first been obtained.

4. In accordance with the instructions received from my Government, I have the honour to state in reply to your note quoted above that the Royal Government of Afghanistan under the rule of His Majesty Muhammad Zahir Shah confirm the boundary line, as demarcated by the said representatives and as shown in the facsimile copy of the original signed map and the accompanying description of the boundary pillars hereunto annexed, and also accept the subsidiary proposals set forth above. The Government of His Majesty Muhammad Zahir Shah accordingly agree that the present note and your Excellency's note shall be regarded as constituting, with effect from to-day's date, a definitive Agreement between the Royal Afghan Government on the one hand and His Majesty's Government in the United Kingdom and the Government of India on the other. In conclusion, I renew my profound respects.

Faiz MUHAMMAD,
*Minister for Foreign Affairs.*¹ Traduction du Foreign Office de Sa Majesté britannique.¹ Translation of His Britannic Majesty's Foreign Office.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N° 3560. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DE L'AFGHANISTAN, D'UNE PART, ET LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT DE L'INDE, D'AUTRE PART, RELATIF A LA FRONTIÈRE ENTRE L'AFGHANISTAN ET L'INDE AUX ENVIRONS D'ARNAWAI ET DE DOKALIM. KABOUL, LE 3 FÉVRIER 1934.

I.

SIR R. MACONACHIE A SARDAR FAIZ MUHAMMAD KHAN.

LÉGATION BRITANNIQUE.

KABOUL, le 3 février 1934.

EXCELLENCE,

J'ai l'honneur, d'ordre du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté pour les Affaires étrangères, de porter à votre connaissance que l'accord intervenu entre le capitaine W. R. Hay, représentant du Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et du Gouvernement de l'Inde, et Aliqadr Sadaqatmaab Habibullah Khan Tarzi, représentant du Gouvernement de feu Sa Majesté le Roi Muhammad Nadir Shah, accord conclu par la signature, le 11 juillet 1932, d'une carte indiquant l'emplacement de la frontière indo-afghane dans le voisinage d'Arnawai et de Dokalim, a été approuvé par le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et par le Gouvernement de l'Inde. En conséquence, le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni et le Gouvernement de l'Inde confirment la ligne frontière marquée sur le terrain par lesdits représentants, telle qu'elle est indiquée sur le fac-similé de la carte originale signée et dans la description des bornes frontières qui l'accompagne, fac-similé et description joints à la présente note.

2. J'ai, en outre, l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni et le Gouvernement de l'Inde approuvent et confirment les propositions subsidiaires qui sont exposées dans la lettre du capitaine W. R. Hay, en date du 10 juillet 1932, adressée à Aliqadr Sadaqatmaab Habibullah Khan Tarzi, dans les termes suivants :

a) La population de Dokalim sera autorisée à prendre l'eau nécessaire à l'irrigation de ses terres de Dokalim dans l'Arnawai Khwar, en amont de la frontière telle qu'elle a été fixée ; et

b) La population d'Arnawai pourra être autorisée à faire flotter le bois nécessaire pour l'usage local dans la fraction de l'Arnawai Khwar qui constitue la frontière internationale.

3. En ce qui concerne toutefois la décision mentionnée au paragraphe 2 a) ci-dessus, il sera naturellement entendu que, sauf avec le consentement des autorités britanniques locales, aucun nouveau canal ne devra être construit en amont de la frontière telle qu'elle est fixée.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

4. Si la ligne frontière, telle qu'elle est indiquée dans les annexes à la présente note, et les propositions subsidiaires susmentionnées sont acceptables pour le Gouvernement de Sa Majesté le Roi Muhammad Zahir Shah, je suggère que la présente note et la réponse de Votre Excellence, conçue dans les mêmes termes, soient considérées comme constituant à partir de ce jour un accord définitif en cette matière entre le Gouvernement royal d'Afghanistan, d'une part, et le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni et le Gouvernement de l'Inde, d'autre part.

Veuillez agréer, etc.

R. R. MACONACHIE.

Feuille N° 1.

BORNES ÉRIGÉES SUR LA FRONTIÈRE INDO-AFGHANE DANS LE VOISINAGE D'ARNAWAI,
EN JUILLET 1932.

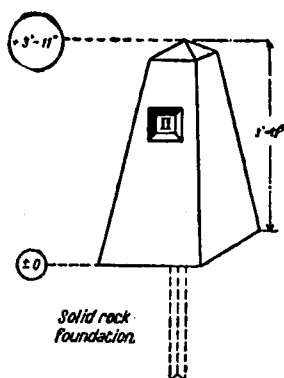
Numéros	Types		Marques d'identification
BORNE N° I	TYPE A		Inscrite latéralement, sur la base rocheuse.
BORNE N° II	TYPE A		<i>id.</i>
BORNE N° III	TYPE A		<i>id.</i>
BORNE N° IV	TYPE A		<i>id.</i>
BORNE N° V	TYPE B		Inscrite sur un gros rocher à une distance de 70 +, à 108°-15 du nord vrai. (La flèche indique la direction de la borne.)
BORNE N° VI	TYPE B	}	Il n'existe pas de rocher se prêtant à l'apposition d'une marque dans un rayon de 100 + de chacune de ces deux bornes. Les fondations de la borne constituent une marque suffisamment permanente.
BORNE N° VII	TYPE C		

Feuille N° 2.

BORNES ÉRIGÉES SUR LA FRONTIÈRE INDO-AFGHANE DANS LE VOISINAGE D'ARNAWAI,
EN JUILLET 1932.

Types de bornes frontières.

1. TYPE A



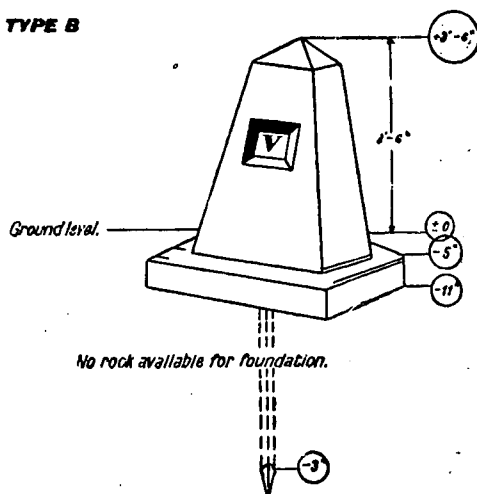
Mode de construction :

Ciment armé ayant comme fer de noyau une cornière coudée de 1 ½ pouce × 1 ½ pouce × ¼ pouce, cimentée à la base dans un trou de 1 pied de profondeur foré en roche dure ; dimensions : 1 pied 6 pouces carrés à la base et 1 pied carré au sommet.

Fondations en roche dure.

Le numéro de la borne est inscrit dans un rectangle en creux de 6 pouces × 4 pouces, comme il est indiqué sur la figure.

2. TYPE B



Mode de construction :

Ciment armé ayant comme fer de noyau une cornière coudée de 1 ½ pouce × 1 ½ pouce × ¼ pouce, enfoncée de 3 pieds dans le sol ; dimensions : 1 pied 6 pouces carrés à la base et 1 pied carré au sommet.

Base en ciment armé de 6 pouces × 2 pieds 4 pouces carrés.

Numérotation : comme pour le type A.

3. TYPE C

Exactement analogue au type B, sauf que la cornière coudée de noyau est cimentée à la base dans un trou de 2 pieds 6 pouces foré dans du roc légèrement fissuré.

II.

SARDAR FAIZ MUHAMMAD KHAN A SIR R. MACONACHIE.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.KABOUL, le 14 *Dalu*, 1312
(3 février 1934).

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note de Votre Excellence en date du 3 février 1934 par laquelle vous portez à ma connaissance que l'accord intervenu entre Aliqadr Sadaqatmaab Habibullah Khan Tarzi et le capitaine W. R. Hay, représentant du Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et du Gouvernement de l'Inde, accord conclu par la signature, le 11 juillet 1932, d'une carte indiquant l'emplacement de la frontière indo-afghane dans le voisinage d'Arnawai et de Dokalim, a été approuvé par le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et le Gouvernement de l'Inde et qu'en conséquence la ligne frontière, telle qu'elle a été marquée sur le terrain par lesdits représentants, et telle qu'elle est indiquée sur le fac-similé de la carte originale signée et dans la description des bornes frontières qui l'accompagne — fac-similé et description joints à la note de Votre Excellence —, a été confirmée par le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et par le Gouvernement de l'Inde.

2. Il est dit au paragraphe 2 que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni et le Gouvernement de l'Inde approuvent et confirment également les propositions subsidiaires qui sont exposées dans la lettre du capitaine W. R. Hay du 10 juillet 1932 adressée à Aliqadr Sadaqatmaab Habibullah Khan Tarzi et qui sont les suivantes :

a) La population de Dokalim sera autorisée à prendre l'eau nécessaire à l'irrigation de ses terres de Dokalim dans l'Arnawai Khwar, en amont de la frontière telle qu'elle a été fixée ; et

b) La population d'Arnawai pourra être autorisée à faire flotter le bois nécessaire pour l'usage local dans la fraction de l'Arnawai Khwar qui constitue la frontière internationale.

3. En ce qui concerne l'alinéa a) ci-dessus, il sera naturellement entendu qu'aucun nouveau canal ne devra être construit en amont de la frontière ainsi fixée sans le consentement préalable des autorités britanniques locales.

4. Conformément aux instructions que j'ai reçues de mon Gouvernement, j'ai l'honneur de déclarer, en réponse à votre note mentionnée ci-dessus, que le Gouvernement royal d'Afghanistan, agissant par autorité de Sa Majesté le Roi Muhammad Zahir Shah, confirme la ligne frontière telle qu'elle a été marquée sur le terrain par lesdits représentants et telle qu'elle est indiquée sur le fac-similé de la carte originale signée et dans la description des bornes frontières qui l'accompagne — fac-similé et description joints à ladite note —, et qu'il accepte également les propositions subsidiaires ci-dessus exposées. Le Gouvernement de Sa Majesté Muhammad Zahir Shah convient, en conséquence, que la présente note et la note de Votre Excellence seront considérées comme constituant, pour prendre effet à dater de ce jour, un accord définitif entre le Gouvernement royal afghan, d'une part, et le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni et le Gouvernement de l'Inde, d'autre part. En conclusion, j'ai l'honneur de renouveler à Votre Excellence les assurances de ma haute considération.

Faiz MUHAMMAD,
Ministre des Affaires étrangères.

N° 3561.

**BELGIQUE ET
GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD**

**Accord relatif à la soumission de la
réclamation de M. Oscar Chinn à
la décision de la Cour permanente
de Justice internationale. Signé à
Bruxelles, le 13 avril 1934.**

**BELGIUM AND
GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND**

**Agreement for the Submission of the
Claim of Mr. Oscar Chinn for
Decision by the Permanent Court
of International Justice. Signed at
Brussels, April 13th, 1934.**

N^o 3561. — ACCORD¹ ENTRE LE GOUVERNEMENT BELGE ET LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI, RELATIF A LA SOUMISSION DE LA RÉCLAMATION DE M. OSCAR CHINN A LA DÉCISION DE LA COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE. SIGNÉ A BRUXELLES, LE 13 AVRIL 1934.

Textes officiels anglais et français communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 20 décembre 1934.

LE GOUVERNEMENT BELGE et LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD (ci-dessous dénommé Gouvernement du Royaume-Uni) :

Considérant qu'une contestation s'est élevée entre eux au sujet d'une réclamation formulée par le Gouvernement du Royaume-Uni et ayant pour objet la réparation des pertes et dommages qu'aurait subis le sieur Oscar Chinn, sujet britannique, ayant résidé et exercé son activité au Congo belge à l'époque des faits litigieux ;

Considérant que les pertes et dommages dont il s'agit sont imputés à certaines mesures prises et appliquées aux mois de juin 1931 et suivants par le Gouvernement belge (dont relève l'administration coloniale) à l'égard de la Société à responsabilité limitée Union nationale des Transports fluviaux (dite Unatra), les susdites mesures se rapportant au trafic fluvial sur les voies d'eau du Congo belge ;

Etant tombés d'accord pour soumettre, par voie de compromis, le différend à la décision de la Cour permanente de Justice internationale, conformément aux articles 36 et 40 du Statut² de celle-ci et à l'article 35 de son Règlement ;

A cette fin, ont désigné pour leurs plénipotentiaires, savoir :

LE GOUVERNEMENT BELGE :

Son Excellence M. Paul HYMANS, ministre des Affaires étrangères ;

LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI ;

Son Excellence le très honorable sir George CLERK, G. C. M. G., C. B., ambassadeur de Sa Majesté britannique à Bruxelles ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

¹ Entré en vigueur le 13 avril 1934.

² Vol. VI, page 379 ; vol. XI, page 404 ; vol. XV, page 304 ; vol. XXIV, page 152 ; vol. XXVII, page 416 ; vol. XXXIX, page 165 ; vol. XLV, page 96 ; vol. L, page 159 ; vol. LIV, page 387 ; vol. LXIX, page 70 ; vol. LXXII, page 452 ; vol. LXXVIII, page 435 ; vol. LXXXVIII, page 272 ; vol. XCII, page 362 ; vol. XCVI, page 180 ; vol. C, page 153 ; vol. CIV, page 492 ; vol. CVII, page 461 ; vol. CXI, page 402 ; vol. CXVII, page 46 ; vol. CXXVI, page 430 ; vol. CXXX, page 440 ; vol. CXXXIV, page 392 ; vol. CXLVII, page 318 ; et vol. CLII, page 282, de ce recueil.

No. 3561. — AGREEMENT¹ BETWEEN THE BELGIAN GOVERNMENT AND THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM FOR THE SUBMISSION OF THE CLAIM OF MR. OSCAR CHINN FOR DECISION BY THE PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE. SIGNED AT BRUSSELS, APRIL 13TH, 1934.

English and French official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Agreement took place December 20th, 1934.

THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND (hereinafterwards referred to as the Government of the United Kingdom) and THE BELGIAN GOVERNMENT :

Whereas a dispute has arisen between them with regard to the claim made by the Government of the United Kingdom in respect of loss and damage alleged to have been sustained by Mr. Oscar Chinn, a British subject at all material times resident and carrying on business in the Belgian Congo;

And whereas the said loss and damage are said to be due to certain measures taken and applied in the month of June 1931 and subsequently thereto by the Belgian Government (which is responsible for the colonial administration) in connection with the Limited Liability Company " Union nationale des Transports fluviaux " (commonly known as " Unatra "), and in relation to fluvial transport on the waterways of the Belgian Congo ;

Having agreed to submit the said dispute by special agreement for decision by the Permanent Court of International Justice in conformity with Articles 36 and 40 of the Court's Statute² and Article 35 of the Rules of the Court ;

Have accordingly appointed as their Plenipotentiaries for this purpose :

THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM :

His Excellency the Right Honourable Sir George CLERK, G.C.M.G., C.B., His Britannic Majesty's Ambassador at Brussels ;

THE BELGIAN GOVERNMENT :

His Excellency M. Paul HYMANS, Minister for Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

¹ Came into force April 13th, 1934.

² Vol. VI, page 379 ; Vol. XI, page 405 ; Vol. XV, page 305 ; Vol. XXIV, page 153 ; Vol. XXVII, page 417 ; Vol. XXXIX, page 165 ; Vol. XLV, page 96 ; Vol. L, page 159 ; Vol. LIV, page 387 ; Vol. LXIX, page 70 ; Vol. LXXII, page 452 ; Vol. LXXVIII, page 435 ; Vol. LXXXVIII, page 272 ; Vol. XCII, page 362 ; Vol. XCVI, page 180 ; Vol. C, page 153 ; Vol. CIV, page 492 ; Vol. CVII, page 461 ; Vol. CXI, page 402 ; Vol. CXVII, page 46 ; Vol. CXXVI, page 430 ; Vol. CXXX, page 440 ; Vol. CXXXIV, page 392 ; Vol. CXLVII, page 318 ; and Vol. CLII, page 282, of this Series.

Article premier.

a) La Cour permanente de Justice internationale sera priée de rendre jugement sur les points suivants :

1^o Les mesures susvisées dont se plaint le Gouvernement du Royaume-Uni sont-elles, compte tenu de toutes les circonstances du cas, en opposition avec les obligations internationales du Gouvernement belge vis-à-vis du Gouvernement du Royaume-Uni ?

2^o Si la réponse sur le point 1 est affirmative, et si le sieur Oscar Chinn a souffert un préjudice du chef des manquements du Gouvernement belge aux obligations susdites, quelle est la réparation à payer par le Gouvernement belge au Gouvernement du Royaume-Uni ?

b) Toutefois, avant de fixer éventuellement un montant, la Cour sera priée d'indiquer les bases d'appréciation de la réparation. Elle sera également priée de déterminer la procédure à suivre pour établir le montant, à défaut pour les Gouvernements contractants de s'être mis d'accord sur le chiffre dans le délai qu'elle aura fixé.

Article 2.

Prenant en considération les articles 43 et 48 du Statut de la Cour permanente et l'article 39 du Règlement de la Cour, les Gouvernements contractants conviennent que les pièces de la procédure seront les suivantes et qu'elles seront déposées dans l'ordre indiqué ci-dessous :

- a) Mémoire déposé par le Gouvernement du Royaume-Uni ;
- b) Contre-mémoire déposé par le Gouvernement belge ;
- c) Réplique, si elle est jugée nécessaire, déposée par le Gouvernement du Royaume-Uni ;
- d) Duplique, si elle est jugée nécessaire, déposée par le Gouvernement belge.

Les Gouvernements contractants se trouvent, d'autre part, d'accord pour proposer à la Cour de fixer ainsi qu'il suit les délais pour le dépôt des pièces ci-dessus énumérées :

- a) Pour le mémoire du Gouvernement du Royaume-Uni, deux semaines à compter de la date de la notification à la Cour du présent compromis ;
- b) Pour le contre-mémoire du Gouvernement belge, six semaines à compter de la date du dépôt du mémoire ;
- c) Pour la réplique, s'il y en a une, du Gouvernement du Royaume-Uni, six semaines à compter de la date du dépôt du contre-mémoire ;
- d) Pour la duplique, s'il y en a une, du Gouvernement belge, quatre semaines à compter de la date du dépôt de la réplique.

Article 3.

Le présent accord entrera en vigueur à la date de la signature et pourra être notifié au greffier de la Cour par l'un ou l'autre des Gouvernements contractants.

Fait à Bruxelles, le 13^e jour du mois d'avril 1934 en anglais et en français, les deux textes ayant même valeur.

(L. S.) HYMANS.

Article 1.

(a) The Permanent Court of International Justice is asked to give judgment on the following questions :

(1) Having regard to all the circumstances of the case, were the above-mentioned measures complained of by the Government of the United Kingdom in conflict with the international obligations of the Belgian Government towards the Government of the United Kingdom ?

(2) If the answer to question 1 above is in the affirmative, and if Mr. Oscar Chinn has suffered damage on account of the non-observance by the Belgian Government of the above-mentioned obligations, what is the reparation to be paid by the Belgian Government to the Government of the United Kingdom ?

(b) The Court is, however, requested before fixing the amount of any reparation that may be payable to indicate the principles upon which such reparation shall be calculated. The Court is also requested to determine the procedure whereby the said amount shall be ascertained if, within a time-limit to be fixed by the Court, the contracting Governments have not reached an agreement on the sum to be paid.

Article 2.

With reference to Articles 43 and 48 of the Statute of the Permanent Court and Article 39 of the Rules of Court, the contracting Governments are agreed that the following documents shall be presented in the order stated below :

- (a) Case submitted on behalf of the Government of the United Kingdom ;
- (b) Counter-case submitted on behalf of the Belgian Government ;
- (c) Reply (if so desired) submitted on behalf of the Government of the United Kingdom ;
- (d) Rejoinder (if so desired) submitted on behalf of the Belgian Government.

The contracting Governments further agree in proposing that the Court shall give the following directions with regard to the time at which the above documents are to be filed :

- (a) The case on behalf of the Government of the United Kingdom, within two weeks of the date of the notification to the Court of the present Agreement ;
- (b) Counter-case on behalf of the Belgian Government, within six weeks of the filing of the case ;
- (c) Reply (if any) on behalf of the Government of the United Kingdom, within six weeks of the filing of the counter-case ;
- (d) Rejoinder (if any) on behalf of the Belgian Government, within four weeks of the filing of the reply.

Article 3.

The present Agreement shall come into force on the date of the signature, and may be notified to the Registrar of the Court forthwith by either Government.

Done at Brussels this 13th day of April, 1934, in English and French, both texts being equally authentic.

(L. S.) George R. CLERK.

N° 3562.

**GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ET FRANCE**

Echange de notes relatif à la prolongation, à titre provisoire, de la Convention de commerce et de navigation conclue entre le Royaume-Uni et la France, le 28 février 1882. Londres, le 8 mai 1934.

**GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND FRANCE**

Exchange of Notes regarding the Temporary Prolongation of the Convention of Commerce and Navigation concluded between the United Kingdom and France, February 28th, 1882. London, May 8th, 1934.

No. 3562. — EXCHANGE OF NOTES¹ BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE FRENCH GOVERNMENT REGARDING THE TEMPORARY PROLONGATION OF THE CONVENTION OF COMMERCE AND NAVIGATION OF FEBRUARY 28TH, 1882. LONDON, MAY 8TH, 1934.

English and French official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Exchange of Notes took place December 20th, 1934.

No. I.

FOREIGN OFFICE.

SIR JOHN SIMON TO M. CORBIN.

May 8th, 1934.

YOUR EXCELLENCY,

With reference to your Excellency's note of the 11th February last, in which on behalf of the Government of the French Republic you gave notice of termination in respect of the Convention² of Commerce and Navigation signed at Paris on the 28th February, 1882, and of the Convention³ signed at London on the 26th January, 1826, which notices take effect on the 12th May, 1934, I have the honour to inform you that with a view to avoid the position which would arise if these Conventions lapsed before the completion of the negotiations for the conclusion of a new commercial treaty, His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland propose that the operation of the Convention of the 28th February, 1882, should be prolonged temporarily—subject to certain conditions.

2. I have accordingly the honour to propose to you that, pending the conclusion and coming into force of a regular commercial treaty, the Commercial Convention of the 28th February, 1882, shall, notwithstanding the notice of termination already given, continue in operation, except as regards Articles 7, 8 and 9, which shall be allowed to lapse on the 12th May, and subject to the understanding that nothing in the Convention shall be invoked by either Government in the matter of quantitative restrictions on the importation of goods from one country into the other, nor in that of the method of application of these restrictions.

3. I request that you will inform me whether the Government of the French Republic are willing to accept this proposal, in which case the present note and your reply will be regarded as constituting an agreement to the above effect, which shall terminate fourteen days after the receipt of notice to this effect given on behalf of either Government.

I have, etc.

John SIMON.

¹ Came into force May 8th, 1934.

² *British and Foreign State Papers*, Vol. 73, page 22.

³ *British and Foreign State Papers*, Vol. 13, page 3.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 3562. — ÉCHANGE DE NOTES² ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS RELATIF A LA PROLONGATION, A TITRE PROVISoire, DE LA CONVENTION DE COMMERCE ET DE NAVIGATION CONCLUE LE 28 FÉVRIER 1882. LONDRES, LE 8 MAI 1934.

Textes officiels français et anglais communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 20 décembre 1934.

N^o I.

FOREIGN OFFICE.

SIR JOHN SIMON A M. CORBIN.

Le 8 mai 1934.

EXCELLENCE,

Me référant à la note en date du 11 février, par laquelle Votre Excellence, au nom du Gouvernement de la République française, a notifié la dénonciation de la Convention³ de commerce et de navigation signée à Paris le 28 février 1882 et de l'Accord⁴ signé à Londres le 26 janvier 1826, dénonciation qui prendra effet le 12 mai 1934, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que, afin d'éviter la situation qui ne manquerait pas de se produire si lesdites conventions devenaient caduques avant l'achèvement des négociations en vue de la conclusion d'un nouvel accord commercial, le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord propose que la Convention du 28 février 1882 soit provisoirement maintenue en vigueur, sous certaines conditions.

2. J'ai, en conséquence, l'honneur de proposer qu'en attendant la conclusion et l'entrée en vigueur d'un traité de commerce définitif, la Convention de commerce du 28 février 1882, nonobstant l'avis de dénonciation dont elle a fait l'objet, demeurera en vigueur, à l'exception des articles 7, 8 et 9, qui deviendront caducs à partir du 12 mai, et étant entendu que les deux gouvernements renonceront à se prévaloir des dispositions de cette convention pour s'élever contre toutes restrictions quantitatives d'importations d'un pays dans l'autre, de même que contre toute procédure afférente à l'application de ces restrictions.

3. Je vous prie de bien vouloir me faire savoir si le Gouvernement de la République française est disposé à accepter cette proposition. Dans l'affirmative, la présente note et la réponse que vous y ferez seront considérées comme constituant, à cet effet, un accord des deux gouvernements, et qui prendra fin quatorze jours après sa dénonciation par l'un ou l'autre des gouvernements intéressés.

Veuillez agréer, etc.

John SIMON.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Entré en vigueur le 8 mai 1934.

³ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome VIII, page 659

⁴ DE MARTENS, *Nouveau Recueil de Traités*, tome VI, page 884.

N° 2.

M. CORBIN À SIR JOHN SIMON.

AMBASSADE DE FRANCE.

LONDRES, le 8 mai 1934.

M. LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

A la suite de la décision prise par mon gouvernement de dénoncer, à partir du 12 mai 1934, la Convention de commerce et de navigation signée à Paris le 28 février 1882, ainsi que l'Accord signé à Londres le 26 janvier 1826, Votre Excellence a bien voulu proposer, par sa lettre du 8 de ce mois, de maintenir provisoirement en vigueur jusqu'à la conclusion d'un nouvel accord commercial les dispositions de la Convention du 28 février 1882 aux conditions suivantes : les articles 7, 8 et 9 de la Convention de 1882 deviendront caducs à partir du 12 mai et les deux Parties renonceront à se prévaloir des dispositions de cette convention pour s'élever contre toutes restrictions quantitatives d'importations d'un pays dans l'autre, de même que contre toute procédure afférente à l'application de ces restrictions.

J'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence que le Gouvernement de la République accueille volontiers cette proposition et qu'il maintiendra provisoirement en vigueur, aux conditions indiquées et en attendant la conclusion d'un accord d'établissement commercial définitif, les dispositions de la Convention de 1882.

La lettre de Votre Excellence en date de ce jour et la présente réponse seront considérées comme constituant un accord des deux gouvernements à cet effet, accord qui prendra fin quatorze jours après sa dénonciation par l'un ou l'autre des gouvernements intéressés.

Veillez agréer, etc.

A. C. CORBIN.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2.

M. CORBIN TO SIR JOHN SIMON.

FRENCH EMBASSY.

LONDON, *May 8th*, 1934.

M. LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

Following the decision taken by my Government to denounce as from the 12th May, 1934, the Convention of Commerce and Navigation signed at Paris on the 28th February, 1882, as well as the Agreement signed at London on the 26th January, 1826, your Excellency has been so good as to propose, in your note of the 8th instant, that pending the conclusion of a new commercial agreement the provisions of the Convention of the 28th February, 1882, shall remain provisionally in force on the following conditions: Articles 7, 8 and 9 of the Convention of 1882 shall lapse as from the 12th May, and the two Parties shall undertake not to invoke the provisions of that Convention against any quantitative restrictions on imports from one country into the other or against the method of application of these restrictions.

I have the honour to inform your Excellency that the Government of the Republic welcome this proposal, and that they will maintain provisionally in force the terms of the 1882 Convention on the conditions stated and pending the conclusion of a definitive commercial agreement.

Your Excellency's note of to-day and this reply shall be considered as constituting an agreement to this effect between the two Governments, which agreement shall terminate fourteen days after denunciation by one or other of the Governments concerned.

I have, etc.

A. C. CORBIN.

¹ Traduction du Foreign Office de Sa Majesté britannique.

¹ Translation of His Britannic Majesty's Foreign Office.

N° 3563.

**GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD,
INDE ET SIAM**

Echange de notes relatif à la frontière entre la Birmanie (Tenasserim) et le Siam. Bangkok, le 1^{er} juin 1934.

**GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND,
INDIA AND SIAM**

Exchange of Notes regarding the Boundary between Burma (Tenasserim) and Siam. Bangkok, June 1st, 1934.

No. 3563. — EXCHANGE OF NOTES¹ BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE GOVERNMENT OF INDIA AND THE GOVERNMENT OF SIAM REGARDING THE BOUNDARY BETWEEN BURMA (TENASSERIM) AND SIAM. BANGKOK, JUNE 1ST, 1934.

English official text communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Exchange of Notes took place December 20th, 1934.

No. I.

MR. COULTAS TO PHYA ABHIBAL RAJAMAITRI.

BRITISH LEGATION.

BANGKOK, June 1st, 1934.

YOUR EXCELLENCY,

In accordance with instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to inform you that His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Government of India have considered the report drawn up by the Commissioners appointed to examine the changes in the channel of the River Pakchan with reference to the boundary between Siam and Tenasserim in the Province of Burma, and are prepared to adopt the recommendations contained therein.

2. I have accordingly the honour to propose that, if the Siamese Government likewise approve the said recommendations, the description of the boundary, as laid down in the Convention² signed at Bangkok on the 8th September, 1868, be deemed to be modified in accordance with the recommendations set forth in the original memorandum and map³ attached hereto and signed by the respective Commissioners.

3. If the Siamese Government agree to this proposal, I would suggest that the present note and your Excellency's reply in similar terms, together with the original memorandum and map, be regarded as constituting an Agreement between His Majesty's Government in the United Kingdom and the Government of India on the one hand and the Siamese Government on the other, with effect from the date of the notes, the said Agreement to be regarded as supplementary to the above-mentioned Convention signed at Bangkok on the 8th September, 1868.

I avail, etc.

W. W. COULTAS,
Chargé d'Affaires.

¹ Came into force June 1st, 1934.

² *British and Foreign State Papers*, Vol. 59, page 1146.

³ Map not reproduced.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 3563. — ÉCHANGE DE NOTES ² ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT DE L'INDE, D'UNE PART, ET LE GOUVERNEMENT DU SIAM, D'AUTRE PART, RELATIF A LA FRONTIÈRE ENTRE LA BIRMANIE (TENASSERIM) ET LE SIAM. BANGKOK, LE 1^{er} JUIN 1934.

Texte officiel anglais communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 20 décembre 1934.

N^o 1.

M. COULTAS A PHYA ABHIBAL RAJAMAITRI.

LÉGATION BRITANNIQUE.

BANGKOK, le 1^{er} juin 1934.

EXCELLENCE,

J'ai l'honneur, d'ordre du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, de porter à votre connaissance que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, et le Gouvernement de l'Inde, ont étudié le rapport des commissaires chargés d'examiner les modifications survenues dans le chenal du fleuve Pakchan au sujet de la frontière entre le Siam et le Tenasserim dans la province de Birmanie, et que lesdits gouvernements sont disposés à accepter les recommandations contenues dans ce rapport.

2. En conséquence, j'ai l'honneur de vous proposer que, si le Gouvernement siamois approuve également lesdites recommandations, la description de la frontière, telle qu'elle a été établie dans la Convention signée à Bangkok le 8 septembre 1868, soit considérée comme modifiée conformément aux recommandations énoncées dans le memorandum original et la carte³ ci-joints, et signées par les commissaires respectifs.

3. Si le Gouvernement siamois accepte cette proposition, je me permettrai de suggérer que la présente note ainsi que la réponse de Votre Excellence conçue dans les mêmes termes, ainsi que le memorandum original et la carte, soient considérés comme constituant un accord entre le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni et le Gouvernement de l'Inde, d'une part, et le Gouvernement siamois, d'autre part, ledit accord prenant effet à partir de la date desdites notes, et comme complétant la Convention susmentionnée, signée à Bangkok le 8 septembre 1868.

Je saisis cette occasion, etc.

W. W. COULTAS,
Chargé d'Affaires.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

² Entré en vigueur le 1^{er} juin 1934.

³ Carte non reproduite.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

No. 2.

PHYA ABHIBAL RAJAMAITRI TO MR. COULTAS.

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.

SARANROMYA PALACE, *June 1st, 1934.*

M. LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

I have the honour to acknowledge the receipt of your note of to-day's date informing me that His Britannic Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Government of India are prepared to adopt the recommendations contained in the report drawn up by the Commissioners appointed to examine the changes in the channel of the River Pakchan in relation to the boundary between Siam and Tenasserim in the Province of Burma.

In reply, I have the honour to inform you that, on their part, His Majesty's Government approve the recommendations contained in the report above referred to, and are in agreement with the proposal set forth in your note under reply that the description of the boundary as laid down in the Convention signed at Bangkok on the 8th September, 1868, be deemed to be modified in accordance with the recommendations set forth in the original memorandum and map attached hereto and signed by the respective Commissioners. His Majesty's Government also agree to the suggestion that your note of to-day's date and my present note, together with the said original memorandum and map, be regarded as constituting an Agreement between His Britannic Majesty's Government in the United Kingdom and the Government of India on the one hand and His Majesty's Government on the other, with effect from the date of our notes, the said Agreement to be regarded as supplementary to the above-mentioned Convention of the 8th September, 1868.

I avail, etc.

Phya Abhibal RAJAMAITRI,
State Councillor for Foreign Affairs.

ENCLOSURE IN No. 2.

MEMORANDUM.

We, the undersigned, being the Commissioners appointed by the Siamese and British Governments to examine the changes in the channel of the River Pakchan with reference to the boundary between Siam and Tenasserim, beg to submit the following observations :

(1) The upper waters of the River Pakchan are very winding and frequently form peninsulas of land. Recently at four points the river has cut through the neck of certain peninsulas, leaving four areas of land lying between the old and the new channels of the river. Two of these areas, known as Klong Wan and Wang Tou, are Siamese territory, but lie on the British side of the river as it now is. The other two areas of land, known as Had Lan Kwai and See Sook, are British territory, but lie on the Siamese side of the river. These four areas of land are small in extent, and the revenues derived from them are negligible.

(2) We have examined both the old and the new channels of the river and found that the old channels are largely silted up, so that the four areas of land above referred to will in the near future form part of the mainland.

N° 2.

PHYA ABHIBAL RAJAMAITRI A M. COULTAS.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

PALAIS DE SARANROMYA, le 1^{er} juin 1934.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note de ce jour, par laquelle vous voulez bien porter à ma connaissance que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et le Gouvernement de l'Inde sont disposés à accepter les recommandations contenues dans le rapport des commissaires chargés d'examiner les modifications survenues dans le chenal du fleuve Pakchan au sujet de la frontière entre le Siam et le Tenasserim, dans la province de Birmanie.

En réponse, j'ai l'honneur de vous faire connaître que, pour sa part, le Gouvernement de Sa Majesté approuve les recommandations contenues dans le rapport susvisé et accepte la proposition formulée dans votre note et aux termes de laquelle la description de la frontière telle qu'elle a été établie dans la Convention signée à Bangkok le 8 septembre 1868, serait considérée comme modifiée conformément aux recommandations énoncées dans le memorandum original et la carte ci-joints, et signées par les commissaires respectifs. Le Gouvernement de Sa Majesté accepte également la suggestion tendant à ce que votre note de ce jour et ma présente note, ainsi que le memorandum original et la carte, soient considérés comme constituant un accord entre le Gouvernement de Sa Majesté britannique dans le Royaume-Uni et le Gouvernement de l'Inde, d'une part, et le Gouvernement de Sa Majesté, d'autre part, ledit accord prenant effet à partir de la date desdites notes, et comme complétant la Convention susmentionnée du 8 septembre 1868.

Je saisis cette occasion, etc.

Phya Abhibal RAJAMAITRI,
Conseiller d'Etat pour les Affaires étrangères.

ANNEXE AU N° 2.

MÉ MORANDUM.

Nous, soussignés, commissaires désignés par les Gouvernements siamois et britannique pour examiner les modifications survenues dans le chenal du fleuve Pakchan, en ce qui concerne la frontière entre le Siam et le Tenasserim, avons l'honneur de formuler les observations suivantes :

1° Les eaux supérieures du fleuve Pakchan sont très sinueuses et forment fréquemment des presqu'îles. Récemment, en quatre points, le fleuve s'est frayé son cours à travers la base de certaines presqu'îles, en laissant subsister quatre étendues de terre entre les anciens et les nouveaux chenaux du fleuve. Deux de ces étendues de terre, connues sous le nom de Klong Wan et Wang Tou, sont territoire siamois mais se trouvent du côté britannique du cours actuel du fleuve. Les deux autres étendues de terre, connues sous le nom de Had Lan Kwai et See Sook, sont territoire britannique mais se trouvent du côté siamois du fleuve. Ces quatre étendues de terre sont d'une superficie restreinte, et les revenus qu'on en tire sont négligeables.

2° Nous avons examiné les anciens et les nouveaux chenaux du fleuve, et nous avons constaté que les anciens chenaux sont très ensablés, de sorte que, dans un avenir rapproché, les quatre terrains susmentionnés feront partie de la terre ferme.

(3) The provisions of the Convention of 1868 defining the boundary between Siam and Tenasserim are not sufficiently precise to cover the present case, but the matter is one which requires rectification for administrative convenience.

We therefore recommend :

(1) That to clarify the present situation and to provide against any future changes in the course of the River Pakchan, the present new channel, which is the deep water channel, should be adopted as the boundary in this instance, and, further, that the deep water channel of the River Pakchan, wherever it may be, should always be accepted as the boundary. The recommendation with regard to the deep water channel should, however, refer only to that part of the River Pakchan which is liable to change its course, viz., from the British village of Marang northwards as far as the said river forms the boundary between Siam and Tenasserim in accordance with the Convention of 1868.

(2) That the areas of land called Klong Wan and Wang Tou, which are now Siamese territory, be declared British territory, and that the areas known as Had Lan Kwai and See Sook, which are now British territory, be declared Siamese territory.

In making these recommendations, we would point out that if the deep water channel of the river is accepted as the boundary, there will be no need to demarcate the frontier and erect and maintain any boundary posts. We would also observe that the territories involved in the above exchange do not appreciably differ in extent or value.

Done in duplicate at Tab Lee on the 10th January, 1933.

M. S. COLLIS,
Deputy Commissioner, Mergui.

Phya Amara Riddhi DHAMRONG,
Governor of Ranong.

Luang Siddhi SAYAMKAR,
*Assistant to Adviser in Foreign Affairs,
Ministry of Foreign Affairs.*

3° Les dispositions de la Convention de 1868 définissant la frontière entre le Siam et le Tenasserim ne sont pas suffisamment précises pour viser le cas présent, mais, pour des raisons de commodité administrative, il est nécessaire de procéder à une rectification.

En conséquence, nous recommandons :

1° Que, pour rendre la situation actuelle plus nette et pour se prémunir contre tous changements ultérieurs du cours du fleuve Pakchan, le nouveau chenal actuel, qui est le chenal en eau profonde, soit adopté comme frontière dans le cas présent et que, de plus, le chenal en eau profonde du fleuve Pakchan, où qu'il soit, soit toujours accepté comme constituant la frontière. Toutefois, la recommandation relative au chenal en eau profonde n'aurait trait qu'à la partie du fleuve Pakchan susceptible de changer son cours, c'est-à-dire depuis le village britannique de Marang vers le nord, aussi loin que ledit fleuve forme la frontière entre le Siam et le Tenasserim conformément à la Convention de 1868.

2° Que les étendues de terre appelées Klong Wan et Wang Tou, qui sont maintenant territoire siamois, soient déclarées territoire britannique, et que les étendues de terre connues sous le nom de Had Lan Kwai et See Sook, qui sont maintenant territoire britannique, soient déclarées territoire siamois.

En formulant ces recommandations, nous désirons faire observer que si le chenal en eau profonde du fleuve est accepté comme frontière, il ne sera pas nécessaire de fixer la frontière sur le terrain ni d'ériger et d'entretenir des bornes frontières. Nous faisons également observer que les territoires sur lesquels porte l'échange susindiqué ne diffèrent sensiblement ni quant à leur superficie ni quant à leur valeur.

Fait en double exemplaire à Tab Lee, le 10 janvier 1933.

M. S. COLLIS,
Commissaire adjoint, Mergui.

Phya Amara Riddhi DHAMRONG,
Gouverneur de Ranong.

Luang Siddhi SAYAMKAR,
*Adjoint au Conseiller pour les
Affaires étrangères,
Ministère des Affaires étrangères.*

N° 3564.

**UNION SUD-AFRICAINE,
ALLEMAGNE, AUSTRALIE,
CANADA, CHILI, etc.**

**Arrangement international relatif aux
statistiques des causes de décès,
et protocole de signature. Signés
à Londres, le 19 juin 1934.**

**UNION OF SOUTH AFRICA,
GERMANY, AUSTRALIA,
CANADA, CHILE, etc.**

**International Agreement relating to
Statistics of Causes of Death, and
Protocol of Signature. Signed at
London, June 19th, 1934.**

N^o 3564. — ARRANGEMENT¹ INTERNATIONAL RELATIF AUX STATISTIQUES DES CAUSES DE DÉCÈS. SIGNÉ A LONDRES, LE 19 JUIN 1934.

Textes officiels anglais et français communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne et le ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 20 décembre 1934.

LES GOUVERNEMENTS DE L'UNION DE L'AFRIQUE DU SUD, DU REICH ALLEMAND, DU COMMONWEALTH D'Australie, DE L'ÉTAT FÉDÉRAL D'Autriche, DU CANADA, DE LA RÉPUBLIQUE DE CHILI, DE SA MAJESTÉ LE ROI D'EGYPTE, DE LA RÉPUBLIQUE ESPAGNOLE, DE L'ÉTAT LIBRE D'IRLANDE, DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD, DE LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE, DU ROYAUME DE HONGRIE, DE SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE, DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE, DES ÉTATS-UNIS DE MEXIQUE, DE SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS, DE NOUVELLE-ZÉLANDE, DE LA RÉPUBLIQUE DE PANAMA, DE LA RÉPUBLIQUE DE PARAGUAY, DE SA MAJESTÉ LE CHAH DE PERSE, DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE, DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE, et DES ÉTATS-UNIS DE VENEZUELA, reconnaissant l'intérêt qu'il y a à assurer autant que possible l'uniformité et la comparabilité des statistiques des causes de décès, leurs plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés à cet effet, sont convenus des dispositions ci-après :

Article premier.

Sous réserve des dispositions du protocole de signature qui y est annexé, le présent arrangement s'applique aux territoires métropolitains des Gouvernements contractants et à tous autres territoires auxquels il pourra être étendu en vertu de l'article 8.

Article 2.

1. Les statistiques des causes de décès seront établies et publiées d'après une seule et même nomenclature, appelée ci-après « nomenclature de base ». Ces statistiques devront, soit être rigoureusement conformes à la nomenclature de base, soit, si elles sont présentées sous une forme plus détaillée, être ordonnées de telle manière qu'elles puissent être ramenées par voie de groupement à la nomenclature de base, chaque numéro d'ordre de ces statistiques plus détaillées étant suivi de l'indication entre parenthèses du numéro d'ordre correspondant de la nomenclature de base.

2. Les Gouvernements contractants conviennent d'adopter comme première nomenclature de base la « nomenclature intermédiaire », proposée à Paris le 19 octobre 1929 par la Commission internationale pour la revision décennale des nomenclatures nosologiques².

Article 3.

Chacun des Gouvernements contractants s'engage à établir les statistiques des causes de décès dans les conditions fixées à l'article 2 à partir du 1^{er} janvier suivant la date à laquelle il aura signé le présent arrangement ou y aura adhéré.

¹ Entré en vigueur le 19 juin 1934.

² Pour la facilité de la référence, cette nomenclature (avec sa traduction) a été adjointe en annexe à cet arrangement.

No. 3564. — INTERNATIONAL AGREEMENT¹ RELATING TO STATISTICS OF CAUSES OF DEATH. SIGNED AT LONDON, JUNE 19TH, 1934.

English and French official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain and by the Netherlands Minister for Foreign Affairs. The registration of this Agreement took place December 20th, 1934.

THE GOVERNMENTS OF THE UNION OF SOUTH AFRICA, THE GERMAN REICH, THE COMMONWEALTH OF AUSTRALIA, THE FEDERAL STATE OF AUSTRIA, CANADA, THE REPUBLIC OF CHILE, HIS MAJESTY THE KING OF EGYPT, THE SPANISH REPUBLIC, THE IRISH FREE STATE, THE UNITED STATES OF AMERICA, THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND, THE HELLENIC REPUBLIC, THE KINGDOM OF HUNGARY, HIS MAJESTY THE KING OF ITALY, THE REPUBLIC OF LATVIA, THE UNITED STATES OF MEXICO, HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS, NEW ZEALAND, THE REPUBLIC OF PANAMA, THE REPUBLIC OF PARAGUAY, HIS MAJESTY THE SHAH OF PERSIA, THE REPUBLIC OF POLAND, THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC and THE UNITED STATES OF VENEZUELA, recognising the importance of ensuring as far as possible the uniformity and comparability of statistics of causes of death, the undersigned Plenipotentiaries, being duly authorised thereto, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

Without prejudice to the provisions of the Protocol of Signature annexed hereto, the present Agreement applies to the metropolitan territories of the Contracting Governments, and to any other territories to which it may have been extended under Article 8.

Article 2.

1. Statistics of causes of death shall be compiled and published according to one uniform nomenclature, hereinafter referred to as the "minimum nomenclature". These statistics shall either follow strictly the minimum nomenclature, or, if they are given in greater detail, be so arranged that by suitable grouping they can be reduced to the minimum nomenclature, each serial number of these more detailed statistics showing after it in brackets the corresponding serial number in the minimum nomenclature.

2. The Contracting Governments agree to adopt as the first minimum nomenclature the "intermediate nomenclature" recommended at Paris on the 19th October, 1929, by the International Commission for the Decennial Revision of the International Nomenclature of Diseases.²

Article 3.

Each Contracting Government undertakes to compile statistics of causes of death in accordance with the conditions laid down in Article 2 from the 1st January following the date of its signature of or accession to the present Agreement.

¹ Came into force June 19th, 1934.

² For convenience of reference, this nomenclature (with a translation) has been added as an Annex to this Agreement.

Article 4.

1. Des modifications pourront, dans les conditions fixées au présent article, être apportées à la nomenclature de base pour prendre effet à partir du 1^{er} janvier 1940, ou du 1^{er} janvier de toute dixième année subséquente (dates appelées ci-après « dates de revision »), mais non autrement.

2. En vue de reviser la nomenclature de base, les Gouvernements contractants conviendront de tenir pleinement compte des rapports de toute Commission internationale qui serait réunie de la même manière et aux mêmes effets que la Commission internationale de 1929 pour la revision décennale des nomenclatures nosologiques.

3. Pour faciliter l'application du paragraphe précédent, le Gouvernement français réunira en conférence, à l'issue de chacune des sessions de la Commission internationale, les délégations ayant représenté à cette commission les gouvernements participant au présent arrangement. Cette conférence examinera les résolutions de la commission.

4. Chaque Gouvernement contractant aura le droit de demander la revision de la nomenclature de base en vigueur. La demande sera adressée au Gouvernement français, qui convoquera en conférence les Gouvernements contractants pour procéder à l'examen des propositions et à la rédaction des modifications.

5. Les modifications à la nomenclature de base qui seront adoptées au moins une année entière avant la date de revision la plus proche à une conférence réunie en vertu du paragraphe précédent par une majorité d'au moins les quatre cinquièmes des délégués des Gouvernements contractants, prendront effet à partir de la date de revision en question. Pour chaque Gouvernement contractant, la nomenclature de base ainsi modifiée remplacera la nomenclature de base en vigueur jusqu'alors, conformément aux dispositions de l'arrangement, à partir de la date de la revision ou, si le Gouvernement contractant en décide ainsi, à partir du 1^{er} janvier qui suivra immédiatement la date de revision.

Article 5.

Les Gouvernements contractants qui désireront assurer l'établissement de statistiques plus détaillées que celles qui figurent dans la nomenclature de base pourront conclure entre elles un arrangement en vue d'augmenter, autant que possible, la comparabilité des statistiques, pourvu que cet arrangement ne porte pas atteinte aux dispositions de l'article 2 du présent arrangement.

Article 6.

1. Le présent arrangement portera la date de ce jour et entrera en vigueur immédiatement.

2. Le gouvernement de tout pays au nom duquel le présent arrangement n'aura pas été signé pourra y accéder, en tout temps, au moyen d'une notification par écrit adressée par la voie diplomatique au Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et toute accession prendra effet à partir de la date de la réception de la notification.

3. Le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord avisera tous les autres Gouvernements contractants de chaque notification d'accession qu'il aura reçue.

Article 7.

Le présent arrangement pourra être dénoncé par une notification par écrit adressée par la voie diplomatique au Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord à tout moment, dans un délai de six mois à partir de la date de la réunion finale de l'une quelconque des conférences mentionnées à l'article 4. Toute dénonciation prendra effet à partir de la date de la réception de la notification. Le Gouvernement du Royaume-Uni fera tenir aux autres Gouvernements contractants des copies de tous les avis de dénonciation qu'il aura reçus.

Article 4.

1. Modifications may, in accordance with the conditions laid down in this Article, be made in the minimum nomenclature to take effect from the 1st January, 1940, or the 1st January in any subsequent tenth year (hereinafter called "revision dates"), but not otherwise.

2. For the purpose of revising the minimum nomenclature, the Contracting Governments agree to take fully into account the reports of any International Commission which may be convened in the same manner and with the same objects as the International Commission of 1929 for the Decennial Revision of the International Nomenclature of Diseases.

3. In order to facilitate the operation of the preceding paragraph the French Government shall, at the end of each session of the International Commission, call a conference of the delegations who have represented on that Commission the Governments which are Parties to the present Agreement. This conference shall consider the resolutions of the Commission.

4. Each Contracting Government shall have the right to demand the revision of the minimum nomenclature in force. The request shall be addressed to the French Government, which will thereupon convene a conference of the Contracting Governments to consider the recommendations and to draft the modifications.

5. Modifications of the minimum nomenclature which have been adopted at least one clear year before the next ensuing revision date at a conference convened under the preceding paragraph by a majority of not less than four-fifths of the delegates of the Contracting Governments shall take effect as from such revision date. In respect of each Contracting Government, the minimum nomenclature thus modified shall replace the minimum nomenclature hitherto in force in accordance with the provisions of the Agreement as from the revision date, or, if the Contracting Government so decides, as from the 1st January next following the revision date.

Article 5.

Contracting Governments wishing to secure the compilation of statistics in greater detail than those given in the minimum nomenclature may enter into a mutual agreement in order to increase as far as possible the comparability of statistics, provided that such an agreement shall not infringe the provisions of Article 2 of the present Agreement.

Article 6.

1. The present Agreement shall bear this day's date, and shall come into force immediately.

2. The Government of any country on whose behalf the present Agreement has not been signed may accede thereto at any time by means of a notification in writing addressed through the diplomatic channel to the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, and every accession shall take effect as from the date of the receipt of the notification thereof.

3. The Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland shall notify all the other Contracting Governments of each notification of accession received.

Article 7.

The present Agreement may be denounced by a notification in writing addressed through the diplomatic channel to the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland at any time within six months from the date of the final meeting of any of the conferences referred to in Article 4. Each denunciation shall take effect as from the date of the receipt of the notification thereof. The Government of the United Kingdom shall communicate to the other Contracting Governments copies of all notifications of denunciation received.

Article 8.

1. Tout Gouvernement contractant pourra, au moment de sa signature ou de son accession ou dans la suite, par une déclaration écrite adressée au Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, faire connaître son désir que le présent arrangement s'applique à la totalité ou à l'un quelconque de ses colonies, territoires d'outre-mer, protectorats, ou territoires sous suzeraineté ou mandat, et le présent arrangement s'appliquera à tous les territoires mentionnés dans cette déclaration à partir de la date de la réception de celle-ci.

2. Tout Gouvernement contractant pourra, en tout temps, dans un délai de six mois à partir de la date de la réunion finale de l'une quelconque des conférences mentionnées à l'article 4, exprimer par une notification écrite adressée au Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord son désir que le présent arrangement cesse de s'appliquer à la totalité ou à l'un quelconque de ses colonies, territoires d'outre-mer, protectorats, ou territoires sous suzeraineté ou mandat, auxquels l'arrangement se sera appliqué en vertu du paragraphe précédent, et, dans ce cas, le présent arrangement cessera de s'appliquer, à partir de la date de la réception de la notification, à tous les territoires qui y seront mentionnés.

3. Le Gouvernement du Royaume-Uni avisera les autres Gouvernements contractants de toutes les déclarations ou notifications reçues en vertu des paragraphes précédents de cet article.

En foi de quoi les plénipotentiaires soussignés ont signé le présent arrangement.

Fait à Londres, le dix-neuf juin 1934, en texte français et anglais, les deux textes étant également authentiques.

*Pour le Gouvernement de l'Union de l'Afrique du Sud*¹ :

C. T. TE WATER.

Pour le Gouvernement du Reich allemand :

HOESCH.

Pour le Gouvernement du Commonwealth d'Australie :

S. M. BRUCE.

Pour le Gouvernement de l'Etat fédéral d'Autriche :

Pour le Gouvernement du Canada :

G. H. FERGUSON.

Pour le Gouvernement de la République de Chili :

J. E. TOCORNAL.

Pour le Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Egypte :

A. W. DAWOOD.

*Pour le Gouvernement de la République espagnole*² :

Ramón PÉREZ DE AYALA.

[Traduction.]

¹ Avec une déclaration séparée concernant l'application de l'accord au territoire sous mandat du Sud-Ouest Africain, à l'exception de la zone indigène.

² Avec une déclaration séparée concernant l'application de l'accord à la Zone espagnole du Protectorat du Maroc et aux colonies espagnoles, sous les réserves indiquées aux paragraphes 1 et 2 du Protocole de signature, en ce qui concerne les colonies.

Article 8.

1. Any Contracting Government may, at the time of signature or accession or thereafter, by a declaration in writing addressed to the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, declare its desire that the present Agreement should apply to all or any of its colonies, oversea territories, protectorates, or territories under suzerainty or mandate, and the present Agreement shall apply to all the territories mentioned in such declaration as from the date of the receipt thereof.

2. Any Contracting Government may, at any time within six months from the date of the final meeting of any of the conferences referred to in Article 4, express its desire by a notification in writing addressed to the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland that the present Agreement shall cease to apply to all or any of its colonies, oversea territories, protectorates, or territories under suzerainty or mandate, to which the Agreement shall have been applied under the preceding paragraph, and in such case the present Agreement shall cease to apply, as from the date of the receipt of the notification, to all the territories mentioned therein.

3. The Government of the United Kingdom shall inform the other Contracting Governments of all declarations or notifications received under the preceding paragraphs of this Article.

In faith thereof the undersigned Plenipotentiaries have signed the present Agreement.

Done at London this nineteenth day of June, 1934, in English and French texts, both being equally authentic.

For the Government of the Union of South Africa :¹

C. T. TE WATER.

For the Government of the German Reich :

HOESCH.

For the Government of the Commonwealth of Australia :

S. M. BRUCE.

For the Government of the Federal State of Austria :

For the Government of Canada :

G. H. FERGUSON.

For the Government of the Republic of Chile :

J. E. TOCORNAL.

For the Government of His Majesty the King of Egypt :

A. W. DAWOOD.

For the Government of the Spanish Republic :²

Ramón PÉREZ DE AYALA.

¹ With a separate declaration that the Agreement shall apply to the Mandated Territory of South West Africa, with the exception of native areas.

² With a separate declaration that the Agreement shall apply to the Spanish Zone of the Protectorate in Morocco and to the Spanish Colonies, subject as regards the latter to the reservations indicated in paragraphs 1 and 2 of the Protocol of Signature.

Pour le Gouvernement de l'Etat libre d'Irlande :

J. W. DULANTY.

Pour le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique :

Robert W. BINGHAM.

Pour le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ¹ :

John SIMON.

Pour le Gouvernement de la République hellénique :

D. CACLAMANOS.

Pour le Gouvernement du Royaume de Hongrie :

SZECHENYI.

Pour le Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie :

Dino GRANDI.

Pour le Gouvernement de la République de Lettonie :

Ch. ZARINE.

Pour le Gouvernement des Etats-Unis de Mexique :

J. SÁNCHEZ MEJORADA.

Pour le Gouvernement de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas :

R. DE MAREES VAN SWINDEREN.

Pour le Gouvernement de Nouvelle-Zélande :

C. J. PARR.

Pour le Gouvernement de la République de Panama :

Pour le Gouvernement de la République de Paraguay :

R. ESPINOZA.

Pour le Gouvernement de Sa Majesté le Chah de Perse :

M. K. SCHAYESTEH.

Pour le Gouvernement de la République de Pologne :

SKIRMUNT.

Pour le Gouvernement de la République tchécoslovaque :

Jan MASARYK.

Pour le Gouvernement des Etats-Unis de Venezuela :

Diógenes ESCALANTE.

[Traduction.]

¹ Avec une déclaration séparée concernant l'application de l'Accord à Terre-Neuve et à la Rhodésie du Sud.

For the Government of the Irish Free State :

J. W. DULANTY.

For the Government of the United States of America :

Robert W. BINGHAM.

For the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland :¹

John SIMON.

For the Government of the Hellenic Republic :

D. CACLAMANOS.

For the Government of the Kingdom of Hungary :

SZECHENYI.

For the Government of His Majesty the King of Italy :

Dino GRANDI.

For the Government of the Republic of Latvia :

Ch. ZARINE.

For the Government of the United States of Mexico :

J. SÁNCHEZ MEJORADA.

For the Government of Her Majesty the Queen of the Netherlands :

R. DE MAREES VAN SWINDEREN.

For the Government of New Zealand :

C. J. PARR.

For the Government of the Republic of Panama :

For the Government of the Republic of Paraguay :

R. ESPINOZA.

For the Government of His Majesty the Shah of Persia :

M. K. SCHAYESTEH.

For the Government of the Republic of Poland :

SKIRMUNT.

For the Government of the Czechoslovak Republic :

Jan MASARYK.

For the Government of the United States of Venezuela :

Diógenes ESCALANTE.

¹ With a separate declaration that the Agreement shall apply to Newfoundland and Southern Rhodesia.

PROTOCOLE DE SIGNATURE

Au moment de signer l'arrangement en date de ce jour sur les statistiques des causes de décès, les plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés à cet effet, déclarent qu'ils sont convenus de ce qui suit :

I. Les Gouvernements contractants mentionnés ci-dessous, qui ne sont pas à même d'établir et de publier des statistiques centralisées pour l'ensemble de leur territoire métropolitain, limitent par les présentes leur acceptation des obligations dudit arrangement aux portions suivantes de leur territoire métropolitain :

Le Gouvernement de l'Union de l'Afrique du Sud :

- a) Régions urbaines ;
- b) Régions non urbaines auxquelles s'applique l'Acte N° 17 de 1923.

Le Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Egypte :

LOCALITÉS.

(Inspectorats de Santé.)

Gouvernorats.

Le Caire :

Abdin.
Bab-el-Sha'riya.
Bûlaq.
El Darb-el-Ahmar.
El Ezbekiya.
El Gamâliya.
Helwan.
El Khalifa.
El Musky.
Vieux Caire.
El Saiyeda-Zeinab.
Shubra.
El Wayli :
El Abbasiya.
Heliopolis.
El Zaytûn.

Alexandrie :

El Attarin.
El Gumruk.
Karmûs.
El Labban.
El Manshiya.
Mina-el-Basal.
El Hadra.
Muharram Bey.
El Raml.

Canal :

Ismaïlia (ville).
Port-Fouad.
Port-Saïd (ville).

Damiette.
Suez.

Basse-Egypte.

Beheira Province :

Abu El Matâmir-el-Qibliya.
Abu Hummus.
Damanhûr (chef-lieu).
El Dilingât.
Ezab Difshu.
Ityâi-el-Bârûd.
Kafr Dâwûd.
Kafr-el-Dauwâr.
Kôm Hamâda.
El Mahmûdiya.
El Montazah.
Rosetta.
Shubrâkhît.

Daqahliya Province :

Aga.
Dikirnis.
Fâriskûr.
El Kurdi.
Mahallet Anshaq.
El Mansûra (chef-lieu).
El Manzala.
El Matariya.
Mit Abu Khâlid.
Mit-el-'Amil.
Mit Ghamr.
El Simbillâwein.
Timai-el-Amdid.

Gharbiya Province :

Abu Mandûr.
Baltim.
Basyûn.
Bilqâs.
Disûq.

Basse-Egypte (suite).

Gharbiya Province (suite) :

Fuwa.
Kafr-el-Sheikh.
Kafr-el-Zaiyât.
El Mahalla-el-Kubra.
Motobus.
Qallîn.
Qutûr.
Samannûd.
El Santa.
Shirbîn.
Talkha.
Tanta (chef-lieu).
Zifta.

Minufiya Province :

Ashmûn.
El Bâgûr.
El Batanoun.
Istanha.
Kafr Rabi'.
Minûf.
Shatânûf.
Shibin-el-Kom (chef-lieu).
El Shuhada et Sirsina.
Tala.

Qalyubiya Province :

El 'Amâr-el-Kubra.
Benha (chef-lieu).
El Khânka.
Qalyûb.
El Qanâter-el-Khairiya.
Sindbis.
Shibin-el-Qanâtir.
Shubra-el-Kheima.
Tûkh.

PROTOCOL OF SIGNATURE.

At the moment of signing the Agreement of this day's date on statistics of causes of death, the undersigned Plenipotentiaries, being duly authorised thereto, declare that they have agreed as follows :

I. The under-mentioned Contracting Governments, who are not in a position to compile and publish central statistics for the whole of their metropolitan territory, hereby limit their acceptance of the obligations of the said Agreement to the following portions of their metropolitan territory :

The Government of the Union of South Africa :

- (a) Urban areas ;
- (b) Non-urban areas to which Act No. 17 of 1923 applies.

The Government of His Majesty the King of Egypt :

LOCALITIES.

(Health Inspectorates.)

Governorates.

Cairo :
 Abdin.
 Bab-el-Sha'riya.
 Bûlaq.
 El Darb-el-Ahmar.
 El Ezbekiya.
 El Gamâliya.
 Helwan.
 El Khalifa.
 El Musky.
 Old Cairo.
 El Saiyeda-Zeinab.
 Shubra.
 El Wayli :
 El Abbasiya.
 Heliopolis.
 El Zaytûn.

Alexandria :
 El Attarin.
 El Gumruk.
 Karmûs.
 El Labban.
 El Manshiya.
 Mina-el-Basal.
 El Hadra.
 Muharram Bey.
 El Raml.

Canal :
 Ismailia (town).
 Port Fouad.
 Port Said (town).

Damietta.
 Suez.

Lower Egypt.

Beheira Province :
 Abu El Matâmir-el-Qibliya.
 Abu Hummus.
 Damanhûr (chief town).
 El Dilingât.
 Ezab Difshu.
 Ityâi-el-Bârûd.
 Kafr Dâwûd.
 Kafr-el-Dauwâr.
 Kôm Hamâda.
 El Mahmûdiya.
 El Montazah.
 Rosetta.
 Shubrâkhît.

Daqahliya Province :
 Aga.
 Dikrnis.
 Fâriskûr.
 El Kurdi.
 Mahallet Anshaq.
 El Mansûra (chief town).
 El Manzala.
 El Matariya.
 Mit Abu Khâlid.
 Mit-el-'Amil.
 Mit Ghamr.
 El Simbillâwein.
 Timai-el-Amdid.

Gharbiya Province :
 Abu Mandûr.
 Baltim.
 Basyûn.
 Bilqâs.
 Disûq.

Lower Egypt (contd.).

Gharbiya Province (*contd.*) :
 Fuwa.
 Kafr-el-Sheikh.
 Kafr-el-Zaiyât.
 El Mahalla-el-Kubra.
 Motobus.
 Qallin.
 Qutûr.
 Samannûd.
 El Santa.
 Shirbîn.
 Talkha.
 Tanta (chief town).
 Zifta.

Minufiya Province :
 Ashmûn.
 El Bâgûr.
 El Batanoun.
 Istanha.
 Kafr Rabi'.
 Minûf.
 Shatânûf.
 Shibin-el-Kom (chief town).
 El Shuhada and Sirsina.
 Tala.

Qalyubiya Province :
 El 'Amâr-el-Kubra.
 Benha (chief town).
 El Khânka.
 Qalyûb.
 El Qanâter-el-Khairiya.
 Sindbis.
 Shibin-el-Qanâtir.
 Shubra-el-Kheima.
 Tûkh.

Basse-Egypte (suite).

Sharqiya Province :

Abou Hammad.
Abou Kebir.
Belbeis.
Fâqûs.
Gezîret Seoûdi.
Hiya.
Kafr Saqr.
Mashtûl-el-Sûq.
Minyet-el-Qamh.
El Salhiya.
El Sanâfin.
Tal Rak.
Zagazig (chef-lieu).

Haute-Egypte.

Aswan Province :

El Alaqi.
Aswân (chef-lieu).
Edfu.
Kôm Ombo.
El Redissiya Bahari.
Ahiba.

Asyut Province :

Abnûb.
Abu Tig.
Asyût (chef-lieu).
El Badâri.
Dairût-el-Mahatta.
Deir Mawâs.
Mallawi.
Manfalût.

Haute-Egypte (suite).

Asyut Province (suite) :

El Motea.
El Qûsiya.
El Roda.
Sidfa.

Beni-Suef Province :

Abu Sîr-el-Malaq.
Beni-Suef (chef-lieu).
Biba.
Ihnassia-el-Madina.
El Shantûr.
El Wasta.

Faïyûm Province :

El Faïyûm (chef-lieu).
Ibshawâi.
Itsa.
El Nazla.
Sinnûris.
Tâmia.

Girga Province :

Akhmîm.
Awlad Hamza.
El Balyana.
Girga.
El Khiyâm.
El Manshâh.
El Marâgha.
Nazlet 'Imara.
Sohâg (chef-lieu).
Tahua.
Tima.

Haute-Egypte (suite).

Giza Province :

El Afiyat.
El Giza (chef-lieu).
El Hawamdîa.
Imbâba.
Mazghouna.
Osim.
El Saff.
Sôal.

Minya Province :

Beni Mazâr.
El Fant.
El Fashn.
El Fikriya.
El 'Idwa.
Maghâgha.
Minshât Matâi.
El Minya (chef-lieu).
Samâlût.

Qena Province :

Abu Shûsha.
Armant-el-Wabûrât.
El Deir.
Dishna.
Farshût.
Isna.
Luxor.
Nag' Hammâdi.
Naqâda.
Qaft.
Qena (chef-lieu).
Qûs.
El Waqf.

Le Gouvernement de Nouvelle-Zélande :

North Island et les îlots voisins ;
South Island et les îlots voisins ;
Stewart Island et les îlots voisins ;
Chatham Islands.

2. Les Gouvernements contractants susmentionnés pourront en tout temps pendant que le présent arrangement sera en vigueur étendre l'application dudit arrangement à toutes portions de leurs territoires métropolitains autres que celles auxquelles l'arrangement est déjà applicable, en vertu du paragraphe précédent, par une notification adressée au Gouvernement du Royaume-Uni par la voie diplomatique.

3. Le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord transmettra à tous les autres Gouvernements contractants des copies de toutes les notifications qu'il recevra en vertu du paragraphe précédent.

Fait à Londres, le dix-neuf juin 1934, en texte français et anglais, les deux textes étant également authentiques.

[*Suivent les mêmes signatures que celles qui figurent à la fin de l'Arrangement.*]

Lower Egypt (contd.).

Sharqiya Province :
 Abou Hammad.
 Abou Kebir.
 Belbeis.
 Fâqûs.
 Gezîret Seoûdi.
 Hihya.
 Kafr Saqr.
 Mashtûl-el-Sûq.
 Minyet-el-Qamh.
 El Salhiya.
 El Sanâfin.
 Tal Rak.
 Zagazig (chief town).

Upper Egypt.

Aswan Province :
 El Alaqi.
 Aswân (chief town).
 Edfu.
 Kôm Ombo.
 El Redissiya Bahari.
 Ahiba.
 Asyut Province :
 Abnûb.
 Abu Tig.
 Asyût (chief town).
 El Badâri.
 Dairût-el-Mahatta.
 Deir Mawâs.
 Mallawi.
 Manfalût.

Upper Egypt (contd.).

Asyut Province (*contd.*).
 El Motea.
 El Qûsiya.
 El Roda.
 Sidfa.

Beni-Suef Province :
 Abu Sir-el-Malaq.
 Beni-Suef (chief town).
 Biba.
 Ihnassia-el-Madina.
 El Shantûr.
 El Wasta.

Faiyûm Province :
 El Faiyûm (chief town).
 Ibshawâi.
 Itsa.
 El Nazla.
 Sinnûris.
 Tâmia.

Girga Province :
 Akhmîm.
 Awlad Hamza.
 El Balyana.
 Girga.
 El Khiyâm.
 El Manshâh.
 El Marâgha.
 Nazlet 'Imara.
 Sohâg (chief town).
 Tahua.
 Tima.

Upper Egypt (contd.).

Giza Province :
 El Afiyat.
 El Giza (chief town).
 El Hawamdia.
 Imbâba.
 Mazghouna.
 Osim.
 El Saff.
 Sôal.

Minya Province :
 Beni Mazâr.
 El Fant.
 El Fashn.
 El Fikriya.
 El 'Idwa.
 Maghâgha.
 Minshât Matâi.
 El Minya (chief town).
 Samâlût.

Qena Province :
 Abu Shûsha.
 Armant-el-Wabûrât.
 El Deir.
 Dishna.
 Farshût.
 Isna.
 Luxor.
 Nag' Hammâdi.
 Naqâda.
 Qaft.
 Qena (chief town).
 Qûs.
 El Waqf.

The Government of New Zealand :

North Island and adjacent islets ;
 South Island and adjacent islets ;
 Stewart Island and adjacent islets ;
 Chatham Islands.

2. The above-mentioned Contracting Governments may, at any time while the present Agreement is in force, extend the application of the said Agreement to any portions of their metropolitan territories other than those to which the Agreement is already applicable under the preceding paragraph by a notification addressed to the Government of the United Kingdom through the diplomatic channel.

3. The Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland shall transmit to all the other Contracting Governments copies of all notifications received under the preceding paragraph.

Done at London this nineteenth day of June, 1934, in English and French texts, both texts being equally authentic.

[Here follow the same signatures as those appearing at the end of the Agreement.]

Certifié pour copie conforme :

Le Secrétaire général du Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas,

A. M. Snouck Hurgronje

ANNEXE

Texte officiel français communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet annexe a eu lieu le 20 décembre 1934.

NOMENCLATURE INTERMÉDIAIRE PROPOSÉE A PARIS LE 19 OCTOBRE 1929 PAR LA COMMISSION INTERNATIONALE POUR LA REVISION DÉCENNALE DES NOMENCLATURES NOSOLOGIQUES.

(Les numéros entre parenthèses sont ceux de la nomenclature détaillée.)

I. *Maladies infectieuses et parasitaires.*

1. Fièvres typhoïde et paratyphoïdes (1 et 2).
2. Typhus exanthématique (3).
3. Variole (6).
4. Rougeole (7).
5. Scarlatine (8).
6. Coqueluche (9).
7. Diphtérie (10).
8. Grippe ou influenza (11).
9. Dysenterie (13).
10. Peste (14).
11. Tuberculose de l'appareil respiratoire (23).
12. Toutes autres tuberculoses (24 à 32).
13. Syphilis (34).
14. Infection purulente et septicémie non puerpérale (36).
15. Paludisme (malaria) (38).
16. Maladies dues à des protozoaires ou à des helminthes (39 à 42).
17. Autres maladies infectieuses et parasitaires¹ (4, 5, 12, 15 à 22, 33, 35, 37, 43 et 44).

II. *Cancers et autres tumeurs.*

18. Cancers et autres tumeurs malignes (45 à 53).
19. Tumeurs non malignes ou dont le caractère malin n'est pas spécifié (54 et 55).

III. *Maladies rhumatismales, maladies de la nutrition, des glandes endocrines et autres maladies générales.*

20. Rhumatisme articulaire aigu fébrile (56).
21. Rhumatisme chronique et goutte (57 et 58).
22. Diabète sucré (59).
23. Avitaminoses (60 à 64).
24. Maladies de la glande thyroïde et des glandes parathyroïdes (66).
25. Autres maladies générales (65, 67 à 69).

¹ Les autres maladies infectieuses doivent être spécifiées quand elles causent une mortalité appréciable et certaines d'entre elles (choléra, fièvre jaune, fièvre récurrente, lèpre) doivent être spécifiées, même si elles n'ont causé qu'un seul décès.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

ANNEX.

French official text communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Annex took place December 20th, 1934.

INTERMEDIATE NOMENCLATURE RECOMMENDED AT PARIS ON OCTOBER 19TH, 1929, BY THE INTERNATIONAL COMMISSION FOR THE DECENNIAL REVISION OF THE INTERNATIONAL NOMENCLATURE OF DISEASES.

(The numbers in parenthesis are those of the detailed nomenclature.)

I. *Infectious and Parasitic Diseases.*

1. Typhoid and paratyphoid fevers (1 and 2).
2. Typhus fever (3).
3. Small-pox (6).
4. Measles (7).
5. Scarlet fever (8).
6. Whooping cough (9).
7. Diphtheria (10).
8. Influenza (11).
9. Dysentery (13).
10. Plague (14).
11. Tuberculosis of the respiratory system (23).
12. All other forms of tuberculosis (24 to 32).
13. Syphilis (34).
14. Purulent infection and septicæmia, non-puerperal (36).
15. Malaria (38).
16. Diseases caused by protozoa or helminths (39 to 42).
17. Other infectious and parasitic diseases ² (4, 5, 12, 15 to 22, 33, 35, 37, 43 and 44).

II. *Cancer and other Tumours.*

18. Cancer and malignant tumours (45 to 53).
19. Tumours, non-malignant, or of unspecified nature (54 and 55).

III. *Rheumatic Diseases, Diseases of Nutrition and of Endocrine Glands, and other General Diseases.*

20. Acute rheumatic fever (56).
21. Chronic rheumatism and gout (57 and 58).
22. Diabetes mellitus (59).
23. Vitamine deficiency diseases (60 to 64).
24. Diseases of the thyroid and parathyroid glands (66).
25. Other general diseases (65, 67 to 69).

¹ Traduction du Foreign Office de Sa Majesté britannique.

¹ Translation of His Britannic Majesty's Foreign Office.

² Other infectious diseases should be specified when they cause a considerable mortality, and certain others (cholera, yellow fever, recurrent fever, leprosy) should be specified, even if they cause only one death.

IV. Maladies du sang et des organes hématopoïétiques.

- 26. Anémies pernicieuses et autres (71).
- 27. Leucémies, aleucémies et autres maladies du sang et des organes hématopoïétiques (70, 72 à 74).

V. Empoisonnements chroniques et intoxications.

- 28. Alcoolisme chronique ou aigu (75).
- 29. Autres empoisonnements chroniques (76 et 77).

VI. Maladies du système nerveux et des organes des sens.

- 30. Méningite simple (79).
- 31. Ataxie locomotrice progressive (80).
- 32. Hémorragie cérébrale, embolie ou thrombose cérébrale (82).
- 33. Paralysie générale (83).
- 34. Démence précoce et autres psychoses (84).
- 35. Épilepsie (85).
- 36. Autres maladies du système nerveux (78, 81, 86 et 87).
- 37. Maladies de l'œil, de l'oreille et de leurs annexes (88 et 89).

VII. Maladies de l'appareil circulatoire.

- 38. Péricardite (90).
- 39. Endocardite aiguë (91).
- 40. Endocardite chronique et affections valvulaires (92).
- 41. Maladies du myocarde (93).
- 42. Maladies des artères coronaires et angine de poitrine (94).
- 43. Autres maladies du cœur (95).
- 44. Anévrisme, excepté anévrisme du cœur (96).
- 45. Artériosclérose et gangrène (97 et 98).
- 46. Autres maladies de l'appareil circulatoire (99 à 103).

VIII. Maladies de l'appareil respiratoire.

- 47. Bronchite (106).
- 48. Pneumonies (107 à 109).
- 49. Pleurésie (110).
- 50. Autres maladies de l'appareil respiratoire excepté tuberculose (104 et 105, 111 à 114).

IX. Maladies de l'appareil digestif.

- 51. Ulcère de l'estomac ou du duodénum (117).
- 52. Diarrhée et entérite (au-dessous de 2 ans) (119).
- 53. Diarrhée, entérite et ulcération intestinale (2 ans et plus) (120).
- 54. Appendicite (121).
- 55. Hernie, obstruction intestinale (122).
- 56. Cirrhose du foie (124).
- 57. Autres maladies du foie et des voies biliaires, y compris calculs biliaires (125 à 127).
- 58. Autres maladies de l'appareil digestif (115, 116, 118, 123, 128 et 129).

IV. Diseases of the Blood and Hæmatopoietic Organs.

- 26. Pernicious and other anæmias (71).
- 27. Leukæmia, aleukæmia and other diseases of the blood and hæmatopoietic organs (70, 72 to 74).

V. Chronic Poisonings and Intoxications.

- 28. Alcoholism (chronic or acute) (75).
- 29. Other chronic poisonings (76 and 77).

VI. Diseases of the Nervous System and Organs of Special Sense.

- 30. Simple meningitis (79).
- 31. Progressive locomotor ataxy (80).
- 32. Cerebral hæmorrhage, embolism and thrombosis (82).
- 33. General paralysis of the insane (83).
- 34. Dementia præcox and other psychoses (84).
- 35. Epilepsy (85).
- 36. Other diseases of the nervous system (78, 81, 86 and 87).
- 37. Diseases of the eye, ear and annexa (88 and 89).

VII. Diseases of the Circulatory System.

- 38. Pericarditis (90).
- 39. Acute endocarditis (91).
- 40. Chronic endocarditis, valvular disease (92).
- 41. Diseases of the myocardium (93).
- 42. Diseases of the coronary arteries, angina pectoris (94).
- 43. Other diseases of the heart (95).
- 44. Aneurysm, other than of the heart (96).
- 45. Arterio-sclerosis, gangrene (97 and 98).
- 46. Other diseases of the circulatory system (99 to 103).

VIII. Diseases of the Respiratory System.

- 47. Bronchitis (106).
- 48. Pneumonia (107 to 109).
- 49. Pleurisy (110).
- 50. Other diseases of the respiratory system (tuberculosis excepted) (104, 105, 111 to 114).

IX. Diseases of the Digestive System.

- 51. Ulcer of the stomach or duodenum (117).
- 52. Diarrhœa and enteritis (under 2 years of age) (119).
- 53. Diarrhœa, enteritis and ulceration of the intestines (2 years and over) (120).
- 54. Appendicitis (121).
- 55. Hernia, intestinal obstruction (122).
- 56. Cirrhosis of the liver (124).
- 57. Other diseases of the liver and biliary passages (including biliary calculus) (125 to 127).
- 58. Other diseases of the digestive system (115, 116, 118, 123, 128 and 129).

X. Maladies de l'appareil urinaire et de l'appareil génital.

- 59. Néphrites (130 à 132).
- 60. Autres maladies des reins, des bassinets et des uretères (133).
- 61. Calculs des voies urinaires (134).
- 62. Maladies de la vessie, excepté tumeurs (135).
- 63. Maladies de l'urètre, abcès urineux, etc. (136).
- 64. Maladies de la prostate (137).
- 65. Maladies des organes génitaux, non désignées comme vénériennes (138 et 139).

XI. Maladies de la grossesse, accouchement, état puerpéral.

- 66. Accidents de la grossesse (141, 142, 143).
- 67. Hémorragie puerpérale (144).
- 68. Septicémie et infections puerpérales (140, 145).
- 69. Toxémies de la grossesse : albuminurie, éclampsie, etc. (146 et 147).
- 70. Autres causes puerpérales (148 à 150).

XII. Maladies de la peau et du tissu cellulaire.

- 71. Maladies de la peau et du tissu cellulaire (151 à 153).

XIII. Maladies des os et des organes de la locomotion.

- 72. Maladies des os et des organes de la locomotion, excepté tuberculose et rhumatisme (154 à 156).

XIV. Vices de conformation congénitaux.

- 73. Vices de conformation congénitaux (mort-nés non compris) (157).

XV. Maladies du premier âge.

- 74. Débilité congénitale (158).
- 75. Naissance prématurée, mort-nés non compris (159).
- 76. Conséquences de l'accouchement, mort-nés non compris (160).
- 77. Autres maladies spéciales au premier âge (161).

XVI. Sénilité.

- 78. Sénilité (162).

XVII. Morts violentes ou accidentelles.

- 79. Suicide (163 à 171).
- 80. Homicide (172 à 175).
- 81. Accident (176 à 194).
- 82. Autres morts violentes dont la nature (suicide, homicide, accident) est inconnue (195).
- 83. Blessures de guerre (y compris exécutions de civils par les belligérants) (196 et 197).
- 84. Exécution judiciaire (198).

XVIII. Causes de décès indéterminées.

- 85. Causes non spécifiées ou mal définies (199 et 200).

X. Diseases of the Genito-Urinary System.

- 59. Nephritis (130 to 132).
- 60. Other diseases of the kidney, renal pelvis and ureters (133).
- 61. Calculi of urinary passages (134).
- 62. Diseases of the bladder (excluding tumours) (135).
- 63. Diseases of the urethra, urinary abscess, etc. (136).
- 64. Diseases of the prostate (137).
- 65. Diseases of the genital organs, not stated to be venereal (138 and 139).

XI. Pregnancy, Labour and Puerperal State.

- 66. Accidents of pregnancy (141, 142 and 143).
- 67. Puerperal hæmorrhage (144).
- 68. Puerperal septicæmia (140 and 145).
- 69. Toxæmias of pregnancy (albuminuria or eclampsia) (146 and 147).
- 70. Other puerperal causes (148 to 150).

XII. Diseases of the Skin and Cellular Tissue.

- 71. Diseases of the skin and cellular tissue (151 to 153).

XIII. Diseases of the Bones and Organs of Locomotion.

- 72. Diseases of the bones and organs of locomotion (tuberculosis and rheumatism excepted) (154 to 156).

XIV. Congenital Malformations.

- 73. Congenital malformations (stillbirths excepted) (157).

XV. Early Infancy.

- 74. Congenital debility (158).
- 75. Premature birth (stillbirths excepted) (159).
- 76. Injury at birth (stillbirths excepted) (160).
- 77. Other diseases peculiar to early infancy (161).

XVI. Senility.

- 78. Senility (162).

XVII. Violent or Accidental Deaths.

- 79. Suicide (163 to 171).
- 80. Homicide (172 to 175).
- 81. Accidents (176 to 194).
- 82. Other violent deaths the nature of which (suicide, homicide, accident) is unknown (195).
- 83. War wounds (including execution of civilians by belligerents) (196 and 197).
- 84. Capital punishment (198).

XVIII. Causes of Death not Determined.

- 85. Causes not specified, or ill-defined (199 and 200).

